



Mariame, Bakayoko et sa fille contemplant Marseille depuis Notre-Dame-de-la-Garde.

Migrants en Méditerranée

A Marseille, une thérapie pour «transformer leur rapport à l'eau»

Le projet Aquarius initie de jeunes exilés aux sports aquatiques pour les aider à dépasser les traumatismes liés à leur traversée. Récit d'un parcours thérapeutique qui s'est conclu début juillet.

Par **ADÈLE SURPRENANT** Envoyée spéciale à Marseille
Photos **LÉO KELER. HORS FORMAT**

REPORTAGE

Le soleil est déjà haut lorsque les participants au projet Aquarius arrivent sur le Vieux-Port de Marseille, le pas hésitant. Au club de plongée le Bateau jaune, c'est de pied ferme qu'on attend les jeunes exilés. A peine atablés, l'équipe leur explique la marche à suivre, les consignes de sécurité à respecter. On distribue les combinaisons en néoprène, qu'ils se débattent pour enfiler, les membres empêtrés dans une maladresse propre à l'adolescence. Les mines sont basses en cette matinée de juillet.

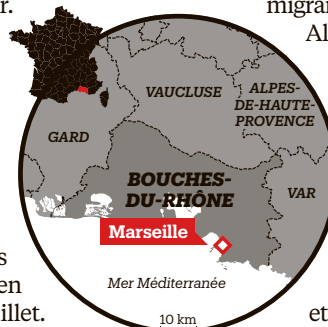
Impossible de dire s'il faut accuser les 12 heures de trajet, la veille, entre Chartres et ce coin de Provence, ou si l'appréhension commence à pointer chez les mineurs non accompagnés («MNA») : ils s'apprentent à plonger dans la mer, une première depuis leur trajet, sur des bateaux de fortune, pour rejoindre l'Europe. En route vers les îles du Frioul, le bateau accélère. Les mains s'agrippent au cordage, se crispent. Certains visages aussi. Ce n'est qu'une fois plongé dans l'eau que Mohamed, Guinéen de 16 ans, respire enfin. Le détenteur dans la bouche, l'oxygène à portée de souffle, il affirme se sentir en sécurité. Ali, lui, préfère flotter. Du

haut de ses 14 ans, le jeune Malien ne se laisse pas plus impressionner par les concombres de mer que par les oursins. Il plonge pour mieux remonter, puis passe de longues minutes sur le dos, les yeux fermés, laissant le soin à la houle de le porter. Le gilet de sauvetage sur le dos – équipement rare pour les migrants en Méditerranée –, Ali le sait : rien ne peut lui arriver.

Cette confiance renouvelée, il la doit en partie au projet Aquarius. Au cours des six derniers mois, ce groupe de 12 MNA, ainsi qu'une mère et sa fille, ont été initiés à la natation et aux sports aquatiques. Hébergés en Eure-et-Loir, leur expérience s'achève par un séjour à Marseille, où ils espèrent laisser derrière eux les traumatismes hérités de la traversée.

VERS LA GUÉRISON

Trois jours sont passés depuis le baptême de plongée. Entre une visite du parc national des Calanques et le parc aquatique de Vidauban (Var), le temps s'écoule sur le terrain de pétanque du camping Le Mas, à Martigues (Bouches-du-Rhône), où le groupe est hébergé en tentes. Sous la pinède, la voix assourdie par le chant des criquets, Ousmane fait une



Au large des îles du Frioul, à Marseille, le 7 juillet.

confession : le bateau lui donne encore des vertiges.

En 2023, il a 14 ans lorsqu'il quitte la Guinée, accompagné par un de ses frères aînés. Après plusieurs mois d'errance en Tunisie et deux tentatives de traversée avortées, Ousmane réussit in extremis à monter sur un canot pneumatique. Son frère, moins chanceux, est resté sur le rivage et a, depuis, fait demi-tour pour rentrer au pays. Le bateau navigue «en suivant le soleil», direction l'île italienne de Lampedusa. Mais la nuit tombe, et le conducteur perd le cap. L'embarcation, Ousmane et les 32 passagers à bord font naufrage. L'eau froide et salée se mélange au gasoil du moteur, le liquide visqueux se répand sur sa peau. A l'arrivée des secours, le calvaire continue : en tentant de se hisser sur le bateau de sauvetage, les naufragés s'enfoncent dans l'eau, jusqu'à la suffocation. Ousmane est sauvé, mais l'un d'entre eux n'aura pas cette chance, et mourra avant de mettre un pied sur le sol européen.

Depuis, l'eau est devenue le miroir de ses peurs, le reflet de cette mort à laquelle il a échappé de peu. Les vertiges persistent, mais le projet Aquarius l'a «beaucoup aidé», assure-t-il. En se réconciliant avec l'eau, Ousmane a amorcé un long chemin vers la guérison. Long, à l'image de son parcours migratoire émaillé d'événements traumatiques. Car, pour lui comme pour les autres participants au projet, les

«problèmes» ne se résument pas à la traversée et aux naufrages en Méditerranée centrale. Les personnes migrantes sont largement confrontées à des abus en tout genre, allant des violences armées, sexuelles, à la détention arbitraire et l'esclavage. Le corps tremblant encore des émotions ravivées par son récit, Ousmane se permet un dernier aveu : il lui arrive, malgré tout, de rêver de vacances au bord de la mer, en famille.

En 2021, Enja Delepine est éducateur spécialisé dans une maison d'enfants à caractère social gérée par la fondation Apprentis d'Auteuil, au Château des Vaux, en Eure-et-Loir. Après une sortie à la piscine, un jeune Malien manque à l'appel. L'éducateur le retrouve sur un pont à proximité. Le corps tremblant, prêt à sauter, il dit «*revoir son meilleur ami, mort noyé en Méditerranée, à côté de lui*». Ce soir-là, le pire est évité.

BRÛLURES, CICATRICES...

Pour Enja Delepine, c'est le déclic. Dans le cadre d'un master en développement, intégration, sport et culture, qu'il mène en parallèle de son travail d'éducateur, il imagine le projet Aquarius. L'objectif est d'aider ces mineurs isolés à surmonter les traumatismes liés à la traversée en Méditerranée. Grâce aux sports aquatiques, il espère «transformer leur rapport à l'eau pour en faire une source de plaisir» et favoriser leur insertion en

«Au moment d'entrer dans l'eau, on voit les sentiments, les images passer sur leurs visages.»

Florian Parmentier
maître-nageur

France. Le projet a lieu pour une quatrième année consécutive en Eure-et-Loir et s'est ouvert, en 2025, à deux cohortes supplémentaires, à Rennes et à Bordeaux. De décembre à juillet, chaque groupe se rencontre une fois par semaine. Le parcours commence par la natation, puis la plongée en piscine, suivi par des activités nautiques en extérieur, comme le kayak, avant de terminer par un retour à la mer, à Marseille.

Dès leur premier saut en piscine, les jeunes sont entourés par une équipe de professionnels. Le moment est crucial, car, même si tous participent au projet sur une base volontaire, le premier contact avec l'eau demeure sensible. «*Ils ne vont pas forcément nommer la peur, mais décrire des maux de ventre, de tête... Au moment d'entrer dans l'eau, on voit les sentiments, les images passer sur leurs visages*», décrit Florian Parmentier, le maître-nageur du projet. Avec sa carrure de Manadou et ses slips de bain farceurs, difficile de croire qu'il a, comme eux, «construit [s]on rapport à l'eau, d'abord avec une expérience négative», dit-il sans vouloir s'épancher. Le maître-nageur aspire à créer «un environnement sécurisant, favorable et positif». «Je ne sais pas ce qu'ils ont vécu», admet-il, évoquant les précautions qu'imposent, tacitement, les brûlures et les cicatrices sur la peau de certains jeunes.

Une psychologue les suit tout au long du projet. Elle encadre des groupes de parole mensuels, et accompagne les jeunes lors des séances de sport, directement dans l'eau. Cette approche atypique permet d'esquiver les réticences culturelles envers la psychothérapie et de contourner les blocages découlant de leur itinéraire migratoire : à leur arrivée en France, les jeunes exilés doivent prouver leur minorité et leur isolement sur le territoire français en détaillant leurs parcours de vie et de migration... comme chez le psychologue. Pour eux, se raconter est souvent associé à ces entretiens auprès des services départementaux, particulièrement stressants, durant lesquels se jouent leur statut en France.

Autre facteur essentiel à la réussite du projet : débiter le séjour à Marseille par la plongée est un moyen de «casser tout de suite les représentations sur la Méditerranée et les bateaux», explique le maître-nageur, «avant d'aller voir ce qu'il y a en dessous». A leur rythme, tous ont fait des progrès considérables. La preuve sort de la bouche de Las-



Ousmane, 16 ans, dans la calanque de Marseillevyre, le 9 juillet.

sana, Malien de 15 ans. Haut perché sur le toboggan du parc aquatique de Vidauban, il encourage un petit groupe, hésitant à sauter : «*Tu ne peux pas mourir, il y a de l'eau en dessous!*» «*La force du groupe*» explique en partie leurs avancées, croit Enja Delepine. «*Mineurs non accompagnés, ça porte bien son nom, ils sont relativement seuls*», reconnaît l'éducateur spécialisé. Pendant cette semaine à Marseille, les traces de ce passé traumatique s'estompent un peu. Autour du barbecue, les jeunes échangent des rires et le ballon de foot, qui passe de mains en mains. On attend les merguez en chantonnant l'hymne de Tiken Jah Fakoly, *Ouvrez les frontières*, sous le regard intrigué des vacanciers. Ils sont habitués aux regards. Mariame, 15 ans, le verbalise ainsi : il faut rester discrète. «*En ce moment, ils cherchent des migrants pour les faire retourner en Afrique*», juge-t-elle, craignant d'être visée par une obligation de quitter le territoire français (OQTF). Depuis la vaste opération de contrôles d'identité des 18 et 19 juin, voulue par le ministre de l'Intérieur, Bruno Retailleau, Mariame et tous les jeunes du projet Aquarius ont en permanence avec eux les papiers attestant de leur minorité et de leur prise en charge.

MAJORITÉ REDOUTÉE

Brindille en main, Mariame trace et retrace les contours d'un cercle dans le sable, sans perdre le fil de sa pensée : à seulement 8 ou 9 ans, elle voit pour la dernière fois ses parents et son pays, la Guinée,

qu'elle quitte au bras de la petite amie de son père. Maltraitée en Tunisie, par la Méditerranée, puis par cette femme qui se fera passer pour sa mère auprès des autorités, c'est pourtant de la France qu'elle redoute désormais les coups. «*Quand je suis arrivée [en 2021], c'était plus facile d'avoir les papiers. Et on ne sait pas, l'année prochaine, ce qu'ils vont encore décider*», anticipe-t-elle. Elle ignore aussi si elle referra du bateau ou de la plongée, une fois le projet Aquarius terminé. «*Ce n'est pas trop dans mes projets. Pour l'instant, c'est les papiers*», prévient-elle. De toute façon, le mal de mer ne la quitte plus depuis les premiers vomissements lors de sa traversée jusqu'en Italie et les trois semaines passées à bord d'un navire de quarantaine, suite à la détection du Covid-19 parmi les migrants. Interrompue par les feux d'artifice, plus loin sur la plage, elle redevient enfant. «*Allez, on y va?*»

Enfant, Bandiougou, originaire du Mali, ne l'est plus pour longtemps. L'an prochain, il aura 18 ans, et ne sera plus protégé par le statut de MNA. Il pourra donc faire l'objet d'une OQTF. Alors, il tente de profiter de chaque instant du séjour à Marseille, «*même si je suis pour le PSG*», rigole-t-il. Sur les hauteurs de Notre-Dame-de-la-Garde, qui surplombe toute la ville, le groupe contemple le large. Ici, il est dit que la basilique veille sur les marins et les pêcheurs. Depuis 2014, plus de 30 000 exilés sont morts en Méditerranée, d'après l'Organisation mondiale pour la migration. ◆



L'Allemagne fait le bilan du « Wir schaffen das »

Dix ans après la crise migratoire de 2015, l'intégration des réfugiés est en bonne voie mais continue de diviser

BERLIN - correspondante

Comme souvent, la phrase n'avait pas été pensée pour devenir un slogan. Lorsque la chancelière Angela Merkel prononce le désormais fameux « Wir schaffen das » (« nous y arriverons »), le 31 août 2015, lors d'une conférence de presse, affirmant ainsi sa confiance dans la capacité de l'Allemagne à intégrer les centaines de milliers de réfugiés qui se pressent à ses frontières dans le sillage de la crise en Syrie, elle ne se doute pas que celui-ci va lui « exploser à la figure », comme elle l'écrit dans ses Mémoires. Encore moins qu'il ferait encore les gros titres, dix ans plus tard.

« Nous n'y arriverons pas », déclarait ainsi, le 20 janvier, le candidat Friedrich Merz, aujourd'hui chancelier, pendant une campagne pour les élections législatives du 23 février marquée par une succession d'attaques meurtrières perpétrées par des personnes issues de l'immigration. « Nous n'y sommes manifestement pas parvenus », répétait-il encore lors de son interview d'été du 13 juillet, cherchant à nouveau à se démarquer de l'héritage de sa prédécesseure, que la droite allemande accuse d'être à l'origine de la montée de l'extrême droite depuis dix ans. Entre 2 et 3 millions de réfugiés sont arrivés en Allemagne au cours des dix dernières années, dont 1,1 million en 2015 et 2016, puis un peu plus de 1 million d'Ukrainiens après 2022.

Politique d'accueil volontariste

L'Allemagne a-t-elle vraiment échoué à intégrer les réfugiés arrivés il y a dix ans de Syrie, d'Irak et d'Afghanistan entre autres ? S'il est difficile de dresser un bilan scientifique, des travaux publiés à l'occasion du dixième anniversaire de la célèbre déclaration de la chancelière dessinent une image assez éloignée de celle qu'en donne le débat politique. « L'Allemagne est, en réalité, le pays européen où les réfugiés arrivés en 2015 se sont le mieux intégrés », affirme l'économiste et spécialiste des questions d'immigration Herbert Brücker, de l'Institut de recherche sur le marché du travail et la formation professionnelle (IAB). « Le taux d'emploi des réfugiés arrivés en 2015 est aujourd'hui quasi similaire à celui de la population allemande, conclut-il, se disant lui-même surpris



Mustafa Habash, 29 ans, dans une entreprise textile de Burladingen, le 16 juillet. Il est arrivé en Allemagne en 2015, après avoir quitté la Syrie. THOMAS KIENZLE/AFP

L'intégration a été facilitée par le profil des réfugiés arrivés en 2015, jeunes et relativement qualifiés

par les chiffres. C'est l'un des plus élevés d'Europe, même si nous n'avons pas de données pour tous les pays. Nous savons, par exemple, qu'il est plus élevé qu'en Scandinavie ou en Autriche.»

Fin 2024, 64 % des personnes réfugiées âgées de 18 à 64 ans et arrivées en 2015 occupaient ainsi un emploi, contre 70 % pour l'ensemble de la population alle-

mande, chiffre auquel il faut ajouter environ 5 % de personnes réfugiées travaillant aujourd'hui à leur compte. Cette moyenne masque toutefois d'importantes différences entre les hommes et les femmes chez ces arrivants : 76 % des hommes occupent un emploi, contre seulement 35 % des femmes. Des différences régionales sont également notables, l'intégration étant moins réussie dans les Länder les moins dynamiques économiquement, par exemple dans l'est du pays, où les réfugiés ont parfois été envoyés de façon disproportionnée du fait de la clé de répartition utilisée à l'époque, et parce que la pénurie de logements y était moindre.

Ce succès relatif s'explique avant tout par une politique d'accueil volontariste. L'Allemagne a déployé des moyens importants

pour accueillir et intégrer les personnes arrivées de Syrie (50 % des arrivants), d'Irak et d'Afghanistan (15 %), ou d'Erythrée (8 %). « Les procédures administratives ont été accélérées et les cours de langue, qui n'étaient jusque-là pas accessibles aux demandeurs d'asile, leur ont été ouverts », poursuit Herbert Brücker. Des offres ciblant ces populations ont, en outre, été développées sur le marché du travail. Plus de la moitié des personnes arrivées en 2015 et âgées de 18 à 64 ans avaient terminé leur procédure d'asile un an après leur arrivée, souligne l'étude de l'IAB. Et, deux ans après leur arrivée, 50 % des réfugiés participaient à des cours de langue.

« La nette augmentation du taux d'emploi parmi les réfugiés s'explique par des facteurs individuels, mais aussi par la suppres-

sion des obstacles institutionnels et la mise en œuvre de mesures d'intégration ciblées », indique l'étude de l'IAB. La différence est visible par rapport aux réfugiés arrivés en Allemagne avant 2015 qui, quoique moins nombreux, ont mis plus de temps à s'intégrer sur le marché du travail, comme ceux venus des Balkans dans les années 1990.

Besoin de main-d'œuvre

L'intégration a aussi été facilitée par le profil particulier des réfugiés arrivés en 2015, jeunes et relativement qualifiés. « Une population essentiellement adulte et masculine, célibataire, et jeune : l'âge moyen était de 22-23 ans », explique Herbert Brücker. Les femmes, qui formaient environ un tiers des arrivants, étaient, en revanche, mariées et avaient le plus souvent des enfants – trois en moyenne – compliquant leur insertion dans le marché du travail, en partie du fait de l'insuffisance d'infrastructures de garde. Plus de la moitié d'entre elles dépendent encore aujourd'hui des prestations sociales. Des difficultés semblables ont été rencontrées ensuite par les réfugiés ukrainiens arrivés en Allemagne après 2022, dont près de 70 % étaient des femmes, souvent accompagnées de jeunes enfants.

Dix ans après leur arrivée, environ la moitié des réfugiés de 2015 occupent toutefois un emploi qualifié et leur salaire médian, même s'il demeure faible, a doublé, passant de 1398 euros pour un emploi à temps plein en 2015, à 2675 euros en 2023, un niveau proche du salaire minimal allemand. Parmi les réfugiés sala-

riés, 84 % pouvaient subvenir à leurs besoins, si bien que le recours aux prestations sociales a diminué au fil du temps – environ un tiers des réfugiés percevaient encore des prestations sociales en 2023 (allocation-chômage ou revenu minimal).

« Il est vrai que les réfugiés sont surreprésentés parmi les bénéficiaires de prestations sociales, commente Winfried Kluth, le président du Conseil d'experts sur l'intégration et la migration. Mais si on compare leur situation avec celle d'Allemands ayant le même niveau de qualification ou ayant traversé des difficultés, la différence n'est pas si importante.»

En 2024, près de la moitié des bénéficiaires de l'allocation pour les demandeurs d'emploi, nommée *Bürgergeld*, étaient étrangers. « Il faut tenir compte de cette corrélation si l'on veut évaluer si cette politique a été couronnée de succès », estime l'ancien élu du Parti social-démocrate (SPD) Thilo Sarrazin, très critique sur la politique d'immigration allemande, qu'il juge trop généreuse, dans un entretien au quotidien *Die Welt*, le 29 août. L'actuel gouvernement veut réduire le *Bürgergeld*, qui coûte 45 milliards d'euros par an, estimant qu'elle décourage le travail.

Dix ans après leur arrivée, les hommes sont principalement actifs dans les professions liées au transport et à la logistique (24 %), à la fabrication et à la production (24 %), les femmes dans les professions médicales et paramédicales (26 %), les services sociaux et culturels (13 %), le commerce (19 %) ou nettoyage (13 %). Leur niveau de qualification est souvent supérieur à celui requis dans les emplois qu'ils occupent. Mais les réfugiés ont contribué à réduire les problèmes de pénurie de main-d'œuvre dont souffre l'économie allemande, souligne régulièrement Andrea Nahles, la directrice de l'Agence fédérale pour l'emploi. Pour elle, l'emploi en Allemagne ne croît plus que grâce à l'immigration, européenne et non européenne. ■

L'Italie met la pression sur les migrants en Méditerranée

APRÈS UNE ATTAQUE ARMÉE des gardes-côtes libyens et cinq jours de quarantaine à bord d'un bateau criblé d'impacts de balles, l'équipage de l'*Ocean-Viking* a reçu, vendredi 29 août, l'autorisation de toucher terre des autorités italiennes. Du fait d'un cas de tuberculose, 34 membres du personnel étaient confinés à bord, les 87 naufragés secourus ayant pu débarquer au port d'Augusta, en Sicile. SOS Méditerranée, qui opère le navire, avait qualifié la décision de « sans précédent » et d'« arbitraire » car non conforme aux recommandations de l'Organisation mondiale de la santé. La levée du confinement a été prononcée malgré des tests positifs.

La décision de Rome a été interprétée par les défenseurs des droits des migrants comme punitive et d'autant plus dure qu'elle faisait suite à une agression subie dimanche, à 70 kilomètres des côtes libyennes, quand deux gardes-côtes de Tripoli ont ouvert le feu sans sommation et à hauteur d'homme sur l'*Ocean-Viking*. L'incident, d'une gravité inédite, dix ans après le développement des activités civiles de secours en mer, fait peser une menace nouvelle sur les ONG qui font face à la politique restrictive du gouvernement italien, menée cet été avec une vigueur renouvelée.

« Cet épisode va laisser des traces. Les personnels sont durement marqués par

l'épreuve de la quarantaine après avoir essuyé des tirs pendant qu'ils menaient une opération de secours. C'est un miracle qu'il n'y ait eu ni blessés ni morts », déclare Sophie Beau, directrice générale de SOS Méditerranée. En 2025, l'association célèbre ses dix ans alors que se confirme le durcissement de la politique italienne à l'égard des ONG. Depuis février 2023, 33 séquestrations de bateaux de sauvetage ont été enregistrées. Plus récemment, un avion d'observation de l'ONG Sea-Watch a aussi été cloué au sol. Rome impose par ailleurs aux navires de débarquer dans des ports du nord de l'Italie, éloignés des zones de sauvetage, ce qui pèse sur leurs finances.

Violences des gardes-côtes libyens

Mardi, le ministre de l'intérieur italien, Matteo Piantadosi, a déclaré sur X : « C'est l'Etat qui lutte contre les trafiquants d'êtres humains, gère et coordonne les secours en mer. Pas les ONG. » Il justifiait le blocage du *Mediterranea*, qui avait refusé de faire route vers Gênes pour aborder en Sicile, évitant trois jours de navigation supplémentaires aux rescapés à bord. La majorité des secours dans la zone est menée par les autorités italiennes et Frontex, l'agence européenne de garde-frontières et de garde-côtes.

En plus de ces obstacles, les ONG font face à une violence accrue des gardes-côtes

libyens. SOS Humanity, également active dans la région, a recensé au mois d'août des incidents impliquant des tirs en l'air et autres menaces. Les gardes-côtes libyens émanent de milices disparates aux allégeances diverses mais dont des représentants sont impliqués dans le trafic d'êtres humains et des actes de torture selon des rapports des Nations unies. Ils sont équipés et financés par l'Union européenne.

« La zone où a eu lieu l'incident est la chasse gardée d'éléments directement loyaux au premier ministre de Tripoli, Abdel Hamid Dbeibah », explique Jalel Harchaoui, du Royal United Services Institute, expert des milices libyennes. M. Dbeibah est un partenaire privilégié de la présidente du conseil italien, Giorgia Meloni, qui a passé avec lui plusieurs accords migratoires et énergétiques. « Il faut que l'Europe revioie sa collaboration avec la Libye. De notre côté, nous allons repenser nos procédures opérationnelles », explique Sophie Beau. La quarantaine a été une nouvelle entrave, mais, avec l'attaque, on a changé de monde. Le décompte des morts et des vivants se poursuit. Le 13 août, 27 personnes sont mortes ou disparues dans des naufrages survenus au large de Lampedusa. Entre le 26 et 27 août, près de 800 personnes migrantes ont atteint les côtes siciliennes. ■

ALLAN KAVAL (ROME, CORRESPONDANT)

En 2024, près de la moitié des bénéficiaires de l'allocation pour les demandeurs d'emploi étaient étrangers

ELSA CONESA

Documents sauvegardés



© 2020 Econostrum (site web). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20200703-CNT-006

Nom de la source

Econostrum (site web)

Vendredi 3 juillet 2020

Type de source

Presse • Presse Web

Econostrum (site web) • 632 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

La fuite des cerveaux représente un gain pour les pays du Sud de la Méditerranée

Trois documents d'orientation (policy papers) du réseau euroméditerranéen pour les études économiques (Emnes) analysent la question complexe de l'immigration légale en Méditerranée et de ses conséquences paradoxales. D'un côté, la favoriser limite l'immigration illégale, de l'autre, elle conduit à la fuite des cerveaux du Sud vers le Nord. English version

>>> En savoir plus

Les fonds envoyés par les diplômés travaillant en Europe favorisent le développement de l'éducation dans leur pays d'origine (photo: F.Dubessy) Trois documents d'orientation (policy papers)* du réseau euroméditerranéen pour les études économiques (Emnes) analysent la question complexe de l'immigration légale en Méditerranée et de ses conséquences paradoxales. D'un côté, la favoriser limite l'immigration illégale souligne le rapport Legal migration pathways across the Mediterranean : achievements, obstacles and the way forward, de l'autre, elle conduit à la fuite des cerveaux du Sud vers le Nord.

L'impact de ces départs, principalement alimentés par des jeunes de formation tertiaire confrontés au manque d'em-

ploi dans leurs pays (45% de taux d'emploi au Maroc, 35% en Jordanie contre 72% en UE), ne s'avère cependant pas complètement négatif. Comme l'indique le document "Labour supply, education and migration in South Mediterranean countries", au lieu de subir le chômage chez eux, ils peuvent ainsi exercer un métier "à la hauteur de leur éducation".

Le rapport Brain drain in southern mediterranean countries ajoute que leur départ bénéficie aussi à leurs familles grâce à "leurs envois de fonds importants qui participent à financer l'éducation de ceux restés sur place". Selon des chiffres basés sur des données 2015 publiés par la Banque mondiale, les sommes envoyées représentent environ en volume l'équivalent de 16% des exportations des pays du Sud de la Méditerranée vers l'UE. Les Egyptiens émigrés dans l'Union européenne expédient ainsi annuellement 1,1 mrd\$ dans leur pays d'origine, les Algériens 1,79 mrd\$, les Libanais 1,86 mrd\$, les Tunisiens 2 mrd\$, les Marocains 6,14 mrd\$. Gain de cerveaux plutôt que fuite des cerveaux La fuite des cerveaux enrichit les compétences, au profit de tous. Les experts d'Emnes préconisent de ne plus raisonner en terme de "fuite des cerveaux" (brain drain) mais en "gain de cerveaux" (brain gain).

Rym Ayadi, présidente de l'EMEA (Association des économistes euroméditerranéens) et directrice d'Emnes, suggère la mise en place entre les pays de la rive Sud et de la rive Nord de la Méditerranée d'un "système euroméditerranéen régional collaboratif pour mieux gérer ces flux. Ce serait plus efficace et plus productif."

Pour les auteurs du rapport "Labour supply, education and migration in south mediterranean countries", poursuivre et appuyer la migration légale ne doit pas exonérer les Etats de "se pencher sur le faible niveau d'instruction et l'inadéquation entre les compétences et les systèmes éducatifs, mais aussi lutter contre le choix dominant de certains domaines d'études, comme les sciences sociales, qui ne correspondent pas aux offres de postes dans leur pays". Le manque d'emplois demeure le moteur de la migration légale ou illégale, insiste le rapport "Brain drain". Cette soupape de sécurité entraîne environ 400 000 Méditerranéens du Sud à rejoindre chaque année un pays de l'Union européenne.

"Il faut créer des emplois au Sud de la Méditerranée en conduisant une politique de long terme", souligne Rym Ayadi. Elle en appelle à "casser la spirale population croissante, faible niveau

Documents sauvegardés

d'instruction, faibles opportunités de travail, immigration au Nord."

Lire les documents d'orientation (policy papers) d'Emnes sur le sujet

Labour supply, education and migration in south mediterranean countries : policy challenges and options

Auteure : Cinzia Alcidi

Legal migration pathways across the mediterranean : achievements, obstacles and the way forward

Auteurs : Cinzia Alcidi, Nadzeya Laurentsyeva et Ahmad Wali Ahmad Yar

Brain Drain in southern mediterranean countries : evidence, challenges & policies

Auteurs : Mehtap Akgüç, Cinzia Alcidi et Mattia Di Salvo

Cet article est paru dans Econostrum (site web)

https://www.econostrum.info/La-fuite-d-es-cerveaux-represente-un-gain-pour-les-pays-du-Sud-de-la-Mediterranee_a26673.html

Documents sauvegardés



© 2017 Courrier international (site web). Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20170628-ILW-005

Nom de la source

Courrier International (site web)

Mercredi 28 juin 2017

Courrier International (site web) • 855 mots

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Migration. Le Sahara, nouvelle étape mortifère sur la route des migrants

L'émigration clandestine, cet autre fléau qui s'élève des entrailles de l'Afrique, continue d'endeuiller le continent, qu'elle prive au passage de bras valides et de cerveaux. Ce fut d'abord la mer Méditerranée qu'elle transforma en vaste sorcière avaleuse d'âmes de jeunes Africains, fuyant généralement la pauvreté, la misère et surtout l'absence de perspectives. Mais de plus en plus, c'est le désert qui s'en charge. Caractérisée par une insoutenable chaleur et un vide sécuritaire, cette vaste bande sablonneuse particulièrement affectionnée par les criminels de tout acabit offre l'occasion à des passeurs cyniques de rançonner de pauvres migrants dont ils exploitent la naïveté avant de les laisser en rade, à la merci de la soif, de la faim et de toutes les autres formes de dangers.

À lire aussi: Le monde en 2017. Pour les migrants, l'Occident reste l'avenir

C'est le sort peu enviable qui vient d'être réservé à une cinquantaine de migrants subsahariens portés disparus [retrouvés morts dans le désert du Niger], mais dont le rêve d'un ailleurs meilleur vient certainement de s'éteindre dans l'hostile désert saharien. Un autre drame qui devrait interpeller l'ensemble des leaders

africains quant à cette spirale meurtrière qui absorbe la jeunesse du continent.

"La peste et le choléra"

Triste destin que celui du migrant africain, obligé de choisir entre la peste et le choléra. Ce n'est pas de gaieté de coeur que les jeunes Africains se résolvent à abandonner famille et amis pour se lancer dans une aventure incertaine qui implique de braver l'immensité du désert et le gouffre que représente la mer Méditerranée.

Mais il est également vrai qu'avant de se retrouver au milieu du gué, le migrant n'a jamais pris la pleine mesure des risques qu'il prend. Volontairement fermé aux conseils de prudence, il est plus enclin à prêter l'oreille aux arnaqueurs, qui, jouant le rôle de rabatteurs, sont davantage préoccupés par leurs commissions ou les dividendes du racket auquel les candidats sont systématiquement soumis. Dans les pays d'origine, le migrant est d'autant plus pris dans la spirale de la manipulation que les administrateurs les plus haut placés tirent les ficelles de la filière migratoire. Il s'ensuit que le candidat n'est pas suffisamment informé des multiples rançons qui l'attendent en cours de route.

Victimes des passeurs

Toutefois, il y a des problèmes qui sont d'apparition relativement récente. Il s'agit notamment du phénomène de l'esclavage, évoqué de nos jours par de nombreux témoignages concernant la Libye. Il s'agit surtout de cette attitude peu responsable des passeurs, qui, après avoir convoyé des migrants qu'ils ont soigneusement pris soin de dépouiller auparavant, les abandonnent en plein désert. C'est un comportement cynique et abject, dans la mesure où, entre les migrants et les passeurs, il s'établit un contrat en vertu duquel les seconds ont le devoir de garantir un minimum de sécurité aux premiers. Encore qu'un passeur ne soit pas un partenaire fiable.

À lire aussi: Libye. Des migrants vendus comme esclaves Responsabilité africaine

Il incombe donc aux États africains de veiller à la sécurité de leurs citoyens. Tout d'abord en s'emparant de cette problématique migratoire comme il se doit et non plus comme un simple slogan politique. Naturellement, le réalisme implique qu'on admette que l'appui des partenaires de la communauté internationale est nécessaire voire indispensable. Mais l'Afrique a le devoir de montrer la voie à suivre et de donner l'exem-

Documents sauvegardés

ple.

Ce qui suppose que son élite sorte des querelles intestines qui maintiennent le continent dans sa léthargie et son retard endémiques. Ce qui suppose aussi que l'on cesse de protéger les dictateurs notoires qui empêchent les pays de penser au développement et à la réalisation des légitimes aspirations de la jeunesse. Ce qui suppose enfin que ceux qui prennent en otage les ressources des pays soient dénoncés, démasqués, poursuivis et contraints de restituer les avantages indus qu'ils s'octroient. Bref, pour juguler le phénomène de l'émigration clandestine et amoindrir les risques qui lui sont associés, l'Afrique doit objectivement repenser le paradigme de sa gouvernance politique et économique. Autrement, comme jadis avec les coups d'État, elle sera la risée du monde pour de nombreuses années encore.

Boubacar Sanso Barry Lire l'article original
Des drames qui se répètent

Ils étaient partis en voiture d'Agadez, dans le centre du Niger, avec pour objectif de se rendre en Libye puis en Europe. Mais abandonnés par leurs passeurs en plein désert, une cinquantaine de migrants ont perdu la vie dans le Sahara nigérien. 24 autres personnes ont pu être secourues par l'armée nigérienne dimanche 25 juin. Le site Sahélien.com rappelle que le 13 juin dernier, un drame similaire s'est produit dans cette région, une centaine de personnes avaient alors été secourues. Et plus tôt au début du mois de juin, 44 migrants, dont des enfants, avaient été retrouvés morts dans le désert de la région d'Agadez, dans le nord du Niger.

Source Ledjely.com Conakry
www.ledjely.com Ledjely.com est un site d'infor-

mation générale et d'analyse sur la Guinée, l'Afrique et le monde. S'appuyant sur le dynamisme de sa jeune équipe, il propose à ses lecteurs des articles sur de très nombreux sujets. Ledjely.com entend bâtir sa[...]

Lire la suite

Cet article est paru dans Courrier International (site web)

<http://www.courrierinternational.com/article/migration-le-sahara-nouvelle-etape-mortifere-sur-la-route-des-migrants>

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2023 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20230816-LMF-edd*cmofrc20230816*cc61855843212

Nom de la source

Le Monde (site web)

Mercredi 16 août 2023

Type de source

Presse • Presse Web

Le Monde (site web) • 783

mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

« La politique migratoire européenne transforme les pays du sud de la Méditerranée en garde-frontières »

Le Partenariat stratégique global signé entre Tunis et Bruxelles risque de déstabiliser un peu plus la société tunisienne, s'inquiètent des chercheurs tunisiens, français et allemands.

Tribune. Alors que l'Union européenne vient de signer avec la Tunisie le Partenariat stratégique global et cherche à l'inciter à accueillir les réfugiés renvoyés par l'Europe en échange de la somme de 250 millions d'euros et d'un soutien financier de 900 millions d'euros conditionné à la conclusion d'un accord de prêt avec le Fonds monétaire international (FMI), le pays traverse une crise socio-économique exacerbée par une montée des violences contre les Africains noirs présents sur son territoire, notamment dans la ville de Sfax.

En effet, depuis le 3 juillet, et suite à l'assassinat d'un Tunisien par trois ressortissants présumés d'origine camerounaise, la Tunisie connaît un déferlement de violences contre les Africains noirs. Actes xénophobes, agissements racistes, discours haineux et différentes formes d'agressions mettent en péril l'intégrité physique et morale des expatriés subsahariens. A ce sujet, les médias, les ONG et autres ac-

teurs de la société civile, ainsi que des citoyens tunisiens s'exprimant via les réseaux sociaux, tirent la sonnette d'alarme sur une véritable violation des droits humains.

Ont été documentés : des expulsions de familles entières de leur domicile – dont des femmes enceintes et des enfants –, des interpellations, refoulements et arrestations arbitraires, des agressions physiques et verbales, des vols d'effets personnels et de documents d'identité, des attaques directes et virtuelles sur les réseaux sociaux et jusqu'à des déportations de centaines de personnes – dont certaines avec une situation en règle ou des demandeurs d'asile – vers les frontières tuniso-libyennes désertiques sans aucune forme d'assistance, à une période de l'année particulièrement éprouvante en raison des chaleurs torrides et des pénuries d'eau.

Exode des cerveaux

Plusieurs communiqués, tribunes et pétitions ont été signés par nombre d'organisations, d'intellectuels, de militants et d'acteurs de la société civile dans les médias internationaux afin de dénoncer cette situation insoutenable. Des collectes de fonds ont été lancées pour venir en aide aux victimes de ces évène-

ments. Nous rejoignons toutes ces prises de parole et tenons à manifester notre plein soutien et notre solidarité envers les cibles de ces agissements.

En tant que chercheurs et citoyens provenant de Tunisie, d'Allemagne et de France, nous nous engageons pour une Méditerranée qui corresponde à un espace d'échanges, de libre circulation et de diversité. A la place de cela, la politique migratoire européenne transforme les pays du sud de la Méditerranée, et notamment la Tunisie, en garde-frontières, tout en favorisant l'exode des cerveaux vers l'Europe, à un moment où le pays a besoin de ses compétences pour faire face aux différentes crises qu'il connaît.

L'intention d'expulser des personnes et familles vulnérables dans un pays tiers, contre leur gré, est inadmissible en soi. Les expulser en Tunisie à un moment où cette dernière traverse des difficultés importantes sur tous les fronts met en péril l'un des derniers pays stables dans la région. N'est-ce pas notre but d'atténuer les effets de cette crise et de travailler à ce que personne ne soit plus dans l'obligation d'émigrer ? A ce que la circulation devienne un choix au lieu d'une nécessité, dans un monde où les deux rives de la Méditerranée coopér-

Documents sauvegardés

eraient avec un souci d'égalité grâce à des conditions économiques et sociales plus équitables ? Dans ce cas, l'Union européenne doit veiller à mieux soutenir la stabilité de la société tunisienne et à envisager des coopérations effectives et pérennes, dans l'intérêt à la fois de la Tunisie et des Européens.

Signé par les membres suivants du projet de recherche trinational de l'Office franco-allemand pour la jeunesse (OFAJ) « Transmed : penser la Méditerranée ensemble – Transmediterrane Jugendpolitik » : Nour Bchini (université de La Manouba) ; Baraa Ben Dhif (université Mahmoud-Al-Materi/Labo'Démocratique) ; Ichrak Ben Hammouda (université Paris-3 Sorbonne nouvelle & université de La Manouba) ; Anna Damon (université d'Aix-Marseille) ; Azyza Deiab (Universität des Saarlandes) ; Karima Dirèche-Slimani (université d'Aix-Marseille) ; Nicole Fischer (Universität des Saarlandes et université Paris-3 Sorbonne nouvelle) ; Farah Hached (université Mahmoud-Al Mater/Labo'Démocratique) ; Louna Hassaini (université d'Aix-Marseille) ; Franck Hofmann (Universität des Saarlandes) ; Fatma Pia Hotait (Universität des Saarlandes) ; Mélina Joyeux (université d'Aix-Marseille) ; Mario Laarmann (Universität des Saarlandes) ; Mariem Maarfi (université de La Manouba) ; Fabian Meinel (Centre franco-allemand de Provence) ; Ines Mejri (université Mahmoud-Al-Materi/Labo'Démocratique) ; Markus Messling (Universität des Saarlandes) ; Freddy Ndi (Universität des Saarlandes) ; Line Perrin (Universität des Saarlandes) ; Sihem Sidaoui (université de La Manouba) ; Julian Wendlinger (Universität des Saarlandes).

(site web)

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2023/08/16/la-politique-migratoire-europeenne-transforme-les-pays-du-sud-de-la-mediterranee-en-garde-frontieres_6185584_3212.html

Cet article est paru dans Le Monde

En Hongrie, Benjamin Netanyahu et Viktor Orban narguent la CPI

Malgré le mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale le visant, le premier ministre israélien est arrivé jeudi 3 avril en Hongrie. Son homologue Viktor Orban en a profité pour annoncer le retrait de Budapest de la CPI.



L'invitation avait été lancée le 22 novembre 2024, quelques heures à peine après l'émission du mandat d'arrêt de la CPI à l'encontre de Benjamin Netanyahu pour « crimes de guerre » et « crimes contre l'humanité » dans le cadre de l'offensive à Gaza. « Nous n'avons d'autre choix que de défier cette décision », avait alors argué Viktor Orban, en garantissant à son homologue israélien que « le jugement de la CPI n'aura pas d'effet ». Le premier ministre hongrois a tenu sa promesse, en recevant en grande pompe son homologue israélien jeudi 3 avril. Pour sa première visite sur le sol européen depuis l'émission du mandat de la CPI, deux mois après s'être rendu à Washington – qui ne reconnaît pas la compétence de la CPI – Benjamin Netanyahu a eu droit aux honneurs militaires au château de Buda.

Surtout, Viktor Orban a offert à son invité la primeur d'une annonce tonitruante, en claquant la porte de la CPI. La nouvelle n'a pas dû surprendre Benjamin Netanyahu. En visite à Paris au même moment, le chef de la diplo-

matie israélienne, Gideon Saar, déclarait « avoir soulevé la question lors de sa visite en février à Budapest, en suggérant que la Hongrie se retire de la CPI ». État membre de l'Union européenne, la Hongrie avait signé en 1999 le Statut de Rome, traité fondateur de la CPI, et l'a ratifié deux ans plus tard, pendant le premier mandat de Viktor Orban. Mais Budapest n'a jamais promulgué la convention associée à ce texte, pour des raisons de conformité avec sa Constitution, et affirmait, avant ce retrait, dont les modalités restent à définir, ne pas être tenu de se conformer aux décisions de la Cour de La Haye. La haute juridiction a répondu jeudi que la Hongrie restait tenue de coopérer.

Viktor Orban, qui a montré à de multiples occasions son mépris des décisions de justice européenne et qui a approuvé Israël lors de nombreux votes aux Nations unies, montre une nouvelle fois qu'il est un soutien inconditionnel du dirigeant israélien. Ce dernier s'était déjà rendu en Hongrie en juillet 2017. Benjamin Netanyahu avait en quelque sorte blanchi son homologue, accusé depuis son arrivée au pouvoir en 2010, d'avoir attisé l'antisémitisme lors d'une campagne lancée contre le milliardaire juif américain d'origine hongroise George Soros. Le premier ministre israélien avait loué une Hongrie « en première ligne des États qui luttent contre l'antisémitisme », et remercié – déjà – Viktor Orban « d'être aux côtés d'Israël dans les instances internationales ».

Cette fois, le Hongrois devrait encore répondre présent sur la question de Gaza. « Netanyahu essaie de construire une coalition d'autant de pays que possible pour soutenir le plan de Trump pour Gaza », rapportait dimanche *The Times of Israël*. Alors que le dirigeant hongrois s'isole toujours plus de ses partenaires européens, eux-mêmes résolus à ne plus le ménager, quelle sera leur réac-

Les chancelleries européennes ne s'étaient pas exprimées en amont sur l'accueil de Benjamin Netanyahu, qui les divise elles-mêmes.

tion au retrait de la CPI? Les chancelleries européennes ne s'étaient pas exprimées en amont sur l'accueil de Benjamin Netanyahu, qui les divise elles-mêmes: fin novembre 2024, le Quai d'Orsay avait annoncé qu'il bénéficierait en France des « immunités des États non parties à la CPI ». En janvier 2025, la Pologne avait déclaré qu'elle lui garantirait un accès « libre et sûr » aux cérémonies de commémoration des 80 ans de la libération du camp d'Auschwitz-Birkenau. Benjamin Netanyahu ne s'y était finalement pas rendu. La Slovaquie et l'Autriche ont en revanche laissé entendre qu'elles se plieraient au mandat d'arrêt de la CPI si Benjamin Netanyahu venait à fouler leur sol.

Julie Connan

essentiel

Grèce — Sept morts dans le naufrage d'un bateau de migrants

Sept personnes dont trois mineurs, trois femmes et un homme, sont mortes jeudi 3 avril dans le naufrage d'un bateau pneumatique au large de l'île de Lesbos en mer Égée (nord-est de la Grèce). Vingt-trois ressortissants afghans et syriens ont été secourus. Selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), près de 9 000 personnes sont entrées en Grèce clandestinement depuis le début 2025. Selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), 2 333 migrants ont disparu en Méditerranée en 2024.

Royaume-Uni — Un mois de grève des éboueurs à Birmingham

Quelque 17 000 tonnes de débris s'accumulent dans les rues de Birmingham, deuxième ville la plus peuplée du Royaume-Uni où les éboueurs sont en grève depuis le début d'un mouvement social le mois dernier. La crise a été déclenchée par un conflit entre les éboueurs et la municipalité, en proie à des difficultés financières. Selon le syndicat Unite, certains employés risquent de perdre 8 000 livres (9 500 €) par an à cause d'un plan de restructuration et des pressions budgétaires exercées sur les collectivités locales dans le pays.

Soudan — L'ONU dénonce les exécutions extrajudiciaires de civils à Khartoum

Le haut-commissaire de l'ONU aux droits de l'homme Volker Türk s'est dit, jeudi 3 avril, « horrifié » par les nombreuses exécutions extrajudiciaires de civils à Khartoum après la reprise de la ville par les Forces armées soudanaises (FAS) fin mars. Le Haut-Commissariat ne fait en revanche pas mention des récentes accusations portées par un comité de résistance soudanais pro-démocratie et le collectif d'avocats Emergency Lawyers. Ils ont affirmé mercredi qu'au moins 85 personnes ont été tuées en une semaine dans des attaques au sud de Khartoum, imputées aux Forces de soutien rapide (FSR).

 sur la-croix.com

Portugal : à Lisbonne, la population veut sauver ses jacarandas de l'abattage

Publicité

Incursion israélienne en Syrie

Les autorités syriennes ont accusé Israël de vouloir « déstabiliser » le pays après une série de frappes qui ont détruit un aéroport militaire et une incursion sanglante, jeudi 3 avril, dans le sud de la Syrie ayant fait 13 morts, selon une ONG. Le ministre israélien de la défense, Israël Katz, a averti le dirigeant syrien, Ahmed Al Charaa, qu'il paierait un « lourd tribut » si la sécurité d'Israël était menacée. L'armée israélienne avait indiqué plus tôt avoir répondu à des tirs d'hommes armés lors d'une opération.



MUSÉUM
NAT. HIST.
NATURELLE

SAUVONS L'HÔTEL DE MAGNY

Un monument
du Jardin des Plantes

Faites un don
pour sa restauration

MNH 2025 - Hôtel de Magny © MNHN - P. Pescher

idées



En Espagne, le pari de l'immigration légale pour soutenir la croissance

L'ANALYSE
de Cécile Thibaud

Face à une économie en plein essor, l'Espagne tente de concilier besoins de main-d'œuvre et gestion migratoire en défendant un parti pris « humanitaire et responsable ».

Accueillir celui qui vient d'ailleurs n'est pas seulement un devoir, c'est un pas pour garantir notre modèle social. » Depuis des mois, le gouvernement du socialiste espagnol Pedro Sanchez avance à contre-courant du reste de l'Europe. Il défend une vision de l'immigration définie comme « humanitaire et responsable ». « Nous sommes les enfants de l'émigration, nous n'allons devenir les parents de la xénophobie », affirme-t-il.

Au moment où, dans les pays voisins, les frontières se ferment, l'Espagne veut ouvrir des voies d'entrée légale pour attirer une immigration choisie. En parallèle, le règlement sur les permis de séjour, mis en place en mai 2025, facilite aussi la régularisation des personnes déjà sur place depuis au moins deux ans, à condition qu'elles puissent prouver leur intégration pour des raisons professionnelles, familiales ou de formation. La procédure devrait déboucher sur la régularisation d'environ 900.000 personnes d'ici à trois ans.

Le pari est risqué, alors que l'Espagne est géographiquement exposée. La péninsule ibérique est l'une des principales voies d'entrée dans l'Union européenne depuis

l'Afrique à travers le détroit de Gibraltar, ou en passant par les îles Canaries.

Immigration circulaire

Depuis des années, Madrid cherche la parade et s'appuie sur la coopération du Maroc pour freiner les traversées clandestines. Le gouvernement de Pedro Sanchez vise aussi l'entente avec la Mauritanie, le Sénégal ou la Gambie, avec des programmes de formation et d'investissement dans les économies locales. Il compte sur la mise en place d'une immigration circulaire, à la fois « sûre et légale », avec des contrats signés en pays d'origine afin d'éviter les drames en mer.

Aussi surprenante qu'elle soit, dans une Europe traversée par des slogans xénophobes, la stratégie espagnole est une réponse pragmatique à des besoins urgents. L'économie du pays a le vent en poupe, avec

Insensiblement, l'opinion publique est en train de glisser de l'indifférence à l'inquiétude.

une croissance de 3,2 % l'an dernier et plus de 2,5 % attendus cette année. Le pays a créé près de 2 millions d'emplois depuis la fin de la pandémie et il manque de bras.

Une étude de l'institut royal Elcano signale que les immigrés représentent 23 % de la population active occupée et que 90 % des emplois créés, entre janvier 2024 et mars 2025, ont été occupés par des personnes étrangères. Ses auteurs indiquent que certains secteurs sont aujourd'hui largement dépendants de la main-d'œuvre immigrée, comme le service domestique et le soin des personnes (à 72 %) ou l'hôtellerie-restauration (à 45 %).

Le phénomène prend de court l'Espagne, qui avait été terre d'émigration durant une bonne part du XX^e siècle. Ce n'est qu'au tournant des années 2000 que sont venus s'installer les premiers Marocains, pour travailler dans l'agriculture. Ils ont été suivis par les arrivants d'Europe de l'Est et surtout d'Amérique latine, entre Equatoriens, Colombiens, Argentins ou Vénézuéliens.

Les habitants nés hors du pays représentent aujourd'hui 19 % de la population espagnole (contre 5,6 % en 2002) et l'institut de prévision économique Funcas, calcule qu'ils contribuent à hauteur de 50 % à la

croissance espagnole. Ils sont aussi une garantie d'avenir pour le pays vieillissant à la natalité déclinante (1,12 enfant par femme en 2023).

Dans ce paysage, les Latino-Américains occupent une place particulière qui explique sans doute la perception positive jusqu'ici de l'immigration au sein de la société espagnole. Ils représentent actuellement 48 % des nouveaux habitants en Espagne, très loin devant l'immigration d'origine européenne (29 %) ou africaine (19 %), selon l'Institut national des statistiques (INE).

Les arrivants d'outre-Atlantique sont non seulement les plus nombreux mais les mieux accueillis sur le marché du travail. Il s'agit d'une immigration à la fois « nécessaire et exceptionnellement favorable », décrit l'économiste et démographe Juan Antonio Fernandez Cordon. Du fait de la langue partagée et des proximités culturelles et parfois familiales, ils sont perçus comme « non problématiques » et facilement intégrables, d'autant que des accords bilatéraux leur permettent d'obtenir rapidement la double nationalité. Ils ont aussi souvent un niveau de formation et de diplômes appréciable qui leur donne plus de chance d'évoluer dans leurs professions.

La dynamique de l'économie espagnole avait jusqu'ici aidé à pro-

jecter au sein de la société une image positive de l'immigration, perçue comme porteuse de richesse. Au point que le parti d'extrême droite Vox ne mentionnait pas le sujet dans ses meetings, il y a six ans à peine. Sous l'influence du Trumpisme et de la mouvance ultra chez les voisins européens, il a, depuis, durci son discours, en questionnant l'accueil des mineurs migrants non accompagnés, et en alertant d'une insécurité croissante. Même si les chiffres de la police ne confirment pas la tendance, le sujet a fait mouche et l'immigration est aujourd'hui signalée comme l'une des premières préoccupations des Espagnols, avec la question du logement.

Insensiblement, l'opinion publique est en train de glisser de l'indifférence à l'inquiétude. L'opposition de droite dénonce « le manque de contrôle et le chaos » des politiques migratoires du gouvernement socialiste. En dépit des discours volontaristes de Pedro Sanchez, la situation est fragile. La flambée de violences racistes, en juillet dernier, dans la bourgade agricole de Torre-Pacheco est le signe de tensions de plus en plus perceptibles au sein de la population locale.

Et si le gouvernement peut s'enorgueillir d'avoir vu baisser de près de moitié les arrivées irrégulières aux Canaries depuis 2024, le répit n'est que temporaire. Les problèmes se sont déplacés ailleurs, vers les plages des îles Baléares, en Méditerranée, où le nombre de migrants venus d'Afrique qui débarquent clandestinement a crû de 77 % depuis le début de l'année. Même si en valeur absolue les chiffres sont peu importants, la tendance a déjà déclenché les alarmes dans le petit archipel. ■

Le « reset » politique, un fantasme français

C'est un intervenant en entreprise qui n'en est toujours pas revenu. Au lendemain de la nomination de Sébastien Lecornu à Matignon, il demande à un petit groupe d'adultes qu'il forme en Ile-de-France, des employés d'une ETI très connue, ce qu'ils en pensent. Surprise. La quasi-totalité d'entre eux ignoraient que le Premier ministre avait changé. Et, croyez-le ou pas, savaient seulement vaguement que François Bayrou l'avait été.

Non, toute la France ne se passionne pas pour les soubresauts politiques actuels, une partie les tient même à distance. Comme toute la France ne voulait pas « bloquer » le pays. Contrairement à certains pronostics, le mouvement « Bloquons tout » n'a rien bloqué du tout. Jeudi, les manifestants appelés par les syndicats dans les rues et à cesser le travail se verront plus. Mais eux non plus ne représentent pas toute la France.

Un constat apparaît en revanche difficile à contester. Sondage après sondage, l'opinion exprime son ras-le-bol de la situation (les dirigeants sont tous ou moins mis dans le même sac), et pas seulement politique. Le mécontentement économique est tout aussi important : des années de croissance molle et de flambée des prix de l'immobilier dans les grandes villes ont rapetissé l'espérance de vivre mieux avec son seul salaire.

Le statu quo paraît donc improbable. Pour une autre raison, presque statistique : nous nous approchons de l'échéance classique en France du « grand reset ». Depuis cinquante ans, tous les dix à quinze ans, les Français veulent en effet non seulement une alternance démocratique (comme en Allemagne) mais également une remise à plat générale. Ils y croient profondément. Dégager les sortants. Donner leur chance aux arrivants, qu'ils soient connus ou jamais essayés.

1981 : les électeurs envoient valser le giscardisme et osent le grand soir avec François Mitterrand, coup de barre à gauche. 1995 : l'homme de droite Jacques Chirac brouille les cartes, promettant de lutter « contre la fracture sociale » avec son profil de « mec sympa ». 2007 : Nicolas Sarkozy assume la droite populaire. 2017 : Emmanuel Macron invente le « et de droite et de gauche » pour dire qu'il y a de bonnes idées partout.

Pourquoi ne pas mentionner les présidentielles de 2002 et 2012 ? Parce que, davantage que par leurs vertus propres, Jacques Chirac et François Hollande ont été réélus contre : le premier contre Jean-Marie Le Pen (avec une erreur stratégique phénoménale d'une gauche qui aurait pu gagner si elle n'avait pas été à ce point plurielle), le second contre un second mandat de Nicolas Sarkozy dix ans plus tard.

2017-2025 ou 2027 ? Bref, nous arrivons aujourd'hui, là encore, à un point de bascule. Quelle forme pren-

dra-t-il ? C'est la question. Les extrêmes de droite et de gauche convergent pour souhaiter que le « grand reset » ait lieu avant la présidentielle de 2027. Dissolution, démission : l'objectif est de remporter les législatives dans le cas de Marine Le Pen et Jordan Bardella, pour aller à Matignon ; Jean-Luc Mélenchon exige un scrutin anticipé parce qu'il rêve d'un face-à-face avec le RN dont il espère (étonnamment) sortir gagnant.

Ceux qui tentent ces voies radicales devraient pourtant analyser l'histoire. « Le réel, c'est quand on se

cogne », disait Lacan. En 1983, la réalité économique contraignait Mitterrand à faire un tête-à-queue brutal, et quarante ans plus tard, la France traîne toujours l'héritage de l'abaissement insensé de l'âge de la retraite à 60 ans et de la croyance que l'économie n'est que l'intendance de la politique.

En 1997, Chirac s'auto-dissout avec des législatives qu'il a provoquées lui-même parce que les Français ne comprennent pas le grand écart entre sa campagne présidentielle deux ans auparavant et le tournant de la rigueur qu'il a tenté d'installer avec Alain Juppé pour qualifier la France pour l'entrée dans la monnaie unique (l'euro).

Si Nicolas Sarkozy se fracasse sur les crises financières (en 2008 puis en 2010-2012), Emmanuel Macron perd définitivement son aura économique pour avoir fait croire que le « quoi qu'il en coûte » était possible ad vitam aeternam.

La conclusion est que raconter des billevesées est d'une banalité navrante, que faire croire aux miracles paie dans les sondages et les urnes. Mais que la réalité finit toujours par se venger. ■

Faire croire aux miracles paie dans les sondages et les urnes. Mais la réalité finit toujours par se venger.



LA CHRONIQUE
de Dominique Seux

Affaire Epstein: une indifférence sidérante à la criminalité sexuelle

À L'ÉTHIQUE QUI IMPOSAIT DE ROMPRE AVEC UN HOMME FICHÉ COMME DÉLINQUANT SEXUEL, DES PERSONNALITÉS ONT PRIVILÉGIÉ LEURS INTÉRÊTS PARTICULIERS

ANALYSE

La déferlante est mondiale, depuis que le ministère de la justice américain a publié en accès libre 3 millions de documents inédits le 30 janvier. En Norvège, au Royaume-Uni, aux États-Unis, en France, en Suisse ou en Slovaquie, des personnalités ou des conseillers politiques de premier plan, des diplomates de haut rang, des dirigeants d'entreprises ou d'organisations en vue sont contraints à la démission par l'affaire Jeffrey Epstein, qui agit comme une machine infernale à déshonneur. La plupart de ces personnes déchues ne sont pas accusées d'avoir pris une part active aux crimes du financier new-yorkais mort en 2019, ni même d'en avoir été les complices. Elles ne semblent donc pas risquer de poursuites pour des infractions sexuelles.

Les célèbres proches d'Epstein sur lesquels des enquêtes judiciaires ont été ouvertes sont plutôt soupçonnés, à ce stade, de délit financier ou d'atteinte à la probité. C'est le cas des anciens ministres Jack Lang en France, et de Peter Mandelson au Royaume-Uni, ou d'un couple de diplomates norvégiens, Mona Juul et Terje Rod Larsen. Une exception notable dans ce paysage: Andrew Mountbatten-Windsor, l'ex-prince Andrew. Écarté de la famille royale britannique, le frère du roi Charles III fait l'objet d'investigations dans son pays visant à vérifier s'il a transmis en 2010 des informations confidentielles à son ami américain. Mais il pour-

rait aussi être inquiété pour son implication dans le trafic sexuel organisé par Epstein.

Tous ces personnages, dont les médias du monde entier documentent peu à peu la proximité avec le milliardaire, se voient surtout montrés du doigt pour une même faillite morale. Il leur est reproché d'avoir maintenu des liens ténus et souvent chaleureux avec le criminel sexuel malgré sa condamnation par la justice américaine en 2008 pour sollicitation de prostitution de mineure – une décision qui était publique, facilement accessible et connue dès le début des années 2010, quoi qu'en disent les éléments de langage aujourd'hui utilisés par les uns et les autres. A l'époque, il avait une «réputation détestable», a reconnu le patron d'Hermès, Axel Dumas, qui affirme l'avoir rencontré par inadvertance en 2013, mais avoir toujours cherché à le maintenir à l'écart.

Sentiment d'impunité

Même quand de nouvelles accusations ont surgi contre Jeffrey Epstein, à partir de 2015, puis après le mouvement #MeToo, en 2017, ces personnes, dont les métiers de pouvoir commandent en principe d'être bien informés, ont continué à le voir et à correspondre avec lui, parfois jusqu'aux jours et aux semaines précédant son interpellation par le FBI, en juillet 2019. Le cas de l'avocate américaine Kathryn Ruemmler, directrice juridique de Goldman Sachs qui vient de démissionner, est éloquent. Trois mois avant l'interpellation d'Epstein, qui avait l'habitude de

couvrir cette amie de cadeaux luxueux (un sac Hermès, une montre Apple...), la juriste, ancienne conseillère de l'administration Obama, lui demandait son avis sur l'opportunité de rejoindre Goldman Sachs et son «offre phénoménale».

Ces exemples dessinent des complaisances individuelles. A l'éthique qui imposait de rompre avec un homme fiché comme délinquant sexuel, ces personnalités ont privilégié leurs intérêts particuliers. Elles ont choisi de ne pas se priver du capital social et économique d'Epstein, dont l'amitié devait se révéler bénéfique pour leurs affaires, leurs finances personnelles, leur carnet d'adresses. Remplies d'un sentiment d'impunité, elles ont préféré faire vivre un réseau d'influence, dont elles étaient des rouages et des catalyseurs.

En l'espace de quelques jours, un nombre impressionnant de ces veuleries individuelles a été mis en lumière. Que dit cette somme d'errements particuliers? Elle traduit une réalité peu glorieuse pour certains membres des cercles de pouvoir: une indifférence profonde à la question de la criminalité sexuelle, sans doute jugée mineure par rapport à d'autres formes de délinquance.

Ce désintérêt revêt diverses formes. Certains avancent l'argument de la «vie privée», pour plaider la sincérité de leur aveuglement, comme Jack Lang l'a fait auprès de la presse. La lecture des écrits de Jeffrey Epstein est aussi pleine d'enseignements. On y voit des personnalités éminentes, prises dans les phares du mouvement #MeToo, s'enquérir

après du financier américain de la meilleure façon de se défendre. Ainsi en vint-il du grand physicien Lawrence Krauss en 2018, entre deux saillies antiféministes et misogynes. Intellectuel radical, Noam Chomsky plaint Epstein – en 2019 – pour la façon dont la presse s'est mise à présenter son ami et déplore une époque où «questionner une accusation est un crime pire que le meurtre». D'autres, tel l'ancien secrétaire américain au Trésor Larry Summers, en 2019, lui demandent des astuces en séduction.

Dans ces échanges stupéfiants, la violence sexuelle avérée du financier new-yorkais est tue, oubliée, normalisée. En venant chercher ses conseils, on valorise et érige en modèle son «savoir-faire»: disposer, selon son bon vouloir, du corps des femmes, souvent réduites dans ces écrits à des âges et des prénoms, semble devenir un attribut du pouvoir. Une sorte de rémunération du succès, au même titre que les biens immobiliers disséminés aux quatre coins de la planète, les vols en avion privé et les grands restaurants.

Comme l'écrit Matthew Goldstein, journaliste au *New York Times* et l'un des meilleurs connaisseurs de l'affaire Epstein, les femmes sont vues dans ce monde-là «basiquement comme des objets qui, à défaut d'être utilisés sexuellement, ne servent qu'à être là, presque comme des meubles». Matthew Goldstein a même une expression pour elles: «disposable people». Elles sont des «personnes jetables», à la merci des prédateurs. ■

JÉRÔME LEFILLIATRE (SERVICE SOCIÉTÉ)

AU CŒUR DE L'EXPLOITATION HUMAINE

LIVRE

L'esclavage a certes été aboli au XIX^e siècle, mais il existe toujours sous d'autres masques. Livre terrible mais nécessaire, *Les Nouveaux Esclavagistes* (Grasset, 360 pages, 23 euros) décrit ce qu'est aujourd'hui la traite des êtres humains, une activité criminelle qui concerne environ 50 millions de victimes dans le monde, selon un rapport de l'ONU de 2022. Avec cet ouvrage, Barbie Latza Nadeau lève le voile sur l'économie souterraine de cette exploitation humaine au profit de trafiquants – qui en retirent environ 150 milliards de dollars (près de 125 milliards d'euros) chaque année.

Voilà trente ans que la journaliste américaine pour CNN, basée en Italie, explore ce sujet, d'abord grâce à ses reportages sur l'immigration irrégulière. Dans les années 2010, elle a embarqué dans un des tout premiers bateaux équipés par une ONG pour patrouiller sur la Méditerranée et venir en aide aux migrants. Intriguée par la présence en nombre de jeunes femmes nigérianes, elle a pu observer «une augmentation du trafic sexuel des femmes» destinées à l'Italie, puis aux autres pays d'Europe. Elle en a tiré une enquête, parue sous le titre *Roadmap to Hell* («feuille de route vers l'enfer»), Oneworld Publications, non traduit) en 2018, sur les relations entre la Camorra et les groupes mafieux nigériens qui contrôlaient ce trafic.

Si les mécanismes des migrations sont connus, on se soucie rarement de ce que deviennent les migrants qui survivent aux traversées, bien qu'ils soient instrumentalisés dans les discours politiques pour alimenter les peurs. La réalité, expose l'autrice, c'est que «70 % de tous les migrants arrivant en bateau en Europe depuis l'Afrique du Nord sont des victimes du trafic» et qu'«aux États-Unis, 72 % des victimes de la traite ont été identifiées comme des migrants». Sans papiers bien souvent, précaires, isolées, ces personnes, «les plus



LES NOUVEAUX ESCLAVAGISTES
de Barbie Latza Nadeau (Grasset, 360 pages, 23 euros)

vulnérables de la terre», constituent des proies de choix. La journaliste tente donc de raconter ce qui arrive à tous ces individus, migrants ou non, piégés par des réseaux criminels tentaculaires et intercontinentaux. Son nouveau livre élargit la focale à l'ensemble du spectre de la traite.

Le trafic sexuel est très lucratif: s'il concerne «seulement» 22 % des victimes de traite, il rapporte aux trafiquants les deux tiers de leurs bénéfices totaux (99 milliards de dollars annuels), selon l'Organisation internationale du travail. Le trafic de main-d'œuvre, qui alimente les filières de travail forcé, lui, représente 68 % des cas de traite. L'exploitation des enfants, qui représentent plus d'un tiers des victimes: pédocriminalité, gestation pour autrui...

Large écosystème

N'oublions pas le commerce d'organes, la servitude domestique et, désormais, la traite à des fins d'escroquerie en ligne. Au total, une économie en plein essor: le nombre de victimes concerne 10 millions de personnes supplémentaires depuis 2021, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Ce système criminel se partage en trois niveaux. En haut de la pyramide, les trafiquants utilisent des personnes à leur profit dans un large écosystème. Ils s'appuient sur des recruteurs pour trouver leurs victimes. Et font appel à des passeurs qui les acheminent là où ils ont besoin d'elles – dans des conditions souvent funestes. Cependant, «le trafic

des êtres humains est un crime financier qui n'est pas traité de la même façon que les autres entreprises criminelles», écrit la journaliste. Elle montre que les banques et les institutions financières, essentielles dans la lutte contre le blanchiment lié au trafic de drogue ou d'armes, «se montrent bien moins regardantes» au sujet de la traite humaine – l'affaire Epstein en est une illustration, écrit-elle.

«La traite des êtres humains n'est possible qu'en raison de la complicité généralisée du secteur de la finance, de celui du tourisme, de la mode, de l'agriculture, de la médecine, ainsi que des gouvernements qui détournent les yeux», affirme Barbie Latza Nadeau. Et de détailler: les ateliers clandestins de couture pour le luxe et la fast-fashion, les hôtels qui ferment les yeux dans des régions où le tourisme sexuel est endémique, etc. Chaque chapitre du livre explore un type d'exploitation: les victimes, leur parcours, les lieux et l'économie du secteur, les éventuels textes censés l'encadrer – car des textes existent, à défaut d'être (bien) appliqués. L'autrice évoque des pistes d'amélioration, qui souvent passent par une plus grande responsabilisation du «monde légal»: institutions, associations, mais aussi consommateurs et citoyens.

Décrivant ce monde d'une profonde noirceur, le livre de Barbie Latza Nadeau respire pourtant l'humanité. La journaliste rend leur nom et leur intégrité à ces victimes que la traite cherche à déshumaniser. Comme Bright, Ghanéen de 18 ans qu'elle a rencontré à Rome, devenu débiteur d'un trafiquant qui lui a «prêté» l'argent pour traverser la Méditerranée. Ou Nasreen Sheikh, une Indienne qui a commencé à travailler à 9 ans dans une usine de tee-shirts, mariée de force à un homme qui «par chance» lui a permis d'aller à l'école, et aujourd'hui devenue avocate. Réduites au silence par la peur et la menace, ces personnes victimes nous entourent. L'autrice nous invite à ouvrir les yeux et à ne plus laisser faire. ■

SABINE LEDOUX

LE RACISME, IMPENSÉ DE LA RECHERCHE

LA REVUE DES REVUES

En ce début d'année 2026, la revue *Marronnages* oppose un sérieux démenti à tous ceux qui sont convaincus que le racisme régnant dans le monde de l'université et de la recherche a déjà été mesuré et analysé par nombre de travaux scientifiques. Ce champ est en réalité «sous-considéré dans les sciences sociales francophones», constate la revue – et c'est dommage: parce que le monde académique assume un rôle essentiel dans la production des savoirs et des hiérarchies sociales, le racisme qui l'imprègne doit devenir un «objet d'étude légitime».

Née en 2022, *Marronnages* est une revue francophone de sciences sociales consacrée à l'analyse «de la race, des racismes et de l'ethnicité dans le monde contemporain». Située au croisement de la sociologie, de l'anthropologie, de l'histoire, de la science politique et de l'économie, cette publication numérique, en libre accès, tire son nom du «marronnage», un terme qui désignait, avant l'abolition de la servitude, la fuite des esclaves. S'inspirant de ces fugitifs en révolte, la revue aspire à faire la critique des «différentes formes de pouvoir et de domination».

Marronnages assume pleinement cette mission en regrettant, dans ce numéro, que les inégalités ethnoraciales soient souvent étudiées sur le marché du travail, dans les villes, à l'école ou dans la sphère civique, mais pas dans le monde académique. Pour combler cette lacune, le sociologue Abdellali Hajjat rassemble, dans une contribution passionnante

et très documentée, les éléments éparés de la littérature existante: ils racontent, chacun à sa manière, les différentes facettes que revêt le racisme dans les universités et les laboratoires de recherche occidentaux.

Peu repérable en France

Le sociologue explore d'abord la faible présence, depuis le XIX^e siècle, des minorités ethnoraciales dans les mondes académiques américain, britannique et français. Il analyse ensuite l'«attrition» ethnoraciale, c'est-à-dire la diminution de la part des personnes «racisées» au fil du parcours universitaire: attestée au Royaume-Uni, cette dynamique est plus difficile à repérer en France en raison de l'absence de données sur l'ethnicité; mais Abdellali Hajjat montre, en utilisant l'indicateur «indirect» que sont les nom et prénom, qu'elle y est, malgré tout, très puissante.

Enfin, le sociologue rassemble des travaux internationaux sur l'expérience du racisme vécue par les membres du personnel universitaire avant de compléter cette revue de littérature par les résultats d'une enquête réalisée, avec le philosophe Zacharias Zoubir, auprès de 880 étudiants «racisés». Si l'université est plus ouverte que le reste de la société, concluent les deux chercheurs, elle est imprégnée d'un racisme «majoritairement inconscient et implicite». On ne peut qu'espérer, à la lumière de ces travaux prometteurs, qu'ils se poursuivent dans les années qui viennent. ■

ANNE CHEMIN

«Marronnages», vol. 4, n° 1, 2025

Chaque jeudi, le meilleur de la presse étrangère

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX



Courrier international



Il est devenu un espace central des débats de la Fête de l'Humanité. Inauguré en 2022 alors que le grand rendez-vous populaire et politique de la rentrée prenait ses quartiers en Essonne, le Village des territoires solidaires, depuis, ne désemplit pas. Et pour cause. Il porte haut les couleurs de l'humanisme et les valeurs de la solidarité à l'échelle des territoires, mais pas seulement.

Trois jours durant, une quinzaine de débats réunissant professionnels, militants, acteurs de la société civile et citoyens engagés consacreront la lutte pour nos droits, pour tous nos droits. Celui à la santé, d'abord, à l'heure où les politiques gouvernementales s'attachent à détricoter minutieusement les acquis du Conseil national de la Résistance (CNR), menacent le financement de la Sécurité sociale et aggravent le développement des déserts médicaux. Des politiques dont les femmes sont bien souvent les premières victimes et contre lesquelles médecins, collectifs de patients et acteurs du secteur mutualiste se battent

La combativité en actes

HUMANISME Au Village des territoires solidaires, militants, acteurs de la société civile et citoyens engagés consacreront la lutte pour nos droits, la bataille de l'économie sociale et les initiatives de coopération, du local à l'international.

sans relâche. Le droit au logement aussi, alors que le secteur est soumis aux appétits des financiers et des spéculateurs, que les plus précaires sont logés dans des conditions indignes, dans des habitations mal isolées, mal sécurisées et coûteuses.

PENSER LES MODES DE PRODUCTION ET DE CONSOMMATION DE DEMAIN

Le Village des territoires solidaires mettra également l'économie sociale et solidaire à l'honneur, en invitant à penser les modes de production et de consommation de demain,

respectueux des droits sociaux et des impératifs environnementaux. Une question qui résonne particulièrement en cette période où la fast-fashion englutit le marché de l'habillement et où les défenseurs d'une révolution en la matière plaident pour la mise en œuvre d'un devoir de vigilance à grande échelle. Le droit à une alimentation saine pour toutes et tous sera également au menu des débats du Village des territoires solidaires.

Il n'y a pas de planète B. La surconsommation des ressources naturelles, conjuguée à l'aggravation des effets dévastateurs du réchauffement climatique, oblige à repenser notre modèle agricole et agro-industriel, loin des additifs cancérigènes et des produits phytosanitaires aux graves conséquences sur la santé. Enfin, comme chaque année désormais, le Village des territoires solidaires mettra en avant la solidarité internationale avec Cuba, toujours sous blocus états-unien et avec laquelle nous avons besoin de construire des coopérations solides et combatives.

Cette année encore, le Village des territoires solidaires prendra sa part active dans ce qui fait de la Fête de l'Humanité un événement à nul autre pareil : la réflexion et l'échange pour construire un monde plus juste, plus écologique, plus solidaire. ■

MARION D'ALLARD

Zamdane, couleur de nos peines

CONCERT Le rappeur marocain retrace le parcours de l'exil et chante le monde actuel.

Pour les artistes, l'engagement passe souvent par les mots. Dans le titre *Flouka*, issu de son premier album, *Couleur de ma peine*, le rappeur marocain Zamdane retranscrit les pensées d'un exilé. Mais écrire pour celles et ceux qui fuient l'horreur ne suffit pas. Il organise également trois concerts caritatifs à Marseille, en 2022, 2023 et 2024, au profit de l'association SOS Méditerranée. Source de malheurs, provoquant la mort de milliers de migrants par an, la mer est également un trait d'union entre le pays natal du chanteur et la France. Ayoub Zaidane, de son vrai nom, naît à Marrakech à la fin des années 1990.

« À MARRAKECH ET MARSEILLE, TU GRANDIS VITE »

Il part pour la cité phocéenne à l'âge de 17 ans et étudie en fac d'économie. « Dans ces deux villes, Marrakech et Marseille, tu grandis vite. La réalité de la vie, tu la rencontres tôt », confie-t-il à *l'Humanité*, lors d'une rencontre en mai dernier. Dans ses morceaux, il raconte à la fois ses galères et les souffrances de tous les autres. « Ma musique n'existerait pas sans la douleur », défend cet admirateur de l'icône égyptienne Oum Kalsoum et de la légende française Charles Aznavour. Tout comme ses inspirations, Zamdane remplit les salles de concert, de l'Olympia en 2023 au Zénith au mois d'avril. Le succès ne lui monte pas à la tête, malgré un disque d'or pour son deuxième album, *Solsad*. Avec ce projet, comme avec le dernier sorti en mai, *Rahma*, le garçon tout de noir vêtu évoque davantage son enfance et rend hommage à ses parents. Il fait apparaître ses failles et ses contradictions, rendant son œuvre encore plus sensible qu'elle ne l'était déjà. ■

ÉLÉONORE HOUÉE



Parce qu'il n'y a pas de planète B, l'environnement sera au cœur des débats.



La Fête de l'Humanité
12 • 13 • 14 Sept 2025 LA BASE 217 (91)
Le Plessis-Pâté / Brétigny-sur-Orge



OFFRE SPÉCIALE LECTRICES ET LECTEURS DE L'HUMANITÉ
PASS 3 JOURS À 50€

BON DE COMMANDE PASS 3 JOURS

Merci de bien vouloir renseigner l'intégralité des champs, toutes les informations sont nécessaires pour l'édition des billets.

Nom / Prénom

Adresse

Code postal Ville

Tél. E-mail

Je souhaite recevoir à mon domicile Pass 3 jours x 50€ = € (frais de port inclus)

Remplissez ce bulletin et envoyez-le accompagné de votre règlement (chèque à l'ordre de « Société nouvelle du journal l'Humanité ») à :
L'Humanité - Billetterie Fête de l'Humanité - 5, Rue Pleyel - 93528 Saint-Denis Cedex

Au Parlement européen, von der Leyen sauve sa majorité

EUROPE

Les chefs des conservateurs, des centristes et des socialistes au Parlement européen ont préservé, dans une réunion à huis clos, leur plateforme commune.

Mais l'hémicycle de Strasbourg est traversé de vives tensions.

Karl De Meyer

— Envoyé spécial à Strasbourg

Mardi, l'Union européenne s'est épargné un accident politique potentiellement explosif. Les trois présidents de la « majorité von der

Leyen », à savoir les chefs des groupes socialiste, centriste et conservateur, n'ont finalement pas dissous leur plateforme commune, malgré l'acrimonie qui la ronge depuis presque un an.

En fin de matinée, Manfred Weber, leader du groupe des conservateurs (PPE), a reçu dans son bureau du Parlement européen de Strasbourg Valérie Hayer, présidente des centristes (Renew) et Iratxe Garcia Perez, cheffe de file des socialistes (S&D). La réunion fut plus constructive qu'on ne pouvait l'espérer.

A l'agenda : une remise à plat des paramètres de cette coalition tripartite, qui a bien fonctionné pendant la législature 2019-2024 mais est mitée, depuis les élections européennes de juin 2024, par le renforcement des groupes de droite radicale, les eurosceptiques d'ECR (qui comprennent notamment les Fratelli d'Italia de Giorgia Meloni) et les

nationalistes des Patriotes pour l'Europe (qui englobent le RN français ou le Fidesz de Viktor Orban).

Mémorandum

Les conservateurs, quand ils se sentent entravés par leurs alliés européens, s'associent désormais aux forces situées sur leur droite à travers une majorité alternative. Iratxe Garcia Perez et Manfred Weber, depuis des mois, ont de grandes difficultés à se parler.

Valérie Hayer, qui maintient tant bien que mal la communication entre l'Espagnole et l'Allemand, proposait mardi de rédiger un mémorandum pour fixer sur le papier une méthode de travail et des priorités claires pour la législature qui s'étend jusqu'en 2029.

La rencontre n'a pas débouché sur ce « contrat », mais Manfred Weber ne s'y est pas opposé catégoriquement. Iratxe Garcia Perez, qui a beaucoup parlé, n'a pas voulu se

retirer officiellement de la coalition, ce qui aurait envoyé une violente onde de choc dans l'Assemblée.

Et l'aurait encore plus déstabilisée au moment où elle doit se prononcer sur plusieurs textes déterminants comme l'accord commercial avec les Etats-Unis. Les trois leaders se sont donné deux semaines pour s'accorder sur un vade-mecum.

Beaucoup dépendra de ce qu'Ursula von der Leyen, elle aussi issue du PPE mais politiquement beaucoup plus centriste que le barycentre du groupe parlementaire, dira mercredi dans son discours annuel sur l'état de l'Union et des garanties qu'elle y donnera.

La présidente de la Commission est sous une énorme pression, tant sont grandes les attentes, parfois incompatibles, à l'égard de cette allocution. Elle devra justifier (entre autres) la validité des deux accords avec les Etats-Unis et le Mercosur ;

ce que les socialistes désignent comme « son absence dans le dossier Gaza, alors qu'elle a démontré tant de leadership en soutien de l'Ukraine » ; la lenteur de la mise en œuvre du rapport Draghi sur la

La présidente de la Commission est sous une énorme pression, tant sont grandes les attentes à l'égard de l'allocution de ce mercredi.

compétitivité, publié il y a juste un an ; la logique de ses opérations de simplification réglementaire, que la droite juge trop timides et la gauche excessives, un projet de budget 2028-2034 novateur qui ne plaît à presque personne... La présidente de l'exécutif doit aussi tenir compte

des nouvelles exigences des Etats membres, parfois contradictoires avec celles d'une partie des eurodéputés de sa majorité. Mardi, inaugurant le Salon de l'automobile de Munich, le chancelier Friedrich Merz a ainsi réclamé « davantage de flexibilité » dans la réglementation sur l'automobile électrique. Emmanuel Macron veut, lui, valider la cible climatique 2040 de l'UE au niveau du Conseil européen, ce qui risque de compliquer les débats. Autant de chiffons rouges pour les forces de gauche.

Pour finir, la gauche radicale, au Parlement, est en train de collecter des voix pour déposer une nouvelle motion de censure contre la Commission. Manon Aubry, coprésidente du groupe The Left, a assuré mardi être proche du nombre de voix nécessaires pour en déposer une. D'autres pourraient suivre. Pour Ursula von der Leyen, ce sera l'automne de tous les dangers. ■

La chute du régime syrien fait reculer les demandes d'asile en Europe

Les demandes d'asiles de Syriens se sont effondrées depuis le changement de régime à Damas. Le nombre de demandeurs d'asile recule en Allemagne, Italie et Espagne. Il reste stable en France.

Vincent Collen

Les demandes d'asile enregistrées auprès des pays de l'Union européenne sont au plus bas depuis 2021. L'Agence de l'UE pour l'asile a comptabilisé 399.000 candidatures au premier semestre 2025, 23 % de moins que pour la même période l'an dernier. La tendance baissière, constatée depuis l'été 2024, se confirme. « Les flux restent importants toutefois, on est à peu près au même niveau qu'en 2019, avant la pandémie de Covid qui a fait chuter les demandes d'asile », souligne Gérard-François Dumont, professeur à la Sorbonne et président de la revue « Population et Avenir ».

Le changement de régime en Syrie explique en grande partie le recul des flux vers l'Europe. La chute de Bachar Al-Assad, en décembre dernier, a entraîné un effondrement des demandes d'asile de nationaux syriens : seulement 25.000 au premier semestre, un recul de 66 % sur un an.

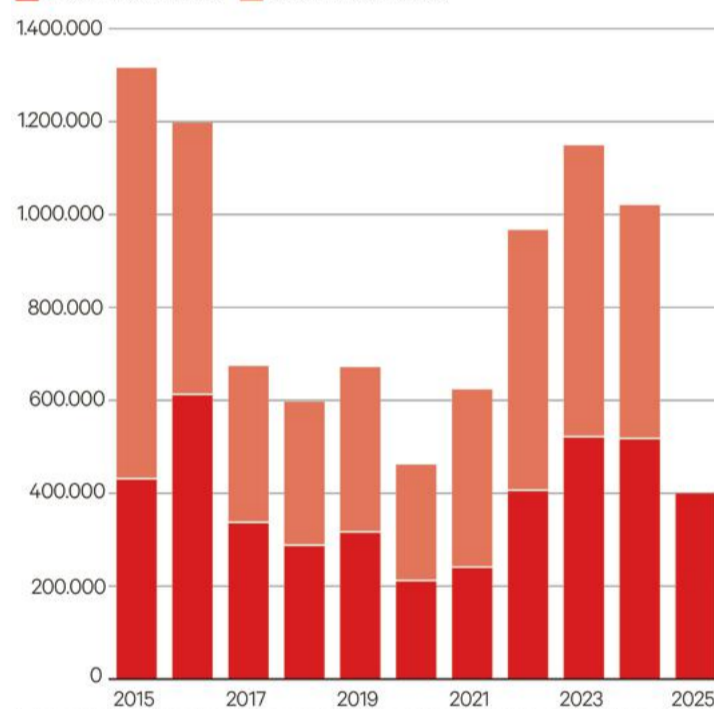
Hausse des demandes de Vénézuéliens

C'est un tournant majeur, car les Syriens étaient presque systématiquement les premiers demandeurs depuis plus de dix ans. Entre novembre 2024 et juin 2025, le nombre de demandes mensuelles est passé de 12.000 à 2.600.

Les demandes d'asile dans les pays de l'Union européenne

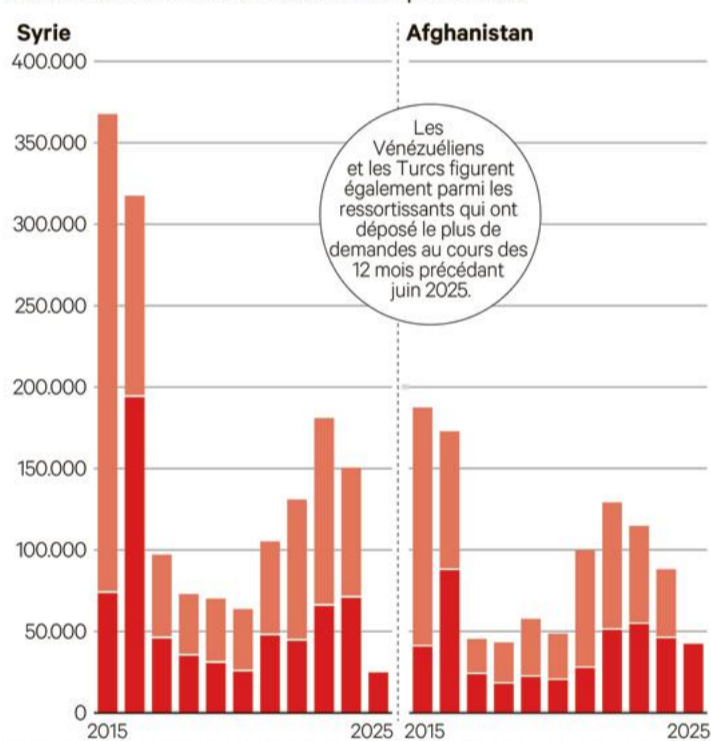
Nombre total de demandes dans les pays de l'UE

■ Premier semestre ■ Second semestre



*Principaux pays d'origine des demandeurs d'asile sur les douze derniers mois

Nombre de demandes d'asile selon leur provenance*



*LES ECHOS / SOURCE : AGENCE DE L'UNION EUROPEENNE POUR L'ASILE

Les candidats à l'asile vénézuéliens sont au contraire en forte hausse (+31 %), ils sont la première nationalité demandeuse cette année. Les Afghans arrivent en deuxième position, mais dans des proportions qui reculent régulièrement depuis 2023, relève l'Agence. Suivent le Bangladesh et la Turquie, où la répression de l'opposition est de plus en plus dure.

Pour la première fois depuis 2015, l'Allemagne n'était pas la première destination des demandeurs au pre-

mier semestre. C'est une conséquence directe du changement de régime en Syrie, les Syriens privilégiant l'Allemagne pour émigrer depuis la politique d'accueil décriée par Angela Merkel il y a dix ans.

La France est donc passée en tête, une première depuis 2011, avec 78.000 demandes en six mois, un chiffre stable par rapport à la même période l'an dernier. L'Hexagone voit une forte hausse des demandes d'asile d'Ukraine, de la République démocratique du Congo et de Haïti.

L'Espagne est à peu près au même niveau (77.000 dossiers) : le royaume a reçu 93 % des demandes d'asile des Vénézuéliens, car les deux pays partagent la même langue et l'Espagne compte déjà une importante diaspora issue du pays latino-américain plongé dans une grave crise économique et politique.

La Hongrie condamnée

La Grèce est le premier pays de réception des demandes d'asile rapportées au nombre d'habitants :

2.635 candidatures par million d'habitants, contre 1.134 pour la France. A l'autre extrémité du spectre, la Hongrie de Viktor Orban se distingue en recevant au premier semestre 2025 seulement... 47 demandes d'asile. Budapest exige des demandeurs qu'ils soumettent une candidature auprès d'une mission diplomatique hongroise en dehors de l'UE avant de pouvoir entrer en Hongrie. La Cour de justice de l'UE a infligé une amende à la Hongrie l'an dernier pour infraction

à la réglementation européenne sur l'asile. L'ensemble de l'Union européenne a tendance à restreindre l'accès aux demandeurs d'asile. Le taux d'acceptation des dossiers, qui était en moyenne de 40 % au cours des dernières années, est tombé à 25 % au premier semestre 2025, un plus bas historique, souligne l'Agence européenne pour l'asile.

La encore, le changement de régime en Syrie explique l'essentiel du recul : les demandes d'asile de Syriens n'ont été acceptées que dans 17 % des cas, contre 90 % en moyenne avant le départ de Bachar Al-Assad. Le taux d'acceptation est également en forte baisse pour les Turcs. « Plusieurs pays, à commencer par l'Allemagne, ont élargi leur liste de pays considérés comme sûrs, et dont les ressortissants ne sont normalement pas éligibles à l'asile », décrypte Gérard-François Dumont.

Restrictions en Italie

Certains gouvernements ont aussi pris des mesures pour restreindre les arrivées irrégulières. C'est le cas de l'Italie de Giorgia Meloni, qui a signé des accords avec la Libye et la Tunisie pour empêcher les départs de migrants depuis leurs côtes. Et les opérations de secours des navires des ONG en Méditerranée sont désormais plus réglementées.

« Il est très difficile d'établir un lien de cause à effet entre les politiques restrictives des gouvernements et le recul des flux migratoires », avertit Eleonora Milazzo, chercheuse au Migration Policy Centre, à Florence. Mais il est certain que les arrivées sur les côtes italiennes ont reculé. La traversée de la Méditerranée est devenue encore plus risquée, avec un prix humain élevé à payer. ■

La Pologne première bénéficiaire du plan à 150 milliards pour la défense

La Commission européenne vient de dévoiler les premiers contours de son plan Safe (Security Action for Europe). Ce dernier vise à aider les pays européens à se réarmer à moindre coût.

Hortense Goulard

Face à la menace russe, la Commission européenne veut aider les pays européens à investir dans leur défense. En mars dernier, elle a présenté un plan ambitieux visant à aider les pays européens à financer

leurs achats de munitions, de drones ou de missiles, mais aussi de cyberdéfense et d'intelligence artificielle. Elle a dévoilé, mardi, une première esquisse de la répartition de ces prêts entre les Etats membres.

La Pologne en serait le premier bénéficiaire, avec 43,7 milliards d'euros de prêt, suivie par la Roumanie (16,7 milliards), la France et la Hongrie (16,2 milliards), ainsi que l'Italie (14,9 milliards)... Les pays européens doivent à présent finaliser leur demande d'assistance et l'envoyer à la Commission avant le 30 novembre. Les prêts finaux devront encore être approuvés par

le Conseil européen. « Selon les services de renseignement de l'UE, la Russie aura la capacité de tester nos capacités militaires et notre unité au cours des trois à cinq prochaines années », a déclaré Henna Virkkunen, vice-présidente de la Commission, à des journalistes. « L'Europe doit agir immédiatement pour restaurer nos capacités de défense et de dissuasion d'ici à 2030. »

Dans le détail, 19 Etats membres ont sollicité un prêt de la Commission pour renforcer leurs capacités de défense. « Les autres pays peuvent emprunter au même prix sur les marchés financiers », sans avoir

besoin de l'aide européenne, précise Andrius Kubilius, commissaire chargé de la Défense et de l'Espace.

« Lorsque nous avons annoncé ce plan en mars, il y avait beaucoup de scepticisme autour de l'intérêt des Etats membres pour ces prêts », ajoute le Lituaniens. « Mais c'est un succès éclatant. Si l'on considère la somme la plus importante demandée par les Etats, qui pouvaient soumettre une fourchette, nous dépassons de loin les 150 milliards d'euros prévus pour ce programme. »

La majeure partie de ces pays – 13 d'entre eux – ont indiqué qu'ils envisageaient de soutenir l'effort de

guerre ukrainien grâce à ce prêt, même s'ils n'ont pas encore donné d'indication sur les montants.

Soutenir l'industrie européenne

Avec ce plan, Bruxelles veut aussi soutenir l'industrie européenne. Ces projets devront comporter au moins 65 % de composants fabriqués dans l'UE, ou dans des pays partenaires ayant signé des accords de sécurité avec l'Union. Cette exigence était notamment soutenue par la France, soucieuse de protéger son industrie après des années de déclin. Pour l'instant, des armes

achetées auprès du Royaume-Uni ou du Canada ne peuvent pas encore être financées grâce à ce programme, mais des accords bilatéraux « seront conclus très bientôt », a déclaré Andrius Kubilius en conférence de presse.

Le commissaire lituanien, qui vante un « big bang pour la défense européenne », assure que la Commission va déployer ces fonds dès que possible. « Le but est de signer des accords avec les Etats pendant le premier trimestre de l'année prochaine et les paiements aux Etats membres suivront immédiatement », affirme-t-il. ■



PAR
Elisabeth Pierson

Dans la chaleur torride du désert entre le Niger et l'Algérie, des files de camions se dirigent vers la frontière. À leur bord, des dizaines et des dizaines de migrants - jusqu'à plus de 1000 en une journée. Les forces de l'ordre algériennes les laissent sans eau ni nourriture, sous des températures avoisinant les 50 °C. Le cri d'alarme est venu d'abord d'ONG. Dans une déclaration commune publiée le 20 mai, plusieurs collectifs africains, notamment Alarme Sahara et le Réseau Maghréb Sahel sur les migrations, ont alerté sur les méthodes « brutales », « inhumaines » parfois mortelles de ces véritables « rafles », opérées dans la plus grande discrétion.

Puis les autorités nigériennes elles-mêmes ont brisé le tabou. À la télévision publique, en mai, le général Ibra Boulama Issa, gouverneur d'Agadez, ville carrefour pour les migrants venus de Côte d'Ivoire, du Mali, du Niger, du Burkina, a alerté sur une « vague de refoulements sans précédent de migrants en provenance d'Algérie ». Dans la localité frontalière d'Assamaka, les centres de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), l'organisme onusien, sont en situation de « surpopulation », a indiqué le gouverneur. Avec ce chiffre record : 16 000 personnes, selon le décompte du site d'information InfoMigrants, expulsées en mars et avril d'Algérie vers le Niger. Soit, en deux mois, l'équivalent de l'année précédente en six mois.

Dans ce carrefour migratoire, porte vers l'Europe pour les Subsahariens en quête d'une vie meilleure, hommes, femmes et enfants arrivent par milliers pour traverser la Méditerranée ou s'installer dans le pays dit « de transit ». Mais l'Algérie n'a aucune politique d'accueil. Malgré son statut d'État partie à la Convention sur les réfugiés, elle ne s'est jamais dotée d'un cadre juridique pour un processus de demande d'asile ou un statut des réfugiés. La présence de ces étrangers, souvent tolérée, n'a jamais été légalisée. « Les migrants arrivent en Algérie, travaillent pour se faire un peu d'argent et payer les passeurs, notamment sur des chantiers, à Oran. Ils se font exploiter, parfois comme des esclaves », rapporte Daoud Imoulayen, ancien rédacteur en chef d'un site francophone algérien, qui vit en France.

La pratique dure depuis des années. En 2018 déjà, Human Rights Watch la documentait par des récits glaçants de migrants laissés sans nourriture, parfois sans eau, sans argent également, passés à tabac, rackettés par les gardes-frontières. L'ancien ambassadeur de France à Alger Xavier Driencourt a lui-même été témoin de convois de migrants aperçus sur la route vers le Sud algérien, passant par Ghardaïa et el-Menia. Près d'une « trentaine de cars à la file » encadrés par la gendarmerie, avec à leur bord « 80 personnes » chacun selon ses estimations. Les autorités opèrent dans la plus grande discrétion.

« L'Algérie cache sa politique brutale aux regards extérieurs, la presse algérienne, qui n'a rien de libre, n'en fait aucun écho. Cela n'empêche pas, sans honte, Alger de vouloir nous donner des leçons de défense des droits de l'homme »

Didier Leschi Directeur de l'Office français de l'immigration et de l'intégration

Aux yeux des autorités, ce n'est pas un sujet. Dans les médias d'État algériens, pas un mot. « Ces expulsions de Subsahariens sont organisées par l'armée, et tout ce qui concerne l'armée est tabou en Algérie », relève Daoud Imoulayen. Sur les réseaux sociaux, des images percent le tabou. Sur Facebook, une vidéo qui totalise 11 000 vues montre par exemple un migrant nageant dans une rivière, traqué depuis la rive par la gendarmerie algérienne. Ou à Tamanrasset, dans le sud du pays, des migrants se sont filmés après une « attaque » par des habitants locaux. En Algérie, où règne un « racisme » assumé, l'origine de ces migrants constitue une double peine. « Une chose est sûre, on ne dira jamais rien des Irakiens, des Libyens, des Syriens en Algérie. Mais ceux qu'on appelle "kahlouches", "nègres", sont maltraités. Dès que c'est de couleur, on expulse », souligne le journaliste Daoud Imoulayen.

« Ce qui est indigne, c'est que personne n'en parle en Europe », pointe l'ex-diplomate Xavier Driencourt. « Les ONG des droits des migrants sur notre continent n'évoquent jamais le sujet. » Le régime algérien, lui, verrouille l'information. En avril, chose rare, le président Abdelmadjid Tebboune s'est exprimé sur le sujet. En marge d'une visite à la préfecture de Béchar, dans le Sud-Ouest, le chef de l'État a affirmé ne voir « pas de problème à ce que les migrants subsahariens travaillent en Algérie », se disant même prêt à légaliser la présence des travailleurs subsahariens sans papiers, à condition qu'elle soit « organisée » et réglée de manière concertée avec les pays de départ. « Les chantiers sont là et les gens ont besoin de main-d'œuvre, notamment dans la BTP et l'agriculture », a affirmé le président. Le quotidien algérien El Watan a souligné le caractère inédit de ces propos : « C'est la pre-



Des milliers de migrants originaires d'Afrique subsaharienne s'entassent dans la localité frontalière d'Assamaka, au Niger.

MÉDIACHÈRE/FRANIS LUCAS

Comment l'Algérie expulse ses migrants dans le désert à bas bruit

En avril et mai, 16 000 Subsahariens ont été expulsés par l'Algérie vers le désert, dans le nord du Niger. Derrière cette politique de rafles discrètes, Alger resserre ses liens avec la Tunisie, qui adopte les mêmes méthodes, loin des regards.

mière fois, en tout cas, que cette question est évoquée officiellement et par le premier magistrat du pays.

Le régime envisagerait donc une régularisation du processus d'accueil ? Le chef d'État n'a toutefois pas manqué de rappeler la nécessité d'une « vigilance accrue » face au risque de « terrorisme » que présente ce phénomène migratoire. « Sans une préparation minutieuse, nous risquons d'accueillir un travailleur qui pourrait, par la suite, se révéler à des réseaux terroristes ou à des trafics de drogue », a-t-il précisé. Une prudence au regard de sa sécurité intérieure qui tranche avec les reproches d'Alger vis-à-vis de Paris. Lorsque, au nom de sa propre sécurité, la France cherche à expulser des ressortissants algériens jugés dangereux, Alger reproche volontiers à l'ancien allié de ne pas respecter les droits des migrants et les procédures administratives. Pour exemple, le 17 mars dernier, le ministère algérien des Affaires étrangères rejetait une liste entière de ressortissants algériens sous obligation de quitter le territoire français (OQTF), rappelant son attachement aux procédures devant se faire via les « canaux d'usage » entre préfetures françaises et consulats algériens. Le communiqué du ministère des Affaires étrangères rappelait combien importait à ses yeux le « respect des droits des personnes faisant l'objet de mesures d'éloignement ».

« Ils viennent nous faire la morale mais c'est un comble, alors qu'eux-mêmes ne s'embarassent pas de l'État de droit », tance Xavier Driencourt. En janvier également, après le renvoi vers Alger de l'influenceur algérien Doualemm, le régime algérien a refusé de le reprendre, dénonçant un acte « précipité, arbitraire et abusif » inspiré par « l'extrême droite revancharde, en violation des droits fondamentaux de son ressortissant ». Peu soucieuse du motif de l'expulsion - une vidéo sur TikTok dans laquelle l'activiste algérien appelait à infliger une « sévère correction » à un opposant au pouvoir en Algérie sur le territoire français -, Alger rappelait à Paris les droits de défense de l'intéressé tels qu'énoncés dans la convention consulaire de 1974.

Tandis que le régime subtilise sur les règles du droit français en matière d'expulsion, sur son territoire, le taux des reconduites aux frontières ne fait qu'augmenter. Entre 2015 et 2018, les autorités évoquaient 27 000 migrants expulsés en trois ans. Ils étaient 26 000 en 2023, 31 000 en 2024. Les ONG africaines déplorent le silence général des instances africaines sur ce phénomène. De l'Union africaine à la Cédéao en passant par la Cemac, silence général sur ces ressortissants des pays membres violemment refoulés. Contactée, l'OIM elle-même n'a pas donné suite à nos demandes. « Elle a peur de perdre son siège algérien, à juste titre, indique Mathieu Tardis, ancien responsable du Centre migrations et citoyennetés de l'Ifrî. Quant aux États africains, il s'agit de leurs ressortissants, cela les mettrait face à leurs responsabilités. » L'Office français de l'immigration et de l'intégration (OFII) confirme une grande opacité du régime sur la question migratoire. Alors que l'organisme d'État dispose de bureaux au Maroc et en Tunisie, en Algérie, « toutes les tentatives pour ouvrir un bureau se sont heurtées à un mur », confie au Figaro son directeur, Didier Leschi.

« L'Algérie cache sa politique brutale aux regards extérieurs, la presse algérienne, qui n'a rien de libre, n'en fait aucun écho. Cela n'empêche pas, sans honte, Alger de vouloir nous donner des leçons de défense des droits de l'homme », tance le directeur, estimant, au regard de ses informations et des récits de migrants, qu'il y a « très certainement plus de décès dans le désert qu'en Méditerranée sans que cela émeuve beaucoup ».

Ce silence politique permet à l'Algérie de passer sous les projecteurs, souvent braqués sur ses voisins. En Libye, les rapports de l'ONU, d'Amnesty International, de Human Rights Watch ou encore de Médecins sans frontières ont largement documenté les trafics humains, les viols de femmes et d'enfants, l'esclavage, le rançonnement. La Tunisie, elle, assume ouvertement sa politique de refoule-

ment par la voix de son président, Kaïs Saïed, qui en 2023 accusait d'un complot autour de ces « vagues d'immigration clandestine », qui visaient selon lui à « changer la composition démographique » de son pays. Le Maroc, plus discret, procède aussi à des « rafles » quelque peu aléatoires, selon les témoignages recueillis, y compris sur des réfugiés ou des demandeurs d'asile. En 2024, près de 59 000 migrants auraient été interpellés sur le territoire par les forces de sécurité, d'après un décompte officiel.

Avec la Tunisie, qui use des mêmes méthodes d'expulsion en plein désert, l'Algérie met en place une coopération. Selon les autorités de Tunis, plus de 70 % des migrants arrivant sur leur territoire passent par la frontière avec l'Algérie. Le 19 mars, une réunion « contre l'immigration clandestine » a réuni à Alger les ministres de l'Intérieur des deux pays, ainsi que des représentants des forces de sécurité, police, douanes, gardes-frontières, et un délégué du ministère de la Défense. Là encore, rien n'a filtré des discussions. En bout de chaîne, l'Italie, et à travers elle l'Europe. En avril, Rome a alloué 20 millions d'euros à la Tunisie, la Libye et l'Algérie via l'OIM, pour financer des retours volontaires d'environ 3 300 migrants depuis ces trois pays. Le 20 juin, lors d'un sommet à Rome présidé par Ursula von der Leyen, présidente de la Commission européenne, la première ministre italienne, Giorgia Meloni, a dit souhaiter accélérer la mise en œuvre du plan Mattei : une aide financière aux États de transit contre une réduction des flux migratoires.

En février 2024, déjà, l'Algérie signait avec l'Italie un accord global en matière de sécurité, visant notamment, selon les médias officiels, « le contrôle de l'immigration clandestine ». Aucun montant n'a filtré de cet accord. Le ministre algérien de l'Intérieur, Brahim Merad, s'était félicité à cette occasion que les deux États soient « parvenus à un consensus sur nos visions », son homologue italien Matteo Plantedosi se disant tout à fait confiant dans les efforts « significatifs » engagés par l'Algérie pour freiner les flux.

Les méthodes musclées de l'Algérie seraient-elles dissuasives pour les migrants ? Pas vraiment, selon Blamassi Touré, expert en migration internationale et coordinateur du pôle développement de France terre d'asile en Tunisie. « Les migrants se retrouvent dans un pays qui n'est souvent pas le leur, démunis, sans rien. Repartir chez eux représenterait à la fois un coût et un échec. Alors ils repayent le même passeur et reviennent à la charge. Les passeurs en profitent, font des propositions à moitié prix, et les enferment dans un engrenage infernal. » ■

Documents sauvegardés



© 2026 AFP Stories. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20260319-ZK-doc-a3hg7g3

Nom de la source

AFP Stories (français)

Jeudi 19 mars 2026

Type de source

Presse • Fils de presse

AFP Stories (français) • 800
mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Record du nombre de morts en Méditerranée: des migrants sur des routes de plus en plus dangereuses

Par Estelle EMONET

Paris (France) (AFP) - Moins de passages mais plus de morts de migrants en Méditerranée: tempête, opérations de secours qui se complexifient, fermeture des frontières... Les risques augmentent pour les exilés déterminés à rejoindre l'Europe même en hiver, observent ONG et chercheurs.

Au moins 655 personnes sont mortes ou portées disparues en Méditerranée en janvier et février 2026, contre 287 à la même période en 2025. Soit plus du double. Un record pour cette période de l'année depuis les premiers relevés de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en 2014.

Rien qu'entre le 15 et le 25 janvier, l'OIM a recensé en Méditerranée centrale, route migratoire la plus meurtrière au monde, 104 victimes de trois naufrages entre la Libye et la Tunisie.

"Le nombre de ces tragédies est dû aux conditions météorologiques extrêmes", a avancé la semaine dernière Frontex, faisant référence à la tempête Harry qui a balayé violemment les côtes du bassin méditerranéen.

L'agence européenne de surveillance

des frontières, qui se félicitait d'une baisse de moitié du nombre de traversées irrégulières sur cette période, condamnait également les "réseaux criminels de passeurs" qui "n'hésitent pas à envoyer des personnes désespérées en mer sur des embarcations de fortune".

Moins de passages mais plus de victimes: ces deux phénomènes sont liés, explique Arnaud Banos, chercheur au CNRS, spécialiste des Migrations maritimes. "Plus on met la pression pour empêcher les départs, plus on crée des conditions idéales pour les passeurs. Ils peuvent imposer des départs hasardeux, voire désastreux aux migrants", qui n'hésitent plus à partir y compris par mauvais temps en hiver.

Les accords notamment de l'Italie avec la Tunisie et la Libye afin qu'ils retiennent les migrants en transit vers l'Europe a également conduit les filières de passeurs à s'éloigner des villes de départ habituelles, de Tripoli vers Misrata en Libye, ou remonter vers le Nord de la Tunisie à Bizerte pour rejoindre la Sardaigne, observe le chercheur.

"Les traversées s'allongent, sont très exposées au vent avec des courants très forts. Les passages sont certes moins



Des migrants à bord d'un canot pneumatique au large des eaux internationales libyennes, le 16 janvier 2026 . Sameer Al-DOUMY

contrôlés, mais les embarcations aussi moins visibles des secours", explique M. Banos.

Par ailleurs, l'entrée par les Balkans "seule route terrestre pour rejoindre l'Europe quand on vient du Sud, est quasiment étanche, donc il ne reste plus que la mer".

- "Spirale infernale" -

"En fin de compte, on crée un surrisque: plus on dit que l'on veut sécuriser les frontières pour des motifs humanitaires, plus on augmente le danger. C'est une spirale infernale", pointe le géographe.

Les ONG condamnent également les "entraves" à leurs opérations de secours

Documents sauvegardés

en mer provoquées par des démarches administratives de plus en plus lourdes et des nouvelles règles de débarquement.

"Les autorités italiennes imposent aux bateaux des ONG de débarquer les personnes immédiatement après le premier sauvetage et dans des ports qui se trouvent souvent à plus de mille kilomètres, cela peut nous forcer à ignorer les autres appels en détresse ce qui contrevient clairement aux lois", s'insurge Giulia Messmer, porte-parole de Sea-Watch.

L'ONG allemande, qui plaide pour "un programme européen de sauvetage en mer la plus large possible", dénonce la délégation des opérations de sauvetage aux "milices libyennes qui n'hésitent pas à tirer sur les embarcations en détresse".

Autre raison structurelle qui pousse les migrants à prendre des risques, selon les associations, la diminution des voix légales pour entrer en Europe.

L'Allemagne qui a accueilli environ un million de réfugiés Syriens, Afghans ou Irakiens en 2015 a depuis durci les règles du regroupement familial et des naturalisations. Le Royaume-Uni a lui notamment annoncé la fin des visas d'étude aux Afghans, Camerounais, Birmanais et Soudanais.

"Ce que ne dit pas Frontex, c'est que les réseaux criminels interviennent là où il y a de la demande car les conditions de vie dans les pays d'origine ou de transit sont terribles et qu'il n'y a pas de moyens légaux de venir", abonde Filippo Furri, anthropologue co-auteur d'un livre sur les morts en Méditerranée.

L'agence de contrôle aux frontières comptabilise les personnes qui "arrivent aux frontières de l'UE, mais pas le nom-

bre de départs", pointe-t-il. Le nombre connu de personnes mortes en tentant de rejoindre l'Europe, est bien "en deçà de la réalité", souligne l'anthropologue.

Illustration(s) :



Des membres de l'équipage du navire de sauvetage "Ocean Viking" mènent une opération de sauvetage dans les eaux internationales, au large de la Libye, le 16 janvier 2026

. Sameer Al-DOUMY

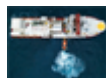


Photo aérienne montrant des membres du navire de sauvetage "Ocean Viking" transférant des migrants vers le navire-mère à l'aide d'un bateau pneumatique rigide, dans la zone de recherche et de sauvetage au large des eaux internationales de la Libye, le 16 janvier 2026

. Sameer Al-DOUMY

Note(s) :

Mise à jour : 2026-03-19 07:57 UTC

Documents sauvegardés



© 2025 Libération. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20250608-LIF-04ztwxxprz5e7dp4es3q6pg22nu

Nom de la source

Libération (site web)

Dimanche 8 juin 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Libération (site web) • 332
mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Méditerranée : 54 migrants bloqués sur une plateforme pétrolière secourus

LIBERATION, AFP

Ces migrants, dont de jeunes enfants, se trouvaient ce dimanche 8 juin sur cette plateforme pétrolière depuis trois jours, à la suite du naufrage de leur canot pneumatique parti de Libye.

Cinquante-quatre migrants, dont de jeunes enfants et une femme qui venait d'accoucher, bloqués sur une plateforme pétrolière abandonnée en Méditerranée ont été secourus dans la nuit de samedi à dimanche 8 juin, a annoncé l'ONG espagnole Open Arms. Ils ont été transférés à bord de *l'Astral*, un navire exploité par cette organisation non gouvernementale, qui se dirigeait dimanche vers l'île de Lampedusa, dans l'extrême sud de l'Italie.

Ces personnes se trouvaient sur cette plateforme pétrolière depuis trois jours, à la suite du naufrage de leur canot pneumatique parti mardi de Libye, a expliqué Open Arms dans un communiqué. Vendredi, l'une des femmes a donné naissance à un garçon, tandis qu'une autre avait accouché quelques jours auparavant. Deux autres jeunes enfants font partie de ce groupe, a précisé l'ONG.

Bateaux surchargés

Celle-ci a annoncé que *l'Astral* avait

plus tard retrouvé 109 autres migrants, dont quatre étaient à l'eau. Ils avaient également pris la mer en Libye et il y avait dix enfants parmi eux. Open Arms a dit leur avoir fourni des gilets de sauvetage et qu'ils avaient ensuite été secourus par un autre bateau, le *Louise-Michel*, parrainé par l'artiste Banksy. Cet ancien navire de la marine française les emmenait dimanche vers un port sûr en Sicile, selon l'ONG.

Il n'est pas rare que des personnes traversant la Méditerranée sur [des bateaux surchargés](#) cherchent refuge sur des plateformes pétrolières. Au 1er juin, quelque 23 000 migrants avaient atteint l'Italie par la mer depuis le début de l'année, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR).

Cet article est paru dans Libération (site web)

https://www.liberation.fr/international/europe/mediterranee-54-migrants-bloques-sur-une-plateforme-petroliere-secourus-20250608_4ZTWXXPRZ5E7DP4ES3Q6PG22NU/



L'Astral, le navire exploité par l'ONG Open Arms, sur lequel les migrants ont été transférés depuis la plateforme pétrolière.
Pau Barrena

Documents sauvegardés

L'Humanité

© 2026 L'Humanité. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20260216-HUW-025

Nom de la source

L'Humanité (site web)

Lundi 16 février 2026

Type de source

Presse • Presse Web

L'Humanité (site web) • 687
mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

France

Ocean Viking : Hanae et AJ, deux belles âmes à la rescousse des migrants naufragés en Méditerranée

Émilien Urbach

Elle s'appelle Hanae et lui Alexandre James. Tous les deux s'engagent pour une nouvelle mission en mer, à bord du « Ocean Viking », le navire de SOS Méditerranée. Rencontre.

Hanae, le soin des vivants de Naplouse à la mer

Pour elle, c'est la toute première mission en mer. Hanae, 35 ans, est l'une des deux médiatrices culturelles embarquées pour cette nouvelle mission de SOS Méditerranée. Avant de poser son sac sur l'Ocean Viking, elle a pris soin d'ausculter les plaies du navire laissées par l'attaque en août. « J'ai posé des questions sur les travaux et la sécurité, confie-t-elle avec une lucidité calme. Je sais que le risque zéro n'existe pas, mais, face à la menace, je fais confiance à la solidarité du groupe. »

De la finance à l'aide humanitaire

Cette Franco-Marocaine n'est toutefois pas une novice de l'action concrète. En rupture avec une vie passée de consultante en finance à Paris, balayée par un burn-out en 2017, elle a fait le choix d'agir. Depuis, elle court les lignes de

front de l'humanitaire. En 2019, elle pose le pied en Grèce, sur l'île de Chios, où elle passe deux ans à travailler dans des camps d'exilés, pour le Danish Refugee Council (Conseil danois pour les réfugiés) puis avec Médecins sans frontières.

Sa boussole la mène ensuite en Palestine. En 2022, elle s'installe à Naplouse, en Cisjordanie. Pendant une année, elle y documente, pour le CICR (Comité international de la Croix-Rouge), les violations du droit international perpétrées par l'État israélien. Plus récemment, elle a passé huit mois, entre Calais et Dunkerque, auprès des mineurs non accompagnés.

Aujourd'hui, sur le pont de l'Ocean Viking, elle fait le lien entre ses expériences passées et son nouvel horizon. Durant cette première rotation de deux mois, Hanae sait qu'elle va tendre la main à des personnes qui une fois débarquées devront faire face à la violence des politiques migratoires européennes. Elle refuse toutefois d'être une briseuse d'espoir et se voit comme celle qui offrira un sourire et les informations vitales pour qu'ils continuent leur route.

Sur le même thème Sur le pont de l'«

Ocean Viking » de SOS Méditerranée, l'obstination des sauveteurs en mer

AJ, l'expérience de la mer au service de la solidarité

À 29 ans, Alexandre-James, que tout le monde à bord appelle AJ, porte en lui l'empreinte indélébile de l'océan. Néo-Zélandais, fils de marin, il a lié son destin à la mer dès son enfance. Avant de rejoindre les rangs de SOS Méditerranée, il a forgé son endurance cinq années chez Sea Shepherd, puis dirigé des opérations techniques en Antarctique.

Pour lui, la mer n'est pas un décor, c'est un terrain d'engagement toujours renouvelé. Aujourd'hui, au sein de SOS Méditerranée, il est conducteur des semi-rigides qui transportent les sauveteurs pour arracher des vies aux naufrages.

Pour AJ, la mer n'est pas un décor, c'est un terrain d'engagement toujours renouvelé.

© Ville Maali/SOS MEDITERRANEE
L'indifférence de son pays

Coincé dans un conteneur alors que, au mois d'août, les balles des garde-côtes libyens criblent la coque, il ne cède pas

Documents sauvegardés

à la peur. Au contraire, couché au sol, il analyse, documente l'attaque avec son téléphone et planifie sa fuite vers la « citadelle », le lieu de repli caché du navire. Pour lui, l'action est un rempart contre le chaos. AJ a déjà connu le feu en Afrique de l'Ouest. « Dans ce genre de situation, mon cerveau devient très logique sur ce qui doit être fait », explique-t-il.

Sous cette cuirasse pragmatique, AJ cache toutefois une blessure : celle de l'indifférence de son pays pour ce qui se trame en Méditerranée, et le fatalisme des rescapés pour cette attaque qui fut « un jour comme un autre ».

Face aux dérives du monde actuel et à la fascisation généralisée des esprits, AJ choisit de continuer à agir, même sans être certain de gagner. « C'est une question d'être du bon côté de l'histoire », confie-t-il. Pour le marin, l'abandon n'est pas une option : repartir en mer, c'est refuser de laisser les milices libyennes, armées et formées par les États européens, gagner la bataille de l'inhumanité.

Cet article est paru dans L'Humanité (site web)

<https://www.humanite.fr/monde/exiles/ocean-viking-hanae-et-aj-deux-belles-ames-a-la-rescousse-des-migrants-naufrages-en-mediterranee>

Le nombre de morts de migrants double en mer Méditerranée

Europe. Au moins 655 personnes sont mortes ou portées disparues en Méditerranée en janvier et février 2026, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM).

Moins de passages mais plus de morts de migrants en Méditerranée : tempête, opérations de secours qui se complexifient, fermeture des frontières... Les risques augmentent pour les exilés déterminés à rejoindre l'Europe même en hiver, observent ONG et chercheurs.

Un triste record

Au moins 655 personnes sont mortes ou portées disparues en Méditerranée en janvier et février 2026, contre 287 à la même période en 2025. Soit plus du double. Un record pour cette période de l'année depuis les premiers relevés de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) en 2014. Rien

qu'entre le 15 et le 25 janvier, l'OIM a recensé en Méditerranée centrale, route migratoire la plus meurtrière au monde, 104 victimes de trois naufrages entre la Libye et la Tunisie.

« Le nombre de ces tragédies est dû aux conditions météorologiques extrêmes », a avancé la semaine dernière Frontex, faisant référence à la tempête Harry qui a balayé violemment les côtes du bassin méditerranéen. L'agence européenne de surveillance des frontières, qui se félicitait d'une baisse de moitié du nombre de traversées irrégulières sur cette période, condamnait également les « réseaux criminels de passeurs » qui « n'hésitent pas à envoyer des personnes désespérées en mer sur des embarcations de fortune ».

Moins de passages mais plus de victimes

Les deux phénomènes sont liés, explique Arnaud Banos, chercheur au CNRS. « Plus on met la pression pour empêcher les départs, plus on crée des conditions idéales pour les passeurs. Ils peuvent imposer des départs hasardeux, voire désastreux aux migrants », qui n'hésitent plus à partir y compris par mauvais temps en hiver. « Les traversées s'allongent, sont très exposées au vent avec des courants très forts. Les passages sont certes moins contrôlés, mais les embarcations aussi moins visibles des secours », explique M. Banos. Par ailleurs, l'entrée par les Balkans « seule route terrestre pour rejoindre l'Europe quand on vient du Sud, est quasiment étanche, donc il ne reste plus que la mer ». ●



En janvier, l'OIM a recensé en Méditerranée 104 victimes de trois naufrages entre la Libye et la Tunisie. AFP

« Spirale infernale »

Les accords notamment de l'Italie avec la Tunisie et la Libye afin qu'ils retiennent les migrants en transit vers l'Europe a également conduit les filières de passeurs à s'éloigner des villes de départ habituelles, de Tripoli vers Misrata en Libye, ou remonter vers le Nord de la Tunisie à Bizerte pour rejoindre la Sardaigne, observe le chercheur.

« En fin de compte, on crée un surrisque : plus on dit que l'on veut sécuriser les frontières pour des motifs humanitaires, plus on augmente le danger. C'est une spirale infernale », pointe le géographe.

Les ONG condamnent également les « entraves » à leurs opérations de secours en mer provoquées par des démarches administratives de plus en plus lourdes et des nouvelles règles de débarquement. ●

Ukraine

Le sommet européen échoue à rallier Orban

Dont acte. En dépit de leurs pressions, les dirigeants européens ne sont pas parvenus jeudi à faire fléchir le Premier ministre hongrois Viktor Orban, imperturbable dans son refus de débloquent un prêt de 90 milliards d'euros à l'Ukraine. Le président ukrainien Volodymyr Zelensky a tenté, en vain, de lui rappeler l'importance de ce prêt pour son pays, lors de son allocution, en visioconférence, devant les chefs d'État et de gouvernement des 27, réunis hier en sommet à Bruxelles. « C'est crucial pour nous. C'est une ressource destinée à protéger des vies », a-t-il affirmé.

Orban accuse l'Ukraine de « chantage »

« Pas de pétrole = pas d'argent », a résumé le dirigeant hongrois, à l'issue des discussions. Budapest conditionne le versement de ce prêt à la reprise des livraisons de pétrole russe par un oléoduc, qui traverse l'Ukraine et a été endommagé par des frappes russes. Orban accuse Kiev de traîner des pieds pour le remettre en service. Les dirigeants européens ont pourtant rivalisé de mise en garde au



Le président hongrois Viktor Orban en désaccord avec ses collègues européens. AFP

près du dirigeant hongrois. Mais ce dernier est resté inflexible, les obligeant finalement à renvoyer le sujet à un prochain rendez-vous. « J'ai tenu bon et nous en sommes exactement au même point que ce

matin : s'il y a du pétrole, il y aura de l'argent », a expliqué M. Orban avant d'accuser l'Ukraine de « chantage ». ●

L'ACTUALITÉ EXPRESS

● Méningite en Angleterre : le nombre de cas signalés passe de 20 à 27

Santé. Le nombre de cas signalés dans l'épidémie de méningite à méningocoques qui a fait deux morts dans le sud-est de l'Angleterre est passé de 20 à 27, dont 15 confirmés et 12 faisant encore l'objet d'une enquête, ont annoncé hier les autorités sanitaires. « Un traitement antibiotique préventif continue d'être administré aux étudiants de l'université du Kent, ainsi qu'à toute personne ayant fréquenté (la discothèque) Club Chemistry à Canterbury entre le 5 et le 7 mars », indique l'agence de sécurité sanitaire UKHSA.

● Près de 1 000 militants des droits de l'homme tués entre 2016 et 2025, selon l'ONU

Colombie. Un total de 972 militants des droits de l'homme ont été assassinés en Colombie entre 2016, année de l'accord avec l'extrême-gauche des Farc, et 2025, a annoncé le Haut-Commissariat aux droits de l'homme de l'ONU. Les auteurs du rapport affirment que « cette tendance est principalement liée aux conflits impliquant des

acteurs armés non étatiques dans des zones anciennement contrôlées par le groupe de guérilla des Farc, où l'État a peiné à établir une présence stable ».



● L'État français essuie un nouveau revers judiciaire face à Shein

Justice. Shein peut souffler : la plateforme qui héberge ses vendeurs partenaires n'a pas été bloquée comme le demandait le gouvernement français, outre de la présence de produits illicites, désormais retirés de la vente. « Le dommage qui avait justifié l'action de l'État n'existait plus », a tranché hier la cour d'appel de Paris, qui a constaté que l'e-commerçant asiatique avait promptement et de manière proactive retiré les produits litigieux.

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2025 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20250627-LMF-edd*cmofrc20250627*c66161313210

Nom de la source

Le Monde (site web)

Vendredi 27 juin 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Le Monde (site web) • 965

mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Hydrocarbures, flux de migrants : nouvelles tensions en Méditerranée entre la Grèce et la Libye

La hausse des arrivées de migrants depuis les côtes de l'Est libyen et un nouvel accord entre compagnies turque et libyenne sur la prospection d'hydrocarbures au sud de la Crète suscitent la colère d'Athènes.

Le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, voulait mettre sur la table le problème libyen lors du Conseil européen des jeudi 26 et vendredi 27 juin. Son pari est réussi. Le dirigeant conservateur a même obtenu le soutien attendu puisque ses homologues européens ont condamné à l'unanimité, une nouvelle fois, l'accord signé entre la Turquie et la Libye sur la délimitation des zones de juridiction maritime en Méditerranée, qui sert de base aux projets de prospection d'hydrocarbures des deux pays.

Le texte, signé en 2019, dressait des frontières maritimes entre les côtes libyennes et turques, en ignorant la revendication par la Grèce et Chypre de certaines zones. « Il était important d'envoyer un message clair à la Libye, que nous n'acceptons pas, non pas en tant que Grèce, mais en tant qu'Europe, un tel accord, un fait accompli », a déclaré à Bruxelles M. Mitsotakis.

La veille du Conseil européen, la sig-

nature d'un contrat d'exploration entre la compagnie nationale libyenne de pétrole et la Turkish Petroleum n'a fait que confirmer pour Athènes la nécessité de chercher un appui européen face au rapprochement entre la Turquie et le gouvernement de l'est libyen – le pays, en proie à une guerre civile, est divisé en deux entités, l'une à l'Est et l'autre à l'Ouest.

Selon Konstantinos Filis, directeur de l'Institut des relations internationales à Athènes, « le projet de prospection concerne quatre zones, dont trois sont situées dans le cadre défini par l'accord turco-libyen [de 2019], mais elles ne sont pas dans une zone maritime revendiquée par la Grèce. Ce n'est donc pas vraiment un sujet d'inquiétude pour Athènes mais il était important d'avoir le soutien européen » pour ne pas reconnaître cet accord de 2019 et endiguer les ardeurs de Tripoli comme de Benghazi appuyés par Ankara.

Nouveau positionnement du maréchal Haftar

Pour la Libye, ces nouvelles explorations, qui devraient durer neuf mois avec l'envoi d'un bateau turc de recherches sismiques, sont en fait une réponse aux permis accordés début juin

par Athènes aux compagnies Chevron et Exxon au sud de la Crète, dans une zone contestée par la Libye. Mais ces tensions sont surtout, pour Konstantinos Filis, le résultat d'un changement de positionnement du maréchal Haftar qui contrôle l'est de la Libye : « Son rapprochement récent avec la Turquie est pour beaucoup dans la situation actuelle, et la pression migratoire exercée sur la Grèce est aussi une façon de satisfaire son allié turc. »

En effet, Athènes a d'autres raisons d'être en colère contre le gouvernement de Benghazi. Depuis un an, les arrivées de migrants partant des côtes de l'est de la Libye vers la Crète et le petit îlot de Gavdos, qui ne compte que 70 habitants hors saison, ont augmenté de 350 % selon le ministre des migrations, Makis Voridis, interrogé sur la ministre des migrations, Makis Voridis, jeudi.

Depuis le début du mois de juin, 2 550 migrants ont accosté sur les côtes de la Crète, qui ne dispose d'aucun camp et qui est vite débordée par ces flux. Les locaux commencent à se plaindre de cette situation, et plusieurs manifestations violentes contre l'installation des migrants dans des stades ou autres structures temporaires ont déjà eu lieu.

Documents sauvegardés

M. Vouridis a avancé qu'Athènes pourrait suspendre temporairement les procédures d'asile pour les nouveaux arrivants en Crète si la pression continue. Cette décision est contraire à la convention de Genève relative au statut des réfugiés, mais elle avait été déjà prise en mars 2020, et appliquée pendant un mois, lorsqu'à la frontière gréco-turque dans la vallée de l'Evros, des milliers de réfugiés, encouragés par Ankara, tentaient de rejoindre l'Europe.

Changement de stratégie des passeurs

Cette hausse des arrivées par la Libye est corrélée à une baisse de 35 % des arrivées de réfugiés sur les îles grecques de la mer Egée. Selon M. Vouridis, ce serait le résultat d'une meilleure coopération entre les garde-côtes grecs et turcs. Mais pour les humanitaires ou les spécialistes des migrations, ce changement de route est surtout le résultat d'un changement de stratégie des passeurs face aux refoulements incessants des garde-côtes grecs vers la Turquie. Depuis 2020, plusieurs procédures devant la Cour européenne des droits de l'homme accusent la Grèce de procéder à des refoulements illégaux et violents de migrants vers la Turquie mais elle a toujours nié avoir recours à cette pratique.

Pour éviter qu'une nouvelle route se crée dans le golfe de Libye, le premier ministre grec a annoncé lundi l'envoi de deux navires de la marine en bordure des eaux territoriales de la Libye afin de dissuader les passeurs et les exilés d'emprunter cette route. Un bateau de l'agence européenne de surveillance des frontières Frontex est déjà déployé depuis quelques jours dans la zone.

« La Commission européenne a reconnu

le risque [qu'une nouvelle route migratoire s'ouvre] et semble être prête à prendre des mesures », s'est réjoui M. Mitsotakis à l'issue du Conseil européen. Début juillet, le commissaire européen aux affaires intérieures et à la migration, Magnus Brunner, doit se rendre dans l'Est et dans l'ouest de la Libye, accompagné notamment de ministres grec, italien et maltais. « La Libye est un problème géopolitique général, et pas seulement pour la Grèce », estime le ministre des affaires étrangères grec, Giorgos Gerapetritis. Il doit, lui aussi, se rendre dans les prochains jours en Libye.

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/international/article/2025/06/27/hydrocarbures-flux-de-migrants-nouvelles-tensions-en-mediteranee-entre-la-grece-et-la-libye_6616131_3210.html

Documents sauvegardés



© 2026 Ouest-France. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20260128-OFW-3478bb12-fb92-11f0-9ec7-95d99014da7d

Nom de la source

Ouest-France (site web)

Mercredi 28 janvier 2026

Type de source

Presse • Presse Web

Ouest-France (site web) • 697
mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Régionale

Provenance

Rennes, Bretagne, France

Des centaines de migrants portés disparus en Méditerranée

Cécile Réto

Plusieurs embarcations, parties de Tunisie et de Libye, ont été happées par la tempête Harry, mi-janvier. Au moins 380 migrants sont probablement morts, selon les garde-côtes italiens et l'Organisation internationale des migrations.

Deux sœurs jumelles guinéennes âgées d'un an ont disparu en mer avant que leur embarcation ne soit interceptée par les garde-côtes italiens, le 22 janvier, au large de l'île de Lampedusa, la semaine dernière. Leur mère affirme qu'elles sont mortes d'hypothermie. Un autre passager, un homme, a aussi succombé au froid. À leur arrivée sur la petite île italienne, porte d'entrée dans l'Europe depuis la Libye, une soixantaine de survivants ont été découverts dans un état de grande détresse physique et psychologique, relate l'ONG Save the Children.

Leur navire avait été pris dans la tempête *Harry*, qui a balayé la semaine dernière le sud de l'Italie, la Sicile, la Sardaigne et Malte, générant des vagues monstres, jusqu'à 52 pieds (16 mètres). Certains passagers ont fait état du naufrage d'un autre bateau, parti de Libye en même temps qu'eux, et qui aurait chaviré avec au moins 51 personnes à bord, au large du port libyen de Tobrouk.

Lire aussi. [REPORTAGE. À Lampedusa, le hotspot des migrants a tout d'une prison](#)

Les mauvaises conditions météorologiques ont fortement entravé les opérations de recherche et de sauvetage, confirme l'Organisation internationale des migrations (OIM), qui parle de centaines de personnes portées disparues depuis une dizaine de jours.

Plus de 25 000 morts et disparus en dix ans

Les garde-côtes italiens estiment à environ 380 le nombre de migrants, partis de Tunisie et de Libye, qui se sont probablement noyés en mer Méditerranée, durant cette période. Des craintes partagées par Missing Migrants, un projet de l'OIM, qui pointe notamment la disparition de neuf embarcations, entre le 14 et le 21 janvier.

Malte a confirmé qu'un naufrage au large de ses côtes avait fait au moins cinquante victimes. Le navire était parti de Tunisie, le 20 janvier. Un seul sur-

Des migrants secourus par le bateau humanitaire Ocean Viking, à leur arrivée au port de Palerme, en Sicile, le 19 janvier 2026.

. Archive Sameer Al-Doumy/AFP

vivant, un homme, a été secouru par un navire marchand après avoir passé 24 heures agrippé à l'épave de son embarcation, relate Alarm Phone, une ONG d'assistance téléphonique pour les navires en perdition.

Il semble peu probable de connaître un jour le nombre exact de migrants emportés par la tempête. Ces drames s'ajoutent à une longue liste de morts et disparus en mer Méditerranée : Au moins 25 600 depuis 2014, selon l'OIM. Plus de 33 000 d'après le décompte de Missing Migrants.

Vers l'instauration de centres de retour hors de l'UE

Les politiques européennes, qui n'ont cessé de se durcir depuis dix ans, n'y sont pas étrangères. Premier pays d'entrée de l'Union européenne, l'Italie a vu débarquer 66 296 personnes par bateaux

Documents sauvegardés

l'an dernier. Moitié moins qu'en 2023, après l'arrivée au pouvoir de Giorgia Meloni, élue sur la promesse de fermer la porte aux migrants. Depuis, son gouvernement a largement contribué à raréfier la présence des navires et avions humanitaires en Méditerranée. Accusant les ONG d'inciter au départ voire d'aider les passeurs, en sécurisant la zone, la Première ministre italienne d'extrême-droite a multiplié les actions en justice à leur encontre. Elle leur a aussi imposé de débarquer leurs passagers loin des zones de sauvetage, au lieu de les laisser accéder aux ports les plus proches, en Sicile ou à Lampedusa.

Plus longues, les routes migratoires sont devenues plus meurtrières.

Les autres pays européens ne sont pas en reste. Jeudi, à Bruxelles, les représentants des 27 États membres discuteront de la stratégie de gestion de l'asile et de la migration pour les cinq ans à venir. Un plan que la Commission doit publier le mois prochain. Les Vingt-Sept envisagent désormais d'expulser les arrivants vers des centres de retour situés dans des pays tiers, hors de l'Union européenne, le temps que leurs demandes d'asiles soient étudiées.

Documents sauvegardés



© 2026 Libération. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20260209-LIF-0evu6apj5qzfmfedrm5amnkfyv4

Nom de la source

Libération (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Lundi 9 février 2026

Libération (site web) • 623 mots

Près de 1 000 migrants auraient disparu en Méditerranée après le passage de la tempête Harry

Emilia Spada

La violente dépression qui s'est abattue entre les 19 et 22 janvier sur le sud de l'Italie aurait fait des centaines de victimes parmi les personnes qui tentaient la traversée depuis l'Afrique du Nord.

«**L**es contours de la plus grande tragédie de ces dernières années se dessinent le long des routes de la Méditerranée centrale, et les gouvernements italien et maltais restent silencieux et inactifs». L'accusation est portée par Laura Marmorale, présidente de l'ONG Meditteranea Saving Humans, qui rapporte que «*jusqu'à un millier de personnes auraient disparu en mer lors du passage de la tempête Harry*», selon les estimations d'autres ONG sur le terrain, en Libye et en Tunisie. Leur sort pourrait être lié au passage de la dépression qui a balayé le bassin méditerranéen et les côtes italiennes du 19 au 21 janvier, provoquant des vagues mesurant jusqu'à 16 mètres, et des rafales de vent à 54 nœuds.

Des centaines de personnes «jamais arrivées à destination»

Au 24 janvier, selon les informations transmises par le Centre de coordination des secours maritimes de Rome, au moins 380 personnes étaient portées disparues. L'alerte regroupait huit cas dis-

tingents de recherche et de sauvetage, correspondant à huit embarcations parties de Sfax, sur la côte est de la Tunisie. Les témoignages recueillis par l'ONG Refugees in Lybia auprès des communautés tunisiennes font état d'un bilan bien plus alarmant : environ 500 autres personnes seraient parties des côtes tunisiennes, et jamais arrivées à destination. «*Des centaines de personnes, dont le départ était avéré, sont désormais injoignables ; aucun appel de Libye, aucun contact des centres de détention, aucune confirmation de leur décès et aucune trace dans le désert algérien*», explique Laura Marmorale.

Entre-temps, les autorités maltaises ont repêché des dizaines de corps en mer. Le 30 janvier, celui d'une femme a été retrouvé par le navire de sauvetage civil *Ocean Viking* dans la zone de recherche et de sauvetage maltaise, et ramené à Syracuse samedi. Si les informations restent à ce stade partielles, les acteurs associatifs et politiques ont exhorté les gouvernements des pays concernés et l'Union européenne à réagir.

Le «laxisme» des autorités dénoncé



Des membres d'équipage du navire de sauvetage «Ocean Viking» se dirigent vers une zone de recherche et de sauvetage, en Méditerranée, le 29 décembre 2025.
. Sameer-Al-Doumy

Le député italien Matteo Orfini, membre du Parti démocrate, a annoncé avoir interpellé le gouvernement de Giorgia Meloni : «*[Il] doit expliquer à l'Assemblée pourquoi les procédures d'urgence exceptionnelles n'ont pas été déclenchées et pourquoi les appels au secours lancés par ces embarcations plusieurs heures avant le passage du cyclone ont été ignorés.*» De son côté, l'eurodéputé italien Sandro Ruotolo, du même parti, s'est adressé à la Commission européenne : «*Pourquoi n'a-t-elle pas encore exprimé publiquement sa position sur cette tragédie et a-t-elle entamé des discussions avec les autorités des pays concernés afin d'obtenir des*

Documents sauvegardés

données fiables et de renforcer immédiatement les opérations de recherche et de sauvetage ;?»

De nombreuses questions demeurent sans réponse, notamment concernant l'attitude du régime de Kaïs Saïed, en Tunisie ;: comment expliquer le « *laxisme* » des autorités tunisiennes face à de telles conditions météorologiques, « *malgré leur remarquable efficacité ces derniers mois pour empêcher les départs de la côte de Sfax ;?»* dénonce Laura Marmorale.

Si ces disparitions sont avérées, le passage de Harry en ferait l'un des épisodes **les plus meurtriers en Méditerranée**, sur un laps de temps si court. La traversée de la Méditerranée centrale reste la route maritime la plus dangereuse du monde pour les migrants qui espèrent atteindre les côtes européennes, selon l'Organisation internationale pour les migrations.

Cet article est paru dans Libération (site web)

https://www.liberation.fr/international/europe/pres-de-1-000-migrants-auraient-disparu-en-meditteranee-apres-le-passage-de-la-tempete-harry-20260209_EVU6APJ5QZFMFEDRM5AMNKYFV4/

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2025 Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0jkDIZfSHtG4KsGgwSu6QjSJM5SjXkUntGcUP95FJrfyvy
BLtod0TH8YdWS3BSbODMx

news-20250811-LMF-edd*cmofrc*20250811*xc66282863212

Nom de la source

Le Monde (site web)

Lundi 11 août 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Le Monde (site web) • 1979

mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Casablanca, ville refuge pour les migrants subsahariens au Maroc : « On a besoin d'eux »

La capitale économique accueille de nombreux immigrants originaires d'Afrique de l'Ouest. Face aux difficultés pour rejoindre l'Europe, certains ont décidé de faire leur vie dans cette métropole où ils sont « tolérés ».

Très vite, ce commerçant marocain a été surnommé « Kouamé » – un nom très répandu en Côte d'Ivoire – parce qu'il vend, dit-on, le meilleur attiéké du coin. Dans son échoppe d'Oulfa, quartier populaire aux portes de Casablanca, Youssef Lazouzi propose un bout d'Abidjan : sachets de semoule de manioc à 18 dirhams (1,70 euro), riz parfumé... Il y a un peu plus d'un an, ce trentenaire avait misé sur des cosmétiques bio. Sans succès. « Je me suis adapté à ma nouvelle clientèle, confie-t-il. Elle est aujourd'hui à majorité subsaharienne. »

Il est presque 23 heures en cette soirée de juillet. Youssef Lazouzi, les yeux rougis par la fatigue, négocie encore en lançant des « ça dit quoi ? », « on fait comment ? », « non, le prix est gâté mon frère ». On lui fait remarquer qu'il parle comme ses clients venus de Dakar ou de Conakry ; ça le fait sourire.

A l'autre bout du quartier, Youssef

Nasser, 42 ans, livre à vélo, comme chaque jour, sa vingtaine de kilos de gombos et de « piments africains qui arrachent » aux restaurateurs ambulants et bouis-bouis sénégalais ou nigériens, où l'on peut voir une photo du roi. Il y a quelques années, cet homme fluet vendait du pain. Il a changé de métier et gagne désormais 3 000 dirhams (284 euros) par mois, soit l'équivalent du salaire minimum au Maroc.

« Je les aime bien ces étrangers, je ne peux pas gâter [critiquer] les Subsahariens », glisse-t-il en usant, lui aussi, d'un verbe typique d'Afrique de l'Ouest : « J'ai un frère en France, un autre en Espagne, je ne veux pas qu'on les traite mal. Les Subsahariens méritent une chance au Maroc. Ils cherchent à s'en sortir, il faut les soutenir. »

Des bras à bas prix

Depuis une décennie, des dizaines de milliers de migrants originaires du Sénégal, du Mali ou du Congo-Brazzaville ont déposé leurs baluchons et leurs espoirs à Casablanca. Certains travaillent pour décrocher « un petit quelque chose » dans la capitale économique du royaume. D'autres, pour qui le Maroc reste une escale, rêvent de fuir vers l'Europe en franchissant l'océan Atlantique,

la mer Méditerranée ou les clôtures des enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla.

Mais ces routes se compliquent, les coinçant un peu plus au Maroc. Depuis le 1er janvier, un peu plus de 16 000 personnes ont rejoint l'Espagne – surtout via les Canaries –, selon le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés. Un tiers de moins qu'un an plus tôt à la même période. Cette baisse s'explique par des accords signés en février 2023 entre le Maroc et l'Espagne. En 2024, les autorités marocaines ont par ailleurs empêché près de 80 000 migrants de filer vers l'Europe, et la pression ne faiblit pas.

Les villes du Nord, comme Tanger ou Nador, sont sous surveillance. Les migrants qui cherchent à y accéder, notamment en bus, sont refoulés – parfois avec brutalité, selon leurs récits – puis renvoyés vers le Sud. Pas question de laisser une brèche vers l'Europe ou de revivre le drame de Melilla, en avril 2022, quand plusieurs personnes étaient mortes en tentant de pénétrer dans l'enclave, violemment refoulées par les forces marocaines et espagnoles.

« La véritable frontière de l'Europe se situe désormais à Casablanca vu qu'au nord de la ville, les migrants sont ar-

Documents sauvegardés

rétés », observe Salaheddine Lemaizi, secrétaire général du Réseau marocain des journalistes des migrations. Selon lui, le Sud est devenu un refuge pour les migrants : certains s’y refont une santé financière en attendant de tenter à nouveau de se rendre en Espagne, d’autres s’y enracinent, notamment à Casablanca. « C’est une ville où les migrants sont plus au moins tolérés. On ne va pas les traquer, parce qu’on a besoin d’eux », décrit-il.

La région de « Casa » est en plein boom. Elle concentre 32 % du produit intérieur brut du Maroc. Avec ses 3,2 millions d’habitants (sur une population totale de 37 millions) et deux grands événements footballistiques à venir – la Coupe d’Afrique des nations en décembre et la Coupe du monde en 2030 –, la métropole se voit en vitrine d’un royaume ouvert, moderne, magnétique... et à la recherche de bras à bas prix.

Mariages mixtes

Nounous, dames de compagnie, serveurs, cuisiniers, vigiles, manutentionnaires et même entrepreneurs... Les migrants s’ancrent dans la cité. Sur les chantiers, dans les foyers ou les centres d’appels, les Subsahariens sont rarement déclarés, souvent sous-payés. « C’est très utile pour le patronat, qui a accès à une main-d’œuvre bon marché », pointe Salaheddine Lemaizi, également rédacteur en chef du journal en ligne Enass.

« Mais les migrants peuvent trouver une place et s’en sortir. Ils sont d’ailleurs de plus en plus visibles », se félicite Abdullah Abaakil, membre du conseil de la ville et vice-secrétaire du Parti socialiste unifié. Il rappelle que les autorités marocaines – qui n’ont pas répondu aux sollicitations du Monde – estiment entre

300 000 et 400 000 le nombre d’immigrés en situation irrégulière pour près de 150 000 étrangers légalement établis. Les Sénégalais, Gabonais ou Nigériens peuvent entrer sans visa – ce fut aussi le cas, un temps, pour les Ivoiriens –, les Guinéens ou Maliens avec une autorisation en ligne.

« Le Maroc a besoin de cette masse pour faire pression sur l’Europe en agitant la menace migratoire », décrypte Salaheddine Lemaizi. Et depuis que le royaume est revenu dans l’Union africaine, en 2017, il cherche, selon le journaliste, à renforcer son influence sur le continent en se présentant comme plus accueillant que ses voisins.

« C’est vrai qu’à Casa, les Subsahariens ne se cachent pas, contrairement aux migrants en Tunisie ou en Algérie, pays qui les expulsent en masse », pointe Abdou Dieng, 37 ans, trésorier de l’Association des ressortissants sénégalais résidant au Maroc, installé dans ce pays depuis une vingtaine d’années. « Il y a une bonne cohabitation à Casablanca entre migrants et Marocains », abonde Ghizlane Boulaabar, une psychologue bénévole qui écoute ces exilés pour les soulager : « On commence à les connaître, au point de voir des mariages mixtes. »

« Parapluie royal »

A deux pas de la médina de Casablanca, un coin baptisé « le marché sénégalais » attire habitants, touristes et immigrés subsahariens. Des Casablancaises se font limer les ongles ou tresser les cheveux dans un des nombreux minisalons afro, coincé entre une gargote à thiep (plat sénégalais à base de riz) et une boutique de téléphonie tenue par un Marocain. Là, la darija (l’arabe dialectal)

se mêle au wolof, au dioula et au français. Le dimanche, églises et assemblées évangéliques se remplissent à l’heure des célébrations. Dans les quartiers populaires, migrants et Marocains partagent les mêmes immeubles, jouent au football sur les mêmes terrains.

Tout n’est pourtant pas idyllique : des migrants dénoncent des loyers plus élevés, des agressions, des vols, des bakchichs à verser aux policiers, la difficulté de porter plainte parce que sans-papiers, les insultes racistes... « Il y a des tensions, ça arrive, mais on n’est pas en Libye, on est quand même tous mélangés », clame Karim Sanoh, un Guinéen de 33 ans, à Casablanca depuis 2019. Ce grand gaillard à la barbe ciselée gère un salon de beauté dans la médina. « On est partis pour chercher une vie meilleure, on l’a trouvée ici, assure cet ancien agent de sécurité. Nous sommes chez nous maintenant. Casa est notre nouvelle maison. »

« La cohabitation à Casablanca est d’autant plus étonnante que la quasi-totalité des migrants n’ont pas de carte de séjour. Et tout le monde le sait », note Abdou Dieng. C’est le sésame administratif tant espéré par Sekouba Camara. Ce Guinéen de 31 ans à la tchatche facile construit sa vie à Casablanca depuis 2020 avec son épouse et son fils, né ici. Au départ, son projet était de partir vers l’Europe. « Et après plusieurs tentatives, je me suis dit que plutôt que de payer un passeur des milliers d’euros, je ferais mieux d’utiliser autrement cet argent », dit-il.

Sa femme a ouvert un salon de coiffure à Oulfa et lui s’astreint à faire au moins 20 courses par jour sur Yango – une application de voitures de transport avec

Documents sauvegardés

chauffeur. Pourtant, les VTC ne sont pas encore légalisées au Maroc. « Quand un policier me voit conduire un Marocain, il sait que je suis dans l'illégalité, mais il ne m'arrête pas. Il ferme les yeux pour que je mange », croit-il. Quand il n'a pas de sous, Mohamed, son épicier, lui fait crédit. Et Hassan, le menuisier, lui a fait les meubles de son appartement. Il leur parle le plus souvent en darija. « Je vis mieux que des amis en France », jure-t-il.

Il rend « grâce » au roi Mohammed VI – « que Dieu l'assiste », dit-il, à la marocaine – pour la Stratégie nationale d'immigration et d'asile adoptée en 2014, qui offre soins d'urgence et école aux enfants de migrants. Il se sent protégé par ce « parapluie royal », comme il dit. Mais Sekouba Camara, comme tant d'autres, regrette les obstacles pour obtenir un titre de séjour, un bail locatif ou un contrat de travail.

Une cohabitation « fragile »

« On espère qu'il y aura une troisième vague de régularisations, on pousse dans ce sens », plaide Abdou Dieng. Comme en 2014 et 2017, lorsque 45 000 clandestins ont obtenu des papiers. « Sommes-nous les gardes-côtes de l'Europe ? Un pays de transit ou d'accueil ? Il faut trancher », s'indigne l'élue Abdullah Abaakil. « Nous sommes dans une zone grise », admet le journaliste Salaheddine Lemaizi. Abdullah Abaakil reprend : « Les autorités sont dans un laissez-faire : il y a un discours officiel d'accueil, mais qui ne va pas assez loin dans les actes. Il faut faciliter l'obtention des titres de séjour. »

Selon lui, une politique plus ouverte permettrait d'éviter de mettre à mal la cohabitation entre Marocains et Sub-

shariens, alors qu'un discours anti-migrants se développe sur les réseaux sociaux. Dans son appartement vétuste de la banlieue de Casa, Guillaume, un Ivoirien de 49 ans qui exige l'anonymat, regarde, apeuré, son fil WhatsApp. Il reçoit des liens de vidéos Facebook, X ou TikTok envoyés par d'autres migrants.

« On y entend “non à l'installation des Africains”, que les Marocains vont devenir noirs à cause de nous, qu'on les colonise, qu'on les agresse au couteau, qu'on est sales, bruyants, qu'on vend de la drogue, relate Guillaume, pasteur au Maroc depuis sept ans. On entend des rumeurs selon lesquelles des filles ou de vieilles dames sont enlevées, tuées ou violées par des Subsahariens et que la police va venir nous rafler. Certains Subsahariens se comportent mal et à cause d'eux, tout rejait sur nous. »

Ces messages de violence sont relayés, entre autres, par la mouvance nationaliste des « Moorish », qui exalte la « grandeur marocaine » et dont les membres sont en majorité issus de la diaspora. Des associations de défense des migrants – comme le Groupe antiraciste d'accompagnement et de défense des migrants (Gadem) et le Réseau des journalistes des migrations – ont signalé, ces dernières semaines, la publication sur les réseaux sociaux de messages de haine envers « les personnes noires » non marocaines vivant au Maroc, dénonçant une « tentative de manipulation de l'opinion publique ».

« Il y a un paradoxe au Maroc, analyse Salaheddine Lemaizi. La cohabitation entre la population et les migrants est réelle, mais elle reste fragile. Il suffit d'un fait divers, d'une rumeur qui choque, pour enflammer la situation et

devenir comme la Tunisie. Pour l'instant, cette haine en ligne ne prend pas. Pas encore. »

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/08/11/casablanca-ville-refuge-pour-les-migrants-subsahariens-au-maroc-on-a-besoin-d-eux_6628286_3212.html

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2025 SA Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20250523-LMF-edd*cmofrc20250523*c66080033212

Nom de la source

Le Monde (site web)

Vendredi 23 mai 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Le Monde (site web) • 824

mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

France

Au Niger, des ONG dénoncent les expulsions massives de migrants de l'Algérie vers le désert du Sahara

Niaméy estime que plus de 7 000 personnes ont été refoulées par Alger pendant le premier trimestre, et 6 000 pour le seul mois d'avril.

« Les arrivées défont toute attente », prévient Azizou Chehou, coordinateur de l'association nigérienne Alarme Phone Sahara, qui défend le droit des exilés dans le Sahel. Le phénomène n'est pas nouveau mais il prend de l'ampleur. Depuis janvier 2025, l'organisation a recensé au moins 5 800 migrants expulsés de l'Algérie vers le nord du Niger. Des chiffres en deçà de ceux donnés par les autorités nigériennes qui dénoncent « une vague de refoulement sans précédent de migrants venant de l'Algérie ».

Niaméy estime que 7 125 migrants – dont 5 148 Nigériens – ont été refoulés sur le premier trimestre et 6 000 personnes pour le seul mois d'avril. En 2023, l'Algérie avait déjà expulsé 26 000 migrants vers le désert nigérien et plus de 31 000 en 2024.

L'accélération de ces expulsions a suscité une vague de critiques envers l'Algérie. Dans une lettre rendue publique le 20 mai, plusieurs ONG – dont Alarme Phone Sahara et le Réseau Maghreb Sa-

hel sur les migrations (RMSM) – accusent Alger de « délaisser femmes, enfants et personnes malades » à la frontière sud du pays, appelé « point zéro ». Ceux-ci sont ensuite contraints de marcher dans le désert jusqu'à la ville d'Assamaka, à une quinzaine de kilomètres.

Dans cette zone du Sahara, les températures frôlent les 50 °C. « Un mouvoir silencieux », selon les ONG, dénoncé par les migrants et dont les gouvernants sont les premiers responsables. « Ce n'est pas tout le monde qui arrive à Assamaka, rappelle Hassane Boukar, membre du RMSM. Certains meurent en cours de route. »

Des structures d'accueil saturées

En déplacement dans cette localité de 1 500 habitants le 15 mai, le gouverneur d'Agadez, le général Ibrah Boulama Issa, a reconnu que les structures d'accueil pour les migrants – gérées en grande partie par l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) – sont désormais « saturées à plus de 160 % ».

Selon les statistiques diffusées le 18 mai par la télévision publique du Niger, sa région dispose de 3 560 places d'hébergement réparties entre Agadez (1 000), Arlit (1 500), Assamaka (1 000)

et Dirkou (60). Aujourd'hui, un peu moins de 5 900 personnes – des Nigériens et des Guinéens pour la plupart –, y sont pris en charge, dont plus de 2 800 rien qu'à Assamaka. Nombreux sont ceux qui ne bénéficient d'aucun hébergement.

Face à cette « surpopulation » due à une « pression exercée par l'Algérie », selon les termes du gouverneur d'Agadez, les autorités nigériennes souhaitent « accélérer » le plan de rapatriement des migrants dans leur pays d'origine, coordonné par l'OIM. Il devrait concerner 4 000 personnes jusqu'à juillet. « Cela va permettre de désengorger les centres et à ceux qui viennent d'arriver de trouver de l'espace et d'éviter d'aller errer dans les rues », estime le général Ibrah Boulama Issa, soucieux d'éviter « un désastre humanitaire ».

Du côté algérien, une source sécuritaire a récemment démenti au Monde les accusations d'expulsions brutales, en affirmant qu'« aucun refoulement ne se fait sans la présence de représentants de l'OIM mais aussi des autorités nigériennes aux frontières ». Le même interlocuteur précise que « le Croissant-Rouge algérien remet aux autorités nigériennes leurs ressortissants conduits à la frontière ».

Documents sauvegardés

« Silence coupable »

Fin avril, le président algérien, Abdelmadjid Tebboune, a déploré l'ampleur des flux migratoires vers son pays, soulignant que « chaque jour, nous conduisons des milliers de migrants aux frontières et, chaque jour, on compte des milliers d'autres arrivants : cela n'est bon ni pour nous ni pour eux ». Le chef de l'Etat s'est dit, en parallèle, pour la première fois, ouvert à la légalisation des travailleurs subsahariens sans papiers dans un cadre de coopération organisé avec les pays voisins.

Loin d'être convaincues, les ONG appellent dans leur lettre à l'arrêt immédiat des expulsions de ces migrants subsahariens « meurtris et traités de façon déshumanisante ». « Face à ces jeunes qui refusent la fatalité et qui se battent parfois au prix du sacrifice ultime, l'Algérie a développé l'un des systèmes les plus répressifs au monde », écrivent-elles, comparant Assamaka à la prison américaine de Guantanamo.

Les organisations nigériennes dénoncent également « le silence coupable » de l'Union africaine et des organisations régionales comme la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (Cedeao) et la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cemac) « dont les ressortissants se comptent par centaines ou milliers parmi les victimes ». Elles pointent également le silence de l'Union européenne, révélateur d'une certaine « satisfaction face à un sous-traitant qui “fait le boulot” ». Un contentement européen qui vaut pour l'Algérie mais aussi la Tunisie, qui joue les gardes-frontières, en empêchant les départs vers l'Europe.

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/05/23/au-niger-des-ong-denoncent-les-expulsions-massives-de-migrants-de-l-algerie-vers-le-desert-du-sahara_6608003_3212.html

Documents sauvegardés

LE FIGARO

© 2025 Le Figaro. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20250827-LFF-1f083601-c860-6726-b1b7-a7757ea891d1

Nom de la source	Mercredi 27 août 2025
Le Figaro (site web)	
Type de source	Le Figaro (site web) • 403 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	Actualité ; International
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

Canots à moteur et 7000 euros la traversée : un vaste trafic de migrants reliant l'Algérie à l'Union européenne démantelé

Steve Tenré

Quatorze individus membres de ce réseau, de nationalité algérienne et marocaine, ont été interpellés. Ils sont soupçonnés d'avoir dépensé un million d'euros dans de l'équipement maritime.

Un coup dur porté aux passeurs. Un vaste réseau de trafic de migrants a été récemment démantelé par la police espagnole, au terme d'une longue enquête, a annoncé ce mercredi 27 août [Europol](#). Le réseau, dirigé par un citoyen marocain, organisait de nombreuses traversées de la Méditerranée depuis l'Algérie.

Quatorze individus membres de ce réseau, de nationalité algérienne et marocaine, ont été interpellés. Huit bâtiments (six logements et deux entrepôts) ont été perquisitionnés à travers l'Espagne, dans les villes d'Almería, de Nijar, de Tabernas, d'Espartinas et d'Alicante. Au total, quinze canots à moteur, de l'équipement maritime, une centaine de jerrycans d'essence et deux armes à feu ont été saisis, ainsi que 68.000 euros en espèce.

L'ensemble de cet équipement était utilisé pour organiser de vastes traversées vers l'Union européenne, lors

desquelles des dizaines d'individus étaient entassés sur ces canots, long de seulement sept mètres. Chaque migrant devait donner 7000 euros aux passeurs pour espérer avoir sa place.

multiples cellules

Le réseau était constitué de plusieurs cellules: l'une d'elles était en charge d'acquérir les canots et les dispositifs maritimes, tandis qu'une autre devait accueillir les migrants sur le sol espagnol. D'autres branches achetaient l'essence et la nourriture, ou assuraient la sécurité lors des traversées.

L'organisation criminelle est suspectée d'avoir dépensé près d'un million d'euros dans l'achat de ces équipements, et de s'être financé grâce à l'[hawala](#), cette pratique communautaire qui permet de transférer de l'argent en passant par plusieurs intermédiaires - généralement des petits commerçants - afin d'éviter à tout prix le secteur bancaire.

Ce réseau, bien qu'important, n'est que la partie émergée: chaque année, des

Un trafic de migrants reliant l'Algérie à l'Union européenne démantelé
. Figaro Live

centaines de clandestins tentent de rejoindre l'Union européenne depuis l'Algérie. En 2024, plus de 400 Algériens ont péri en mer en tentant de traverser la Méditerranée, tandis que plus de 9600 autres sont parvenus à atteindre l'Espagne.

Voir aussi :

[Douze migrants originaires du Maghreb portés disparus au large des Baléares après avoir sauté d'une embarcation](#)

«Il n'y a aucun plan pour accepter des migrants» : au Japon, de fausses informations sur une nouvelle politique migratoire sèment la zizanie

[Au Royaume-Uni, Nigel Farage promet un plan pour expulser 600.000 migrants illégaux](#)

Cet article est paru dans [Le Figaro \(site web\)](#)

Documents sauvegardés

<http://www.lefigaro.fr/international/canots-a-moteur-et-7000-euros-la-traverse-e-un-vaste-traffic-de-migrants-reliant-l-algerie-a-l-union-europeenne-demantele-20250827>

Note(s) :

Mise à jour : 2025-08-27 20:08 UTC
+02:00

La Grèce veut suspendre l'examen des demandes d'asile des migrants arrivant de Libye

Le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, entend geler les procédures pour trois mois

ATHÈNES - *correspondante*

Le message doit passer que la route vers la Grèce est fermée», a insisté, mercredi 9 juillet, le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, à la tribune du Parlement. Depuis plusieurs mois, la recrudescence des arrivées en Crète de migrants en provenance de l'est de la Libye, contrôlé par le maréchal Haftar, inquiète les autorités. Entre janvier et fin juin, plus de 7 000 réfugiés sont arrivés depuis la Libye en Crète et sur la minuscule île de Gavdos, qui compte 70 habitants et aucun centre d'accueil. Sur toute l'année 2024, quelque 5 100 exilés ont emprunté cette même route, selon l'ONG Refugee Support Aegean. Ces derniers jours, les arrivées se sont accélérées avec plus de 1 200 personnes qui ont débarqué en seulement soixante-douze heures en Crète.

Fin juin déjà, M. Mitsotakis avait annoncé l'envoi de deux navires de la marine en bordure des eaux territoriales de la Libye afin de dissuader les passeurs et les exilés d'emprunter cette route. Ils devaient appuyer le bateau de l'agence européenne de surveillance aux frontières Frontex. Le dirigeant conservateur espérait aussi pouvoir obtenir des concessions du maréchal Haftar pour un meilleur contrôle des départs depuis le rivage libyen. Mais la visite en Libye du commissaire européen aux migrations, Magnus Brunner, et des ministres des migrations grec, italien et maltais, mardi 8 juillet, s'est avérée être un échec. Le dirigeant de Benghazi, qui avait pourtant accepté cette réunion, a tout bonnement refusé de les recevoir.

Refoulements illégaux

Face à ce couac diplomatique, le premier ministre grec a convoqué en urgence une session parlementaire sur la situation migratoire. Devant les députés, M. Mitsotakis a assuré que « tout migrant entrant illégalement sera arrêté et détenu » et qu'il souhaitait « suspendre, dans un premier temps pour trois mois, les demandes d'asile pour les migrants arrivant à bord de bateaux en provenance d'Afrique du Nord ». Selon M. Mitsotakis, un nouveau centre fermé, à l'image de ceux qui existent déjà dans les îles du nord de la mer Egée comme à Samos ou Lesbos, doit aussi ouvrir en Crète, qui ne disposait jusqu'à présent d'aucun camp.

Cette décision de suspendre les examens des demandes d'asile sera soumise au vote au Parlement grec et présentée à la Commission européenne, a-t-il aussi précisé. La suspension unilatérale des examens des demandes d'asile est cependant contraire à la convention de Genève relative au

statut des réfugiés. Le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés s'est dit « très inquiet » de cette décision. Mais le gouvernement Mitsotakis l'avait déjà mise en place en mars 2020, pendant un mois, lorsque à la frontière gréco-turque, dans la région de l'Evros, des milliers de réfugiés, encouragés par Ankara, tentaient de rejoindre l'Europe. A l'époque, la « situation d'urgence » et la nécessité de prendre des « mesures exceptionnelles » avaient été avancées par Athènes. Le même argument est employé aujourd'hui, au grand dam des défenseurs des droits humains et des ONG.

« La suspension de l'accès à l'asile est illégale et viole le droit international », a affirmé dans un communiqué le Conseil grec pour les réfugiés. « L'invocation de l'augmentation des flux migratoires ne saurait servir d'excuse (...) La Grèce avait pris des mesures similaires en mars 2020 (...) et nous attendons encore le jugement de la Cour européenne des droits de l'homme sur cette décision », ajoute l'ONG. Adla Shashati, directrice du Forum grec des migrants, estime qu'« en tant qu'Etat membre de l'UE en première ligne, la Grèce possède l'expérience et la responsabilité de mettre en œuvre un système d'asile capable de s'adapter à des circonstances exceptionnelles, et non de le démanteler quand la situation géopolitique se dégrade ».

Les ONG craignent aussi que, face à cette situation dite d'« urgence », les refoulements illégaux de migrants ne se généralisent sur cette route alors même que depuis 2020, la Grèce a été maintes fois accusée par des enquêtes journalistiques et des instances internationales de recourir à cette pratique, contraire au droit international, aux frontières avec la Turquie. Athènes a toujours démenti ces accusations. Mais en janvier, la Cour européenne des droits de l'homme a condamné la Grèce à indemniser d'une somme de 20 000 euros la victime d'un refoulement illégal vers la Turquie et a reconnu que les autorités grecques avaient recours de manière « systématique » à cette pratique.

Ce nouveau durcissement de la politique migratoire grecque intervient aussi avec la nomination, il y a quelques jours, du nouveau ministre des migrations, Thanos Plevris, qui a qualifié d'« invasion d'Afrique du Nord » la hausse des flux en provenance de la Libye. Ex-député élu avec un parti d'extrême droite, l'Alerte populaire orthodoxe, Thanos Plevris avait déclaré en 2011, avant de rejoindre le parti conservateur Nouvelle Démocratie : « Il n'y a pas de protection aux frontières sans victimes et, pour être clair, sans morts. » ■

MARINA RAFENBERG

Moscou intensifie les frappes de drones pour terroriser l'Ukraine

Depuis le début de l'été, la Russie bombarde sans relâche les grandes villes d'Ukraine, causant un nombre de victimes civiles sans précédent

KIEV, DNIPRO - *envoyée spéciale*

Des nuits à 200, 300 drones sur les grosses villes, en battant à chaque fois le record des frappes précédentes : 400 engins rôdeurs meurtriers ont ainsi attaqué l'Ukraine dans la nuit du 9 au 10 juillet, la plupart d'entre eux visant Kiev, la capitale, appuyés par 18 missiles. Quelque 728 cibles étaient identifiées cette nuit-là sur les radars de la défense antiaérienne ukrainienne. Voilà à quoi ressemble l'été 2025 en Ukraine. « Une escalade de la terreur », déplore le président, Volodymyr Zelensky, un tournant de la stratégie militaire de Moscou, qui veut décourager les civils ukrainiens, précipiter leur exil, déstabiliser le pays.

« Avant, les Russes visaient les villes avec une dizaine de Shahed, ces drones rôdeurs de conception iranienne longs de 3 mètres, rappelle Borys Filatov, maire de Dnipro, capitale de l'est de l'Ukraine. Depuis quelques semaines, tout est multiplié. Quel système de défense aérienne peut encaisser ça ? » Le 24 juin, en pleine journée, sa ville a été le théâtre d'un bombardement massif. Des missiles visant une usine dans le plus gros quartier de Dnipro, Novokodatskiï, sur la rive droite du Dniepr, ont fait 20 morts et plus de 300 blessés en touchant 600 habitations. « Notre abri nous a sauvé la vie », confient les trois institutrices d'un jardin d'enfants.

On y tenait les gamins dans nos bras comme des poussins. » Le souffle des explosions a aussi atteint le train Zaporijia-Odessa qui passait par là. Les photos de ses passagers en sang ont choqué : on croyait les célèbres wagons jaune et bleu intouchables.

Où se trouvent les lieux sûrs, aujourd'hui, en Ukraine ? Les derniers sanctuaires ? Aucune ville n'échappe aux raids russes. Même Loutsk, cité de 200 000 habitants à moins de 150 kilomètres de la Pologne, vient d'être bombardée. Pour la première fois depuis le début du conflit, Tchernivtsi, la « petite Vienne » de l'Ukraine, centre universitaire au prestigieux passé littéraire distant de moins de 50 kilomètres de la Roumaine, a aussi entendu cette cascade de petites explosions typiques qui traquent les chasseurs de drones.

Kiev, ce berceau historique du monde slave qui a osé résister à Vladimir Poutine en février 2022, est devenu une cible régulière. Le 10 juillet, les frappes ont atteint les immeubles XIX^e siècle d'une rue du quartier Chevtchenkivsky, en plein centre. « Aujourd'hui Kiev, avant Kharkiv, Soumy, Dnipro, Zaporijia, Loutsk... L'espace aérien ukrainien est presque chaque nuit saturé de missiles et de drones », confirme le colonel Iouri Ilnat, du commandement des forces aériennes ukrainiennes.

Des alertes de 24 heures

Le Service national des situations d'urgence supplie les Ukrainiens de descendre dans les abris. Les fameux « deux murs » que chaque personne doit conserver entre elle et l'extérieur ne suffisent plus. « C'est une règle de dernier recours, explique la colonelle Svetlana Vodolaha, porte-parole de ce service. Les attaques que l'ennemi lance aujourd'hui, rien n'en protège, hormis les abris, [le métro et les passages souterrains]. Nous ne sommes que des secouristes, mais nous avons bien compris que depuis peu, la stratégie de l'ennemi a évolué. »

La nuit, sur les applications d'alerte des smartphones, la carte de l'Ukraine vire entièrement au rouge

Ce qui a changé ? D'abord, l'ampleur et la durée des frappes. La nuit, sur les applications d'alerte des smartphones, la carte de l'Ukraine vire entièrement au rouge. « Ça ne veut pas dire que tout le pays est attaqué, nuance le colonel Ilnat. Les drones russes arrivent du nord, du sud, de l'est. Lorsqu'ils visent une ville comme Lviv, dans l'Ouest, ils traversent le pays. D'où les alertes sur tout le territoire. » Sur Telegram, les habitants de Kiev peuvent suivre les essais de drones fondant sur la capitale. Ils forment comme des cheveux d'ange que les réseaux sociaux ont déjà transformés en memes, afin d'exorciser les peurs qui s'emparent du pays.

L'ennemi attaque surtout la nuit. Désormais, les alertes durent huit, neuf, dix heures, comme lors de la dernière attaque sur Kiev. Et même vingt-quatre heures. Aux raids de Shahed succèdent des pluies de missiles. Cette même nuit du 9 au 10 juillet, « nous avons aussi relevé l'envoi de leurs, détaille Iouri Ilnat. Nos unités apprennent à les identifier ». Ces faux Shahed, dont la part depuis juin 2024 est passée de 20 % à 50 % de la masse de drones, saturant l'espace aérien et trompent les radars – encore une nouvelle manœuvre de Moscou.

Chaque mois, l'ennemi russe produit plus massivement des drones, de plus en plus sophistiqués. L'Ukraine peine à se protéger de ces engins portant parfois jusqu'à 90 kilos d'explosifs. « Le pays est grand, nos systèmes de défense ont un rayon d'action limité, et une batterie Patriot ne suffit pas à mettre Kiev à l'abri. Seuls les sites sensibles des grandes villes – centrales nucléaires, infrastructures stratégiques – sont protégés, résume le colonel Ilnat. Voilà pourquoi le président Zelensky réclame des équipements occidentaux comme des SAMP/T, des IRIS... », autant de missiles antimissiles qui se font attendre en cet été meurtrier. Selon l'Organisation des Nations unies, le mois de juin a enregistré le record de morts et de blessés civils de la guerre.

« L'objectif de Moscou est clair, explique le maire de Dnipro. D'abord, détruire le complexe militaro-industriel ukrainien. Ensuite, démoraliser les civils pour qu'ils poussent le gouvernement à accepter une capitulation. » Borys Filatov réclame un petit détour par l'histoire, l'Europe, les années 1940. « Avant la seconde guerre mondiale, la doctrine italienne – soutenait qu'une victoire s'arrachait par les airs, en bombardant autant les civils que les centres vitaux, afin de désolidariser les populations de leurs gouvernants. Les nazis ont testé cette guerre totale en couvrant Londres de milliers de missiles V1 et V2, obligeant à évacuer les enfants. Cette théorie militaire ressuscitée à chaque nouveau conflit, mais jusqu'à nouvel ordre elle n'a jamais fait ses preuves », veut se rassurer l'élu ukrainien. ■

ARIANE CHEMIN

La CPI saisie pour mettre fin au pillage des musées ukrainiens par la Russie

Une association requiert des mandats d'arrêt contre Poutine et huit hauts cadres russes

Le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) a été saisi, vendredi 11 juillet, d'une « communication », c'est-à-dire d'une plainte, de l'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre !. Elle demande à la Cour d'émettre au plus vite des mandats d'arrêts contre le président russe, Vladimir Poutine, et huit autres hauts cadres russes, afin de faire cesser le pillage des musées ukrainiens. Des vols considérés par les conventions internationales comme des crimes de guerre.

« L'agression de l'Ukraine par la Russie a donné lieu à la plus vaste spoliation de patrimoine culturel en Europe en temps de conflit armé international depuis la seconde guerre mondiale, rapporte l'association dans la plainte. Dès 2014, l'invasion de l'Ukraine par la Russie s'est doublée d'une guerre culturelle visant à éradiquer l'identité ukrainienne. » « Cette spoliation est systématique, généralisée et organisée », et « planifiée au plus haut niveau de l'Etat russe ».

La loi fédérale russe du 18 mars 2023 a, en effet, permis d'incorporer les « collections de 77 musées ukrainiens au catalogue des musées de Russie » dans les régions contrôlées par Moscou, de Donetsk, de Louhansk, de Zaporijia, de Kherson, et en Cri-

mée, annexée en 2014. Selon le ministère de la culture ukrainien, il restait en Crimée, en juillet 2024, moins de 1,2 million de pièces muséales, contre 12 millions avant l'invasion.

L'association Pour l'Ukraine, pour leur liberté et la nôtre !, fondée en 2022 et présidée par Sylvie Rollet, professeure émérite des universités à Poitiers, est issue d'un collectif de 130 universitaires. Elle a déjà saisi à deux reprises, comme d'autres plaignants – dont le gouvernement ukrainien –, le procureur de la CPI, dont la première fois le 21 décembre 2022, sur les transferts forcés d'enfants ukrainiens vers la Russie, des faits susceptibles d'être qualifiés de « crimes contre l'humanité ». La CPI a effectivement émis, le 17 mars 2023, des mandats d'arrêt, mais pour « crimes de guerre »,

contre Vladimir Poutine et Maria Lvova-Belova, la commissaire russe aux droits de l'enfant. L'association a saisi le procureur une seconde fois, le 13 septembre 2024, car elle avait identifié les personnalités impliquées dans la déportation de ces enfants.

« Réécrire l'histoire »

Cette fois, la plainte de l'association, déposée par les avocats Emmanuel Daoud, Gabriel Sebbah et Justine Vinet, demande au procureur de la CPI de délivrer un mandat d'arrêt contre Vladimir Poutine, qui a la « responsabilité première, pleine et entière, de l'adoption des textes législatifs visant à faciliter l'appropriation du patrimoine culturel ukrainien par la Russie ». Sont également visés Tatiana Golikova, la vice-première ministre, qui supervisait de janvier 2020 à mai 2024 le ministère de la culture ; Denis Molchanov, chef d'état-major adjoint du gouvernement de la Russie, qui dirigeait à la même période le département de la culture, des sports et du tourisme ; Olga Lioubimova, ministre en titre de la culture ; et Sergueï Obryvalin, premier vice-ministre de la culture.

Au-delà des politiques, plusieurs organisations jouent un rôle de premier plan. Et d'abord la Société historique russe, qui a pour but « d'unir les efforts de la

société, de l'Etat, des scientifiques et des passionnés d'histoire pour former une culture historique panrusse ». C'est elle qui installe les éléments volés en Ukraine dans les musées russes. La société est présidée par Sergueï Narychkine, qui a participé à l'organisation d'expositions vantant l'« inextricable lien historique entre le Donbass et la Russie ». Son collègue Andreï Vitalievitch Malgin, le directeur de la Société historique en Crimée, est lui aussi visé par la plainte.

Enfin le directeur du très célèbre musée de l'Ermitage à Saint-Petersbourg, Mikhaïl Piotrovski, « participe activement à la spoliation », relève l'association, d'autant qu'il est également le président de l'Union des musées de Russie, membre du Conseil présidentiel pour la culture et les arts, et membre du groupe de travail intermusées, tout comme Alexander Shkolnik, président de l'Association de musées d'histoire et d'histoire militaire de Russie.

« Pour la première fois au XXI^e siècle, on a une armée qui a reçu pour consigne de s'approprier les biens culturels du pays attaqué, relève M^e Emmanuel Daoud. Il s'agit de réécrire l'histoire de l'Ukraine, Vladimir Poutine veut gommer l'histoire culturelle et religieuse d'un pays en la russifiant. » ■

FRANCK JOHANNÉS

ARABIE SAOUDITE Plus de 100 étrangers exécutés en 2025

L'Arabie saoudite a exécuté deux ressortissants éthiopiens « reconnus coupables de contrebande de cannabis », a annoncé, jeudi 10 juillet, le ministère de l'intérieur, portant à au moins 101 le nombre d'étrangers exécutés depuis le début de l'année. En 2024, le cap des 100 exécutions d'étrangers avait été franchi en novembre dans le royaume, l'un des pays au monde où la peine de mort est le plus appliquée. – (AFP)

ÉTATS-UNIS Le fils d'El Chapo entendu par la justice

Le fils du baron de la drogue mexicain Joaquin « El Chapo » Guzman devait plaider coupable dans une vaste affaire de trafic de drogue aux Etats-Unis, lors d'une audience prévue vendredi 11 juillet. Les archives mentionnent que Guzman a l'intention de modifier son plaidoyer de non-culpabilité dans le cadre d'un accord avec les procureurs fédéraux. Si cet accord est finalisé, ce sera la première fois qu'un des fils d'El Chapo en conclut un. – (AP)

Documents sauvegardés

Le Monde

© 2025 Le Monde. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

0g-jfEntddBoPSRqoFteap4x2BkurfSAK_DGBOAmXOxIR
AUd9oRNYQFvrus_QU4uuOGM1

news-20250903-LMF-edd*cmofr*c20250903*c66388133212

Nom de la source	Mercredi 3 septembre 2025
Le Monde (site web)	
Type de source	Le Monde (site web) • 1140 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	
En continu	
Couverture géographique	
Internationale	
Provenance	
France	

En Libye, les migrants abandonnés à leur sort

D'après l'Organisation internationale pour les migrations, environ 858 000 migrants seraient présents sur le territoire libyen. Ces derniers mois, le gouvernement multiplie les mesures populistes et répressives à leur encontre.

En bordure d'une voie rapide qui traverse le quartier de Souk Al-Jomaa, à la périphérie orientale de Tripoli, les poutres d'acier d'un pont en construction offrent quelques mètres carrés d'ombre. Jeudi 7 août, une douzaine d'hommes venus de différents pays d'Afrique attendent là, au milieu de la poussière et de la chaleur estivale, mués par l'espoir qu'une personne s'arrête pour leur proposer du travail.

Peut-être comme peintres sur un chantier, manutentionnaires dans un entrepôt, plongeurs dans un restaurant ou ouvriers agricoles dans une ferme. L'endroit est connu des employeurs locaux à la recherche de main-d'œuvre bon marché, peu regardants sur la régularité de la situation de ces personnes étrangères qui proposent quotidiennement leurs services.

Des migrants venus de tout le continent africain continuent d'affluer en Libye, malgré les graves violations de leurs

droits et les violences systématiques qu'ils y subissent, maintes fois documentées par les organisations internationales, dont certaines pourraient constituer des « crimes contre l'humanité », d'après des experts des Nations unies.

Souleymane (un prénom d'emprunt) est arrivé à Tripoli à l'été 2024. De sa région natale de Tillabéri, dans le sud-ouest du Niger, où il vivait avec sa famille sous la menace permanente d'attaques de groupes djihadistes, il n'a emporté que des souvenirs. « Chez moi, il y a beaucoup de problèmes. Alors je suis venu ici pour travailler et économiser de l'argent, raconte le jeune homme dans les couloirs d'une administration locale où il a trouvé un emploi informel. Je m'en sors comme je peux. Dès que j'aurais assez d'argent, je partirai, si Dieu le veut. »

Tenter leur chance vers l'Europe

Avec deux de ses compatriotes et un Soudanais, tous âgés d'une vingtaine d'années, ils sont logés dans une petite pièce construite sur le toit du bâtiment administratif. Cinq mètres sur quatre où s'entassent leurs affaires et des matelas. Moyennant un salaire qu'ils ne souhaitent pas révéler, les quatre compagnons s'occupent, cinq jours sur sept, de l'entretien des lieux, du nettoyage et de quelques missions annexes que leur con-

fient les fonctionnaires.

Malgré le fait que quatre étrangers soient employés par son administration, un responsable n'hésite pas à se plaindre de la migration dans le pays. « Le problème, c'est qu'ils sont ici en dehors du cadre de la loi et qu'ils sont très nombreux », estime-t-il. Là réside tout le paradoxe de la relation de la Libye à la migration. « Nous avons besoin de main-d'œuvre étrangère pour contribuer au développement », reconnaît, sous couvert d'anonymat, un homme d'affaires libyen.

Alors que le responsable administratif roule au volant de son véhicule climatisé, il montre du doigt les personnes qu'il identifie comme migrantes – des personnes noires –, évoquant des chiffres insensés : « Douze millions de migrants ! Ils sont plus que nous ! » Selon des données de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) de février 2025, ils seraient, en réalité, environ 858 000 migrants à travers le pays, bien que ces estimations soient sous-évaluées.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Mouammar Kadhafi en 1969, la Libye accueille de nombreux travailleurs étrangers, attirés par le dynamisme économique lié à la rente pétrolière. Profitant du chaos après la révolution de 2011, de plus en

Documents sauvegardés

plus de candidats à la migration sont venus dans le pays pour tenter leur chance vers l'Europe, grâce à l'essor progressif des réseaux de passage trans-méditerranéen.

Souvent, ces personnes ne travaillent qu'un temps, pour financer leur traversée. « Mais la population craint une invasion de millions de personnes souhaitant s'installer illégalement en Libye », estime l'homme d'affaires. Les ressortissants d'Afrique subsaharienne sont régulièrement la cible de vastes campagnes de discours racistes sur les réseaux sociaux.

Exploitation criminelle organisée

Reprenant à son compte cette rhétorique, le gouvernement libyen d'Abdel Hamid Dbeibah a multiplié, ces derniers mois, les mesures populistes et répressives à leur encontre : campagnes d'arrestations massives de citoyens d'Afrique subsaharienne en mars ; suspension, le mois suivant, de dix organisations non gouvernementales (ONG) qui fournissaient une assistance humanitaire aux migrants, accusées de mener une mission « visant à modifier la composition démographique du pays ».

Du jour au lendemain, la précieuse aide médicale que recevaient les trois enfants de Nafissa, âgés de 4, 8 et 11 ans, s'est arrêtée. L'ONG qui officiait non loin de chez elle a dû stopper ses activités manuarielles. « Je n'ai pas les moyens de payer moi-même et je n'ai plus personne pour m'envoyer de l'argent », se désole cette femme de 28 ans, jointe au téléphone depuis son petit appartement situé à l'ouest de Tripoli, dans le quartier de Gargaresh, où elle vit avec six personnes. « La situation était déjà très difficile mais, désormais, c'est encore pire. »

Issue de la minorité nuer victime de massacres ethniques, elle a quitté sa province natale du Haut-Nil, au Soudan du Sud, vers le Soudan voisin, avant de gagner l'Égypte puis la Libye, où elle est arrivée en septembre 2023. Sur la route, elle a vécu de petits boulots. Mais elle ne parvient plus à trouver de moyen de subsistance pour ses enfants. « C'est de plus en plus compliqué de trouver du travail, à part des emplois très mal payés », regrette-t-elle. Elle espère un jour quitter ce pays, qu'elle décrit comme le « chaos ». Le retour au Soudan du Sud n'est pas une option, dit-elle.

Mais la traversée vers l'Europe est redoutablement dangereuse. Plus de 2 400 personnes sont mortes noyées en mer Méditerranée en 2024, selon l'OIM. Bien que le pays demeure le premier point de départ de la migration irrégulière vers l'Europe, les arrivées sur le Vieux Continent depuis la Libye se sont globalement taries – en baisse de 70 % entre 2015 et 2024 – à la faveur de la montée en puissance des gardes-côtes libyens, soutenue par l'Union européenne.

Entre 2015 et 2022, Bruxelles, inquiète de l'augmentation des arrivées de migrants, a fait fi des alarmes des défenseurs des droits sur les pratiques inhumaines qui ont lieu dans le pays et versé près de 700 millions d'euros d'aide à la Libye pour bâtir un dispositif de contrôle de la frontière maritime. Lorsque les naufragés sont interceptés par les gardes-côtes, ils sont presque systématiquement envoyés dans l'un des nombreux centres de détention que compte le pays, où ils sont maltraités, torturés et extorqués par des miliciens qui n'hésitent pas à profiter de cette exploitation criminelle organisée pour tirer un véritable butin.

Cet article est paru dans Le Monde (site web)

https://www.lemonde.fr/afrique/article/2025/09/03/en-libye-les-migrants-abandonnes-a-leur-sort_6638813_3212.html

Un vainqueur surprise lors de la primaire démocrate pour la mairie de New York

— Zohran Mamdani, jeune candidat socialiste et pro-palestinien de 33 ans, est donné vainqueur de la primaire démocrate pour la mairie de New York, la ville la plus peuplée des États-Unis. Un signal fort pour le parti et Donald Trump.

«Ce soir, nous avons marqué l'histoire», a déclaré Zohran Mamdani, devant des supporters survoltés réunis dans une chaleur étouffante sur un rooftop de New York, mardi 24 juin. «Comme le disait Nelson Mandela, cela semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait. Mes amis, nous l'avons fait.»

Crédité de 1% d'intentions de vote il y a encore quelques mois, le socialiste pro-palestinien de 33 ans a fait un grand pas vers la mairie de New York, ville la plus peuplée des États-Unis. Si les résultats définitifs ne seront connus que dans quelques jours, il apparaît d'ores et déjà comme le vainqueur des primaires démocrates pour les élections municipales de novembre, après le retrait de son principal adversaire, l'ancien gouverneur Andrew

Cuomo. Dans le bastion de gauche qu'est New York, le vainqueur de ce scrutin interne a de très fortes chances de devenir maire. «Ce n'est pas notre nuit», a reconnu Andrew Cuomo à ses supporters. «Il a touché les jeunes, les a inspirés, les a émus et les a incités à aller voter», a-t-il dit à propos de son rival, qui figurait parmi onze candidats en lice.

Premier rendez-vous électoral majeur pour le Parti démocrate depuis l'élection de Donald Trump, cette primaire était vue comme un baromètre de l'humeur des sympathisants et militants, dans une ville considérée comme une pépinière des talents politiques nationaux.

«Il a touché les jeunes, les a inspirés, les a émus et les a incités à aller voter.»

Avec la victoire annoncée de Zohran Mamdani, le message envoyé est clair: les électeurs démocrates ont choisi le renouvellement radical face à l'establishment modéré incarné par Andrew Cuomo, 67 ans, qui avait démissionné en 2021 de son poste de gouverneur à la suite de multiples accusations de harcèlement sexuel.



Zohran Mamdani, le 24 juin.

Kyle Mazza/NurPhoto/AFP

Dans une ville marquée par une forte augmentation du coût de la vie ces dernières années, notamment du prix des loyers, Zohran Mamdani a fait campagne sur un programme considéré comme radical aux États-Unis: gratuité des transports et de la garde d'enfants, gel de certains loyers, épiceries municipales, taxation des grandes fortunes... Le tout servi par une présence en ligne et sur le terrain très active.

Le succès de l'élu du Queens, arrondissement multiculturel de l'est de la ville, à l'Assemblée législative de New York montre aussi que la base du Parti démocrate a

soif d'une opposition frontale à Donald Trump. Natif de la «Grosse Pomme», le président prend un malin plaisir à s'immiscer dans la politique locale, comme l'a montré sa tentative de faire annuler le péage urbain mis en place pour financer les transports publics.

Sa politique d'expulsion massive des sans-papiers affecte aussi la ville-monde, secouée par des interventions controversées de la police de l'immigration ICE (Immigration and Customs Enforcement). Alors qu'Andrew Cuomo avait mis en avant sa collaboration passée avec Donald Trump sur la gestion de la pandémie pour montrer qu'il savait travailler avec lui, celui qui se fait appeler «Zohran» a assimilé le gouvernement du républicain à un «régime autoritaire».

Né en Ouganda et d'origine indienne, arrivé à New York à l'âge de 7 ans, Zohran Mamdani serait, s'il l'emporte, le premier maire immigré de la ville de 8 millions d'âmes et le premier de confession musulmane. Il devra battre le sortant, Eric Adams, qui se présente sous l'étiquette indépendante, lors de l'élection générale du 4 novembre. Alexis Buisson

La Grèce envoie sa marine au large de la Libye pour barrer la route aux migrants

— Deux frégates ont été envoyées en réaction à un pic de traversées vers la Crète et l'île de Gavdos.

— Une situation qui se superpose à un litige avec la Libye et la Turquie sur l'exploration pétrolière et gazière.

À l'image de Lampedusa en Italie, Gavdos, une des îles les plus septentrionales de la Grèce, au sud de la Crète, croule sous la pression migratoire. Ce «confetti» de 30 km² pour seulement 70 habitants à l'année et un seul policier n'est situé qu'à 300 km de la côte libyenne et de la ville de Tobrouk, d'où est organisé l'essentiel des départs.

S'y échoue presque un bateau par jour, dérivant dans les eaux internationales. Selon la police grecque, ils sont 7300 à avoir tenté cette traversée en direction de la Crète depuis le début de l'année, suivant un rythme qui n'a cessé de s'accroître. Ces migrants, majoritairement originaires du Soudan, du Yémen,



du Pakistan ou du Bangladesh, étaient 2500 à échouer sur ces deux îles depuis le début du mois de juin. Ils étaient 800 entre le 19 et le 24 juin, autant en cinq jours que sur l'ensemble de l'année 2024. «C'est un lourd fardeau pour nous, a reconnu la maire Lilian Stephanaki. Nous sommes une petite île sans provisions ni commerces. La nourriture est un gros problème. Nos finances sont limitées.»

Le premier ministre Kyriakos Mitsotakis a jugé la situation «alarmante», lundi 23 juin, avant d'annoncer un plan de déploiement de

deux frégates des forces navales. Objectif: «envoyer le message que ce n'est pas aux trafiquants d'être humains de décider qui entre dans notre pays.» Cet épisode relance le débat migratoire dans le pays, alors que cette route vient doubler le passage plus traditionnel par la Turquie et les Cyclades.

Cette région sud de la Grèce n'est pas du tout équipée pour accueillir des demandeurs d'asile. La petite île de Gavdos n'a pas pu faire face lorsque 500 migrants ont été secourus au large le 26 mai dernier, ni lorsque 350 autres ont été débarqués fin février. Les migrants sont conduits en Crète, où il n'existe aucun centre d'enregistrement des demandes d'asile. Les autorités ne peuvent ensuite que transférer les exilés sur le continent, où ils sont pris en charge après quelques jours en hébergement d'urgence, la plupart dans des structures de loisir désaffectées.

Mardi 24 juin, le maire crétois de La Canée, Panagiotis Simandirakis, s'est indigné de l'accueil réservé par une partie de la population à Réthymnon, dans le nord de l'île,

alors que des fusées ont été lancées contre des migrants en guise de bienvenue. «Je ne peux accepter que cela puisse être présenté comme une réaction "patriotique". Ce n'est pas le cas, c'est une honte», a-t-il réagi, regrettant un abandon des valeurs de solidarité.

En Libye, le ministère des affaires étrangères du gouvernement d'unité nationale a réagi en convoquant l'ambassadeur grec, pour protester contre les «mesures unilatérales» de la Grèce dans des eaux contestées y compris par la Turquie. La crise migratoire se double en effet d'un litige frontalier.

Les autorités concurrentes de Tripoli avaient protesté après la publication, le 12 juin dernier dans le *Journal officiel de l'Union européenne*, d'appels d'offres internationaux pour l'exploration pétrolière et gazière dans les zones maritimes. Tripoli et Ankara défendent un accord signé en 2019 de délimitation maritime en Méditerranée orientale, où ils cherchent à étendre leurs droits. Au grand dam d'Athènes, qui juge ce pacte illégal. Jean-Baptiste François

essentiel

Kenya — Une manifestation tourne mal

Les manifestations organisées mercredi 25 juin au Kenya en mémoire du mouvement citoyen réprimé l'an dernier après la prise du Parlement ont elles aussi conduit à de mortels épisodes de violence. Dans le comté de Machakos, deux manifestants ont été tués par balles et huit ont été blessés, selon les autorités hospitalières. Nairobi compte 300 blessés dont 67 dans un état critique. L'an dernier, la fronde contre la loi de finances appelant à la démission du président William Ruto avait fait une soixantaine de morts.

Otan Trump salue un sommet «fantastique»

Le président américain Donald Trump a salué mercredi 25 juin un sommet «fantastique», «un grand succès», à l'issue de la réunion des dirigeants de l'Otan à La Haye. Les 32 pays de l'Alliance se sont engagés à consacrer au moins 5% de leur PIB à leurs dépenses de sécurité, une exigence martelée à plusieurs reprises par Donald Trump depuis son retour à la Maison-Blanche en janvier. Les alliés veulent allouer «au moins 3,5% du PIB annuellement» pour les dépenses militaires, et 1,5% supplémentaire pour la sécurité au sens plus large comme la «protection des infrastructures critiques» et la défense des «réseaux».

Chine — Des inondations, et 80 000 personnes évacuées

Plus de 80 000 personnes ont été évacuées en raison d'inondations dans la province de Guizhou (sud-ouest) a annoncé mercredi 25 juin l'agence d'État Chine nouvelle. L'alerte maximale a été déclenchée. Pékin a alloué 100 millions de yuans (12,02 millions d'euros) à l'aide aux sinistrés. La Chine subit des conditions météorologiques extrêmes, entre pluies torrentielles et canicule. Cette semaine, Pékin a vécu l'une des journées les plus chaudes de l'année, enclenchant la deuxième alerte la plus élevée.

sur la-croix.com
— Le Vietnam abolit la peine de mort pour huit crimes

Du Venezuela au Groenland, comment Donald Trump bascule dans l'interventionnisme

— Depuis la capture du président vénézuélien Nicolas Maduro, le 3 janvier, jusqu'aux menaces sur le Groenland et sur ses alliés, le président des États-Unis Donald Trump, autrefois isolationniste, multiplie les menaces d'interventions militaires à travers le monde.

« Nous allons cesser de nous précipiter pour renverser des régimes étrangers dont nous ne savons rien », disait Donald Trump en 2016. Dix ans plus tard, son discours a bien changé. Capture de Nicolas Maduro, menace d'annexion du Groenland et d'intervention militaire en Iran, pays dont il avait déjà bombardé les installations nucléaires en 2025 : l'isolationniste a opéré un virage vertigineux.

Que s'est-il passé ? « Il aime le pouvoir au niveau domestique et international. Quoi de plus jouissif, sur le plan personnel, que de mettre en œuvre une politique étrangère qui est une manifestation de la force », analyse Jean-Marc Coicaud, professeur de relations internationales à l'université Rutgers (New Jersey).

Depuis l'arrestation du président vénézuélien, Donald Trump ne peut s'empêcher de s'auto-congratuler. « C'était brillant », a-

til dit trois jours plus tard. Le 9 janvier : « Ce que nous avons fait est un miracle. » Le 14 : « Que c'est bon de gagner ! » Surtout, il multiplie les menaces contre ses prochaines cibles potentielles avec une certaine euphorie. « Il devrait surveiller ses fesses », a-t-il déclaré à propos du président colombien. L'Iran ? Le régime sera « frappé très durement » s'il continue de tuer des manifestants, a-t-il prévenu, avant d'affirmer mercredi 14 janvier avoir été informé que « les tueries (avaient) pris fin », mais qu'il était « temps de chercher un nouveau dirigeant en Iran ». Quant au voisin mexicain, il est « dirigé par les cartels ».

Le Groenland ? L'absence de contrôle américain serait « inacceptable ». Et les pays européens qui défendent l'île autonome danoise « se livrent à ce jeu très dangereux », a-t-il dit samedi 17 janvier, en les menaçant de droits de douane pouvant grimper jusqu'à 25 % applicables tant que Washington n'aura pas réussi à acquérir sa proie. Dans son discours au Forum économique de Davos, mercredi 21 janvier, il a cependant exclu tout recours à la force.

Dans sa communication, la Maison-Blanche cultive cette image de force brute capable de frapper à tout moment. Après l'arrestation de Maduro, elle a publié sur ses réseaux sociaux une photo de Donald Trump en noir et blanc



Tom Brenner

avec l'acronyme « Fafo » – *Fuck around and find out* (Fais le c** et tu vas voir). Mardi 20 janvier, le président américain a publié une autre image générée par l'IA le montrant, avec son vice-président J. D. Vance et son secrétaire d'État Marco Rubio, en train de planter un drapeau américain dans un paysage arctique. Avec un panneau : « Groenland, territoire américain depuis 2026. »

Comme souvent avec le dirigeant, roi de l'imprévisibilité et du spectacle, difficile de savoir ce qui sortira de ces avertissements. Une chose est sûre : l'opération militaire à Caracas l'a replacé au centre du jeu international. Cependant, nombreux sont les commentateurs qui le mettent en garde contre l'« hubris » qui guette tous les occupants du Bureau ovale. Ainsi, le célèbre chroniqueur David Ignatius a invoqué

une citation de Machiavel dans le *Washington Post*, le 5 janvier : « On peut commencer la guerre quand on veut, mais on la finit quand on peut ». Donald Trump « semble destiné à apprendre la leçon par lui-même », malgré ses critiques des campagnes d'Irak et d'Afghanistan.

Le revirement du républicain n'est pas sans risque politique. Ses velléités interventionnistes ont créé des dissensions au sein de sa base entre les « faucons » et les partisans du courant « America First » (l'Amérique d'abord), qui voudraient solutionner les problèmes nationaux (comme le coût de la vie) plutôt que de s'embarquer dans des entreprises militaires

coûteuses et risquées. Alors que les élections de mi-mandat (les midterms) de novembre approchent, le président semble en avoir conscience. Il a ainsi présenté son action au Venezuela comme une chance pour les États-Unis, insistant notamment sur le fait que les revenus de l'exploitation des réserves pétrolières serviront en partie à « rembourser » Washington pour les « dommages que nous a infligés » le pays sud-américain – allusion au trafic de drogue. D'après un sondage de l'Associated Press (AP) paru le 14 janvier, 56 % des Américains jugent toutefois qu'il est « allé trop loin » dans ce dossier.

Alexis Buisson,
correspondant à New York

Trump veut des « négociations immédiates » sur le Groenland

« Les gens pensaient que j'utiliserais la force. Je n'ai pas besoin d'utiliser la force. Je ne veux pas utiliser la force. Je n'utiliserai pas la force », a déclaré le président américain au Forum économique mondial de Davos à propos du Groenland mercredi 21 janvier. « Seuls les États-Unis peuvent protéger cette terre gigantesque, ce morceau colossal de glace, le développer, l'améliorer et faire en sorte qu'il soit bénéfique pour l'Europe et sûr pour l'Europe et bon pour nous. Et c'est pourquoi je demande l'ouverture de négociations immédiates afin de discuter à nouveau de l'acquisition du Groenland par les États-Unis », a-t-il lancé.

sur la-croix.com Un article détaillé

En Libye, le démantèlement de cellules souterraines de migrants en gage de bonne volonté

— Des centaines d'exilés ont été libérés ces derniers jours de deux centres de détentions illégaux.

— Les autorités de l'Est libyen veulent afficher leur maîtrise migratoire, notamment aux yeux des Européens.

Ils étaient captifs parfois depuis deux années, dans des cellules enfouies trois mètres sous terre. À Koufra, près de la frontière soudanaise, dans le sud-est de la Libye, 221 migrants, dont des femmes et des enfants, dont un bébé d'un mois, ont revu la lumière du jour, lundi 19 janvier. Une dizaine d'entre eux ont dû être transférés d'urgence à l'hôpital. Et la semaine dernière, ils étaient 195 à recouvrer leur liberté, à Ajdabiya, dans le Nord-Est, après avoir été déte-

nus dans une « ferme ». Tous n'ont pas eu la chance d'en ressortir vivant : 21 corps ont été découverts dans une fosse commune. Les réfugiés, dont les geôliers ne peuvent rien tirer, peuvent être tués pour l'exemple, pour entretenir un climat de terreur.

Les migrants étaient enfermés, parfois torturés, dans le but de rançonner leurs proches originaires du Soudan, du Tchad, du Niger, d'Érythrée ou du Nigeria.

Coup sur coup, les forces du maréchal Khalifa Haftar, qui contrôlent cette partie du pays, ont ainsi eu l'occasion de montrer le visage hideux de la traite des migrants. « Ces cas choquants mettent en évidence les risques graves auxquels sont confrontés les migrants qui

tombent entre les mains de réseaux criminels opérant le long des routes migratoires », a déclaré Nicoletta Giordano, cheffe de mission à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui a dépêché des équipes de secours.

Les migrants étaient enfermés, parfois torturés, dans le but de rançonner leurs proches originaires du Soudan, du Tchad, du Niger, d'Érythrée ou du Nigeria. Depuis la chute et la mort du dictateur Mouammar Kadhafi en 2011, la Libye est en proie à l'instabilité, favorisant ce genre de violation. Les réfugiés sont devenus encore plus nombreux, depuis que la guerre civile entre l'armée et les forces paramilitaires a éclaté, en 2023, au Soudan. Fin 2025, selon l'OIM, le pays comptait plus de 900 000 migrants, dont plus d'un tiers de Soudanais.

Beaucoup cherchent à traverser la Méditerranée depuis la côte

ouest direction l'Italie, mais des milliers d'entre eux tentent désormais leur chance en mettant le cap vers la Grèce, via la Crète. La région de Koufra est l'un des principaux points de passage, où les autorités de l'Est promettent une « campagne globale » contre le trafic d'êtres humains. Des zones plus au nord, comme Ajdabiya, sont devenues des points de report, depuis l'intensification des contrôles à l'ouest.

« Le message envoyé aux Européens est assez clair, estime Jalel Harchaoui, politologue associé au Royal United Services Institute for Defence and Security Studies. Il s'agit de leur signifier que les forces du maréchal Haftar font leur maximum, et de laisser imaginer ce qui arriverait si elles arrêtaient tout, sous-entendant qu'il vaudrait mieux continuer à les financer, malgré les trafics de drogue et de carburant. » Un accord conclu

en décembre 2025, à Genève, vise à organiser le retour volontaire de 467 000 Soudanais réfugiés en Libye, avec l'aide de l'OIM.

Les autorités de l'est du pays mettent aussi en scène l'aide humanitaire aux frontières – des distributions de repas – visant cette fois un autre objectif, selon Jalel Harchaoui : « C'est une manière de dire que la crise des réfugiés est subie, dans une sorte de dissonance cognitive, puisque les autorités de l'Est ont nourri cette crise. Entre juin et octobre dernier, la Libye a servi de transit pour le flux de chars envoyés au Soudan par les Émiratis aux Forces de soutien rapide (FSR) pour écraser la ville assiégée d'El-Fasher, au Darfour. » Des livraisons d'armes qui ont cessé en novembre seulement, du fait de la pression militaire exercée par l'Égypte mécontente de la situation.

Jean-Baptiste François

Documents sauvegardés



© 2025 La Provence. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251118-PRV-article_3409647

Nom de la source	Mardi 18 novembre 2025
La Provence	La Provence
Type de source	
Presse • Journaux	• p. 2
Périodicité	
Quotidien	• 808 mots
Couverture géographique	Fait divers / Justice
Régionale	
Provenance	
Marseille, Provence-Alpes-Côte-d'Azur, France	

Il organisait le passage de centaines de migrants via la Turquie

Carole BARLETTA cbarletta@laprovence.com

Sur les réseaux sociaux, Youssef était le "roi de la traversée" et il a été identifié à la suite d'une alerte franco-britannique. Quant à sa femme, noyée dans des drames familiaux, elle ne savait rien des transferts de fonds.

En droit, la qualification est "aide à l'entrée, la circulation ou au séjour irrégulier d'un étranger", "participation à une association de malfaiteurs en vue de la préparation d'un délit puni d'au moins cinq ans". Le tout est gratiné de blanchiment et recel du fait des sommes encaissées pour permettre ce qu'on appelle plus couramment "traite d'êtres humains" rappellera le procureur.

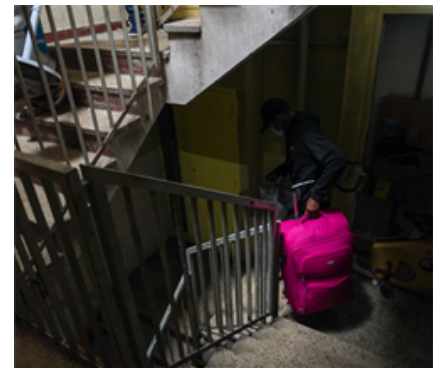
Les Salonais Youssef, 37 ans, jeune homme aux traits fins d'origine marocaine, et Gaëlle, sa jeune compagne, visage de madone au bord de l'évanouissement, comparaissent sous le régime du contrôle judiciaire, ayant payé 10 000 € de caution.

Il faisait sa promosur Facebook

Les faits reprochés au couple s'échelonnent de janvier 2022 à décembre 2024 : un trafic de migrants depuis le Maroc vers la Grande-Bretagne via les Balkans ou l'Italie. La police de l'air et des frontières avait adressé une note d'informa-

tion et les enquêteurs ont localisé Youssef, en France depuis 2019. Selon l'enquête, il faisait sa promo sur Facebook. Les lignes téléphoniques sont mises sur écoute. Les contacts sont multiples avec des interlocuteurs Marocains, Turcs, Croates, Hongrois et Youssef fait plusieurs déplacements au Maroc, en Italie et en Espagne.

Au Maroc, c'est pour voir la famille plaide le trentenaire qui, comme sa compagne, nie tout. L'Italie ? Il y compte une ex, ou une sœur, ce n'est pas clair. La Turquie ? Son frère y a développé une petite affaire florissante de location de meublés de tourisme à laquelle il collabore. Que le client soit un sans-papiers ou un touriste ne le regarde pas. Les enquêteurs évoquent un tarif de 2 500 € depuis la Turquie où les "clients" arrivent parfois par avion, sont conduits dans un appartement, le passeport confisqué jusqu'au règlement définitif. Pourquoi tant d'argent venant d'inconnus, des points GPS sur son mobile ? C'est untel qu'il a dépanné, tel autre qui a besoin d'un abri. Et cette vidéo où on



Les migrants transitaient par la Turquie où ils étaient logés dans des sous-locations gérées par le prévenu et son frère.

./ Illustration Gilles Bader

dit que "c'est le roi de la traversée"? Il n'y est pour rien.

"Je lui fais confiance, c'est le père de mon enfant"

Le couple traverse une période de grandes difficultés financières et Gaëlle, toujours sous écoute, en parle avec une "relation extra-conjugale". Elle lui confie même ses interrogations sur ces "revenus occultes". L'enquête pointe 50 000 € sur un compte au Maroc, 3 000 € expédiés de-ci de-là, autant reçus, elle-même opère des transferts de

Documents sauvegardés

fonds à coups de 10 000, 30 000 €. "Ceci alors que vous êtes sans emploi". Youssef dit qu'il achetait des téléphones portables et les revendait.

Gaëlle dit avoir tenté de poser des questions mais n'a pas insisté. "Je lui fais confiance, c'est le père de mon enfant". Son avocat, Me Philippe Létienne, décrit la détresse dans laquelle elle était alors plongée : un enfant né avec ventouses avec une épaule déboîtée et une encéphalite, une PMA douloureuse, une 2e grossesse dans un lit médicalisé soldée par un enfant mort dans son ventre, un deuil familial, suivi d'un autre, l'obésité morbide, l'opération, la mère, un des rares soutiens alors que tout s'écroule, atteinte d'un cancer métastasé. "Gaëlle était en mode survie, alors que tous s'en sont allés vers les cimetières, son mari l'a soutenue".

Le procureur relève la chance du couple de ne pas avoir été placé en détention vu la gravité des faits. Elle requiert pour Gaëlle une "peine d'avertissement dissuasive" de 18 mois assortis de sursis et pour Youssef 36 mois avec mandat de dépôt, 10 000 € d'amende et expulsion du territoire. "J'aimerais voir mon fils grandir", venait-il juste de conclure. Pour son avocate, Me Sabrina Guers, "c'est le frère qui devrait être là", maintenant la thèse des sous-locations, l'argent liquide placé au Maroc parce que cela est "culturel". "S'il avait des millions d'€, il ne serait pas mécano dans un garage, elle ne se lèverait pas à 4 heures du matin pour travailler comme préparatrice de commandes. Les policiers eux-mêmes ont dit que les faits n'étaient pas quantifiables". Combien de "clients" alors qu'on parle de 800 ? Combien d'argent reçu ?

Gaëlle a été condamnée à 18 mois de

prison avec sursis simple et 5 000 € d'amende. Youssef à trois ans de prison dont un an avec sursis simple, avec mandat d'arrêt immédiat, et autant d'amendes.

Au Portugal, une présidentielle pleine d'incertitudes

Absente il y a dix ans, l'extrême droite connaît une ascension continue

LISBONNE - envoyée spéciale

Dans un pays où les présidents sont généralement élus au premier tour et sans beaucoup de vagues, la présidentielle portugaise s'annonce pleine d'inconnues. D'abord, parce que les quatre candidats du peloton de tête se sont longtemps trouvés au coude-à-coude dans les sondages, sans qu'il soit réellement possible de parier sur un vainqueur. Ensuite, à cause des profils de ces postulants, dont un, à l'extrême droite, revendique une position antisystème et un autre, novice en politique, se présente comme un outsider.

Résultat : pour la première fois depuis 1986 – et la deuxième depuis l'avènement de la démocratie, en 1976 –, le pays devrait connaître une présidentielle à deux tours, les 18 janvier et 1^{er} février. Les incertitudes liées à cette situation produisent une certaine fébrilité autour d'une échéance pourtant moins cruciale qu'en France, puisque le chef de l'Etat portugais, choisi dans le cadre d'un régime semi-présidentiel, ne préside pas le conseil des ministres ni ne siège au Conseil européen.

Trajectoire météoritique

Jusqu'au milieu des années 2010, le pays se considérait comme une « oasis à l'abri de l'extrême droite », pour reprendre les mots de Marta Temido, membre du Parti socialiste (PS), ex-ministre de la santé (2018-2022) et actuelle députée européenne. Croyant être immunisés par leur expérience de la dictature conservatrice (1933-1974), les Portugais voulaient alternativement pour le PS et le Parti social-démocrate (PSD, centre droit), dans une sorte de ronron rythmé par les affaires de corruption. L'une des plus retentissantes éclata en 2014, quand l'ancien pre-

mier ministre PS José Socrates (2005-2011) fut arrêté, à l'aéroport de Lisbonne, pour corruption passive, blanchiment d'argent et fraude fiscale. Onze ans plus tard, cette affaire n'est toujours pas définitivement jugée, en raison des lenteurs de la justice.

A partir des législatives d'octobre 2019, l'irruption d'un parti d'extrême droite particulièrement virulent vient perturber cette immuable alternance. Fondé en avril, soit six mois tout juste avant l'échéance électorale, Chega (« ça suffit ») met en scène un avocat d'alors 36 ans qui maîtrise parfaitement les réseaux sociaux et promet de lutter contre la corruption, l'immigration, le « marxisme culturel », mais aussi les Gitans, présents depuis des siècles sur le territoire. A la surprise générale, André Ventura obtient 1,29 % des suffrages, ce qui lui permet d'entrer au Parlement. D'abord observée comme une anomalie, cette formation alliée du Rassemblement national va bientôt connaître une trajectoire météoritique. Passant de 12 % des voix en 2021 à 20 %, lors des législatives anticipées de mai 2025, elle compte aujourd'hui 60 députés, sur un total de 230.

Sous l'effet de cette poussée, la fragmentation s'accroît, au détriment de la gauche qui avait obtenu la majorité absolue au Parlement, en 2022. « Tout en étant moins avancée qu'en France, la reconfiguration du paysage est bien avancée », note David Santiago, chef du service politique du quotidien *Publico*. A l'issue des législatives de mai 2025, le Bloc de gauche, réunion de formations radicales, n'a plus qu'un élu, tandis qu'avec ses 58 parlementaires le PS passe derrière le PSD et Chega. Seul Livre (« libre »), parti de gauche progressiste, améliore légèrement son score, passant de 4 à 6 parlementaires, mais sans espoir d'accéder au second tour de la présidentielle.

Pour la première fois depuis 1986, le pays devrait connaître une présidentielle à deux tours

A droite, enfin, le parti Iniciativa Liberal, le député européen (Renew Europe) et ex-chef d'entreprise Joao Cotrim Figueiredo (9 élus), prend des voix au PSD, surtout chez les moins de 40 ans.

C'est dans ce contexte qu'arrive, au printemps 2025, la candidature de celui que personne n'attendait : l'amiral de réserve Henrique Gouveia e Melo, ancien chef d'état-major de la marine et responsable, en 2020, du processus de vaccination contre le Covid-19. Considéré, depuis, comme un véritable sauveur par une partie de la population, « O almirante » (« l'amiral ») s'envole dans les sondages dès le début de 2025, soit bien avant d'entrer officiellement dans la course à la présidence. L'automne venu, pourtant, l'aura de ce militaire de belle prestance pâlit, à mesure qu'il avance dans l'arène politique et se soumet aux nombreux débats imposés par la précampagne. Avant l'échéance présidentielle, il n'est plus que l'un des possibles vainqueurs, toujours bien placé mais pas forcément en tête.

Forte pauvreté

Face à cet éparpillement, les analystes mettent en avant des explications de plusieurs ordres. A commencer par une économie déséquilibrée, où le faible taux de chômage (entre 5 % et 6 %) cohabite avec une forte pauvreté, comme l'explique le professeur de sciences politiques Antonio Costa Pinto : « Les salaires sont structurellement faibles, la productivité est

insuffisante et l'économie trop dépendante du tourisme, mais aussi d'industries peu modernes. » Dans les villes, et particulièrement à Lisbonne, où les loyers ont augmenté sous l'influence du tourisme, la population rencontre d'énormes difficultés à se loger. « Tout cela fait naître une intense frustration », remarque Constança Urbano de Sousa, ancienne ministre de l'intérieur (2015-2017) et professeure de droit à l'université autonome de Lisbonne.

En parallèle, le Portugal souffre d'une démographie déclinante, compensée par des apports de main-d'œuvre étrangère qui alimentent les discours xénophobes. « Entre 2019 et 2024, le PS a ouvert le Portugal à l'immigration, sous la pression des chefs d'entreprise, notamment dans le tourisme et l'agriculture », souligne M. Costa Pinto.

Le 25 octobre, le Parlement a approuvé une réforme qui restreint les conditions d'accès à la nationalité. Votée par l'ensemble des partis de droite et d'extrême droite, cette disposition a été repoussée par la gauche, le PS ayant demandé une révision préventive par le Conseil constitutionnel. A cela s'ajoute la multiplication des échéances électorales, causée notamment par des affaires de corruption et de conflits d'intérêts.

« On observe une importante lassitude vis-à-vis de la classe politique traditionnelle », constate la politiste Marina Costa Lobo, chercheuse à l'université de Lisbonne. A chaque législative, le parti d'André Ventura engrange des voix. Reste que les Portugais, dans leur grande majorité, conservent des anticorps contre l'extrême droite. D'après tous les sondages, le patron de Chega n'aurait aucune chance de gagner s'il accédait au second tour. Quel que soit son adversaire. ■

RAPHAËLE RÉROLLE

Premières nominations à la future gouvernance de Gaza

La Maison Blanche a désigné, vendredi, un premier organe exécutif chargé d'engager la « phase 2 » du processus de paix

BEYROUTH, JÉRUSALEM - correspondance, envoyé spécial

Tout le monde veut en être », affirmait encore Donald Trump, dimanche 11 janvier, confiant dans la puissance d'attraction du « Conseil de la paix » qu'il se propose de présider, pour mener le destin de Gaza. Trois mois après l'entrée en vigueur du cessez-le-feu d'octobre 2025, il faudra encore attendre pour savoir quels chefs d'Etat voudront s'y joindre. Cependant, la Maison Blanche a déjà nommé un premier organe exécutif, vendredi 16 janvier, avec mission de lancer la « phase 2 » d'un processus de paix fragile et menacé d'enlèvement.

Ces hommes sont des fidèles : le secrétaire d'Etat Marco Rubio, le gendre du président, Jared Kushner, impliqué depuis l'été 2025, et son envoyé Steve Witkoff, leurs représentants ces derniers mois en Israël et le conseiller Tony Blair, ancien premier ministre du Royaume-Uni, auxquels s'ajoutent des représentants des Etats médiateurs (Egypte, Qatar et Turquie), et des Emirats arabes unis. Le diplomate bulgare Nikolaï Mladenov, ex-représentant des Nations unies en Terre sainte, prend la direction exécutive.

Sur le papier, ils ont charge de superviser le travail de 15 gouvernants palestiniens. Nommés par accord des factions palestiniennes, ces technocrates se sont réunis au Caire vendredi : ils ambitionnent d'acheminer 200 000 préfabriqués d'Egypte à Gaza, bien que l'armée israélienne en interdise encore l'entrée – elle n'autorise que les tentes. L'Etat hébreu est parvenu depuis octobre à écarter toute représentation palestinienne parmi les militaires et les diplomates étrangers qui ont préparé le terrain du Conseil de la paix.

Trois mois d'improvisation

Ces fonctionnaires, issus de 26 pays, ont pu pousser un soupir de soulagement, vendredi, après l'annonce de M. Trump. Voilà trois mois qu'ils improvisent, pour parler à l'urgence humanitaire, tenter de faciliter l'entrée de l'aide et planifier la suite. Ils n'ont pour feuille de route que les 20 points du « plan de paix » de Donald Trump. Ce texte, fort vague, ils l'ont plaidé sur les pylônes de leur Centre de coordination civil et militaire (CMCC) intérimaire, relégué dans une zone industrielle israélienne proche de Gaza, à Kiryat Gat. La résolution du Conseil de sécurité des Nations unies qui a entériné le plan Trump, en novembre, n'en a rien précisé.

Israël et le Hamas ont encore tout à négocier dans les mois à venir : le désarmement du mouvement islamiste et le retrait de l'armée israélienne, tout comme le déploiement d'une force internationale de stabilisation. Un général américain, Jasper Jeffers, a été nommé vendredi à sa tête, sans qu'aucune armée ait encore proposé ses services. Quant à la première mouture administrative du Conseil de la paix, qui a

« Maintenant, vous allez ouvrir cette putain de porte à Kerem Shalom ! »

PATRICK FRANK
général américain

« C'est une usine à gaz », soupirent ces derniers jours un participant

émergé à Kiryat Gat, elle soulève encore plus de questions qu'elle n'offre de réponses. « C'est une usine à gaz, soupirent ces derniers jours un participant qui, comme presque tous nos interlocuteurs, a tenu à demeurer anonyme. Les Américains ont débarqué en octobre avec l'idée que la crise humanitaire à Gaza était un problème logistique. Ils ont donc envoyé des logisticiens du commandement militaire central [Centcom], qui se sont vite rendu compte que le blocage était politique. »

Ces militaires ont pris leurs quartiers dans les anciens locaux de la Gaza Humanitarian Foundation (GHF) : un système chaotique de distribution de nourriture américano-israélien, dissous en octobre. Des centaines de Gazaouis avaient été tués par des soldats israéliens sur ses voies d'accès. L'essentiel s'y décide au rez-de-chaussée, à l'étage israélien. Au troisième, les Américains suivent les opérations militaires, qu'Israël poursuit en dépit du cessez-le-feu.

« Idiote du système de l'aide »

Au fil des semaines, le ton s'est aiguï entre ces officiers. A la fin novembre, le général trois étoiles Patrick Frank, qui dirige le centre, a fait irruption dans une réunion en hurlant à des officiers israéliens : « Maintenant, vous allez ouvrir cette putain de porte à Kerem Shalom ! », le principal point de passage de l'aide entre Israël et Gaza, rapporte un invité étranger. « L'armée israélienne demeure en charge, mais les Américains la questionnent et elle n'aime pas ça. Les Américains voient quotidiennement l'idiote du système de l'aide mis en place. Leur frustration est très claire », précise-t-il.

Les portes de l'enclave ont tardé à s'ouvrir à quelque 4200 camions de nourriture et de marchandise par semaine. La pression américaine a certes permis la réouverture d'une route d'approvisionnement depuis la Jordanie, mais ce flux alimente en bonne partie des marchands privés. En janvier, Israël a fini par retirer leur accréditation à 37 ONG étrangères.

Les diplomates internationaux dépêchés au CMCC demeurent déboussolés par leurs interlocuteurs américains, mélange de militaires et des relais de Jared Kushner, dont d'anciens de la Gaza Humanitarian Foundation. Leur meneur, Aryeh Lightstone, lui aussi nommé vendredi au conseil exécutif, porte un vaste projet immobilier, baptisé « Project Sunrise » (« projet Aube »).

Il prépare la construction de villages témoins à Gaza, dits « communautés planifiées », censés attirer des Palestiniens, triés par l'armée, dans la moitié de l'enclave dépeuplée et détruite, qui demeure sous le contrôle de l'armée israélienne. Les Emirats arabes unis pourraient financer le premier chantier qui s'est ouvert à Rafah, dans le sud de l'enclave. Quant à l'autre moitié de Gaza, bande côtière où 2 millions de déplacés se serrent, l'administration américaine a indiqué qu'elle ne pouvait espérer un début de reconstruction avant que le Hamas ne dépose ses armes. ■

LOUIS IMBERT (À PARIS),
SAMUEL FOREY
ET LAURE STEPHAN

Poursuivis par la Grèce pour trafic de migrants, 24 humanitaires acquittés à Lesbos

Les bénévoles avaient secouru des réfugiés tentant de rejoindre la Grèce, entre 2016 et 2018

ATHÈNES - correspondante

Aujourd'hui, il a été clairement établi – comme cela aurait toujours dû l'être – que fournir une aide humanitaire qui sauve des vies est une obligation, pas un crime », a lancé, sous les applaudissements, Sean Binder, l'un des 24 humanitaires poursuivis par la justice grecque pour trafic de migrants et acquitté jeudi 15 janvier.

Après sept années d'une procédure judiciaire qui ne reposait, selon l'ONG Human Rights Watch, « sur aucun fondement », le calvaire des bénévoles de l'association Emergency Response Center International (ERCI) qui étaient venus en aide aux réfugiés tentant de rejoindre la Grèce depuis les rivages turcs, entre 2016 et 2018, prend enfin fin. Au pic de la crise migratoire, l'île grecque de Lesbos était le principal point d'entrée vers l'Europe pour les exilés fuyant la guerre, notamment en Syrie.

Dans un contexte de durcissement de la politique migratoire en Grèce, la police avait lancé une enquête contre l'organisation, bientôt poursuivie pour trafic de migrants, blanchiment d'argent et appartenance à une organisation criminelle. Les prévenus encou-

raient jusqu'à vingt ans de prison. Au bout de onze heures d'audience, jeudi, le président de la cour d'appel de Mytilène, la principale ville de Lesbos, a rendu son verdict : « Tous les accusés sont acquittés de leurs charges, car leur objectif n'était pas de perpétrer des actions criminelles mais d'apporter une aide humanitaire. »

Lors des audiences de décembre 2025, le témoignage d'un responsable des garde-côtes grec a confirmé qu'ERCI coordonnait régulièrement ses opérations de recherche et de sauvetage avec les garde-côtes. Le policier chargé de l'instruction avait reconnu ignorer cette coopération entre l'ONG et les garde-côtes. « Si l'enquêteur avait simplement parlé aux garde-côtes il y a sept ans, il aurait su que nous n'avions rien fait d'illégal », a estimé Sean Binder, ressortissant germano-irlandais qui, en 2017, alors étudiant, était venu à Lesbos aider les exilés. Au lieu de cela, nous avons vécu pendant des années avec la menace de vingt ans de prison au-dessus de nos têtes. »

En 2023, une procédure distincte pour des accusations de délit, notamment d'espionnage, avait été annulée par la cour d'appel de l'île pour vices de procédure importants.

Parmi les prévenus, figurait également la militante et réfugiée syrienne Sara Mardini, connue pour avoir inspiré avec sa sœur, la nageuse olympique Yusra Mardini, le film *Les Nageuses*, de Sally El Hosaini (Netflix, 2022). Lors de leur traversée sur un canot de fortune entre la Turquie et la Grèce en 2015, les deux sœurs avaient sauvé plusieurs réfugiés de la noyade en nageant pour maintenir leur embarcation à flot. « J'ai failli mourir en mer, c'est pour cela que je suis venue ici pour aider les gens », a-t-elle rappelé lors de son audition devant les juges grecs. « Je n'accepte pas d'être qualifiée de passeuse. Cette affaire dure depuis plus de sept ans, j'ai pratiquement perdu ma vie », a-t-elle avoué. Arrêtée en août 2018 alors qu'elle travaillait comme bénévole pour l'ERCI, Sara Mardini avait passé trois mois en prison en Grèce.

Dissuader l'action humanitaire

Les organisations de défense des droits humains ont salué la décision de justice pour cette affaire qui avait été qualifiée par le Parlement européen « d'un des plus graves exemples de criminalisation de l'aide humanitaire en Europe ». Pour Amnesty International et Human Rights Watch, ce cas s'ins-

crit dans une tendance plus large en Europe visant à dissuader l'action humanitaire. « Les acquittements constituent une réhabilitation pour les accusés, mais ils ont aussi un goût amer. Vingt-quatre personnes ont été soumises à une épreuve judiciaire de sept ans, sur la base d'accusations infondées, pour avoir sauvé des vies », souligne Eva Cossé, chercheuse à Human Rights Watch, tout en rappelant que ces procédures judiciaires avaient mis fin, depuis 2018, aux opérations de sauvetage en mer Egée, alors que les traversées mortelles se poursuivent. Eve Geddie, directrice du bureau européen d'Amnesty International, note que ces accusations « n'auraient jamais dû être portées ». « La solidarité, la compassion et la défense des droits humains doivent être protégées et célébrées, pas punies », a-t-elle insisté, appelant l'Union européenne à renforcer les garanties contre la criminalisation de l'aide humanitaire.

En Grèce, les procédures judiciaires contre les humanitaires et les migrants accusés d'être des passeurs sont encore légion. Sean Binder l'appelle de ses vœux : « Cet acquittement doit faire jurisprudence. » ■

MARINA RAFENBERG

Grèce : les gardes-côtes mis en cause après le naufrage de migrants

Quinze personnes sont mortes après la collision de leur embarcation avec un navire des gardes-côtes grecs, au large de Chios

ATHÈNES - correspondante

L'île de Chios, située à quelques encablures de la Turquie, s'est réveillée sous le choc, mercredi 4 février, après un nouveau drame en mer, une collision entre une embarcation de migrants et un patrouilleur, qui a provoqué la mort d'au moins 15 réfugiés, en majorité afghans.

Dans un communiqué, les gardes-côtes grecs assurent, après avoir repéré le canot de migrants, avoir ordonné à l'embarcation de s'arrêter. « Le pilote du hors-bord a ignoré les signaux lumineux et sonores du patrouilleur et a fait demi-tour, provoquant une collision par tribord. Sous la violence du choc, le hors-bord a chaviré et coulé, entraînant la chute à la mer de tous ses passagers », expliquent-ils.

Lors d'un débat au Parlement sur un projet de loi qui durcit les peines contre le trafic illégal, le ministre des migrations, Thanos Plevris, s'est empressé de féliciter le travail des gardes-côtes et d'accuser « les criminels, les passeurs », d'être à l'origine du drame. Reste que les circonstances de l'accident suscitent des questions dans un pays qui a été maintes fois accusé par des ONG, des enquêtes journalistiques et d'instances indépendantes de pratiquer des refoulements illégaux et violents d'exilés vers la Turquie.

« D'après les informations disponibles et la communiqué initial des gardes-côtes grecs, il apparaît que, plutôt qu'une opération de recherche et de sauvetage, une interception a été menée d'emblée par le patrouilleur (...), alors que l'embarcation des réfugiés était manifestement en détresse, surchargée et se trouvait à proximité des côtes grecques », dénonce l'ONG Refugee Support Aegean.

Dans le communiqué des gardes-côtes, des photographies ne montrent que quelques dégâts mineurs sur les flancs de leur navire. Aucune photographie de l'embarcation de migrants n'a, en revanche, été publiée. Par ailleurs, les résultats des autopsies permettant d'établir si les migrants sont morts noyés ou des conséquences du choc ne sont pas encore connues.

Les partis d'opposition de gauche ont tous demandé qu'une enquête indépendante soit menée sur les circonstances de l'accident. « Peut-on croire qu'une embarcation surchargée de personnes, d'enfants en bas âge et de femmes enceintes percuterait de force

un plus gros navire des gardes-côtes? », s'est indigné Gabriel Sakelaridis, secrétaire général de Nouvelle Gauche.

« La poursuite, la collision et les blessures témoignent d'un incident d'une extrême violence. Le navire des gardes-côtes aurait dû immédiatement porter secours aux personnes, sans aucun délai, conformément au droit international, et ne pas donner l'ordre de faire demi-tour », estime aussi Konstantinos Arvanitis, porte-parole du parti de gauche Syriza au Parlement européen. L'eurodéputé a demandé la publication de l'intégralité des enregistrements vidéo des caméras du navire des gardes-côtes. Mais, d'après le journal de centre droit *Kathimerini*, les agents n'ont pas activé la caméra sur le navire – ils avaient omis de le faire également lors du naufrage de *Pylos* en 2023.

« Modus operandi uniforme »

Lefteris Papagiannakis, directeur du Conseil grec pour les réfugiés, rappelle que « la tragédie de Chios n'est pas un cas isolé ». En janvier 2025, la Grèce a été condamnée par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) dans le cas d'un refoulement d'une ressortissante turque. La CEDH mentionnait dans son jugement un « modus operandi uniforme » du pays à ses frontières et de « fortes indications d'une pratique systématique de refoulements ».

Par ailleurs, 18 membres des gardes-côtes, dont l'actuel chef, sont poursuivis pour homicide involontaire par négligence dans le naufrage au large de *Pylos*, en 2023, qui avait entraîné la mort de plus de 600 migrants partis des côtes libyennes. Le Parquet avait retenu qu'« aucune opération de sauvetage ni de prévention du danger n'avait été activée », alors même que le centre italien de coordination des secours maritimes et un navire de l'agence de surveillance aux frontières, *Frontex*, avaient averti les gardes-côtes grecs de la présence de ce navire surchargé de migrants dans leur zone d'intervention.

Les individus poursuivis doivent être présentés devant le juge d'instruction du tribunal maritime du Pirée. « Mais, pour l'instant, aucune date n'a été confirmée », précise Lefteris Papagiannakis, qui ajoute que la CEDH doit encore juger la Grèce dans plus de 35 affaires de refoulements illégaux de migrants. ■

MARINA RAFENBERG



L'ancien président, Barack Obama, s'apprete à signer le traité New Start, le 2 février 2011, à la Maison Blanche, à Washington. TIM SLOAN/AFP

La fin du traité New Start, un saut dans l'inconnu nucléaire

L'expiration du dernier traité d'encadrement des arsenaux nucléaires entre la Russie et les Etats-Unis soulève de nombreuses questions

L'ultime texte encadrant les arsenaux nucléaires de la Russie et des Etats-Unis, le traité New Start, a finalement expiré, dans la nuit du 4 au 5 février, sans revirement de dernière minute. Une rupture qui marque l'entrée dans une nouvelle ère, portant le risque d'une relance de la course aux armements dans un domaine où les rapports de force étaient relativement figés depuis la guerre froide. C'est « un moment grave », a déclaré, peu après minuit, heure officielle d'expiration du traité, le secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres, exhortant les deux puissances à « s'entendre » rapidement sur un nouveau cadre.

La Russie a bien cherché à rassurer, mercredi 4 février, peu avant la fin de validité de New Start. « Nous agissons de manière réfléchie et responsable », a déclaré le conseiller diplomatique du président russe, Iouri Ouchakov. Depuis 2010, New Start fixait pour Washington et Moscou, des plafonds de stocks de lanceurs et de bombardiers lourds (800), de missiles balistiques intercontinentaux et de missiles lancés par sous-marins (700), ainsi que d'ogives nucléaires déployées (1550).

Mais les Etats-Unis avaient laissé moins d'espoir sur l'avenir du traité. Interrogé, mercredi, lors d'une conférence de presse, le chef de la diplomatie américaine, Marco Rubio, s'est contenté d'expliquer que Donald Trump s'exprimerait « plus tard » sur ce sujet, sans préciser quand, et a rappelé la position américaine : « Pour parvenir à un véritable contrôle des armements au XXI^e siècle, il [est] impossible d'agir sans inclure la Chine. » C'est donc un grand saut dans l'inconnu qui pose des questions à la fois sécuritaires, technologiques et politiques. Et ce, même si, en pratique, le mécanisme d'inspection mutuelle des arsenaux russes et américains imposé par New Start, était suspendu depuis 2023 du fait de la guerre en Ukraine. Un certain nombre de capitales européennes ont également réagi, mercredi. A commencer par la France. Avec la fin de

New Start, « c'est la disparition de main de toute limite », a déclaré le ministre des affaires étrangères français, qui a désigné, comme d'autres pays, « la Russie » comme « responsable de ces reculs ».

A ce stade, l'hypothèse d'un nouveau traité de régulation des arsenaux nucléaires demeure très incertaine. Notamment en raison de la recherche, de la part des Etats-Unis, d'une ambiguïté stratégique de plus en plus forte face à leurs compétiteurs potentiels. Washington n'a ainsi toujours pas publié sa revue de posture nucléaire (NPR), dont la dernière mouture remonte à 2022. Bien que non obligatoire, ce document détaille en principe les capacités nucléaires américaines existantes, les plans de développement futurs et les scénarios d'utilisation potentiels.

« Intercepteurs » dans l'espace

Le sort de la NPR apparaît similaire à celui de la « Globale Posture Review », ce texte censé donner de la visibilité aux redéploiements de forces américaines dans le monde dont la publication est repoussée depuis l'été 2025. La stratégie de défense nationale des Etats-Unis, publiée, elle, en janvier, ne contient que cinq lignes consacrées aux questions nucléaires. Et ces dernières « n'évoquent plus explicitement la notion de dissuasion élargie permettant de couvrir les intérêts vitaux des alliés des Etats-Unis », relevait, le 26 janvier, dans une analyse pour *Le Grand Continent*, Elie Tenenbaum, de l'Institut français des relations internationales (IFRI).

« La décision de Trump de contourner le processus de révision de la posture nucléaire au cours de son second mandat peut être comprise de deux manières : soit comme une rupture avec des décennies de processus politique institutionnel traditionnel, soit comme une continuation de la doctrine énoncée dans sa révision de la posture nucléaire, datant de 2018 », soulignait dès septembre 2025, Amy J. Nelson, chercheuse au sein du think tank *New America* et ancienne collaboratrice du département d'Etat américain.

Depuis plusieurs années, la Russie a choisi, pour concurrencer les Etats-Unis, la diversification de son arsenal

Lors de son premier mandat, le président américain avait, en effet, acté un rôle accru des armes nucléaires dans la stratégie militaire globale américaine. Un point sur lequel était en partie revenu Joe Biden, en 2022. M. Trump soutenait aussi, en 2018, le développement de nouvelles armes nucléaires tactiques, afin de disposer d'options de dissuasion plus flexibles. Des projets toujours sur la table. En janvier, la National Nuclear Security Administration a annoncé avoir intensifié sa production de tritium, un gaz indispensable aux têtes thermonucléaires, qui ne peut pas être stocké à long terme.

L'objectif des Etats-Unis : être plus à même de faire face au problème dit des « deux pairs ». C'est-à-dire l'éventualité d'avoir à affronter deux puissances nucléaires à la fois : la Russie et, désormais, la Chine, dont les experts militaires américains estiment que l'arsenal dépassera 1000 têtes d'ici à 2030. C'est dans cette façon d'envisager les rapports de force que s'inscrit aussi le pharaonique projet de bouclier antimissile *Golden Dome* (le Dôme d'or) lancé au forceps, en janvier 2025.

Celui-ci prévoit en théorie, à l'horizon 2030, le placement d'« intercepteurs » non plus au sol, mais dans l'espace, qui seraient à même de neutraliser n'importe quel missile visant les Etats-Unis à peine son lancement effectué. Bien que le projet soit fortement critiqué, pour son coût démesuré et les questions techniques qu'il pose, l'US Space Force a annoncé, en novembre 2025 avoir déjà passé plusieurs contrats pour développer le Dôme d'or. Ce dernier est perçu comme

une réelle menace par Moscou, qui n'est pas en mesure de s'engager dans cette course technologique et budgétaire ruineuse. En septembre 2025, Vladimir Poutine avait ainsi proposé de prolonger d'un an les termes du traité New Start, en échange de l'abandon du Dôme. Sans succès.

Mécanismes de prévention

Depuis plusieurs années, la Russie a choisi une autre option pour concurrencer les Etats-Unis : celle de la diversification de son arsenal, avec des armes pouvant échapper aux contraintes de New Start. Parmi elles, le missile de croisière *Bourestvnik* à tête et propulsion nucléaire, son équivalent sous-marin *Poséidon* ou encore le planeur hypersonique *Avanguard*, d'une portée annoncée de 6 000 kilomètres.

La fin de New Start et la perspective d'une augmentation des arsenaux ne signifient toutefois pas « une augmentation automatique du risque nucléaire », estime Héroïse Fayet, spécialiste des questions de dissuasion à l'IFRI, et autrice d'une note sur le sujet, publiée le 4 février. Certains mécanismes pour prévenir les risques d'escalade nucléaire entre la Russie et les Etats-Unis n'ont pas été enterrés avec le traité, détaille-t-elle.

Le Nuclear Risk Reduction Center, ce canal de communication instauré depuis 1987, permet ainsi la transmission, en continu, d'informations sur les activités militaires des deux pays. Même chose pour les notifications d'exercices stratégiques et les essais de missiles. Un enjeu important alors que M. Trump a annoncé, en octobre 2025, vouloir reprendre les essais nucléaires, malgré leur interdiction depuis 1996.

Le maintien de ces mécanismes « permet de réfléchir à une maîtrise des armements du XXI^e siècle adaptée aux défis d'un nouvel âge nucléaire », considère M^{me} Fayet, qui appelle aussi à développer les discussions sur une intégration « contrôlée » de l'intelligence artificielle dans certains systèmes concourant à la dissuasion nucléaire. ■

ÉLISE VINCENT

CULTURES MONDE.



du lundi
au vendredi
11H - 12H

Mélanie
Chalandon

Julie Gacon



En partenariat avec
Le Monde

Un vainqueur surprise lors de la primaire démocrate pour la mairie de New York

— Zohran Mamdani, jeune candidat socialiste et pro-palestinien de 33 ans, est donné vainqueur de la primaire démocrate pour la mairie de New York, la ville la plus peuplée des États-Unis. Un signal fort pour le parti et Donald Trump.

«Ce soir, nous avons marqué l'histoire», a déclaré Zohran Mamdani, devant des supporters survoltés réunis dans une chaleur étouffante sur un rooftop de New York, mardi 24 juin. «Comme le disait Nelson Mandela, cela semble toujours impossible jusqu'à ce que ce soit fait. Mes amis, nous l'avons fait.»

Crédité de 1% d'intentions de vote il y a encore quelques mois, le socialiste pro-palestinien de 33 ans a fait un grand pas vers la mairie de New York, ville la plus peuplée des États-Unis. Si les résultats définitifs ne seront connus que dans quelques jours, il apparaît d'ores et déjà comme le vainqueur des primaires démocrates pour les élections municipales de novembre, après le retrait de son principal adversaire, l'ancien gouverneur Andrew

Cuomo. Dans le bastion de gauche qu'est New York, le vainqueur de ce scrutin interne a de très fortes chances de devenir maire. «Ce n'est pas notre nuit», a reconnu Andrew Cuomo à ses supporters. «Il a touché les jeunes, les a inspirés, les a émus et les a incités à aller voter», a-t-il dit à propos de son rival, qui figurait parmi onze candidats en lice.

Premier rendez-vous électoral majeur pour le Parti démocrate depuis l'élection de Donald Trump, cette primaire était vue comme un baromètre de l'humeur des sympathisants et militants, dans une ville considérée comme une pépinière des talents politiques nationaux.

«Il a touché les jeunes, les a inspirés, les a émus et les a incités à aller voter.»

Avec la victoire annoncée de Zohran Mamdani, le message envoyé est clair: les électeurs démocrates ont choisi le renouvellement radical face à l'establishment modéré incarné par Andrew Cuomo, 67 ans, qui avait démissionné en 2021 de son poste de gouverneur à la suite de multiples accusations de harcèlement sexuel.



Zohran Mamdani, le 24 juin.

Kyle Mazza/NurPhoto/AFP

Dans une ville marquée par une forte augmentation du coût de la vie ces dernières années, notamment du prix des loyers, Zohran Mamdani a fait campagne sur un programme considéré comme radical aux États-Unis: gratuité des transports et de la garde d'enfants, gel de certains loyers, épiceries municipales, taxation des grandes fortunes... Le tout servi par une présence en ligne et sur le terrain très active.

Le succès de l'élu du Queens, arrondissement multiculturel de l'est de la ville, à l'Assemblée législative de New York montre aussi que la base du Parti démocrate a

soif d'une opposition frontale à Donald Trump. Natif de la «Grosse Pomme», le président prend un malin plaisir à s'immiscer dans la politique locale, comme l'a montré sa tentative de faire annuler le péage urbain mis en place pour financer les transports publics.

Sa politique d'expulsion massive des sans-papiers affecte aussi la ville-monde, secouée par des interventions controversées de la police de l'immigration ICE (Immigration and Customs Enforcement). Alors qu'Andrew Cuomo avait mis en avant sa collaboration passée avec Donald Trump sur la gestion de la pandémie pour montrer qu'il savait travailler avec lui, celui qui se fait appeler «Zohran» a assimilé le gouvernement du républicain à un «régime autoritaire».

Né en Ouganda et d'origine indienne, arrivé à New York à l'âge de 7 ans, Zohran Mamdani serait, s'il l'emporte, le premier maire immigré de la ville de 8 millions d'âmes et le premier de confession musulmane. Il devra battre le sortant, Eric Adams, qui se présente sous l'étiquette indépendante, lors de l'élection générale du 4 novembre. Alexis Buisson

La Grèce envoie sa marine au large de la Libye pour barrer la route aux migrants

— Deux frégates ont été envoyées en réaction à un pic de traversées vers la Crète et l'île de Gavdos.

— Une situation qui se superpose à un litige avec la Libye et la Turquie sur l'exploration pétrolière et gazière.

À l'image de Lampedusa en Italie, Gavdos, une des îles les plus septentrionales de la Grèce, au sud de la Crète, croule sous la pression migratoire. Ce «confetti» de 30 km² pour seulement 70 habitants à l'année et un seul policier n'est situé qu'à 300 km de la côte libyenne et de la ville de Tobrouk, d'où est organisé l'essentiel des départs.

S'y échoue presque un bateau par jour, dérivant dans les eaux internationales. Selon la police grecque, ils sont 7300 à avoir tenté cette traversée en direction de la Crète depuis le début de l'année, suivant un rythme qui n'a cessé de s'accroître. Ces migrants, majoritairement originaires du Soudan, du Yémen,



du Pakistan ou du Bangladesh, étaient 2500 à échouer sur ces deux îles depuis le début du mois de juin. Ils étaient 800 entre le 19 et le 24 juin, autant en cinq jours que sur l'ensemble de l'année 2024. «C'est un lourd fardeau pour nous, a reconnu la maire Lilian Stephanaki. Nous sommes une petite île sans provisions ni commerces. La nourriture est un gros problème. Nos finances sont limitées.»

Le premier ministre Kyriakos Mitsotakis a jugé la situation «alarmante», lundi 23 juin, avant d'annoncer un plan de déploiement de

deux frégates des forces navales. Objectif: «envoyer le message que ce n'est pas aux trafiquants d'être humains de décider qui entre dans notre pays.» Cet épisode relance le débat migratoire dans le pays, alors que cette route vient doubler le passage plus traditionnel par la Turquie et les Cyclades.

Cette région sud de la Grèce n'est pas du tout équipée pour accueillir des demandeurs d'asile. La petite île de Gavdos n'a pas pu faire face lorsque 500 migrants ont été secourus au large le 26 mai dernier, ni lorsque 350 autres ont été débarqués fin février. Les migrants sont conduits en Crète, où il n'existe aucun centre d'enregistrement des demandes d'asile. Les autorités ne peuvent ensuite que transférer les exilés sur le continent, où ils sont pris en charge après quelques jours en hébergement d'urgence, la plupart dans des structures de loisir désaffectées.

Mardi 24 juin, le maire crétois de La Canée, Panagiotis Simandirakis, s'est indigné de l'accueil réservé par une partie de la population à Réthymnon, dans le nord de l'île,

alors que des fusées ont été lancées contre des migrants en guise de bienvenue. «Je ne peux accepter que cela puisse être présenté comme une réaction "patriotique". Ce n'est pas le cas, c'est une honte», a-t-il réagi, regrettant un abandon des valeurs de solidarité.

En Libye, le ministère des affaires étrangères du gouvernement d'unité nationale a réagi en convoquant l'ambassadeur grec, pour protester contre les «mesures unilatérales» de la Grèce dans des eaux contestées y compris par la Turquie. La crise migratoire se double en effet d'un litige frontalier.

Les autorités concurrentes de Tripoli avaient protesté après la publication, le 12 juin dernier dans le *Journal officiel de l'Union européenne*, d'appels d'offres internationaux pour l'exploration pétrolière et gazière dans les zones maritimes. Tripoli et Ankara défendent un accord signé en 2019 de délimitation maritime en Méditerranée orientale, où ils cherchent à étendre leurs droits. Au grand dam d'Athènes, qui juge ce pacte illégal. Jean-Baptiste François

essentiel

Kenya — Une manifestation tourne mal

Les manifestations organisées mercredi 25 juin au Kenya en mémoire du mouvement citoyen réprimé l'an dernier après la prise du Parlement ont elles aussi conduit à de mortels épisodes de violence. Dans le comté de Machakos, deux manifestants ont été tués par balles et huit ont été blessés, selon les autorités hospitalières. Nairobi compte 300 blessés dont 67 dans un état critique. L'an dernier, la fronde contre la loi de finances appelant à la démission du président William Ruto avait fait une soixantaine de morts.

Otan Trump salue un sommet «fantastique»

Le président américain Donald Trump a salué mercredi 25 juin un sommet «fantastique», «un grand succès», à l'issue de la réunion des dirigeants de l'Otan à La Haye. Les 32 pays de l'Alliance se sont engagés à consacrer au moins 5% de leur PIB à leurs dépenses de sécurité, une exigence martelée à plusieurs reprises par Donald Trump depuis son retour à la Maison-Blanche en janvier. Les alliés veulent allouer «au moins 3,5% du PIB annuellement» pour les dépenses militaires, et 1,5% supplémentaire pour la sécurité au sens plus large comme la «protection des infrastructures critiques» et la défense des «réseaux».

Chine — Des inondations, et 80 000 personnes évacuées

Plus de 80 000 personnes ont été évacuées en raison d'inondations dans la province de Guizhou (sud-ouest) a annoncé mercredi 25 juin l'agence d'État Chine nouvelle. L'alerte maximale a été déclenchée. Pékin a alloué 100 millions de yuans (12,02 millions d'euros) à l'aide aux sinistrés. La Chine subit des conditions météorologiques extrêmes, entre pluies torrentielles et canicule. Cette semaine, Pékin a vécu l'une des journées les plus chaudes de l'année, enclenchant la deuxième alerte la plus élevée.

sur la-croix.com
— Le Vietnam abolit la peine de mort pour huit crimes

Trois réseaux de passeurs démantelés entre Perpignan et Marseille

Dix-sept personnes ont été interpellées en France et en Espagne. Les migrants payaient le passage de la frontière entre 150 et 300 €.

Marc Leras

Correspondant à Marseille (Bouches-du-Rhône)

ORIGINAIRE d'Algérie, du Moyen-Orient ou d'Afrique subsaharienne, chaque migrant payait entre 150 et 300 € le passage illégal en véhicule sur les petites routes de montagne avant d'être abandonné la plupart du temps à la gare de Perpignan. Les trois réseaux de passeurs démantelés dimanche dernier lors d'une série d'interpellations en Espagne et en France, à Perpignan (Pyrénées-Orientales) et à Marseille (Bouches-du-Rhône), auraient fait entrer sur le territoire 1 700 personnes, notamment autour du poste frontalier du Perthus. Les prix low-cost payés pour ces entrées s'expliquent, selon le procureur de la République de Marseille, Nicolas Bessone, par la concurrence entre les filières dans « cette économie de marché de la misère assez sordide ».

Avec la coopération de la police ibérique et sous la conduite du parquet de Marseille qui enquêtait depuis plus de deux ans sur ces filières, 19 passeurs présumés ont été arrêtés : six ont été mis en examen à Marseille pour « aide à l'entrée, à la circulation et au séjour irrégulier en bande organisée », dont trois qui ont été placés en détention provisoire ce jeudi. Quatre

hommes de Perpignan devraient être mis en examen ce samedi et cinq autres personnes en Espagne devraient être extradées d'ici à dix jours. Ils « reconnaissent certains faits tout en minimisant ». Les mis en cause encourrent dix ans d'emprisonnement.

L'enquête démarre sur un signalement d'Europol

L'enquête sur ces réseaux, d'abord menée sur deux filières, puis sur trois après une scission interne menée par une famille marseillaise, démarre en novembre 2023 quand Europol signale l'interpellation en Allemagne de deux Français contrôlés alors qu'ils convoient des Syriens.

La surveillance de cette équipe par l'Office de lutte contre le trafic illicite de migrants (Oltim) montre de nombreux et courts allers-retours en Italie, via Montgenèvre et Vintimille, ainsi qu'en Espagne. Si ce premier réseau met rapidement fin à ses activités, ce qui n'a pas empêché la mise en examen de son chef, les investigations débouchent alors sur un deuxième groupe spécialisé dans le passage de la frontière espagnole par les Pyrénées-Orientales.

Trois cent trente voyages, « éminemment suspects », car tardifs et en soirée, sont comptabilisés entre mai 2023 et août 2024. Avec également des passages de



Parmi ces trois réseaux identifiés, un groupe aurait fait entrer des migrants en France par les Pyrénées-Orientales, notamment autour du poste frontalier du Perthus (illustration).

l'Italie vers l'Allemagne et l'Europe du Nord. À chaque fois pour un « chiffre d'affaires » estimé à 180 000 €. Perpignan et surtout Marseille apparaissent comme les centres de gravité des trafiquants, ce qui a entraîné l'ouverture d'une information judiciaire en février 2024, confiée à un juge d'instruction marseillais après trois mois d'enquête préliminaire.

L'instruction montrera qu'une famille marseillaise qui



Nous avons démantelé toute la structure. C'est assez rare. [...] C'est tout l'intérêt de ce dossier.

Laurene Cappelle, cheffe du service interdépartemental de la police aux frontières

participe au réseau de passeurs va prendre son indépendance pour monter sa propre filière avec encore plus d'ambition : organiser des traversées de la Méditerranée du port de Mostaganem en Algérie jusqu'à Murcie en Espagne. Avec cette fois un tarif de 9 000 € par passager. Ce qui permettait de rémunérer 17 000 € le pilote et de verser 18 000 €, selon les dires des passeurs en garde à vue, à la marine algérienne afin qu'elle

les laisse passer. De l'organisateur aux logeurs et jusqu'aux passeurs, ces trois organisations ont été mises à l'arrêt. Lors des perquisitions, 20 000 € en liquide ont été saisis, ainsi que quatre véhicules. « Nous avons démantelé toute la structure. C'est assez rare, ce n'est pas notre quotidien. C'est tout l'intérêt de ce dossier », a souligné ce vendredi la commissaire divisionnaire Laurene Cappelle, cheffe du service interdépartemental de la police aux frontières (Sipaf). « La coopération franco-espagnole a été décisive. »

« Similitude avec le trafic de drogue »

« La lutte contre les trafiquants de migrants relève à la fois de la protection de notre territoire et de notre ordre public mais également de l'exploitation de la misère humaine », a insisté Nicolas Bessone. « Ce sont des réseaux clandestins structurés avec une certaine similitude avec le trafic de drogue, sous la seule réserve qu'il s'agit d'êtres humains dans des situations précaires, avec des rabatteurs du côté espagnol, des pilotes de voiture ouvreuse, des passeurs et les logeurs qui travaillaient du lundi au dimanche. »

Le juge d'instruction a ainsi été également saisi de faits de traite d'êtres humains, infraction difficile à établir, et aucune mise en examen en ce sens n'a encore eu lieu.

La peine de Jean-Marc Morandini confirmée en appel

Avocat de l'association la Voix de l'enfant, Francis Szpiner a réagi à cette condamnation.

Benoît Daragon

« **PERSONNE** ne peut ignorer les deux condamnations prononcées. Monsieur Morandini est présumé innocent mais quand une cour d'appel confirme une décision, je pense que la présomption d'innocence est un peu éteinte. Les dirigeants de CNews seraient bien inspirés de tirer les leçons de cette condamnation. » Au téléphone, Francis Szpiner, avocat de l'association la Voix de l'enfant, partie civile dans cette affaire de corruption sur mineurs, ne mâche pas ses mots.

Quelques minutes plus tôt, la cour d'appel de Paris a condamné Jean-Marc Morandini

à deux ans de prison avec sursis pour corruption de mineurs. Une peine accompagnée d'une amende de 20 000 €, de l'inscription au Fichier des auteurs d'infractions sexuelles et de l'interdiction définitive d'exercer une profession en contact avec des mineurs. Cette condamnation vient après celle prononcée fin janvier, également de la cour d'appel de Paris, à dix-huit mois de prison avec sursis pour harcèlement sexuel dans une affaire similaire mais les plaignants étaient majeurs lors des faits.

« Faut-il croire que la sévérité est sélective en fonction du statut, de la notoriété, des origines ou de l'employeur du

mis en cause ? » s'est insurgé, dans un communiqué au vitriol, l'animateur pour annoncer son pourvoi en cassation.

Absent lors du délibéré

« Jean-Marc Morandini prend acte de la décision de la cour d'appel de Paris. Il tient néanmoins à souligner deux éléments essentiels : aucun geste déplacé ne lui a jamais été reproché dans ce dossier et les deux plaignants qui subsistent avaient plus de 15 ans au moment des faits », ajoute le présentateur, absent au moment du délibéré de ce procès qui a eu lieu fin novembre. « Il reste par conséquent présumé innocent »,

ajoute-t-il à la fin de son texte. Une précision sémantique très importante puisqu'elle permet à CNews de le maintenir dans son émission proposée en direct du lundi au vendredi de 10 h 30 à midi. « Pour nous, il continue d'être présumé innocent et il reste à l'antenne », nous souffle la direction de la chaîne info de Vincent Bolloré.

Dans le paysage audiovisuel, ce soutien indéfectible fait office d'exception. Christophe Dechavanne s'est mis en retrait de « Quelle époque ! » sur France 2 après une condamnation à 1 200 € d'amende pour « conduite sous l'emprise de stupéfiants en récidive » dont il a fait appel. M6, elle, a débranché

Stéphane Plaza après sa condamnation à douze mois de prison avec sursis pour violences conjugales dont il a aussi fait appel. Des exemples qui n'impressionnent pas la chaîne conservatrice, pourtant amatrice d'autorité. « Christophe Dechavanne, c'est beaucoup plus grave car il aurait pu tuer quelqu'un », lâche, sans rougir, un visage de la chaîne, faisant fi de l'ampleur des peines.

« C'est à CNews d'apprécier »

Pourtant habitué des plateaux de CNews, l'avocat Francis Szpiner, lui, tape du poing sur la table. « C'est comme un homme politique. Lorsqu'il est

condamné, il reste présumé innocent tant qu'il n'a pas épuisé tous les recours. Mais est-ce que sa condamnation affecte sa capacité à exercer ses fonctions ? Là, c'est à CNews d'apprécier si monsieur Morandini a encore une crédibilité pour commenter des faits divers », ajoute celui qui est aussi sénateur LR de Paris.

« Nous demandons que monsieur Morandini n'apparaisse plus sur la chaîne, comme les patrons de CNews l'avaient promis lorsqu'il y aurait confirmation de la condamnation. Désormais, c'est le cas », a déclaré Martine Brousse, présidente de la Voix de l'enfant, à la sortie de l'audience.

Travailleurs immigrés : des effets discutés sur le marché du travail

Pierre-Loeiz Thomas

Selon plusieurs études, l'immigration aurait des effets « globalement neutres » sur l'emploi. L'arrivée d'une nouvelle main-d'œuvre peut toutefois pénaliser les salariés natifs les moins qualifiés.

Des arrière-cuisines des restaurants jusqu'aux tours du quartier de la Défense, les travailleurs immigrés occupent une place non négligeable dans l'économie française. En 2024, ils représentaient 12,2 % de la population active sur le territoire.

Si les flux ne se tarissent pas (les derniers chiffres du ministère de l'Intérieur font état d'une hausse de 3 % des titres de séjour valides en 2025), les économistes s'interrogent sur les effets de l'arrivée de nouveaux travailleurs sur le marché du travail en France, notamment sur les salaires des actifs déjà en place et sur le nombre d'emplois disponibles.

« L'intuition serait de dire que l'immigration fait baisser les salaires et que les perspectives d'emploi des travailleurs natifs (nés dans leur pays, NDLR) diminuent, avance Hillel Rapoport, professeur à l'université Paris 1 et à la Paris School of Economics et titulaire de la chaire économie des migrations inter-

nationales. Dans les différentes études, ce n'est pas ce que l'on trouve. » Avec Anthony Edo, chercheur au Centre d'études prospectives et d'informations internationales (Cepii), l'économiste a récemment publié un ouvrage, *L'Impact de l'immigration sur le marché du travail* (Les Presses de Sciences Po), dans lequel il synthétise cinquante années de recherche sur le sujet. « Les effets de l'immigration sur le taux d'emploi des natifs sont globalement neutres », concluent les deux auteurs.

Derrière ces « effets neutres » se cachent toutefois des disparités. « Un effet moyen proche de zéro ne signifie pas qu'il est nul pour tout le monde, précise Anthony Edo. En pratique, il va pouvoir s'avérer positif pour certains, négatif pour d'autres. » Côté gagnant, plusieurs études montrent une hausse des salaires des travailleurs diplômés déjà en place. A contrario, les salariés natifs les moins qualifiés, dont font notamment partie les travailleurs des précédentes vagues d'immigration, sont en concurrence directe avec les

nouveaux arrivants. « L'immigration aux États-Unis dans les années 1990 a eu tendance à accroître les inégalités salariales », note Anthony Edo, s'appuyant sur une étude de l'Académie nationale des sciences américaines publiée en 2017.

Attirer des profils diplômés

Si une partie des effets peut être transposée aux économies du Vieux Continent, les spécificités du marché du travail français tendent à les amoindrir. La rigidité des contrats, souvent critiquée, et l'existence d'un salaire minimum parmi les plus élevés du monde servent de garde-fous. « Ces spécificités institutionnelles jouent forcément un rôle, observe Hillel Rapoport. Il peut y avoir une compétition entre les travailleurs, mais elle est limitée en France. »

Avec la loi de 2024, la France a tenté de structurer les régularisations via l'immigration de travail. La réforme portée par Gérard Darmanin, alors ministre de l'Intérieur, devait notamment

permettre de diriger les travailleurs étrangers vers des secteurs en tension (comme dans les métiers du bâtiment, de la santé ou de l'aide à la personne). Pour bénéficier de ce régime exceptionnel valable jusqu'à fin 2026, les travailleurs étrangers doivent remplir des critères précis : une présence d'au moins trois ans sur le territoire français, une expérience de plus d'un an dans un métier en tension lors des deux années précédentes, ainsi qu'une intégration sociale réussie et une absence de casier judiciaire.

Le gouvernement vise également l'immigration d'une main-d'œuvre plus qualifiée notamment avec l'attribution de titres « talent ». Créé en 2016, ce statut doit permettre d'attirer des profils diplômés à haut potentiel comme des scientifiques, des ingénieurs ou des entrepreneurs étrangers prometteurs. En 2025, plus de 59 000 cartes de séjour « talent » ont été attribuées, un chiffre en hausse de 4,2 % par rapport à 2024. ■



Les salariés immigrés occupent une place importante dans l'économie française et représentaient 12,2 % de la population active en 2024.

PHOTO: VOIR DU NORD/MAXPPP



CONTRE-POINT
PAR GUILLAUME
TABARD

Une volonté à retrouver, des outils à changer

Des chiffres qui démentent bien des promesses. L'immigration n'a jamais été aussi élevée en France. Il faudrait compter le nombre de fois en bientôt neuf ans où Emmanuel Macron, tous ses premiers ministres et tous ses ministres de l'Intérieur se sont engagés à plus de fermeté et de régulation, à moins d'entrées et plus de départs. Les statistiques officielles remettent à leur place les coups de menton.

Que faut-il en conclure ? Soit le gouvernement n'agit pas assez, soit il n'a pas les bons outils à sa disposition. En 2023, alors ministre de l'Intérieur, Gérard Darmanin avait fait voter une loi réformant la procédure de l'asile et facilitant les éloignements (tout en créant un titre de séjour pour les métiers en tension). Bruno Retailleau s'était attaqué à la durée de rétention administrative mais avait été censuré par le Conseil constitutionnel. Occupé par d'autres textes (polices municipales, sécurité du quotidien), Laurent Nuñez s'en tient à la lutte contre la seule immigration illégale.

L'exécutif s'était engagé à reprendre dans un nouveau texte les dispositions censurées de la loi Retailleau. Celles-ci figurent bien dans une proposition de loi - d'initiative parlementaire, donc - portée par le LR Michel Barnier et la Renaissance Charles Rodwell. Mais ni le groupe de Gabriel Attal ni celui de Laurent Wauquiez n'ont jugé bon de l'inscrire dans leurs « niches » respectives, pourtant toute récente. Et le gouvernement Lecornu n'a pas jugé prioritaire d'être de lui-même à l'initiative sur le sujet. Il y a donc bien un déficit de volonté politique, au sein de l'ex « socle commun », pour avancer dès maintenant sur la question migratoire.

On entend l'argument : l'agenda parlementaire serait déjà encombré. On va quand même trouver du temps pour faire voter au plus vite l'aide à mourir. C'est donc bien une question de priorité décriée ou non. On renvoie aussi à l'absence de majorité politique à l'Assemblée pour légiférer en la matière ; ce qui souligne le décalage entre l'opinion et ses représentants car s'il y a une exigence de fermeté consensuelle, y compris chez les électeurs de gauche, c'est bien sur l'immigration. Faut-il dès lors s'étonner que l'impuissance ou le déni des forces politiques favorisent la progression d'un Rassemblement national, qui n'a pas encore été confronté aux complexités du réel ?

Sur LCI dimanche, Gérard Darmanin a plaidé pour une « suspension » totale de l'immigration (familiale ou de travail inclus) durant deux à trois ans et une révision constitutionnelle pour notamment consulter les Français sur l'instauration de quotas. Cela rejoint ce que propose Retailleau et ce que réclame le RN depuis des années. Il ne manque pas de sel qu'un ministre régulier, qui a passé trois ans à Place Beauvau, en soit réduit à des propositions renvoyant à la prochaine présidentielle. Cela prouve en tout cas que rien ne pourra se faire à périmètre constant ni à droit constant et que seul un mandat populaire renouvelé permettra de remporter le bras de fer avec ceux qui, comme le dit Alain Finkielkraut, « au nom de l'État de droit criminalisent les droits de l'État ». ■

L'Espagne va régulariser 500 000 migrants

Mathieu de Talliac Madrid

L'Espagne s'apprête à régulariser 500 000 migrants actuellement présents sur son sol. À rebours de la tonalité des débats chez la grande majorité de ses voisins européens, et en réaction assumée à la politique d'expulsions massives de l'Administration Trump aux États-Unis, Madrid concrétise par les actes son discours positif sur l'immigration, une rareté parmi les grandes démocraties occidentales.

En vertu d'un accord entre le Parti socialiste (PSOE) du premier ministre, Pedro Sanchez, et la formation de gauche radicale Podemos, l'exécutif réactive une initiative citoyenne, soutenue par toutes les ONG d'aide aux migrants et par l'Église catholique, qui était embourbée au Parlement, où elle ne trouvait aucune majorité à même de la voter. Un décret a été pris pour accorder des permis de séjour et de travail aux étrangers en situation irrégulière. Trois conditions doivent être remplies : être arrivé avant le

31 décembre 2025, attester de cinq mois de résidence et avoir un casier judiciaire vierge.

Les personnes concernées pourront déposer un dossier entre avril et juin 2026. Dès la réception de leur demande, elles seront autorisées à travailler provisoirement « dans n'importe quel secteur et dans toutes les régions du pays », a précisé mardi la porte-parole du gouvernement et ministre de l'Inclusion, Elma Saiz, à l'issue du Conseil des ministres. « Cela bénéficiera aux travailleurs et aux entreprises, qui gagnent en sécurité juridique », a-t-elle auguré. La fondation financière Funcas estime à 840 000 le nombre de sans-papiers, dont une majorité d'origine latino-américaine.

« Cela bénéficiera aux travailleurs et aux entreprises, qui gagnent en sécurité juridique »

Elma Saiz

Porte-parole du gouvernement et ministre de l'Inclusion

La mesure est présentée sous ses aspects humanitaires, pour « améliorer la vie des gens » et mettre en pratique un modèle de gestion des flux migratoires « basé sur les droits humains ». Elle est également défendue par pragmatisme, parce que « compatible avec la croissance économique et la cohésion sociale », selon les mots de la ministre. Des termes qui reprennent les discours répétés de Pedro Sanchez, qui lie l'accueil des migrants à un devoir humanitaire, mais aussi au financement de la protection sociale et au dynamisme de l'économie nationale, dont le taux de croissance (2,9 % en 2025) est trois fois supérieur à celui de la France et de la zone euro.

La politique migratoire serait même « un phare qui guide les autres pays », a commenté Saiz, dont le gouvernement prétend semer « une graine et un germe contre l'avancée de la vague d'extrême droite ». Plus explicite, Podemos pointe le contre-modèle : « Aujourd'hui, Trump poursuit les personnes migrantes, met en cage des enfants, expulse des gens pour leur couleur de peau ou leur accent, assassine des citoyens à bout portant (...), c'est le moment de répondre à leur haine,

à leur violence, en donnant des papiers », a ainsi déclaré la députée européenne Irene Montero.

À droite, le Parti populaire (PP), principale formation de l'opposition, a rejeté les modalités de la mesure après avoir accepté en 2024 de l'étudier au Parlement. « On récompense l'illégalité », considère le président du PP, Alberto Nuñez Feijoo. À l'extrême droite, Vox a annoncé un recours à la Cour suprême. « Le PSOE détruit l'Espagne en attaquant son identité et en provoquant son effondrement », a réagi le parti, dont la lutte contre l'immigration est au cœur du programme électoral.

À l'inverse, fidèle à son engagement tenace en faveur de la mesure, l'Église catholique s'est félicitée de l'annonce. « C'est une bonne nouvelle qui va faciliter la contribution au bien commun de nombreux migrants qui travaillent déjà, qui participent à l'école, à la santé et aux services sociaux, et, parfois, vivent dans de mauvaises conditions parmi nous », a jugé le président de la Conférence épiscopale, l'archevêque Luis Argüello. « Leur dignité est ainsi reconnue », a-t-il déclaré au journal *El país*. ■

Écoutez
**Guillaume
Tabard**
à 8h10
dans la Matinale
de David Abiker
avec LE FIGARO

RADIO CLASSIQUE

Trump déploie la garde nationale à Washington

L'annonce du président américain est vue comme un geste politique contre les élites démocrates

WASHINGTON - *envoyé spécial*

En cette paisible et chaude soirée d'août, une poignée de touristes flânent sur les grandes pelouses du National Mall, où se concentrent les principales institutions politiques américaines. Washington DC a davantage l'air d'une grande ville administrative assoupie que de la dystopie criminelle décrite par Donald Trump. Quelques heures plus tôt en ce lundi 11 août, le président américain a pourtant pris des mesures drastiques, en annonçant la mise sous tutelle de la police locale et le déploiement de la garde nationale. « *J'annonce une action historique pour sauver la capitale de notre pays du crime, de l'effusion de sang, du chaos, de la misère et pire encore. C'est le jour de la libération à Washington, et nous allons reprendre notre capitale* », a proclamé Donald Trump lors d'une conférence de presse solennelle à la Maison Blanche.

Le tableau dépeint fait froid dans le dos. « *Notre capitale a été envahie par des gangs violents et des criminels assoiffés de sang, des foules errantes de jeunes sauvages, de maniaques drogués et de sans-abri* », a assuré le président, graphique à la main, pour prouver que la situation à Washington est plus critique qu'à Bagdad, Bogota ou encore Mexico City, « *ces endroits dont vous entendez parler comme étant les pires au monde* ».

Déclin des agressions violentes

Cette reprise en main de la ville, qui place les forces de sécurité sous l'autorité du secrétaire aux armées, répondant lui-même à Donald Trump, est permise par le statut particulier de Washington et du district de Columbia, qui n'a pas la même autonomie que les États américains. Le président a quarante-huit heures pour justifier par écrit sa décision et le Congrès devra se prononcer sur la poursuite des opérations au bout de trente jours.

Lors d'une conférence de presse lundi après-midi, en compagnie de la cheffe de la police de Washington DC, Pamela Smith, la maire démocrate de la ville, Muriel Bowser, a dénoncé une décision « *troublante et sans précédent* »,

tout en annonçant qu'elle s'y plierait. Les autres élus démocrates du district ont vivement protesté. Chris Van Hollen, sénateur du Maryland, l'État qui encadre géographiquement Washington, s'est fendu d'un message virulent sur X : « *La prise de pouvoir autoritaire de Trump à Washington s'inscrit dans le cadre d'une crise nationale croissante. Il joue le dictateur dans la capitale nationale en guise de répétition générale, alors qu'il pousse la démocratie au bord du gouffre* ». Tous les experts interrogés dans les médias américains sont cependant unanimes quant à ce que disent les textes : sur le plan légal, le locataire de la Maison Blanche a la main.

Un autre point fait consensus : les statistiques racontent une histoire bien plus complexe que celle de Donald Trump. Après un pic postpandémique, les actes criminels à Washington DC sont, en ré-

« Notre capitale a été envahie par des gangs violents et des criminels assoiffés de sang »

DONALD TRUMP
président des États-Unis

lité, en recul depuis deux ans. Avec un net déclin des agressions violentes et des meurtres lors des huit premiers mois de l'année 2025, loin de l'explosion criminelle dénoncée à la Maison Blanche.

Les chiffres bruts restent cependant très élevés. Avec 274 homicides en 2024 pour 700 000 habitants, soit un taux de 39 homicides pour 100 000 habitants, Washing-

ton DC se classe dans le peloton de tête des grandes villes américaines en matière de criminalité, juste derrière Saint-Louis, Memphis et Baltimore, mais très loin devant des villes comme New York (5,8 homicides pour 100 000 habitants), Los Angeles (7) ou même Chicago (21), à la réputation autrement douteuse. Pour comparaison, une ville comme Paris affiche un taux de 1,7 pour 100 000 habitants sur la même période.

Le timing de cette mise en scène interroge cependant, alors que la tendance s'améliore dernièrement. « *Le fait est que les homicides et les autres crimes violents sont en baisse à Washington, comme ils le sont dans le reste des États-Unis ces dernières années*, explique Robert Crutchfield, sociologue, expert en criminologie et professeur émérite à l'université de Washington (située à Seattle). *Cela a donc davantage à*

voir avec la politique nationale qu'avec la criminalité, qui est toujours un moyen d'attirer l'attention du public. J'attribue ce taux élevé principalement à deux facteurs, que la fédéralisation de la police ne réglera pas : le nombre élevé d'armes dans les rues américaines et les grandes inégalités auxquelles nous faisons face. »

Plaire à l'électorat MAGA

Mettre un coup de projecteur sur la criminalité dans la capitale a trois avantages pour le pouvoir en place. Cela accapare les médias nationaux, qui ont tous des bureaux à Washington, au cœur d'un été où Donald Trump peine à se défaire de l'affaire Jeffrey Epstein, le financier et prédateur sexuel qui s'est suicidé en prison, et dont les liens au tournant des années 2000 avec le président alimentent aujourd'hui la chronique. Clouer au pilori Washing-

ton a également pour effet de plaire à l'électorat MAGA (Make America Great Again), qui a en horreur la bulle washingtonienne, assimilée à « *l'élite libérale* » du pays que Donald Trump prétend abattre. Enfin, la mise sous tutelle du district de Columbia est clairement un ballon d'essai, alors que le président américain envisage des interventions similaires dans d'autres grandes villes démocrates.

Citant notamment New York et Los Angeles, qui seraient ravagées par le crime, ce que les chiffres démentent, il a prévenu : « *Nous n'allons pas laisser cela arriver, nous n'allons pas perdre nos villes. Et nous irons plus loin.* » Les griefs à l'encontre de ces grandes « *cités bleues* » sont nombreux. Donald Trump leur reproche surtout d'être des villes « *sanctuaires* » pour les migrants, contrecarrant ses velléités d'expulsions massives. Une curieuse digression sur les athlètes transgenres, durant la conférence de presse consacrée à la criminalité lundi, est également venue rappeler que la guerre culturelle qu'entend mener Donald Trump est conçue comme un tout.

Légalement, une intervention similaire à celle de Washington serait beaucoup plus complexe dans des villes comme New York ou Los Angeles, situées dans des États démocrates, où le gouverneur a davantage de pouvoir. Donald Trump a déjà envoyé la garde nationale à Los Angeles pour réprimer des manifestations contre les raids de la police fédérale de l'immigration (ICE), au début de l'été. L'État de Californie a contesté cette décision devant la justice et l'audience, qui a commencé lundi et doit durer trois jours, devrait poser un cadre juridique pour la suite.

La mise sous tutelle de Washington a néanmoins fourni une première information à Donald Trump : les opposants de la société civile sont toujours aussi apathiques, huit mois après son entrée en fonction. Des 150 personnes qui, à la suite des annonces, se sont réunies pour protester à quelques encablures de la Maison Blanche, il ne restait plus personne en début de soirée. ■

NICOLAS CHAPUIS

En Espagne, l'assistance aux migrants mineurs sème la discorde

Les régions autonomes rechignent à accueillir les mineurs arrivés aux Canaries. La solidarité nationale se heurte aux discours xénophobes

MADRID - *correspondante*

Cinq mois après que la Cour suprême a obligé le gouvernement espagnol à prendre en charge les demandeurs d'asile mineurs arrivés seuls sur les îles Canaries, leur transfert vers la péninsule a commencé, lundi 11 août. Un premier groupe de dix jeunes, neuf Maliens et un Sénégalais, est parti de l'archipel, situé face aux côtes africaines. Leur destination a été maintenue secrète afin de ne pas provoquer de levée de boucliers dans les communes concernées, alors que le pays fait face à une augmentation des discours et manifestations xénophobes et racistes attisées par le parti d'extrême droite Vox, et que les régions autonomes, gouvernées par le Parti populaire (PP, droite) rechignent à les accueillir.

Des quelque 5200 mineurs étrangers non accompagnés accueillis dans des structures plus ou moins précaires aux Canaries, près d'un millier de jeunes demandeurs d'asile, essentiellement originaires du Mali, sont

concernés. Ils devraient être peu à peu envoyés dans des centres de protection internationale sur la péninsule. Pour ce faire, le gouvernement a annoncé un plan spécial, doté de 40 millions d'euros, visant à aménager 1200 places d'accueil et soulager ainsi les îles Canaries, dont les installations sont saturées.

« *Le système de protection canarien se trouve dans une situation critique, avec une quantité d'enfants migrants sans référents familiaux qui nous empêche de mener à bien leur intégration socio-éducative*, souligne Juan Carlos Lorenzo, coordinateur de la Commission espagnole d'aide aux réfugiés (CEAR) aux Canaries. *Nous avons besoin d'air pour travailler avec des standards de qualité satisfaisants sur un collectif particulièrement vulnérable, mais aussi d'un protocole solide et durable pour traiter la migration des mineurs dans son ensemble.* »

De fait, à partir du 28 août, quelque 3800 autres mineurs étrangers isolés, non demandeurs d'asile, accueillis jusque-là dans les îles Canaries mais aussi dans

les enclaves de Ceuta et Melilla, situées sur la côte marocaine, devraient être à leur tour transférés progressivement vers le continent. Cette fois, dans des centres gérés par les régions autonomes, celles-ci disposant des compétences décentralisées en matière de protection sociale.

Afin de passer outre l'opposition des gouvernements régionaux, l'exécutif espagnol a approuvé en avril une réforme visant à rendre obligatoire la répartition des migrants mineurs sur le territoire lorsqu'une région dépasse 150 % de ses capacités d'accueil. Les Canaries sont à 250 % de leur capacité, ce qui les a obligées à aménager des hôtels et des campements pour les jeunes accueillis.

« Chasse aux Arabes »

Onze régions, dont dix gouvernées par le PP, ont déposé un recours contre ce décret, reprochant au gouvernement espagnol de ne pas accompagner la mesure de suffisamment de ressources et d'en avoir exonéré le Pays basque et la Catalogne, au motif que ces régions, gouvernées par des par-

Le pays fait face à une augmentation de manifestations racistes attisées par le parti d'extrême droite Vox

tis soutenant le gouvernement central, ont déjà fait de grands efforts d'accueil ces dernières années. « *Les Canaries ne peuvent pas continuer à être le mur de contention de l'Europe* », a réagi, le 1^{er} août, le président du gouvernement canarien, Fernando Clavijo (Coalition canarienne, parti régionaliste), appelant à la solidarité du reste de l'Espagne.

Le nombre de migrants ayant accosté aux Canaries depuis le début de l'année 2025 a baissé de 46 % par rapport aux sept premiers mois de l'année 2024, qui avait marqué un record, avec près de 48 000 arrivées. Les efforts de diplomatie du

gouvernement du socialiste Pedro Sanchez, qui a multiplié les voyages en Mauritanie et au Sénégal, pour améliorer la coopération économique et développer des instruments de « migration circulaire » (qui permettent des séjours temporaires), semblent avoir porté leurs fruits. Cependant, la proportion de mineurs faisant le voyage périlleux à bord d'embarcations de fortune, au départ des côtes du Sud marocain, de la Mauritanie ou du Sénégal, demeure élevée. Ils représentent 15 % des migrants aux Canaries.

En Espagne, longtemps épargnée par les discours xénophobes, le parti d'extrême droite Vox a décidé d'en faire la principale cible d'attaques ouvertement racistes. Le 6 juillet, dans la ville d'Alcala de Henares, près de Madrid, des manifestations, attisées par Vox, ont éclaté après le viol présumé d'une jeune fille par un migrant logé dans un vaste campement aménagé sur un terrain militaire pour 1 600 migrants en situation de vulnérabilité.

Du 11 au 15 juillet, cinq nuits durant, la petite ville de Torre-Pa-

checo, située dans la région de Murcie, dans le sud-est de l'Espagne, a vécu des émeutes organisées par des groupes de l'ultradroite, prônant sur les réseaux sociaux une « *chasse aux Arabes* », après l'agression d'un vieil homme par un jeune originaire du Maroc.

Le 28 juillet, dans la municipalité de Jumilla, dans la même région, Vox est parvenu à faire approuver l'interdiction de prêter le pavillon municipal des sports pour les festivités de la fin du ramadan et de l'Aïd-el-Kébir. Le parti d'extrême droite a justifié la mesure en appelant à « *la défense des usages et coutumes espagnoles face aux pratiques culturelles étrangères* ».

« *Nous sommes inquiets de ces manifestations de xénophobie, alors que nous voyons une dynamique d'amélioration des droits de l'enfance migrante*, regrette M. Lorenzo. *En général, la société espagnole est très accueillante, mais les discours stigmatisants font beaucoup de bruit et changent la perception de la migration, en faisant un problème et non une chance.* » ■

SANDRINE MOREL



Des agents fédéraux patrouillent dans un quartier de Washington, dans la soirée du 11 août. ANDREW CABALLERO-REYNOLDS/AFP

Usé par la violence, l'Équateur élit son président

Après un premier tour ultra serré, le petit pays andin choisit, ce dimanche, entre le président sortant Noboa et sa concurrente de gauche. L'explosion de l'insécurité, à cause du narcotrafic, domine tout.

Quito.
De notre correspondant

La lumière du jour s'estompée dans la rue commerçante Jota de Solanda, faubourg populaire et animé du sud de Quito, la capitale équatorienne, 1,7 million d'habitants. « **Je ferme plus tôt depuis quelques semaines. C'est plus sûr. De toute façon, les ventes ont baissé** », indique Angel, assis à l'entrée de son magasin de jeans. Le vendeur semble marqué par les événements qui ont secoué le quartier : quatre morts par balles depuis le début de l'année.

L'insécurité est au cœur de la campagne du second tour de l'élection présidentielle de ce dimanche, qui s'annonce serrée. À l'issue du premier tour, début février, alors que 83 % des 13,7 millions d'électeurs ont voté (c'est obligatoire), à peine 15 000 voix séparaient le président sortant de droite Daniel Noboa de sa concurrente de gauche, Luisa González, héritière politique de l'ex-président Rafael Correa.

« Assassins en pleine rue »

Les deux candidats n'ont qu'une idée en tête : rétablir l'ordre. La violence a explosé dans le petit pays andin, longtemps considéré comme un havre de paix. D'un taux d'homicides historiquement bas de 6,9 pour 100 000 habitants en 2016, on est passé à 38,8 en 2024, selon les chiffres de l'institut Insight Crime.

« **L'Équateur est devenu le pays le plus violent de la région** », souligne Renato Rivera, de l'Observatoire du crime organisé. Un changement brutal que le chercheur attribue à la « **fragmentation des bandes criminelles** » et à la « **reconfiguration des routes du narcotrafic** ». La cocaïne



La candidate de la gauche Luisa González, dans une banlieue de Guyaquil, le 7 avril. Comme le président sortant de droite Daniel Noboa, elle fait campagne sous haute protection policière.

notamment, produite en Colombie, transite de plus en plus par les ports équatoriens, avant d'être livrée en Amérique du Nord et en Europe.

À Solanda, l'insécurité est un problème récent. « **Les assassins en pleine rue par des sicarios** (les tueurs à gage des cartels), c'est nouveau ici », constate Carlos Figueroa, 79 ans, venu assister à un match de volleyball sur la place du quartier. Le retraité met ce changement sur le compte du trafic de drogue : « **Depuis deux ou trois ans, on voit des dealers et des personnes qui consomment.** »

Arrivé au pouvoir fin 2023, bardé d'un discours sécuritaire, le président Noboa n'a pas enrayer de façon significative le développement du crime organisé. À Solanda, Sergio Toapanta, vendeur de rue, affirme que les « **vacunas** », ces « **impôts** » prélevés par les gangs, ont fait leur apparition.

« Un problème qui dépasse la politique »

« **Moi, je suis un petit vendeur, mais quand vous avez une boutique, on peut venir vous demander de l'argent et vous n'avez pas le choix** », dit-il. En cette veille de second tour,

les rondes policières se sont multipliées. Gilets par balles sur le dos et fusils d'assaut en main, les forces de l'ordre parcourent la rue Jota, sous le regard perplexe des passants.

« **Je ne suis pas contre, mais je doute que cela soit efficace, lâche Sergio Toapanta. Fin mars, deux personnes ont été tuées à une rue d'ici et les policiers n'ont pas pu l'empêcher.** » D'autres, comme Carlos Figueroa, doutent que la présidentielle change les choses : « **C'est un problème qui dépasse la politique.** »

William GAZEAU.

L'Italie s'entête à envoyer des migrants en Albanie

Bloquée par la justice, Rome a retenté, vendredi, des transferts vers des centres albanais, financés au prix fort depuis deux ans. En vain.

Nouvel épisode dans le sinistre feuilleton ouvert par la Première ministre italienne d'extrême droite Giorgia Meloni pour refouler les migrants. Vendredi, un navire de la Marine a quitté Brindisi, dans le sud du pays, avec une quarantaine de migrants à bord. Direction l'Albanie.

Là, les passagers ont été acheminés vers Gjadër, l'un des deux camps aménagés et gérés par Rome dès le printemps 2024... et restés vides depuis. « **Une preuve de l'échec du gouvernement qui veut remplir ces centres** », accuse le syndicat Cobas.

Jusqu'à-là, les migrants transférés étaient dans des centres de rétention

en Italie, dans l'attente de leur expulsion. Rien à voir avec le projet initial de Giorgia Meloni. En pactisant avec les autorités albanaises, elle entendait empêcher les migrants d'arriver dans son pays : récupérés en mer par les garde-côtes, ils devaient être maintenus en Albanie le temps que soit traitée leur demande d'asile... Une « **délocalisation** » contraire au droit international.

Débutée par la justice, Giorgia Meloni semble donc revoir sa copie, en transformant ces centres « **d'accueil** » en camps d'attente avant expulsion. Sur le modèle des « **hubs de retour** » proposés en mars par la Commission

européenne. Reste à organiser le renvoi vers leur pays des migrants arrivés vendredi. Là encore, rien ne s'annonce simple : la loi n'autorise pas les rapatriements depuis un pays tiers, ils devront probablement se faire depuis l'Italie.

Cela prendra du temps. Or, au bout de dix-huit mois, la loi impose de libérer ceux qui n'auront pas été renvoyés. Un pari coûteux politiquement, et financièrement. L'Italie dépense déjà 160 millions par an pour les « **loupés** » du plan albanais de la Première ministre.

Avec notre correspondante à Milan, Caroline BORDECCQ.



Elon Musk fait « disparaître » 6 000 étrangers

L'administration Trump a déclaré « décédés » des milliers d'immigrés latino-américains. Pour leur couper leurs prestations.

La chasse au migrant n'importe quel prix. Même le plus cynique. Aux États-Unis, le numéro de Sécurité sociale à sept chiffres est une véritable carte d'identité. Il permet de travailler, d'être payé, d'avoir un compte en banque, de louer un logement ou un commerce, de payer ses impôts et enfin d'effectuer nombre de démarches administratives. Si bien que des centaines de milliers de clandestins sans visa ni titre de séjour disposent toutefois de ce numéro légalement.

Alors, la Commission pour l'Efficacité gouvernementale (Doge), pilotée par le multimilliardaire Elon Musk, a eu une idée : déclarer « **décédés** » des milliers de migrants qui possédaient le numéro. Avec l'objectif assumé de « **mettre la pression sur ces immigrés sans-papiers pour qu'ils quittent le pays** ».

Selon le *New York Times*, un premier groupe de 6 300 immigrés, principalement latinos, a été placé dans cette base de données de personnes « **décédées** ». Ils perdent ainsi de facto leurs droits à toute prestation et existence sociale aux États-Unis.

Depuis plusieurs mois, le président Donald Trump évoque des « **fraudes** » à la Sécurité sociale qui seraient liées à « **3,5 millions de personnes**



L'idée vient du Doge, le service dirigé par Elon Musk. PHOTO : BRENDAN SMIALOWSKI, AFP

âgées de 140 à 149 ans », à « **1,3 million de personnes âgées de 150 à 159 ans** » et « **plus de 130 000** » de « **plus de 160 ans** ». Selon lui, des étrangers latinos seraient à l'origine des fraudes... Des allégations mensongères, maintes fois vérifiées et démenties par les médias et la Sécurité sociale elle-même.

Par ailleurs, un accord prévoyant le transfert des données de contribuables aux services fédéraux de l'immigration, afin de faciliter la localisation de 95 000 immigrés, a été signé cette semaine.

Raphaël LAURENT.

La mère courage anti-Erdoğan bâillonnée

Après avoir perdu son fils lors d'une manifestation, Gülsüm Elvan est devenue une icône de l'opposition. Elle vient d'être condamnée.

Istanbul.
De notre correspondant

Rien ne prédestinait Gülsüm Elvan, femme au foyer d'un milieu modeste, à incarner, à la cinquantaine passée, la « **mère courage** » des opposants turcs au président Recep Tayyip Erdoğan. Sauf que son fils Berkin Elvan est mort à 14 ans, tué par une grenade de gaz lacrymogène, dans son quartier populaire d'Okmeydani, à Istanbul. C'était en 2013, lors des manifestations dites du « **parc Gezi** ».

Depuis, Gülsüm Elvan est de tous les procès d'opposants, de tous les rassemblements sur les places et devant les palais de justice d'Istanbul. Mercredi, c'est elle que la justice a condamnée à onze mois de prison pour « **insulte au président de la République** », en fait des propos tenus lors du procès de policiers responsables du décès de son fils. « **Ce n'était pas une insulte, c'était l'illustration de ma révolte** », s'est-elle défendue devant le tribunal.

Elle y a rappelé qu'elle était la cible de menaces, y compris à son domicile, depuis que le président Erdoğan a fait huer son nom dans ses meetings. L'avocat de la famille Elvan, Can Atalay, était parvenu à obtenir, en 2022, la condamnation d'un seul des



Gülsüm Elvan, lors d'une manifestation à Istanbul, en 2015.

PHOTO : BULENT KILIC, ARCHIVES AFP

policiers impliqués dans le décès de Berkin. Depuis, ce ténor du barreau est emprisonné. Cela en dit beaucoup sur la volonté du pouvoir islamonationaliste de faire la chasse aux anciens manifestants de Gezi et à tous ceux qui les défendent.

C'est une inquiétude supplémentaire pour les centaines de Turcs récemment arrêtés lors des manifestations contre l'emprisonnement, le 19 mars, du maire d'Istanbul, Ekrem İmamoğlu, principal rival d'Erdoğan. Même relâchés, ils resteront sous la menace de lourdes condamnations...

Zafer SIVRIKAYA.

Le monde et l'Europe en bref

Saint-Domingue : le toit de la discothèque était trop lourd

Une commission d'enquête « **composée d'experts nationaux et internationaux** » a été chargée, vendredi, par la présidence de la République dominicaine, de déterminer les causes de l'effondrement du toit du Jet Set, qui a fait au moins 221 morts, mardi. L'immeuble, vieux de 52 ans, était à l'origine un cinéma, transformé en discothèque en 1994. Selon plusieurs architectes, la dalle de sa toiture ne reposait sur aucune colonne centrale et était surchargée : de lourds climatiseurs et des groupes électrogènes avaient été installés dessus et d'énormes haut-parleurs et jeux de lumières accrochés dessous.

L'émissaire de Trump voit Poutine à Saint-Petersbourg

Steve Witkoff a rencontré vendredi soir le président russe. Consacrée à la guerre en Ukraine, la visite à Saint-Petersbourg de l'émissaire spécial du président américain pourrait aussi préparer l'organisation d'un sommet entre Donald Trump et Vladimir Poutine, a précisé le Kremlin. Steve Witkoff doit enchaîner ce samedi à Oman par des discussions indirectes avec le ministre iranien des Affaires étrangères sur le programme nucléaire de Téhéran.



L'image. Un camion rempli de réfugiés afghans attend son départ, vendredi, pour l'Afghanistan, dans un centre de rétention de la ville pakistanaise de Chaman, près de la frontière. Des milliers d'Afghans, installés parfois depuis des années au Pakistan, sont contraints de retourner dans leur pays. Islamabad veut en expulser 800 000 après avoir annulé leurs permis de séjour.

PHOTO : ABDUL BASIT, AFP

Canal de Panama : des militaires américains bientôt déployés

Les États-Unis peuvent désormais déployer des troupes autour du canal du Panama, selon un accord conclu jeudi entre les deux pays. Une impor-

tante concession faite à Washington, même si la possibilité de bases militaires est exclue. L'accord précise que les installations seront la propriété de l'État panaméen et seront destinées à une « **utilisation conjointe** » par les

forces des deux pays. Depuis son retour au pouvoir, Donald Trump a placé le canal – qui permet de passer de l'Atlantique au Pacifique – en haut de son agenda stratégique, notamment pour y contrer les intérêts chinois.

Interdiction en vue des Pfas dans les jouets en Europe

Le Parlement européen, la Commission et les États membres ont trouvé un accord, jeudi soir, pour interdire à l'horizon 2030 les « **polluants éternels** » (Pfas) et les perturbateurs endocriniens dans les jouets, afin de protéger la santé des enfants. Ce nouveau règlement doit encore faire l'objet d'une adoption formelle.

Fin du rationnement de l'eau à Bogotà

Les autorités de Colombie mettent fin ce samedi à une année de coupures d'eau potable tournantes dans les quartiers de la capitale Bogotà. Le rationnement des quelque 8 millions d'habitants, à raison de vingt-quatre heures tous les onze jours, avait été imposé en avril 2024. Il a permis de reconstruire les réservoirs naturels, vidés à cause du manque de pluies liées à la destruction de la forêt amazonienne où se rechargent les nuages.

Fièvre aphteuse : la Hongrie parle d'une « attaque biologique »

La Hongrie a évoqué, jeudi, une « **attaque biologique** » comme source possible de la première épidémie de fièvre aphteuse du pays depuis plus de cinquante ans, qui a déclenché la fermeture des frontières et

l'abattage massif de bétail dans le Nord-Ouest. « **Nous pourrions avoir affaire à un virus créé artificiellement** », a déclaré le chef de cabinet du Premier ministre Viktor Orbán, Gergely Gulyas.

En Afghanistan, le sinistre « spectacle » des exécutions

Les talibans au pouvoir avaient, dès jeudi, exhorté les citoyens à venir « **participer à l'événement** »... Vendredi, quatre condamnés à mort pour meurtres ont été exécutés dans trois stades bondés. À Qala-I-Naw, dans le nord-ouest du pays, près de 20 000 « **spectateurs** » ont afflué dans l'enceinte : deux des suppliciés y ont été tués par balles par des proches de leurs victimes, à qui les autorités avaient remis des armes à feu.

Une greffe de porc tient pendant 130 jours, un record

Quatre mois après avoir bénéficié d'une greffe d'un rein de porc, une quinquagénaire de l'Alabama (États-Unis) a dû se faire retirer l'organe, car son corps commençait à le rejeter. Cela constitue toutefois un record. La greffe à partir d'un rein de porc génétiquement modifié est une pratique encore très expérimentale mais qui nourrit l'espoir de répondre à la pénurie chronique d'organes.

Documents sauvegardés



© 2025 Courier international. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250610-ILW-edd*ccoco*c20250610*cfe2f9f3083fb7233dd50c95d7aa7fa361cceeac1

Nom de la source

Courier International (site web)

Mardi 10 juin 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Courier International (site web) • 494 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Dans l'Italie de Meloni, les arrivées de migrants augmentent de nouveau

Société.

Dans l'Italie de Meloni, les arrivées de migrants augmentent de nouveau

En 2024, le gouvernement de la Première ministre d'extrême droite s'était largement targué d'avoir fait diminuer les arrivées de migrants sur ses côtes, mais de nouveaux chiffres signalent une augmentation des flux par rapport à l'année dernière. La preuve d'un échec de l'exécutif, pour le quotidien "Avvenire".

Observer les chiffres sur l'immigration, en Italie comme ailleurs, peut se révéler un exercice plutôt fastidieux. D'une année à l'autre, les arrivées baissent, puis montent de nouveau, une route migratoire s'essouffle, aussitôt remplacée par une autre, sans qu'on comprenne vraiment les dynamiques qui sont à l'œuvre sur l'autre rive de la Méditerranée.

Néanmoins, certains gouvernements professent haut et fort pouvoir lutter contre l'immigration illégale. En premier lieu celui de Giorgia Meloni alors que, **conçède**, "l'année dernière avait vu les débarquements diminuer de plus de la moitié par rapport à 2023". Un résultat qui avait été revendiqué par

le parti de la Première ministre d'extrême droite comme une conséquence de ses politiques, mais force est de constater que cette tendance s'est de nouveau inversée.

"Les chiffres ne mentent pas, s'exclame le quotidien catholique, jusqu'ici, 23 943 migrants ont débarqué en Italie en 2025, contre 21 784 dans la même période en 2024, cela fait 2 159 personnes en plus." Si l'augmentation n'est, certes, pas très importante, elle témoigne selon le média milanais de l'échec de certaines politiques de l'exécutif, en particulier **"du projet du gouvernement de transporter en Albanie des migrants interceptés dans les eaux internationales, fustige le média milanais. Les centres construits sur place devaient accueillir environ 1 000 personnes, mais en fin de compte, il n'y a eu qu'une petite dizaine de migrants à être restés sur place en raison de problèmes légaux."**

"Un insuccès qu'on ne peut pas nier"

Aux yeux de ce titre historiquement très concerné par la question des migrants, ces chiffres sont le signe **"d'un insuccès qu'on ne peut pas nier, car l'effet décourageant que devaient avoir les cen-**

tres en Albanie n'a pas eu de répercussions sur les migrants. La preuve ? Les départs ont augmenté de 10 %."

Enfin, en analysant les chiffres qui viennent du ministère de l'Intérieur, **Avvenire** dresse un autre constat important :

"Les départs depuis la Tunisie ont quasiment disparu, en effet, durant ces derniers mois, presque toutes les embarcations sont parties des côtes libyennes."

Giorgia Meloni avait été en première ligne pour tenter d'endiguer les départs de migrants depuis la Tunisie, en encourageant la signature d'un accord entre Bruxelles et Tunis en 2023. Mais la dynamique actuelle semble confirmer que, au-delà des efforts des gouvernements européens, les routes migratoires ne font souvent que se déplacer d'un endroit à l'autre.

Cet article est paru dans Courier International (site web)

https://www.courrierinternational.com/article/societe-dans-l-italie-de-meloni-les-arrivees-de-migrants-augmentent-de-nouveau_231815

Documents sauvegardés



© 2025 Libération. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20251021-LIF-0sr4eyf36repliazgqaiziqale

Nom de la source

Libération (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Mardi 21 octobre 2025

Libération (site web) • 508 mots

Italie : pour la première fois, une ONG secourant des migrants sur le banc des accusés

LIBERATION, AFP

Six membres de l'organisation Mediterranea Saving Humans ont comparu ce mardi 21 octobre devant un tribunal sicilien. Ils sont accusés d'avoir reçu de l'argent d'un cargo danois ayant secouru des migrants naufragés.

L' aide aux migrants judicia-risée. Accusés d'aide à l'immigration clandestine, six membres de l'ONG italienne de Mediterranea Saving Humans (MSH), sont jugés pour «association criminelle visant à favoriser l'immigration illégale». Leur procès s'est ouvert mardi 21 octobre devant un tribunal de Sicile et revêt un caractère inédit : aucune affaire similaire n'avait jusqu'à présent été portée devant la justice italienne.

Parmi les prévenus figurent, entre autres, le cofondateur de l'ONG, Luca Casarini, Pietro Marrone, commandant du navire humanitaire Mare Jonio, appartenant à MHS, ainsi que des membres de l'équipage, dont un médecin. Ils sont accusés d'avoir reçu de l'argent du géant danois du transport maritime AP Moeller-Maersk contre l'accueil de migrants bloqués à bord d'un de ses cargos. Le transporteur aurait recueilli des migrants bloqués à bord d'un de ses cargos et les aurait débarqués en Italie, rendant ainsi service à MSH.

Une «donation transparente»

Selon l'accusation, l'opération de sauvetage a été motivée par des raisons financières : en cause, un versement de 125 000 euros du danois AP Moeller-Maersk à une société qui chapeaute l'ONG Mediterranea Saving Humans, plusieurs mois après les faits.

MSH soutient que ce versement est une «*donation transparente*», une version confirmée par le géant danois. Le transporteur fait valoir qu'il avait décidé, plusieurs mois après l'incident, de verser cette contribution pour «*couvrir une partie des coûts*» supportés par l'ONG, et qu'«*à aucun moment*» une compensation financière n'avait été évoquée avant ou pendant l'opération. Il rappelait en outre que lors du sauvetage des migrants, ses appels répétés à l'aide avaient été ignorés par les autorités et que la situation à bord était devenue «*critique d'un point de vue humanitaire*».

Les ONG de secours aux migrants opérant entre la Libye, Malte et l'Italie



Le cofondateur de l'ONG Mediterranea Saving Humans, Luca Casarini est parmi les six accusés.

. Alessandro Garofalo

étant régulièrement critiquées dans la péninsule, l'accusation dont MHS fait l'objet est plutôt commune. Ces associations sont même parfois accusées de «collusion avec les trafiquants de migrants», notamment lors d'opérations de sauvetage sur des *small boats*.

Le procès de MHS est le premier du genre en Italie, les précédentes tentatives pour poursuivre en justice des membres d'équipage de navires portant assistance aux migrants ayant toutes avorté avant ou pendant les audiences préliminaires. Une première qui doit beaucoup au durcissement de la politique migratoire de Giorgia Meloni :

Documents sauvegardés

depuis son arrivée au pouvoir en 2022, le gouvernement d'extrême-droite de la Première ministre italienne a fait de la lutte contre l'immigration clandestine son cheval de bataille, s'efforçant d'endiguer l'arrivée sur le territoire de migrants franchissant la Méditerranée.

Cet article est paru dans Libération (site web)

https://www.liberation.fr/international/europe/italie-pour-la-premiere-fois-une-ong-secourant-des-migrants-sur-le-banc-des-accuses-20251021_SR4EYFI36REPLLAZGQAIZIQALE/

Documents sauvegardés



© 2025 Libération. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250814-LIF-0nk454wutfrbnrghsvx44v3h6oa

Nom de la source

Libération (site web)

Jeudi 14 août 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Libération (site web) • 657 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Italie : au moins 27 morts après le naufrage d'un bateau transportant des migrants au large de Lampedusa

LIBERATION, AFP

Un porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a annoncé ce mercredi 13 août la mort de plusieurs dizaines de migrants à quelques kilomètres de l'île italienne. Et beaucoup sont toujours portés disparus ce jeudi.

Une nouvelle catastrophe au large de l'île italienne de Lampedusa. Un naufrage a fait au moins 27 morts mercredi 13 août, d'après le chef du Haut Commissariat de l'ONU pour les réfugiés (HCR), Filippo Grandi. «*Profonde angoisse après le 95ème naufrage au large de Lampedusa, où le HCR assiste les survivants*», a-t-il écrit sur X. Parmi les corps de 23 des victimes inspectés pour être identifiés, les autorités ont dénombré 13 hommes, 7 femmes et trois mineurs, y compris une nouveau-née.

Le porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Flavio di Giacomo, a de son côté expliqué dans un message sur X qu'«*environ 95 personnes (sont) parties de Libye sur deux bateaux*». Elles auraient pris le large aux alentours de Tripoli aux premières heures du jour, selon un communiqué des Garde-côtes italiens. Après que «*l'un a pris l'eau*», les passagers «*ont grimpé sur l'autre qui a chaviré sous la surcharge*», a-t-il raconté.

Vers midi mercredi, l'un des petits bateaux à moitié submergé a été repéré par la Guardia di Finanza, l'équivalent de la police douanière, qui a donné l'alerte, selon les Garde-côtes. Ils ont ensuite envoyé un hélicoptère et un avion pour tenter de repérer d'autres éventuels survivants. L'agence européenne des garde-côtes est également mobilisée. Les recherches continuent et dureront au moins jusqu'à dimanche matin alors que plusieurs personnes sont encore portées disparus.

«95ème tragédie»

Plus tôt, la vice-directrice du centre d'accueil pour les migrants, dit «*hotspot*», à Lampedusa, avait indiqué que la majorité des survivants était éprouvés par le naufrage mais en bonne santé. Quatre d'entre eux ont été conduits dans un centre de soin pour être examinés. De son côté, le directeur du centre d'accueil pour migrants de l'île, Imad Dalil, a précisé ce jeudi que 58 rescapés, dont 21 mineurs, avaient passé «*une nuit tranquille*» dans le centre, tandis que deux autres ont été évacués par



Un bateau de fortune où ont embarqué des migrants, au coeur de la Méditerranée, le 24 juillet.

. Ana Beltran

hélicoptère en Sicile pour y être soignés. La majorité d'entre eux sont somaliens, et quelques-uns égyptiens.

Malgré les naufrages meurtriers, les embarcations continuent d'arriver : quatre autres ainsi été interceptées au large de Lampedusa dans la nuit de mercredi à jeudi. Le centre d'accueil abrite actuellement 240 migrants, selon son directeur Imad Dalil.

«*L'95ème tragédie survenue aujourd'hui en Méditerranée centrale, à 14 milles nautiques de Lampedusa, attriste profondément*», a commenté le ministre de l'Intérieur Matteo Pianted

Documents sauvegardés

dosi sur X. La Première ministre d'extrême droite Giorgia Meloni affirme de son côté une fois de plus *«l'engagement»* de son gouvernement à *«lutter contre ces trafiquants sans scrupule de la seule manière possible : empêcher les départs irréguliers, gérer les flux migratoires»*.

Son gouvernement a passé des accords avec des pays d'Afrique du Nord d'où embarquent la plupart des migrants, leur apportant des financements et des formations contre une aide pour lutter contre le départ d'embarcations vers l'Italie.

Les migrants qui tentent de rejoindre l'Italie par Lampedusa depuis l'Afrique du Nord font souvent la traversée dans des bateaux surchargés ou qui fuient, par la route maritime au centre de la Méditerranée, particulièrement dangereuse. D'après le HCR, *«675 personnes ont péri depuis le début de l'année en Méditerranée centrale»*. Le ministère italien de l'Intérieur, souligne que 38 263 migrants sont arrivés en Italie cette année par la voie maritime.

Mise à jour *jeudi 14 août à 21 h 10 avec davantage de détails sur les victimes.*

Cet article est paru dans Libération (site web)

https://www.liberation.fr/societe/immigration/au-moins-20-morts-dans-un-nauffrage-au-large-de-lampedusa-20250813_NK454WUTFRBNRGSHVX44V3H6OA/

Documents sauvegardés



© 2025 Libération. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250813-LIF-0nk454wutfrbnrgshvx44v3h6oa

Nom de la source

Libération (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Mercredi 13 août 2025

Libération (site web) • 612 mots

Italie : au moins 26 morts après le naufrage d'un bateau transportant des migrants au large de Lampedusa

LIBERATION, AFP

Un porte-parole du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés a annoncé ce mercredi 13 août la mort de plusieurs dizaines de migrants, à quelques kilomètres de l'île italienne. Beaucoup sont toujours portés disparus.

Une catastrophe au large de l'île italienne de Lampedusa. Un naufrage a fait plus d'une vingtaine de morts ce mercredi 13 août, avec encore une dizaine de disparus. D'après un porte-parole de la Croix-Rouge italienne, 22 personnes au moins ont perdu la vie, tandis qu'un communiqué des Garde-côtes parle d'«au moins 26» morts. «Profonde angoisse après le énième naufrage au large de Lampedusa, où le HRC assiste les survivants», a écrit sur X un porte-parole du Haut-Commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR), Filippo Ungaro, qui assure que beaucoup sont toujours portés disparus.

Le porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), Flavio di Giacomo, a de son côté expliqué dans un message sur X qu'«environ 95 personnes (sont) parties de Libye sur deux bateaux». Elles auraient pris le large aux alentours de Tripoli aux premières heures du jour, selon un communiqué des Garde-côtes italiens. Après que «l'un a pris l'eau», les passagers

«ont grimpé sur l'autre qui a chaviré sous la surcharge», a-t-il raconté, indiquant qu'il y a «60 survivants» et «environ 35» morts et disparus.

Vers midi, l'un des petits bateaux à moitié submergé a été repéré par la Guardia di Finanza, l'équivalent de la police douanière, qui a donné l'alerte, selon les Garde-côtes. Ils ont ensuite envoyé un hélicoptère et un avion pour tenter de repérer d'autres éventuels survivants. L'agence européenne des garde-côtes est également mobilisée. D'après l'agence de presse Ansa, les corps d'un bébé, de trois adolescents et de deux femmes font partie des premiers à avoir été ramenés à terre.

«Enième tragédie»

Parmi les rescapés, la Croix Rouge a dénombré 56 hommes et 4 femmes. Plus tôt, la vice-directrice du centre d'accueil pour les migrants, dit «hotspot», à Lampedusa, avait indiqué que la majorité des survivants était éprouvés par le naufrage mais en bonne santé. Quatre d'entre eux ont été conduits dans un



Un bateau de fortune où ont embarqué des migrants, au coeur de la Méditerranée, le 24 juillet.

. Ana Beltran

centre de soin pour être examinés.

«L'énième tragédie survenue aujourd'hui en Méditerranée centrale, à 14 milles nautiques de Lampedusa, attriste profondément», a commenté le ministre de l'Intérieur Matteo Piantedosi sur X. La Première ministre d'extrême droite Giorgia Meloni affirme de son côté une fois de plus «l'engagement» de son gouvernement à «lutter contre ces trafiquants sans scrupule de la seule manière possible : empêcher les départs irréguliers, gérer les flux migratoires».

Son gouvernement a passé des accords

Documents sauvegardés

avec des pays d'Afrique du Nord d'où embarquent la plupart des migrants, leur apportant des financements et des formations contre une aide pour lutter contre le départ d'embarcations vers l'Italie. Les migrants qui tentent de rejoindre l'Italie par Lampedusa depuis l'Afrique du Nord font souvent la traversée dans des bateaux surchargés ou qui fuient, par la route maritime au centre de la Méditerranée, particulièrement dangereuse. D'après le HCR, «675 personnes ont péri depuis le début de l'année en Méditerranée centrale». Le ministère italien de l'Intérieur, souligne que 38 263 migrants sont arrivés en Italie cette année par la voie maritime.

Mise à jour mercredi 13 août à 20 h 15 heures, avec le bilan d'au moins 26 morts et davantage de contexte.

Cet article est paru dans Libération (site web)

https://www.liberation.fr/societe/immigration/au-moins-20-morts-dans-un-nauffrage-au-large-de-lampedusa-20250813_NK454WUTFRBNRGSHVX44V3H6OA/

Documents sauvegardés



**Africanews (français)
(site web) - Africanews
(French)**

Copyright 2026 Euronews SA tous droits réservés

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20260218-LUOU-273298_58899467613

Nom de la source

Africanews (français) (site web) - Africanews (French)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Continentale

Provenance

Lyon, Auvergne-Rhône-Alpes, France

Wednesday, February 18, 2026

Africanews (français) (site web) - Africanews (French) • 1066 mots



Migration clandestine : de nombreux Égyptiens à la traversée de la Méditerranée

Ali Bamba

Copyright 2026 Euronews SA tous droits réservés

« Payez ou il mourra », ont déclaré les familles alors que de plus en plus d'Égyptiens risquent la traversée de la Méditerranée

Quelques semaines après que Hamdy Ibrahim ait quitté son village du delta du Nil en Égypte dans l'espoir d'atteindre l'Europe, le téléphone de son frère a sonné avec un message effrayant en provenance de Libye : payez maintenant ou le garçon mourra.

Un passeur était au bout du fil, exigeant 190 000 livres (4 000 dollars) pour garantir la place du jeune homme de 18 ans sur un bateau, dans le cadre d'un exode croissant qui a fait des Égyptiens, l'année dernière, le premier groupe africain et le deuxième groupe mondial de migrants irréguliers vers l'Europe.

« Je lui ai dit que nous n'en avons pas les moyens », a déclaré son frère Youssef à l'AFP depuis Kafr Abdallah Aziza, dans la province de Sharqiya, à une heure de route du Caire. « Mais il

nous a avertis : "Faites comme les autres familles. Sinon, il sera jeté à la mer" ».

Hamdy est parti en novembre avec une douzaine de ses camarades, disparaissant sans un mot après avoir contacté des passeurs en ligne. Rapidement, les appels ont afflué depuis la Libye. Les familles ont été informées que les hommes seraient « massacrés ou jetés dans les montagnes ou la mer » si elles ne payaient pas, a déclaré Abed Gouda, 55 ans, dont le frère Mohamed faisait partie du groupe.

Les parents désespérés ont emprunté beaucoup d'argent, vendu leur or et abandonné le peu qu'ils avaient pour sauver leurs fils. Mais quelques semaines plus tard, ils ont appris que le bateau qui transportait le groupe avait coulé près de l'île grecque de Crète. Dix-sept personnes sont mortes, dont six du village, et 15 sont toujours portées disparues, parmi lesquelles Hamdy et Mohamed.

Selon Frontex et l'ONU, plus de 17 000

Égyptiens ont rejoint l'Europe via la Méditerranée l'année dernière, tandis que 1 328 personnes de toutes nationalités sont mortes ou ont disparu sur la route migratoire la plus meurtrière au monde. Ces dernières années, l'effondrement de la monnaie et la flambée de l'inflation ont aggravé la pauvreté dans tout le pays, laissant une grande partie des plus de 50 millions d'Égyptiens de moins de 30 ans avec le sentiment qu'ils n'ont pas d'avenir chez eux.

À Kafr Abdallah Aziza, les pressions sont évidentes : des canaux d'irrigation fissurés tracent des lignes irrégulières à travers les routes non goudronnées, ne transportant qu'un filet d'eau vers les champs desséchés. Des femmes passent sur des charrettes tirées par des ânes, chargées de légumes, cahotant sur des nids-de-poule assez profonds pour coincer une roue. Des maisons en briques à moitié construites se dressent sur des terres autrefois fertiles, où les familles gagnent péniblement leur vie grâce à de petits commerces ou à des travaux jour-

Documents sauvegardés

naliers.

Lorsque l'AFP s'est rendue sur place, les proches des disparus s'étaient rassemblés dans la maison exiguë d'un ancien du village, montrant des groupes WhatsApp et Facebook remplis d'images floues, de listes non vérifiées et de rumeurs. - « Manque d'espoir » - « La moitié de nos jeunes envisagent désormais l'immigration clandestine », a déclaré Refaat Abdelsamad, 40 ans, pharmacien du village.

Depuis 2022, la livre égyptienne a perdu plus des deux tiers de sa valeur. Le prix du pain a triplé et le coût du carburant a quadruplé en deux ans. La même année, les Égyptiens figuraient déjà parmi les groupes les plus nombreux à tenter de migrer de manière irrégulière, l'ONU enregistrant plus de 21 000 arrivées.

« Le désespoir et la détérioration économique sont des facteurs majeurs », a déclaré à l'AFP Timothy Kaldas, directeur adjoint du Tahrir Institute for Middle East Policy. Il y a un « manque d'espoir que les choses s'améliorent ». Hamdy ne gagnait que 500 livres égyptiennes (10 dollars) par semaine en tant que plombier. Il est parti, selon son frère, parce qu'il « voulait simplement une vie meilleure ».

Après que l'Égypte a freiné les départs irréguliers depuis ses côtes en 2016, les routes se sont déplacées vers l'ouest, à travers la Libye, où les passeurs font traverser le désert aux migrants dans des minibus et des camionnettes, un voyage que Nour Khalil, de la Plateforme égyptienne pour les réfugiés, qualifie de « plus dangereux ».

Selon l'ONU, les Égyptiens s'appuient sur des « réseaux de passeurs bien établis » qui pratiquent des tarifs élevés, tan-

dis que les survivants font état de « déceptions arbitraires, tortures, viols, esclavage sexuel, famine et travail forcé », selon l'association française SOS Méditerranée. En 2024, l'UE a signé un accord de développement économique de 7,4 milliards d'euros avec Le Caire, en partie pour freiner la migration irrégulière.

Mais M. Kaldas estime que les contrôles aux frontières ne s'attaquent pas à la cause profonde du problème : « Les gens ont besoin de se sentir en sécurité chez eux. » Selon M. Khalil, la migration est devenue « un objectif très répandu » dans toute l'Égypte, même parmi les professionnels diplômés. « Ceux qui peuvent partir légalement le font. Ceux qui ne le peuvent pas sont poussés vers la migration irrégulière, même si le voyage comporte des risques extrêmes », a-t-il déclaré à l'AFP.

« Je le referais » À Kafr Moustafa Eftendi, les familles pleurent encore les dizaines de jeunes hommes qui sont morts ou ont disparu en 2023 lorsqu'un bateau de pêche rouillé transportant 750 migrants a chaviré au large de la Grèce. Il s'agit de l'un des naufrages les plus meurtriers de la Méditerranée, qui fait aujourd'hui l'objet de plusieurs procès pour négligence présumée des gardes-côtes.

Islam et El-Sayed, tous deux âgés de 18 ans à l'époque, étaient à bord après que leurs familles aient réuni 140 000 livres chacune, a déclaré leur cousin Abdallah Ghanem à l'AFP. « À l'époque, les gens prenaient le minibus pour la Libye aussi naturellement que s'ils se rendaient dans une autre ville d'Égypte. » Malgré leur chagrin, les optimistes s'accrochent aux exemples de réussite.

Hassan Darwish, ouvrier du bâtiment, a quitté Sharqiya en 2023, convaincu qu'il n'avait « aucun avenir » en Égypte.

Aujourd'hui âgé de 24 ans et vivant à Rome, il dit gagner environ 700 dollars par mois en attendant l'asile. « J'ai vu des horreurs », a-t-il déclaré à l'AFP par téléphone. « Mais je le referais. » Il subvient désormais aux besoins de sa mère et de son frère malade, ce qui « n'aurait jamais été possible en Égypte ».



Nice, plus durable et plus haut de gamme

Haut lieu du tourisme d'affaires de la Côte d'Azur, la ville réinvente ses équipements, accueille des hôtels toujours plus chics et accompagne les professionnels dans la redéfinition de leurs offres, pour répondre aux nouvelles tendances.



Inauguré en avril, le centre des congrès OcéaNice a été conçu de manière écoresponsable, avec 94 % d'équipements recyclables et des matériaux préfabriqués français.

On se bouscule, en ce 9 juin, sur les quais du port Lympia. Pas pour embarquer sur un ferry vers la Corse, mais pour assister à la troisième Conférence des Nations unies sur l'Océan. Pour accueillir les milliers de participants, Nice y a aménagé un nouveau centre des congrès, en seulement quelques mois. Baptisé OcéaNice, ce site éphémère devrait rester en place jusqu'aux jeux Olympiques d'hiver des Alpes françaises en 2030, pour lesquels la ville accueillera les sports de glace et la cérémonie de

Rédaction en chef :
Caroline Brun
(Agence
Forum News)

Rédaction :
**Thierry
Beaurepère**

clôture. Avec ses 4000 mètres carrés d'espaces modulables (jusqu'à 2500 personnes), pour des réunions professionnelles, et son rooftop de 1400 mètres carrés, pour des cocktails et soirées de gala (800 personnes), OcéaNice vient à point pour affirmer la stratégie de la ville en matière de tourisme d'affaires et rassurer des professionnels parfois déboussolés par la démolition, en 2023, du palais des congrès Acropolis. Et finalement, un nouveau parc des expositions et des congrès devrait sortir de terre dans le quartier du Grand-Arénas, près de l'aéroport (en 2029, au mieux). « *Aujourd'hui, le déve-*

loppement d'une offre écoresponsable n'est plus une option, mais plus que jamais une priorité, explique-t-on au bureau des congrès rattaché à l'office de tourisme Nice Côte d'Azur. L'offre congrès vit à Nice une réelle remise à plat, avec comme feuille de route le développement durable et l'adaptation à la nouvelle demande en matière de réunions. »

La capitale de la Côte d'Azur peut également s'appuyer sur son parc hôtelier pour séduire les organisateurs d'événements plus modestes, séminaires ou incentives de quelques dizaines à plusieurs centaines de personnes ; avec pour leit-motiv un élargissement et une montée en gamme de l'offre. Entre 2020 et 2025, 3000 chambres nouvelles se sont ajoutées au parc existant, ma-



Aux portes de la gare, l'hôtel DoubleTree by Hilton se démarque par une architecture audacieuse et un restaurant s'ouvrant sur une terrasse ensoleillée.

Le Victoria, dernier né des hôtels 5 étoiles niçois, ouvert depuis novembre 2024, réinvente le luxe sur la Riviera avec son rooftop enchanteur.

généralement en établissements 4 ou 5 étoiles. Après l'installation de plusieurs chaînes internationales (Sheraton, Radisson, Crowne Plaza et récemment l'enseigne *trendy* Moxy du groupe Marriott) dans les quartiers de l'aéroport et du Grand-Aréas, le cœur de ville est animé par de multiples nouveautés. Avec pour point d'orgue les deux ouvertures récentes d'hôtels 5 étoiles susceptibles d'accueillir des événements chics et feutrés. Derrière une façade Belle Epoque, l'Anantara mêle élégance d'antan et luxe contemporain (152 chambres, spa, rooftop, salles de réunion jusqu'à 250 personnes). Il a été rejoint fin 2024 par l'hôtel Victoria (Maison Albar), à deux pas de là, établissement raffiné de 132 chambres aux notes Art déco, avec salles pour les séminaires, spa et toit-terrasse équipé d'une piscine.

Autre joyau, le Couvent de la Visitation (88 chambres) a pris possession d'un couvent du Vieux-Nice datant du XVII^e siècle, pour des réunions discrètes et inspirées. Avec ce nouveau 5-étoiles, Nice dispose désormais de six établissements de ce niveau de qualité. En version plus abordable mais branchée, Mama Shelter (102 chambres) a posé ses valises dans le quartier de Riquier, et DoubleTree (Hilton) a jeté son dévolu sur le bâtiment moderne Iconic, imaginé par l'architecte Daniel Libeskind, tout près de la gare (105 chambres). En projets : le Village Garibaldi, annoncé en 2027, dans le quartier du port et, surtout,



Maxime Dobremel

EN CHIFFRES
300 hôtels
et résidences et 15 400 chambres
pour la métropole Nice Côte d'Azur.
14,8 millions de passagers à l'aéroport de Nice en 2024 (+3,5%/2023).

SOURCES : OFFICE DE TOURISME, AÉROPORT.

un hôtel de 358 chambres (qui devindra le plus gros de la ville) sur le site de l'ancienne halle de la Buffa. Il sera exploité sous l'enseigne lifestyle The Cloud One, du groupe Motel One, racheté en juin par le fonds d'investissement français PAI Partners. Cette offre renouvelée oblige les adresses historiques de Nice à se réinventer. Ainsi le mythique Negresco vient de se doter d'un nouveau spa et d'une suite de 400 mètres carrés au sixième étage, avec l'objectif d'obtenir la classification palace d'ici à 2027, et l'hôtel La Pérouse a bénéficié d'une rénovation totale dans un esprit Riviera chic.



Sh

Devenue entreprise à mission en 2023, l'agence We Acteam organise chaque année 300 événements écoresponsables, comme des régates en voilier.

Des lieux de réunion inspirants

Les entreprises sont de plus en plus nombreuses à choisir des lieux atypiques pour valoriser leurs réunions et marquer les esprits des participants : **le musée Masséna** (dans une villa Belle Epoque) et **le musée Chagall**, pour inscrire un événement dans la culture ; **la villa moderniste Arson**, qui accueille les étudiants de l'école nationale d'art ; et **le château néogothique de Valrose**, siège de l'université de Nice-Sophia-Antipolis, pour une ambiance arty et décalée. En version chic, deux adresses d'exception accueillent des événements glamour, aux portes de Nice. Sur la presqu'île du Cap-Ferrat, l'architecture mi-vénitienne, mi-mauresque de **la villa d'Ephrussi de Rothschild**, enfouie dans un jardin tropical exubérant, éblouit. Et à Beaulieu-sur-Mer, **la villa Kérylos**, à l'inspiration grecque, vient de bénéficier d'une rénovation.

En complément, pour répondre aux nouvelles attentes des organisateurs tout en s'inscrivant dans la politique durable de la ville, l'office de tourisme a lancé un plan d'aide à la labellisation Clé verte pour les hébergeurs. Et il encourage les professionnels à avoir des propositions mettant en scène les cultures locales : rallye dans l'arrière-pays ponctué de pauses culturelles (arrêt parfumé chez Fragonard, à Grasse ou Eze, dégustation d'huile d'olive à Opio...), régates en voilier, atelier de cuisine nissarde, partie de pétanque dans les jardins des Arènes-de-Cimiez ou dégustation de vins de Bellet dans le château de Crémat, sur les hauteurs de Nice. L'agence We Acteam, qui organise réunions, soirées et *team buildings*, symbolise cette révolution, avec une politique affirmée : choix de prestataires locaux et vertueux, compensation carbone des événements, recyclage, surplus donnés à des associations, bannissement des papiers et plastiques et activités adaptées (comme le ramassage des déchets en paddle!), pour des moments fédérateurs, responsables et utiles. ■

Documents sauvegardés



© 2025 Courrier international. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news:20250602:ILW:eddccoco*c20250602*c7944e8383f0da2ce462f7025f0183f58825457d

Nom de la source

Courrier International (site web)

Lundi 2 juin 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Courrier International (site web) • 1940 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Le tourisme en Algérie pourra-t-il rester authentique et durable ?

Économie.
Le tourisme en Algérie pourra-t-il rester authentique et durable ?

Le site d'information "Twala" a rencontré plusieurs acteurs du tourisme en Algérie. Si le secteur est moins développé que chez ses voisins du Maghreb, l'activité y est de plus en plus dynamique. Reste à savoir si le pays pourra résister aux sirènes du tourisme de masse et préserver sa singularité.

Située dans un joli immeuble haussmannien, en face de la Grande Poste, Dar Kahina vient allonger le petit annuaire des maisons d'hôtes à Alger. L'hôte, c'est Kahina, comme l'indique le nom de la maison. Après de nombreuses années passées en France, Kahina a décidé de ramener son expertise de trente-cinq ans dans le domaine du tourisme et de rentrer au pays. Pour ce faire, elle a eu la folle idée de louer un appartement et de le réaménager complètement en maison d'hôtes.

"Tout le monde m'a prise pour une folle. C'est un appartement qui servait de bureaux. Il était presque à l'abandon puisqu'il n'était pas habité. J'ai tout refait : la peinture, l'électricité, la plomberie. J'ai fait des amé-

nagements en installant des salles de bains, j'ai fait des séparations pour créer des chambres supplémentaires. Aujourd'hui, il y a six chambres, y compris la mienne. Je suis sur place pour recevoir, parce que c'est le principe même d'une maison d'hôtes", raconte Kahina à Twala.

Kahina détient une agence de voyages en France. Elle programme les voyages de ses clients avant de les accueillir chez elle à Alger.

"Le projet d'une maison d'hôtes me trotte dans la tête depuis un moment. Au début, je ne pensais pas forcément à l'Algérie, mais après je me suis dit : pourquoi ailleurs alors que je commençais à ramener des touristes en Algérie ? Pourquoi ne pas ramener tout ce que j'ai appris pendant trente-cinq ans à mon pays ? Nous avons aussi un très beau pays et de quoi faire de belles choses", ajoute-t-elle.

Créer un écosystème vertueux

Quand on rentre à la maison Kahina, on ouvre une porte vers l'artisanat algérien. De la tapisserie aux assiettes de cuivre, l'appartement est entièrement décoré par des créations algériennes.

"Je ne propose pas juste une maison d'hôtes, mais une expérience dans son entièreté. Je n'ai travaillé qu'avec des artisans, justement pour pouvoir dire : quand vous allez à Tipaza, vous pouvez passer par Bouharoun et y acheter des souvenirs", raconte-t-elle, enthousiaste.

"C'est aussi faire travailler les gens avec qui j'ai travaillé. Il faut créer un écosystème où tout le monde s'entraide. Même le petit déjeuner que je propose a une touche algérienne, il est fait maison. C'est ma belle-sœur qui prépare tout."

Pour Kahina, l'artisanat est un point focal pour faire évoluer le tourisme en Algérie et surtout le rentabiliser. Mais malgré les avancées réalisées, l'entrepreneuse pointe un retard qui reste à rattraper.

"Si je compare avec les autres pays, nous sommes encore loin. Par exemple, j'ai emmené des touristes chez un artisan de cuivre à la place des Martyrs, ils voulaient acheter plein de choses, mais l'absence de réseaux de distribution les a dissuadés. Ils m'ont dit : comment allons-nous faire avec nos bagages et de grandes assiettes de cuivre ? Ce sont plein de petites choses qu'il va falloir réfléchir à

Documents sauvegardés

développer”, ajoute-t-elle.

Selon la directrice générale de l’Office national du tourisme (Onat), Saliha Nacer Bey, 3 547 000 touristes – 2 454 000 étrangers et 1 093 000 Algériens résidant à l’étranger – ont visité l’Algérie en 2024. Intervenant dans le courant de ce mois d’avril sur les ondes de la radio Chaîne I, la directrice de l’Onat a communiqué un premier bilan du premier trimestre de la saison saharienne 2024-2025. Le Sahara a accueilli un total de 186 000 visiteurs, dont 22 700 étrangers.

En 2022, l’Algérie a établi le visa à l’arrivée pour les touristes désirant visiter le sud du pays. Les personnes intéressées doivent s’orienter vers une agence de voyages agréée en Algérie et inclure au moins une ville du Sud algérien dans leur demande. Les personnes souhaitant visiter le nord du pays doivent passer par la procédure ordinaire pour le visa.

“Avant, la moitié du groupe ratait le voyage à cause des visas. Aujourd’hui, les délais de traitement des demandes via les directions du tourisme oscillent entre douze et quinze jours, mais il vaut mieux s’y prendre trente jours à l’avance”, explique Hocine Saidani, cofondateur de l’agence de voyages Benakli, à Twala. Les procédures de visas à l’arrivée ne concernent que le Sud algérien mais peuvent toutefois inclure une région du nord du pays.

“C’est cher pour un Algérien”

Actif dans le domaine du tourisme depuis 2012, Hocine dit remarquer des changements, notamment pour le désert, pour lequel il offre un plus large bouquet de services. **“Cela a changé depuis. Je remarque qu’il y a beaucoup plus**

d’agences de voyages, et donc forcément beaucoup plus d’arrivées”, témoigne-t-il.

Malgré ces progrès, Hocine Saidani pointe des lacunes à parfaire, le développement du parc hôtelier notamment, surtout pour le nord du pays. Un développement qui doit s’accompagner par une révision des prix. Selon la Fédération nationale de l’hôtellerie et du tourisme, l’Algérie comptait à fin 2023 1 600 hôtels avec une capacité de 148 280 lits.

“Au Sahara, certaines villes sont petites et il vaut mieux les garder telles quelles. Mais, au Nord, il y a un manque d’infrastructures. C’est vrai que les touristes viennent pour le Sud, mais le Nord commence à attirer des étrangers”, plaide Hocine.

Au-delà de la cartographie hôtelière qui est à revoir, Hocine appelle à une révision des tarifs, notamment en faveur du citoyen algérien souhaitant découvrir son pays. **“L’Algérie reste chère aussi pour l’Algérien. Si on veut aller à Taghit pour un week-end, il faut compter environ 12 000 dinars [80 euros] la nuitée, et c’est cher pour un Algérien, sans compter la restauration et le billet d’avion. Djanet, c’est entre 80 000 et 90 000 dinars [entre 530 et 600 euros]. L’Algérien reste intéressé mais on ne l’encourage pas”,** regrette-t-il.

“Vous voulez qu’ils disent qu’ils n’ont pas été rassasiés ?”

Kahina dit déceler une satisfaction sur les visages de ses clients après leur retour de chaque sortie. Toutefois, certaines choses doivent changer. **“L’hygiène et la propreté des rues sont à revoir ainsi que la prestation de ser-**

vices dans certains hôtels, même dans les hôtels étatiques. Alger, par exemple, regorge de petits hôtels de charme qui pourraient être des pépites. Mais ils n’investissent pas parce qu’ils remplissent déjà comme ça”, regrette Kahina.

La seule chose que Kahina espère ne jamais voir changer, c’est bien l’esprit d’accueil chez les Algériens. **“Nous sommes uniques. Certes, il y a des choses à améliorer comme partout ailleurs, mais il y a ces valeurs de base qui sont hyper importantes. Vous montez dans un taxi, si vous n’avez pas de quoi payer, il vous dit : ce n’est pas grave, ne payez pas. Quand je ramène des touristes étrangers, ils sont toujours super bien accueillis. Même eux s’étonnent”,** dit-elle, pleine d’espoir.

C’est toutefois une générosité qui devrait être revue à la baisse. Elle explique : **“Un point négatif revient souvent, ce sont les quantités de nourriture. Cela peut paraître absurde, mais les quantités sont énormes, et cela incite au gaspillage. On a beau leur dire, mais ils répondent : comment ça ? Vous voulez qu’ils disent qu’ils sont venus en Algérie et qu’ils n’ont pas été rassasiés ?”**

Des sites désertiques, des balades tranquilles, ce sont ces critères qui attirent les touristes étrangers qui fuient de plus en plus le [tourisme de masse](#).

“Nous n’avons pas aujourd’hui les ressorts d’un pays en mesure de faire du tourisme de masse et heureusement, parce que cela pourrait pourrir le pays.”

Elle ajoute : **“Le tourisme de masse vous change les mentalités, vous change beaucoup de choses. Mais**

Documents sauvegardés

nous avons des sites, entre autres choses.”

Hocine est du même avis : “Nous n’avons pas les infrastructures nécessaires pour le supporter. Mais au-delà de cela, moi je fais beaucoup Djanet et je n’aimerais pas avoir un tourisme de masse là-bas. On y [vit] tranquille, on croise un groupe de temps en temps [tous les] deux jours. Croiser des gens tous les jours, cela ne sera pas le même trip. Cela deviendra comme Pétra en Jordanie ou comme en Tunisie. C’est justement cette expérience d’isolement qui intéresse le touriste.”

“Ils étaient où, les Algériens ?”

Amal Houas est guide touristique. Elle propose et organise des voyages pour Alger, Tipaza et les villages kabyles. La guide considère l’Algérie comme un musée à ciel ouvert où chaque parcelle détient un détail.

“À Alger, je propose des visites pour la casbah, mais aussi pour les monuments, les jardins et les ruelles qui ont des histoires à raconter avec leurs différents styles architecturaux. Je fais aussi en sorte d’inclure les libraires dans mon circuit et de les raconter. À Tipaza, ce sont les ruines romaines et en Kabylie, ce sont les villages, le contact avec la nature, etc.”, déclare Amal Houas à Twala.

Enfant, Amal rêvait de devenir archéologue. Si la vie l’a dirigée vers une autre spécialité, elle a inconsciemment retrouvé le chemin qui la passionne en 2020. [À l’époque], elle tombe sur les tableaux des frères Racim au musée des Beaux-Arts et l’un l’attire particulièrement : celui du quartier de Sidi Mohamed Chérif.

La jeune femme part à la recherche de ce quartier et fait appel à un guide. “Durant toute la visite, le guide n’arrêtait pas de dire que la casbah était ottomane, et que toutes les constructions avaient été faites par des Turcs, ce qui m’a interpellée et poussée à poser la question : ils étaient où, les Algériens ? J’ai fait mes recherches, et aujourd’hui, au début de chaque visite, je corrige cette fausse croyance qui est ancrée chez 90 % des visiteurs”, s’indigne-t-elle.

Amal Houas s’implique à 100 %. Elle a suivi une formation dans le tourisme dans une école privée, avant de s’inscrire dans une formation au Centre national de la formation et de l’enseignement professionnel à distance. Aujourd’hui, Amal travaille dans un laboratoire d’analyses médicales le matin et consacre ses après-midi et ses week-ends à ces visites guidées qu’elle propose en darija [l’arabe dialectal], en arabe classique, en français et en kabyle.

“Depuis mes débuts dans ce domaine, j’ai remarqué un grand engouement de la part des touristes. Les Algériens commencent à s’habituer à leur présence, je vois un changement de comportement”, témoigne Amal. Et d’ajouter :

“Au début, les habitants de la casbah empêchaient même la prise de photos par certains touristes. Aujourd’hui, ils rejoignent cette tendance en créant de petits commerces.”

Amal Houas appelle la population à se joindre aux efforts. “J’ai moi-même organisé, en collaboration avec la wilaya [subdivision administrative équivalente à la région], une opération de nettoyage et de décoration au niveau

de la casbah d’Alger, mais le lieu a retrouvé son état initial au bout de quelques heures seulement. Les gens doivent aussi faire un effort de préservation, en commençant par les déchets, qui devraient être jetés dans les corbeilles et non pas par terre.”

Cet article est paru dans **Courrier International** (site web)

https://www.courrierinternational.com/article/economie-le-tourisme-en-algerie-pourra-t-il-rester-authentique-et-durable_231059

EDF conforte sa présence dans le nucléaire au Royaume-Uni

Elsa Bembaron

Le groupe vient d'acter une participation de 1,1 milliard de livres dans Sizewell C.

L'entente cordiale figure au programme de la visite d'Emmanuel Macron au Royaume-Uni, les partenariats industriels aussi. Le conseil d'administration d'EDF a validé ce mardi matin un investissement de 1,1 milliard de livres sterling (1,27 milliard d'euros) dans le programme Sizewell C, portant sur la construction d'une deuxième paire d'EPR outre-Manche. EDF détiendra 12,5% du capital de Sizewell C, actant « son implication financière en sus de l'opérationnelle dans le projet », commente l'Élysée.

Cette participation présente aussi l'avantage pour EDF de lui permettre de continuer de développer des EPR, pour une exposition financière limitée. En effet, le groupe public ne sera pas exposé aux éventuels surcoûts qui seront pris en charge par le gouvernement britannique. Un point crucial, alors que les chantiers de construction d'EPR européens ont tous coûté plus cher que prévu. Il reste toutefois à boucler le tour de table du projet Sizewell C, même si des étapes structurantes ont déjà été franchies. Début juin, le gouvernement britannique s'est engagé à apporter 14,5 milliards de livres au projet. S'ajoute la part d'EDF. Mais l'enveloppe totale devrait être comprise entre 20 et 30 milliards de livres. La décision finale d'investissement est attendue en fin d'année, une fois le financement bouclé. Le calendrier du chantier n'a, lui, pas encore été dévoilé.

EDF avance en terrain connu. Il gère déjà les cinq centrales nucléaires britanniques encore opérationnelles, assurant environ 15% de la production d'électricité du pays. Or Londres voudrait porter cette part à 25% en 2050. Une gageure avec un parc vieillissant. Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement britannique n'a pas d'autre solution que de s'équiper de nouveaux réacteurs. Le programme est déjà lancé. EDF construit une première paire d'EPR à Hinkley Point C (HPC), dont il sera aussi l'exploitant.

Certes, ce chantier n'a rien d'un long fleuve tranquille. Le premier des deux réacteurs aurait dû entrer en fonction cette année. En 2024, EDF a dû annoncer que HPC démarrera en 2029 au plus tôt, et en 2031 dans le pire des cas. Côté budget aussi, c'est le

grand dérapage : la facture est passée de 18 à 46 milliards de livres sterling (hors inflation). « Les causes de ces retards sont connues et les enseignements ont été tirés », rassure-t-on dans l'entourage présidentiel. Le Covid a fait perdre un temps précieux au chantier ; le Brexit aussi, qui avait notamment entraîné de nombreux problèmes de visas pour les travailleurs du chantier, et d'approvisionnement. Problèmes qui ne devraient se reproduire, promettent Londres et Paris.

Il a aussi fallu reconstruire une filière industrielle, reformer des salariés aux exigences du nucléaire... Autant d'éléments qui bénéficieront à Sizewell C. En outre, ce programme ne partira pas d'une page blanche, bien au contraire. Ses EPR bénéficieront du même design qu'à HPC, avec la même capacité, 1600 mégawatts par réacteur. Des adaptations à marge seront sans doute réalisées, pour répondre à la topologie des lieux, ou à de nouvelles exigences de sûreté, mais rien de structurant.

« Ce projet offre de la visibilité et assure une charge de travail pour les équipes d'EDF sur les programmes EPR et EPR 2. Nos deux pays vont être partenaires pour un siècle dans le domaine du nucléaire »

La présidence de la République

La standardisation et l'industrialisation des procédés de construction commencent à prendre forme et avec elles, les économies tant attendues par EDF. Bernard Fontana, le PDG du groupe français, a déjà souligné à plusieurs reprises que le second EPR de Hinkley Point coûterait 30% de moins que le premier.

Autre sujet de satisfaction pour le groupe, trois de ses filiales seront des « fournisseurs clés » du projet Sizewell C : Edvance, l'architecte de l'îlot nucléaire des réacteurs de type EPR, Framatome, notamment pour les cuves et chaudières, et Arabelle pour les turbines. Au-delà, toute la chaîne d'approvisionnement du nucléaire devrait en bénéficier. « Cela offre de la visibilité



Les travaux préparatoires du chantier de construction des deux EPR de Sizewell C, à Suffolk, dans l'est de l'Angleterre.

CHRIS RADURU/REUTERS

et assure une charge de travail pour les équipes d'EDF sur les programmes EPR et EPR 2», souligne-t-on à l'Élysée, saluant « la confiance renouvelée de Londres pour la technologie EPR, après les deux de Hinkley Point. Nos deux pays vont être partenaires pour un siècle dans le domaine du nucléaire ».

En effet, l'activité d'EDF en Grande-Bretagne est intimement liée au programme du nouveau nucléaire français. Construire ces réacteurs outre-Manche est essentiel pour toute la filière industrielle européenne, lui assurant une activité et permettant un maintien des compétences. Pour abaisser les coûts de production de ses EPR 2, EDF avait estimé qu'il lui faudrait atteindre un rythme de croisière de 1,5 à 2 réacteurs par an, export compris.

Le défi reste de taille. Si les Anglais ont voté français, ce n'est pas le cas des Tchèque, qui ont choisi le coréen KHNP pour la construction de leur prochaine centrale. La concurrence fait rage entre les différents acteurs, alors qu'un nombre croissant de pays relancent leur programme nucléaire, à la fois pour assurer leur souveraineté énergétique, pour répondre à une nouvelle demande d'électricité et pour décarboner leur mix énergétique. Dans ce domaine, la Chine est le pays qui avance le plus rapidement. À la tête du deuxième parc nucléaire (56 réacteurs) après la France (57), l'empire du Milieu devrait rapidement passer en tête. Fin avril, Pékin a donné son feu vert pour la construction de dix réacteurs supplémentaires, alors que trente sont déjà en construction dans le pays, la plupart en technologie Hualong One (la technologie chinoise pour les réacteurs). La Chine dispose de ressources – notamment humaines – bien supérieures à celles des Européens pour relever un défi de cette ampleur. ■

Tourisme : la Tunisie veut monter en gamme

Maryline Dumas

Le pays est connu pour son tourisme de masse. Mais aujourd'hui les autorités souhaitent diversifier l'offre.

Du haut de la colline rocaillieuse d'el-Monchar, qui surplombe Hammamet, devant sa villa entourée d'un terrain de 7 hectares où paissent des poneys et un alpagas, Sofien Grira représente l'avenir du tourisme tunisien. Ou, du moins, le nouvel objectif du gouvernement. À la fin du Covid, le pays a profité du retour des visiteurs étrangers. Mais si la Tunisie compte accueillir plus de 11 millions de touristes cette année et battre son record de 2024 (10,3 millions), elle espère surtout se construire une nouvelle image : celle d'un pays qui propose des séjours haut de gamme, loin des hôtels « all inclusive » (« tout compris ») et du tourisme de masse qui ont fait sa réputation. L'enjeu est important, le tourisme représentant environ 14% du PIB tunisien.

« Il y a un fort potentiel. La Tunisie n'a rien à envier à la Grèce », assure le gérant de cette villa proche de la station balnéaire la plus connue du pays. Baptiste Apolonya, la maison comprend neuf suites et un service de conciergerie à la carte. À 4900 dinars tunisiens (1430 euros) la nuit en très haute saison pour l'ensemble de la villa avec deux piscines, un terrain de pétanque, une salle de sport, un club enfant et une salle de cinéma, le prix restent attractifs pour ce lieu d'exception. L'établissement, ouvert en juin, est d'ailleurs complet jusqu'à fin septembre. « La villa est magnifique, se réjouit un touriste américain arrivé début juillet. La vue est splendide. Nous sommes un groupe d'amis, nous ne voulions pas être dans un lieu impersonnel. Ici, c'est un cocoon. »

Attirer les grands de ce monde

À quelques kilomètres de là, à Nabeul, Donia Maamouri accueille régulièrement une vingtaine de touristes au Dar el-Gaïed. Le bâtiment et son jardin aux allures de bulle de fraîcheur en plein été est l'une des quelque 300 maisons d'hôte déclarées en Tunisie. En réalité, les autorités estiment qu'elles sont plus de 2000. Mais la plupart n'ont pas réalisé les démarches officielles, jugées trop lourdes. Le gouvernement s'approprie donc à mettre en place un cahier des charges plus « souple » pour inclure toutes ces structures parallèles et développer ce type de tourisme en attirant les investisseurs. « Il faut également faire un travail de communication envers les touristes », estime Donia Maamouri. La Tunisie est unique. Nous sommes à trente-cinq minutes de l'Europe (Palerme, NDLR), nous avons un climat d'exception toute l'année et nous avons une culture bien à nous, qu'il s'agisse de l'artisanat, de l'histoire ou de la cuisine. »

L'offre plus haut de gamme se développe aussi en ville, à l'instar de ce qui s'est produit au Maroc. Au centre de la

médina de Tunis, l'établissement Dar el-Jeld a une longue expérience sur ce segment grâce à un premier restaurant ouvert en 1989, un hôtel avec spa actif depuis 2018 et l'apparthôtel Dar Ben Turkia inauguré il y a deux mois. C'est Ezzedine Abdelkefi qui est à la tête de cette PME familiale. Avec 84,3% d'occupation à l'année et 186 employés, l'entreprise se porte bien. « Nous offrons une immersion authentique dans la médina de Tunis, mêlant héritage historique et confort contemporain. Notre promesse, en tant qu'acteur engagé dans la revitalisation du quartier historique, est de faire vivre à chaque visiteur une expérience qu'il racontera à son retour à ses proches ou à ses collègues », explique Ezzedine Abdelkefi. La marque de fabrication de Dar el-Jeld, c'est la réhabilitation au plus proche de l'histoire des bâtiments, tout en proposant des prestations haut de gamme : suites spacieuses, salles de bains en marbre, climatisation, mosaïques d'époque et hauteurs sous plafond spectaculaires. « Pour un prix moyen de 219 euros la nuit, nous proposons une expérience unique », précise le directeur général. Un lieu qui séduit hommes d'affaires, nomades digitaux et touristes de toutes nationalités. Le Dar el-Jeld a d'ailleurs accueilli Monica Bellucci, Emmanuel Macron ou Marpessa Heninink, égypte de Dolce & Gabbana. Quant à son toit-terrasse, il séduit aujourd'hui étrangers et Tunisiens, ravivés de (re)découvrir la médina.

Attirer les grands de ce monde, c'est l'objectif du ministère du Tourisme. Ces derniers mois, un ancien footballeur international français, des influenceurs du monde arabe, mais aussi deux ministres, britannique et canadien, sont venus profiter du soleil tunisien en toute discrétion, à leur demande. Trois jets d'une compagnie privée américaine avec 55 personnes à leur bord ont également fait escale à Tunis ces derniers mois. « Quand ils visitent la médina, c'est la fête pour les commerçants, car ces personnes-là ne regardent pas à la dépense », se réjouit un organisateur. « Le tourisme de luxe est une priorité pour nous, explique une source au sein du ministère du Tourisme. Nous avons suivi la tendance mondiale avec le tourisme "all inclusive". Cela fonctionne, mais les touristes, bien souvent, ne sont pas de leur hôtel pendant une semaine. Le tourisme haut de gamme est plus rentable pour le pays. » Chaque jeudi, à l'arrivée des bateaux de croisière, les commerçants de la zone sous douane du port de la Goulette, près de Tunis, s'en rendent compte. « Les passagers des bateaux plus haut de gamme dépensent généralement deux fois plus qu'un bateau de croisière plus simple, alors qu'ils sont deux fois moins nombreux », juge Mahmoud, un marchand d'écharpes en soie. ■

LA SÉANCE DU MARDI 8 JUILLET

LE CAC						LE CAC							
JOUR	VAR	-HAUT JOUR	-BAS JOUR	%CAP JOUR	SI/12	JOUR	VAR	-HAUT JOUR	-BAS JOUR	%CAP JOUR	SI/12		
ACCOR	47,01	+0,19	47,15	46,73	0,237	-0,06	LEGRAND	112,7	-0,04	113,2	112,1	0,147	+9,84
AIR LIQUIDE	175	-0,23	175,64	173,86	0,109	-11,52	LMVH	482,65	+1,54	484,9	472,85	0,083	24,05
AIRBUS	178,92	-0,93	179,28	176,86	0,108	+5,6	MICHELIN	317	+0,6	318	313	0,21	-0,31
AIRCORP/MITTAL SA	28,1	+3,7	28,1	27,39	0,196	+25,28	ORANGE	13,055	+0,2	13,092	12,99	0,164	35,59
AXA	41,45	-0,19	41,65	41,27	0,152	+0,78	PERNOD-RICARD	92,22	+3,2	92,6	90,1	0,259	35,39
BNP PARIBAS ACTA	76,41	-0,62	76,43	75,48	0,181	-29,03	PUBLICIS GROUPE SA	90,5	+0,33	90,76	89,78	0,246	11,4
BOUYGUES	38,84	-0,51	39,39	38,72	0,188	+36,09	RENAULT	40,53	+0,15	40,63	39,62	0,218	13,86
BUREAU VERITAS	28,02	-0,36	28,12	27,66	0,168	-4,5	SAFRAN	275	+0,11	277,7	275	0,139	29,66
CAPEMINI	143,05	+4,3	143,1	137,15	0,435	-9,55	SAINT GOBAIN	98,56	+0,37	98,72	97,2	0,232	15,01
CARREFOUR	12,305	-0,28	12,395	12,265	0,428	-10,38	SANOFI	83,33	-1,08	83,33	81,72	0,14	-11,11
CREDIT AGRICOLE	16,02	+0,5	16,05	15,865	0,118	+0,54	SCHNEIDER ELECTRIC	224,05	+0,04	224,4	223,15	0,126	6,99
DANONE	61,58	-0,79	61,3	61,34	0,234	-3,78	SOCIETE GENERALE	49,99	+0,06	50,36	49,27	0,262	84,06
DASSAULT SYSTEMES	315,5	-0,8	315,5	309,8	0,12	+5,82	STELLANTIS NV	8,636	+0,72	8,702	8,357	0,101	30,17
ENERED	26,93	+0,22	27,03	26,55	0,259	-15,18	STMICROELECTRONICS	27,72	+1,65	27,95	26,975	0,27	14,19
ENGIE	19,66	-0,38	19,89	19,575	0,181	-28,41	TELEPERFORMANCE	87,58	+3,57	88,04	84,78	0,622	+5,37
ESSILORLUXOTTICA	239,4	-1,06	240,2	235,9	0,085	+1,61	THALES	246,2	-0,89	248,4	245	0,123	17,57
EUROFINS SCNT	59,68	-1	60,24	58,9	0,153	+10,13	TOTALENERGIES	52,84	+2,03	52,9	51,66	0,17	-0,99
HERNIES NTL	2404	-0,17	2404	2362	0,046	+3,53	UNIBAL-RODAMCO-WE	80,14	+0,2	80,32	79,34	0,183	10,2
KERING	198	+133	200,1	194,6	0,181	-16,89	VEOLIA ENVIRONN	29,96	-1,8	30,64	29,94	0,238	10,51
L'OREAL	374	+0,34	374	367,15	0,051	+9,4	VINCI	125	-0,24	126	124,45	0,152	25,33

LES DEVICES

		1,7925	AUD
AUSTRALIE	DOLLAR AUSTRALIEN	1,7925	AUD
CANADA	DOLLAR CANADIEN	1,6006	CAD
GDE BRETAGNE	LIVRE STERLING	0,8632	GBP
HONG KONG	DOLLAR DE HONG KONG	1,1986	HKD
JAPON	YEN	177	JPY
SUISSE	FRANC SUISSE	0,9351	CHF
ETATS-UNIS	DOLLAR	1,1718	USD
TUNISIE	DINAR TUNISIEN	3,399	TND
MAROC	DHIRM	11,923	MAD
TURQUIE	NOUVELLE LIVRE TURQUE	46,8994	TRY
EYPTE	LIVRE EGYPTIENNE	58,29	EGP
CHINE	YUAN	7,2466	CNY
INDE	ROUPIE	100,3895	INR
ALGERIE	DINAR ALGERIEN	151,99	DZD

L'OR

		90 455,9€	+12,26%
Lingot 1KG		90 455,9€	+12,26%
Lingot 100g		9 045,59€	+12,24%
Lingot 50g		4 522,79€	+12,23%
Lingot ONCE (31,10g)		2 825,58€	+12,21%
Lingot 10g		915,74€	+12,1%
Lingot 5g		457,86€	+12,08%
ZOFI NAPOLEON		563,2€	+12,27%
ZOFI SUISSE		557,89€	+12,26%

assuré par le Comptoir National de l'Or

Sponsorisée par Bitpanda : <https://www.bitpanda.com/fr>

		103 372€	+9,19%
Bitcoin		103 372€	+9,19%
Ethereum		2 585,83€	-23,09%
BNB		555,957€	-21,45%
Solana		107,391€	+44,75%
XRP		2,972€	-15,7%

CRYPTOMONNAIES



www.bitpanda.com/fr

Documents sauvegardés

LE FIGARO

© 2025 Le Figaro. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250903-LFF-1f0889c1-ed67-6a2e-aa1f-45bb9e04e258

Nom de la source	Mercredi 3 septembre 2025
Le Figaro (site web)	
Type de source	Le Figaro (site web) • 634 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	Voyage ; Guides
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

«Ils viennent juste manger et dormir» : en Tunisie, le modèle du tourisme de masse tourne à nouveau à plein régime

Le Figaro avec AFP

Dix ans après un attentat meurtrier, les voyageurs européens sont de retour, Anglais en tête. Mais le modèle du tourisme de masse domine toujours.

Dix ans après l'attentat sur une plage qui avait coûté la vie à 30 Britanniques et frappé de plein fouet le tourisme en Tunisie, les vacanciers européens affluent de nouveau dans ce pays méditerranéen où les autorités espèrent une saison record.

Le 26 juin 2015, un étudiant tunisien fait irruption sur la plage d'un hôtel près de Sousse (140 km au sud de Tunis), une kalachnikov cachée dans son parasol, avant d'ouvrir le feu sur les touristes.

L'attentat revendiqué par le groupe jihadiste État islamique fait 38 morts, dont 30 Britanniques et porte un nouveau coup au tourisme, quelques mois seulement après une attaque meurtrière ayant visé le musée du Bardo à Tunis (21 touristes tués). Depuis, le pays tente de tourner la page et les touristes aussi.

Omniprésence des Britanniques

Dans un hôtel 5 étoiles de Sousse, non loin de la plage où les 30 Britanniques

furent tués, Diane Paul, originaire du Pays de Galles, passe ses journées au bord de la piscine. Cette touriste de 74 ans est revenue en Tunisie car «*aucun endroit n'est sans danger*», relativise-t-elle, la peau rougie par le soleil.

«*Nous connaissons des personnes sur lesquelles l'auteur a tiré*» sans les blesser par un coup de chance, raconte-t-elle émue. Pour les professionnels du secteur, le marché britannique affiche un retour spectaculaire.

«*Il y a une très forte progression de 48%*» du marché anglais à fin juin», souligne à l'AFP la présidente de la Fédération tunisienne de l'hôtellerie, Dora Milad.

Le directeur de l'hôtel Pearl Marriott de Sousse, Maher Ferchichi, salue «*un retour de la confiance dans la Tunisie comme destination sûre*». «*Le marché anglais représente plus de 90% des clients européens de notre hôtel*», précise-t-il à l'AFP.

Recommandations assouplies

En Tunisie, un chef-d'œuvre brutaliste en cours de démolition
· Figaro Live

«*Depuis que les autorités ont adopté de nouvelles mesures (sécuritaires, ndlr) efficaces, nous avons pu progressivement assouplir nos recommandations*», explique à l'AFP Roddy Drummond, l'ambassadeur britannique à Tunis. Il y aura «*environ 400.000 touristes britanniques*» dans le pays cette année, «*presque autant qu'avant les événements de 2015*».

Dans les ruelles de la médina, Eileen Cuciurean, 78 ans, habituée de la destination, constate elle aussi ce retour de ses compatriotes britanniques: «*A l'hôtel cette année, il y avait beaucoup d'Anglais. Les autres années, nous étions parfois les seuls*».

Sur un an, le nombre de touristes étrangers a bondi d'environ 10% jusqu'au 20 juillet 2025, avec près de 5,3 millions d'entrées, selon l'Office du tourisme qui vise un record de 11 millions de visiteurs cette année.

Documents sauvegardés

Le tourisme génère 700 000 emplois directs en Tunisie et permet à ce pays pauvre en ressources d'enranger des devises indispensables pour financer ses importations et rembourser sa dette. Mais la reprise du secteur ne semble pas profiter à tout le monde.

«Ils viennent juste manger et dormir»

«Nous les artisans souffrons. Certes, il y a des millions de touristes mais ils viennent juste pour dormir et manger à l'hôtel», regrette Mourad Hadhari, un commerçant de la vieille ville de Tunis.

En Tunisie, le «tourisme de masse représente encore 70% de la fréquentation», selon Ahmed Bettaieb, président de la Fédération tunisienne des agences de voyages.

Le tourisme balnéaire reste «très attractif» dans ce pays à la longue côte sablonneuse, estime Mme Milad tout en plaidant pour «des investissements dans une montée en gamme».

En vidéo - En Tunisie, un chef-d'œuvre brutaliste en cours de démolition

Voir aussi :

Que voir, que faire en Tunisie : les incontournables

Visiter la Tunisie en 8 jours : conseils et itinéraire jour par jour

«1000 euros la semaine tout compris» : en Tunisie, le succès méconnu de la thalassothérapie

Cet article est paru dans Le Figaro (site web)

e-tourne-a-nouveau-a-plein-regime-20250903

Illustration(s) :

Porté par les Britanniques, le tourisme de masse fait son grand retour en Tunisie

. Figaro Live

Note(s) :

Mise à jour : 2025-09-03 11:46 UTC +02:00

<http://www.lefigaro.fr/voyages/guides/ils-viennent-juste-manger-et-dormir-en-tunisie-le-modele-du-tourisme-de-masse>

Documents sauvegardés

SCIENCE&VIE

© 2025 Science et Vie. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250416-MSJW-24640

Nom de la source

Science et Vie (site web)

Mercredi 16 avril 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Science et Vie (site web) •

458 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Montrouge, Ile-de-France,
France

L'un des derniers écosystèmes marins intacts d'Égypte en danger à cause du tourisme, alertent les écologistes

Mehdi Smaini

Les autorités souhaitent accroître leur secteur touristique, qui correspond aujourd'hui à l'une des sources de revenus principales pour le

pays, notamment avec des projets de constructions, qui représentent un véritable risque pour la biodiversité égyptienne.

L'importance du tourisme en Égypte

De nombreux pays dépendent du tourisme pour faire tourner leur économie. C'est le cas de l'Égypte, qui selon un récent rapport de l'ONU, le pays nord-africain a perçu 14,1 milliards de dollars en 2024, grâce aux 17 millions de visiteurs venus cette année-là. Un chiffre qui a augmenté de 17% par rapport à l'an passé. À titre de comparaison, Dubaï avait accueilli cette même année 18,7 millions de visiteurs.

Les autorités égyptiennes ne comptent pas s'arrêter et entreprennent de vendre des licences d'investissement dans ses parcs nationaux à des promoteurs, dans le but de générer plus de revenus dans ce secteur-là, selon Reuters. Une mesure qui ne passe pas du côté des défenseurs de l'environnement, notamment pour la plage de Ras Hankorab, l'un des sites les plus importants au monde pour la bio-

diversité, explique Asmaa Ali, directrice exécutive d'Ecoris, un groupe égyptien de développement durable et de conservation.

L'un des derniers écosystèmes marins intacts du pays

Cette plage se situe sur la côte sud de la mer Rouge, dans le parc national de Wadi el-Gemal. Toujours selon l'agence de presse, cet endroit abrite l'un des derniers écosystèmes marins intacts du pays, mais un écosystème fragile. On y retrouve de nombreuses espèces de poissons, des tortues marines menacées d'extinction et des récifs coralliens précieux, comme le précise Asmaa Ali.

Des constructions qui mettraient en danger la préservation de la nature, qui pourtant plaît aux touristes, qui sans s'en rendre compte, peuvent la détruire par leurs activités. Sherif Baha el-Din, cofondateur du parc national de Wadi el-Gemal, estime qu'il est nécessaire de discuter du lieu, avant d'entamer un projet de construction. Il a également déclaré que le mieux pour son parc « c'est de ne rien construire du tout ».

Les espèces menacées en Égypte

Selon le site EgyptToday, l'Égypte compte en 2025 environ 70 espèces d'animaux menacées d'extinction. Hormis les tortues citées précédemment, la gazelle de montagne, la panthère du Sinaï ou encore le guépard royal, font partie de ces espèces menacées par le tourisme mais pas seulement.

En effet, en dehors de ce secteur, ces espèces sont classées « vulnérables » sur la liste rouge de l'UICN, à cause du réchauffement climatique, du braconnage, ou encore en raison de la perte de leur habitat naturel, qui peut être une des conséquences des projets de constructions que les autorités veulent mettre en place pour accroître les revenus liés au tourisme.

Source : Reuters

Partager cet article

Cet article est paru dans Science et Vie (site web)

<https://www.science-et-vie.com/nature->

Documents sauvegardés

et-environnement/lun-des-derniers-eco
systemes-marins-intacts-degypte-en-d
anger-a-cause-du-tourisme-alertent-le
s-ecologistes-195817.html

Documents sauvegardés

LE FIGARO

© 2025 Le Figaro. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20250818-LFF-1f07c059-184c-6d12-92b1-eb3ae40f2c3e

Nom de la source	Lundi 18 août 2025
Le Figaro (site web)	
Type de source	Le Figaro (site web) • 726 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	Voyage
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

Égypte : une plage sauvage de la mer Rouge menacée par les pelleteuses du tourisme

La rédaction du Figaro Voyage avec AFP

À Ras Hankorab, l'une des dernières plages intactes d'Égypte, les tortues marines croisent les baigneurs. Mais l'installation d'un complexe touristique pourrait bouleverser cet écosystème d'exception, situé dans une réserve protégée.

Un croissant de sable fin bordé d'eaux turquoise. Des tortues vertes qui viennent pondre sur la plage, des coraux préservés, des dugongs qui frôlent les fonds. Bienvenue à Ras Hankorab, dans le parc national de Wadi al-Gemal, au sud de l'Égypte, à 45 kilomètres de Marsa Alam.

Jusqu'à récemment, seuls quelques parasols de fortune, des sanitaires sommaires et un sentier en sable permettaient aux visiteurs d'accéder à cette plage restée intacte. Mais en mars 2025, l'apparition de bulldozers a marqué un tournant brutal : un projet de complexe touristique semblait en cours, avec terrassement du sol, structures en construction, et un portail flambant neuf à l'entrée du site.

Un sanctuaire naturel classé «zone protégée»

Situé à environ 850 km du Caire, Ras Hankorab fait partie de l'aire protégée de Wadi al-Gemal, un vaste territoire

côtier et marin classé depuis 2003. Le site abrite des espèces rares et menacées comme les tortues vertes, les dugongs, ou encore les raies aigles. La plage elle-même, vierge de toute urbanisation, est considérée par le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) comme l'une des dernières intactes de la côte sud de la mer Rouge.

Mahmoud Hanafy, biologiste marin et conseiller environnemental, alerte : « C'est un écosystème exceptionnel, parmi les plus résistants au réchauffement climatique, grâce à la tolérance thermique unique des coraux de la mer Rouge. »

» **LIRE AUSSI** -Naufrage en Égypte : «La mer Rouge est le supermarché des croisières de plongée»

Un projet contesté, un flou juridique persistant

D'après des militants écologistes ayant requis l'anonymat, un contrat d'usufruit aurait été signé entre une entreprise privée et une entité gouvernementale —

mais sans passer par le ministère de l'Environnement, pourtant gestionnaire officiel du parc. Ce flou a poussé des agents de la réserve à lancer une pétition, soutenue par des milliers d'inter-nautas.

Sous la pression, les travaux ont été suspendus, mais rien ne garantit leur abandon définitif. La députée Maha Abdel Nasser a interpellé le gouvernement à plusieurs reprises... sans obtenir de réponse. L'identité de l'entreprise à l'origine du projet reste, à ce jour, inconnue.

De nouvelles installations, un accès devenu payant

Sur place, des infrastructures modernes ont commencé à remplacer les installations rudimentaires : parasols en paille, chaises longues, et bientôt un café-restaurant. Le prix d'entrée, auparavant modique, atteint désormais 300 livres égyptiennes (environ 5 €), sans qu'aucune structure officielle n'en revendique la gestion.

Documents sauvegardés

Un employé embauché en mars décrit « *une transformation rapide du site, avec des installations touristiques plus classiques, mais peu intégrées au paysage ou aux contraintes écologiques.* »

Une pression touristique nationale

L'enjeu dépasse Ras Hankorab. L'Égypte, confrontée à une crise économique sévère, mise de plus en plus sur le tourisme balnéaire pour générer des devises. Un accord à 35 milliards de dollars signé en 2024 avec les Émirats arabes unis pour transformer la baie de Ras al-Hekma (Méditerranée) en mégastation a marqué un tournant. Et d'autres projets du même type fleurissent désormais sur la mer Rouge.

En juillet, le président Abdel Fattah al-Sissi a transféré 174.000 km² de littoral au ministère des Finances, pour faciliter leur développement touristique. L'objectif est clair : doubler le nombre de visiteurs à l'horizon 2028, et atteindre les 30 millions de touristes annuels.

Un tourisme incompatible avec les équilibres locaux

Mais cette stratégie de développement massif inquiète. Déjà en 2019, le PNUD alertait sur un tourisme développé « *au détriment de l'environnement* ». À Ras Hankorab, la menace est concrète : éclairage artificiel, surfréquentation, bruit et dégradation des fonds marins risquent de faire fuir les tortues, déséquilibrer les récifs coralliens et altérer durablement un site jusqu'alors préservé.

« *L'objectif semble être de maximiser les profits issus des réserves, ce qui m'inquiète car nous serions en train de les détruire* », déplore l'avocat environnemental Ahmed al-Seidi. Selon lui, le

contrat signé en dehors des voies légales est « *nul et non avenue* ».

» **LIRE AUSSI** -Égypte : dix sites de plongée féériques en mer Rouge

Voir aussi :

Égypte : nos hôtels préférés au Caire pour rêver aux pharaons

En Égypte, visite du Grand Egyptian Museum, le nouveau joyau du Caire

«Nous devons agir avant qu'il ne soit trop tard» : à Athènes, des habitants désabusés face au surtourisme

Cet article est paru dans Le Figaro (site web)

<http://www.lefigaro.fr/voyages/egypte-une-plage-sauvage-de-la-mer-rouge-menacee-par-les-pelleteuses-du-tourisme-20250818>

Note(s) :

Mise à jour : 2025-08-18 10:02 UTC +02:00

Documents sauvegardés

LE FIGARO

© 2026 Le Figaro. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20260115-LFF-110f205f-78db-6d6e-9336-374f83493878

Nom de la source	Jeudi 15 janvier 2026
Le Figaro (site web)	
Type de source	Le Figaro (site web) • 749 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	Voyage ; Guides ; Économie
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

Tourisme : l'Espagne bat un nouveau record et talonne la France, avec 97 millions de visiteurs étrangers

Florent Maillet avec AFP

Le pays resterait derrière la France et son rang de première destination mondiale en nombre de voyageurs étrangers pour l'année 2025. Mais les touristes dépensent beaucoup plus chez notre voisin, où les succès du secteur alimentent les débats sur le modèle économique et les conséquences du surtourisme.

Le tourisme ne connaît décidément pas la crise : comme la France, l'Espagne accueille chaque année davantage de visiteurs étrangers. L'an dernier, notre voisin a ainsi attiré 97 millions de voyageurs sur son sol et ses îles, Canaries et Baléares en tête, contre 94 millions un an plus tôt, selon une première estimation du ministre du Tourisme, annoncée ce jeudi. Des chiffres qui rejoignent ceux du Conseil mondial du voyage et du tourisme (WTTC), qui estime que la croissance des flux du Vieux continent est alimentée en partie par le recul des États-Unis (-6% en volume), troisième pays le plus visité au monde.

Ce nouveau record est «une réussite collective de tout le pays», s'est félicité Jordi Hereu lors d'une conférence de presse à Madrid. Certes, l'Espagne ne détrône pas la France, qui reste leader en volume : 105 millions de visiteurs auraient séjourné dans notre pays l'an passé, une croissance. Mais notre voisin devrait cette année encore faire beaucoup mieux en valeur, avec des recettes estimées à

135,8 milliards d'euros (+6,8%). À titre de comparaison, en 2024, les 94 millions de voyageurs avaient dépensé 126 milliards d'euros de l'autre côté des Pyrénées, quand les dépenses des 100 millions de touristes étrangers en France n'atteignaient que 71 milliards, rappelle l'Alliance France Tourisme (AFT).

La France reste leader mais...

Ce groupe de réflexion qui réunit une trentaine de grandes entreprises tricolores du secteur (Accor, SNCF Connect & tech, la Compagnie des Alpes ou Belambra), plaide avec insistance pour que la France relève le gant sur le plan des dépenses des étrangers. «Le tourisme pèse 8% du PIB français et contribue positivement à la balance commerciale de notre pays», disait en substance la semaine dernière Dominique Marcel, le président de l'AFT, lors d'une conférence de presse. Selon les données de son observatoire, la France enregistrera en 2025 «une croissance modérée tirée par la fréquentation plus que par la valeur».



Ibiza multiplie les restrictions administratives dans l'espoir d'attirer une clientèle haut de gamme
. Figaro Live

Le manque de capacité hôtelière par rapport à l'Espagne, par exemple, ne fait progresser le revenu par chambre que de 1,3%, moins que l'inflation, tandis que le prix moyen n'a augmenté que de 0,2%. En Espagne les hôtels ont gonflé leurs prix de 8 %, selon les premières données de l'Institut national de statistique (INE). De quoi alimenter la machine : au global, le tourisme pèse plus de 12,6% du PIB et alimente une croissance nationale de 2,9% en 2025 selon le gouvernement, qui représenterait plus du double de celle de la zone euro.

En Espagne, les excès du tourisme dénoncés

Documents sauvegardés

Des chiffres qui doivent toutefois être mis en perspective avec une réalité : le tourisme soulève désormais de vives oppositions localement, des Espagnols allant jusqu'à manifester, aux Canaries notamment où les hordes de visiteurs provoquent divers excès. De premières mesures censées rétablir l'équilibre ont été prises à Barcelone ou à [Ibiza](#), pour réguler les offres Airbnb notamment.

Le professeur d'économie Pedro Aznar rappelle la liste des griefs des habitants de ces zones: *«Modification de l'offre commerciale, davantage orientée vers les touristes que vers les habitants ; pression sur les services publics (...); et diminution de l'offre de logements à louer, lorsqu'il est possible de proposer les logements aux touristes, ce qui offre une rentabilité plus élevée».*

Sans oublier, ajoute-t-il, *«l'impact sur l'environnement»*, dans un pays en première ligne du [dérèglement climatique](#) et largement soumis au stress hydrique.

«Nous sommes en train de croître de la manière, au rythme et avec les éléments qualitatifs que nous jugeons souhaitables pour le modèle de la 'triple durabilité': économique, sociale et environnementale», a soutenu le ministre Jordi Hereu pour répondre à ces critiques, jurant avoir *«pour objectif de continuer à travailler en faveur d'un tourisme soutenable».*

En vidéo - Comment Ibiza met un coup de frein au tourisme

Voir aussi :

[Tourisme mondial : les États-Unis attirent moins de visiteurs, l'Europe en profite](#)

[Pourquoi l'Espagne dépasse la France](#)

[en recettes touristiques](#)

[Des «ventes record» en vue : les ponts de mai 2026 font déjà saliver le secteur du tourisme](#)

Cet article est paru dans [Le Figaro \(site web\)](#)

<http://www.lefigaro.fr/voyages/guides/tourisme-l-espagne-bat-un-nouveau-record-et-se-rapproche-de-la-france-avec-97-millions-de-visiteurs-etrangers-20260115>

Illustration(s) :



La Catalogne (ici Tarragone) est la région la plus visitée d'Espagne, notamment par les Français.

. [M.studio / stock.adobe.com](#)

Note(s) :

Mise à jour : 2026-01-15 13:58 UTC +01:00

Tourisme : comment la France peut rattraper son retard sur l'Espagne

TOURISME

Alors que la France fait face à une concurrence accrue, le gouvernement s'active pour attirer les investissements étrangers, car la filière manque cruellement de financements.

Yann Duvert

Avec ses montagnes, ses littoraux, ses domaines viticoles, et bien sûr sa capitale, la France dispose d'atouts incomparables, dont elle tire profit année après année. Les 100 millions de visiteurs internationaux accueillis en 2024 lui confèrent d'ailleurs le statut de première destination mondiale. Mais ces chiffres, largement mis en avant et dont la méthode de calcul est parfois contestée, font oublier que le pays accuse un retard de plus en plus important sur son voisin espagnol, s'agissant des dépenses internationales.

En 2024, le chiffre d'affaires lié aux touristes étrangers a atteint 71 milliards d'euros en France, en hausse de 8 %. De l'autre côté des Pyrénées, il culmine à 126 milliards

(+17 %). « En 2024, l'Espagne dépasse ainsi de +23 points son niveau d'exportation de tourisme de 2019, alors que la France le dépasse de +7 points », souligne une note de la Direction générale du Trésor, publiée en mars dernier.

Héberger dans des bâtiments patrimoniaux

Dès lors, comment inverser la tendance ? « Le tourisme est une industrie de l'offre, qui a besoin de visibilité pour son développement. Une planification nationale est absolument nécessaire », estime Vangelis Panayotis, président du cabinet MKG. C'est d'ailleurs ce que l'Espagne – bien plus dépendante du tourisme que la France – a mis en place depuis des années, avec des fortunes diverses : ayant d'abord privilégié le tourisme de masse, qui s'est traduit par une « bétonisation » de la Costa Brava, le pays a ensuite opéré un virage stratégique. « Il y a eu une vraie diversification. Le tourisme d'affaires se développe rapidement à Barcelone et à Madrid, voire à Valence. L'aénotourisme émerge dans la Rioja. Et il y a une montée en gamme globale », poursuit le dirigeant.

Mais pour suivre l'exemple espagnol, de lourds investissements seront nécessaires. « Les grands opérateurs touristiques ne rencontrent



La France se situe loin derrière l'Espagne en matière de dépenses touristiques internationales.

pas de difficultés majeures pour se financer, mais la question est plus prégnante pour des acteurs plus petits et de moyenne gamme, moins structurés, dont le besoin en capitaux

pour maintenir leur compétitivité est réel », a récemment reconnu le ministre de l'Économie, Eric Lombard, lors d'une rencontre à Bercy. Le thermalisme, le tourisme social,

ainsi que le tourisme de patrimoine sont par exemple sous-dotés.

Sur ce dernier point, la Banque des territoires va proposer aux investisseurs de cofinancer la réno-

vation de bâtiments publics et patrimoniaux, pour les transformer en hébergements touristiques, selon « Challenges ». L'annonce devrait intervenir lors du sommet Chose France, qui se déroule ce lundi à Versailles. Une manière de répliquer le modèle des « paradoxes » espagnols, et de conduire les investisseurs hors des sentiers battus que sont Paris, les Alpes et la Côte d'Azur.

Le monde de la finance à la rescousse

Mais l'Etat est aussi attendu par la filière touristique pour créer un cadre propice aux investissements, qu'il s'agisse de la fiscalité, ou des contraintes administratives. Sans oublier le sujet de la formation, car « si l'on veut un tourisme premium, le service est essentiel », fait remarquer Pascal Savary, le président du groupe Aream.

Pour la première fois, Chose France comportera une « séquence spécifique » sur le tourisme, un « élément majeur de notre attractivité », selon l'Elysée. Cette mise en lumière pourrait contribuer à éveiller les consciences... y compris au sein du monde de la finance. Car « aujourd'hui, les banques ne proposent pas suffisamment de produits financiers liés à l'hospitalité », souligne Pascal Savary. ■

Richemont affiche des résultats solides malgré le contexte

LUXE

Son chiffre d'affaires annuel a augmenté de 4 %, à 21,4 milliards, et le bénéfice net est en hausse de 16,8 %.

L'horlogerie souffre du ralentissement en Chine, mais les ventes restent solides en Europe et aux Etats-Unis.

Virginie Jacobberger-Lavoué

Dans un contexte de ralentissement de la demande de biens de luxe et d'incertitudes économiques, les marques puissantes creusent l'écart, mais la faiblesse d'autres maisons devient un poids. Le

groupe suisse Richemont, dont l'actionnaire majoritaire est le milliardaire sud-africain Johann Rupert, a annoncé vendredi un chiffre d'affaires annuel en hausse de 4 %, à 21,4 milliards d'euros, tiré par l'activité joaillière qui représente environ 70 % de ses ventes.

Ce qui porte le dynamisme de Richemont, c'est Cartier, numéro un mondial, et une autre pépite, Van Cleef & Arpels. La joaillerie affiche un chiffre d'affaires en hausse de 8 %, à 15,3 milliards d'euros. Mais l'activité horlogerie, son second pôle, est à la peine et pèse sur ses résultats annuels. Le bénéfice net annuel du groupe est en hausse de près de 16,8 %, à 2,75 milliards d'euros. Le résultat opérationnel s'établit à 4,5 milliards (-7 % à taux réels, -4 % à taux de change constants).

La chute des ventes en Asie a été globalement compensée par la dynamique des autres pays. Le

chiffre d'affaires au quatrième trimestre, en hausse de 8 % (7 % à taux constants), est le signe d'une bonne reprise, notamment en joaillerie, « en hausse à deux chiffres » sur cette période selon le groupe. Des résultats en ligne avec les prévisions des analystes de Bernstein. Les maisons joaillères ont dégagé un résultat d'exploitation de 4,9 milliards (+4 % sur un an). Selon le groupe, cela correspond à une marge solide de près de 32 %.

En raison de l'exposition à la Chine, les maisons horlogères du groupe – Piaget, Baume & Mercier, Jaeger-LeCoultre, Vacheron Constantin... – souffrent. Le pôle horloger a connu un recul de 13 %. Richemont réussit par ailleurs de belles performances dans la mode (Alaïa, Chloé), une activité qui n'est pas majeure pour le groupe, mais qui monte en puissance. « Dans un environnement macroéconomique et géopolitique toujours incertain,

nous avons continué à nous concentrer sur la croissance actuelle et future des Maisons, en investissant dans notre réseau de distribution, nos actifs de fabrication et notre savoir-faire de qualité », indique le président du groupe.

Polarisation croissante

L'année a été contrastée, mais hors Asie, « la plupart des régions ont connu une croissance à deux chiffres » : +10 % pour l'Europe, +16 % pour la zone Amériques, et +25 % pour le Japon à taux de change réels. Au total, les résultats de Richemont montrent que les taux de croissance sont bien différents pour des marques leaders par rapport aux maisons qui se sont affaiblies depuis des mois.

Quand le vent se lève, mieux vaut avoir un capitaine à la barre. C'est l'impression que donne Nicolas Bos, le Français promu directeur général de Richemont en juin 2024,

après avoir réveillé la belle endormie qu'était Van Cleef & Arpels. Le dirigeant impose son management et un changement de culture dans le groupe qui domine aujourd'hui l'activité joaillière. « Il est convaincant dans l'exécution stratégique et financière et possède de fortes opinions », estime Erwan Rambourg, analyste chez HSBC. Luca Solca (Bernstein) loue son pragmatisme : « C'est un dirigeant qui prend la responsabilité de tout le business – y compris Cartier et Van Cleef & Arpels – et on a de nouveaux dirigeants dans ces deux maisons emblématiques. » Il estime aussi que ses choix ont été bons, notamment sur les restructurations opérées en horlogerie.

S'agissant de l'avenir, la prudence reste de mise : « L'incertitude mondiale actuelle va exiger à la fois souplesse et discipline », a déclaré le président du groupe, Johann Rupert. Les droits de douane aux Etats-Unis

restent « une cible mouvante », a reconnu de son côté Nicolas Bos. Signe d'une certaine fébrilité, Richemont n'écarter pas l'idée d'augmenter les prix. Mais Johann Rupert a expliqué que d'éventuelles hausses ne seraient jamais « brutales ». « Certaines hausses de prix suscitent une réaction négative chez certains de nos concurrents », a-t-il rappelé. Se voulant optimiste, il a aussi rappelé qu'« il y a au Trésor américain des gens sages ne souhaitant pas l'arrêt total du commerce mondial ». Ceci alors que le gouvernement Trump a annoncé des droits d'importation aux Etats-Unis pour la Suisse, berceau de l'horlogerie, de 31 %. Le dirigeant s'attend aussi à une amélioration des ventes en Chine.

Pour l'exercice écoulé, le groupe compte augmenter son dividende de 9 %, à 3 francs suisses par action.

 Lire « Crible » Page 34

Hippisme : la France championne de l'obstacle

SPORT

L'hippodrome d'Auteuil accueillait ce week-end le Grand Steeple-Chase de Paris.

Sept haras normands prestigieux sponsorisaient l'événement, illustrant le leadership français dans l'élevage de chevaux d'obstacle.

Martine Robert

Les 17 et 18 mai, l'hippodrome d'Auteuil accueillait son mytique week-end des cracks de l'obstacle, avec le Grand Steeple-Chase de Paris. Et parce que la France est championne dans la production et l'élevage de chevaux d'obstacle, pour la première fois, sept haras

normands de renom sponsorisaient l'événement afin de soutenir cette filière : les haras de Cergy, d'Étreham, du Hoguenet, de la Hétraie, du Lion, de Montaigu et du Mesnil. Tous détiennent des étalons dont sont issus des champions de courses d'obstacles.

« Nous sommes les sept principaux haras étalonniers d'obstacles en France, il était logique de nous associer à la plus grande course du genre. Voilà longtemps qu'un tel parc d'étalons n'avait pas été réuni sur le sol français, jamais nous n'avons été aussi forts sur la scène européenne. Nous sommes leaders dans l'étalonnage et l'élevage de ces chevaux par leur qualité en course, par les prix qu'ils atteignent en vente », explique Nicolas de Chambure, directeur général du Haras d'Étreham.

« C'est historiquement une spécificité française, et à travers le temps, nous avons réussi à nous démarquer de plus en plus, grâce à une sélection très aboutie, à des méthodes d'entraî-

nement efficaces, à des courants de sang mieux valorisés » poursuit-il.

Alors cette fois, « nous avions envie d'envoyer un signal positif à nos clients, prospects, partenaires, publics. Un signal de confiance dans les performances de nos chevaux au moment où le niveau des paris hippiques en France diminue. Car la filière est financée à 90 % par la redistribu-

« Jamais nous n'avons été aussi forts sur la scène européenne. Nous sommes leaders dans l'étalonnage et l'élevage de ces chevaux. »

NICOLAS DE CHAMBURE
Directeur général du Haras d'Étreham

tion d'une grande partie des sommes injectées dans les paris », ajoute encore Nicolas de Chambure.

Affrontement des meilleurs pur-sang

Ce partenariat avec France Galop, organisateur de ces journées qui attirent plus de 15.000 parieurs sur l'hippodrome, illustre donc une volonté commune de promouvoir cette discipline emblématique. « En sponsorisant ce Grand Steeple-Chase de Paris, ces haras s'appuient sur la visibilité de ce prix et sur la présence de professionnels français, anglais et irlandais, pour faire mieux connaître leurs étalons à l'occasion de cocktails, soirées, invitations... » explique-t-on chez France Galop, qui avait déjà accompagné en début d'année la Fédération des éleveurs du galop lors d'une Route des étalons permettant aux propriétaires de juments de découvrir les meilleurs haras.

Le point d'orgue des deux jour-

nées de courses orchestrées par France Galop à Auteuil a été le Défi des Haras – Grand Steeple-Chase de Paris du dimanche. Les plus grands champions s'y sont affrontés sur un parcours de 6 kilomètres, ponctué de 23 obstacles emblématiques inspirés de ceux rencontrés dans la nature. Des obstacles tous différents dans leurs dimensions, formes, compositions, pour un enchaînement de sauts en hauteur, en longueur, en cloche... Les pur-sang ont franchi à deux reprises la rivière des tribunes nécessitant un saut de 8 mètres de long, qui vaut à l'hippodrome sa renommée.

Sous la tutelle des ministères de l'Agriculture, du Budget et de l'Intérieur, l'association France Galop, par ses courses dans les cinq plus importants hippodromes nationaux (Auteuil, Chantilly, Deauville, Paris Longchamp et Saint-Cloud), qui accueillent 400.000 spectateurs par an, contribue à l'amélioration des races de chevaux de plat et

d'obstacle, et cherche à encourager le propriétaire. Aux ventes de yearlings (pur-sang de deux ans) de juillet et novembre, certains chevaux d'obstacle se vendent aux enchères chez Arqana jusqu'à 200.000 à 250.000 euros. Quant aux saillies par les meilleurs étalons d'obstacles, elles atteignent 20.000 à 25.000 euros. Au Haras du Hoguenet, Jigme, considéré comme le meilleur trois ans de sa génération dans l'obstacle, a, lui, déjà été « syndiqué » en 50 parts de copropriété, étant donné sa valeur d'étalon.

Les droits de douane relevés ou pas par Donald Trump n'ont théoriquement pas d'incidence sur ce marché car la clientèle n'est pas américaine, en l'absence de courses d'obstacles aux Etats-Unis. Les acheteurs sont principalement anglais et irlandais, et ces derniers laissent de plus en plus leurs chevaux à l'entraînement en France car les allocations versées aux gagnants y sont plus intéressantes que dans leur pays. ■

Saint-Symphorien-d'Ozon

Tourisme médical : Olivier assume sa greffe capillaire réalisée en Turquie

Malgré la controverse et les risques d'une greffe capillaire « discount » faite en Turquie, Olivier Thévenin assume la démarche. Ce coiffeur à Saint-Symphorien-d'Ozon et habitant de Simandres, parti se faire greffer des cheveux à Istanbul, était très complexé par sa calvitie. Dix mois plus tard, il accepte à nouveau son reflet dans le miroir.

Le dernier fait divers dévoilé à ce sujet fait froid dans le dos : cet été, un étudiant de 24 ans s'est donné la mort après une greffe de barbe ratée effectuée en Turquie. Pourtant, il ne refroidit pas Olivier Thevenin qui assume cette pratique très controversée et accepte de témoigner. Notamment, car il a noué un partenariat avec la clinique qui l'a opéré. Commerçant bien connu de Saint-Symphorien-d'Ozon où il tient un salon de coiffure depuis plus de quinze ans, ce coiffeur, visagiste et photographe qui habite Simandres est parti il y a 10 mois en Turquie pour une greffe capillaire. Plutôt réussie.

« Je n'avais quasiment plus de matière »



Coiffeur à Saint-Symphorien-d'Ozon, Olivier Thevenin est parti en Turquie pour une greffe capillaire. Photo Solen Wackenheim

« Quand on est coiffeur, on passe ses journées devant le miroir, explique-t-il. Je voyais bien que j'avais un problème de densité. À l'avant, je n'avais quasiment plus de matière. » Pour y remédier, comme plus de 1,5 million d'étrangers qui ont choisi de faire du « tourisme médical » en Turquie en 2023 (selon *Libération*), il a décidé de partir se faire greffer des cheveux à Istanbul. Car « en France, c'est beaucoup plus cher ».

Une ristourne en échange

d'un partenariat

La clinique lui a été conseillée par l'un de ses clients et il a même eu droit à une ristourne (lire par ailleurs) : « J'ai négocié un partenariat. Je mets en relation des clients avec la clinique et à leur retour, j'assure le suivi dans mon salon. »

Entre 2 500 et 3 000 euros

Après quelques échanges, en janvier 2024, il a réservé

son billet d'avion auprès de la compagnie turque rebaptisée Turkish HairLines sur les réseaux sociaux. « Je n'ai rien eu à faire hormis envoyer des photos, assure-t-il. Je suis parti sans trop me poser de questions. »

Arrivé le mardi à Istanbul, il a été opéré le lendemain et est rentré chez lui le vendredi. Les jours d'après, des croûtes se sont formées sur son crâne. « On doit les frotter au bout d'une semaine. C'est le service que je propose aux clients

après leur greffe. »

Quinze jours après, des cheveux ont repoussé sur le haut de son front. Coût de l'intervention ? Entre 2 500 et 3 000 euros. « Tout est compris : l'hôtel, le transport, l'intervention. »

Depuis, en guise de suivi, le coiffeur de 48 ans envoie des photos à la clinique turque.

4 000 greffons prélevés

« Je me préfère maintenant. Devant le miroir, ça va beaucoup mieux », affirme celui à qui l'on a prélevé 4 000 greffons à l'arrière du crâne. « Ça représente 6 500 cheveux. On m'a réimplanté 3 000 greffons sur la zone frontale et le reste, à l'arrière. » « On est sous anesthésie locale. Il y a un zéro douleur, assure-t-il. En revanche, c'est inconfortable car pendant dix jours, on doit dormir avec un tour de cou, ne pas porter de casquette ni s'exposer au soleil. » Ravie de sa nouvelle chevelure, Olivier Thevenin vante les qualités de la clinique dont il est partenaire. Néanmoins, la Clinique des Champs-Élysées, contactée par *Le Progrès*, met en garde : les risques d'une greffe turque « discount » ne sont pas nuls (lire par ailleurs).

• Solen Wackenheim

À Istanbul, ce youtubeur est devenu... directeur de clinique

Jérémy Delattre s'est installé en Turquie en 2017. Coach en ligne, il a créé sa chaîne Youtube pour partager son quotidien à Istanbul. Ses vidéos ont fait le buzz lorsqu'il a filmé sa greffe de cheveux. Depuis, avec un internaute devenu son associé, il a ouvert la clinique dans laquelle Olivier Thevenin s'est fait greffer.

L'engouement pour les greffes turques est récent ? « Pas vraiment. Istanbul est spécialisée depuis plus de vingt ans. Les réseaux sociaux ont démocratisé cette intervention. »

Travaillez-vous avec des influenceurs ?

« C'est moi l'influenceur (rires) ! Des patients acceptent de partager leurs vidéos pour faire connaître la clinique,



Jérémy Delattre est le directeur de la clinique turque. Photo fournie par Jérémy Delattre

mais dans le milieu, il est interdit de payer quelqu'un pour faire de la promo. »

En revanche, vous signez des partenariats.

« Oui, on a des patients et abonnés Youtube qui veulent

parler de nous. On travaille avec 3 salons de coiffure français et des salles de sport car on y trouve beaucoup d'hommes. On reverse une commission pour chaque patient envoyé. »

Comment accompagnez-vous les patients à distance ?

« On leur demande s'ils ont des allergies et des problèmes cardiaques, s'ils fument ou se droguent. Sur place, on fait des tests sanguins et un électrocardiogramme. Après, on les suit durant un an par photo. » En quatre ans, sa clinique a greffé (cheveux, barbes et sourcils) plus de 1 500 patients. Et la demande ne cesse de croître : en 2023, elle a greffé 400 personnes et en 2024 plus de 450.

« Manque de suivi, complications » : 20 % des patients que reçoit cette clinique ont été opérés en Turquie

Fondée à Paris il y a 30 ans, la Clinique des Champs-Élysées a ouvert 20 structures en France ces trois dernières années dont une à Lyon 6^e. Épilations laser, soins visage, injections... Elle propose aussi des traitements capillaires, dont des greffes à partir de 3 500 euros. « On en a fait 1 000 en 2024, c'est 35 % de plus qu'en 2023. » D'après la direction de la communication de la clinique, 20 % de ses patients « ont été déjà opérés, souvent en Turquie » : « Ils viennent nous voir à cause du manque de suivi, des complications, de l'anxiété... »

Les pratiques agressives des acteurs étrangers ?

Ce que déplore la clinique, ce sont « les pratiques agressives

des acteurs étrangers qui font leur promotion en France sur le web » alors que « cela nous est formellement interdit » : « Il y a un vrai déséquilibre. Sans parler des faux praticiens qui appâtent les patients sur les réseaux. »

Le suivi à distance paraît inconcevable ?

Elle ajoute : « Le suivi à distance paraît inconcevable. Tout comme les partenariats. » En Turquie « on irrite les zones donneuses car le nombre de greffons prélevés n'est pas limité. Nous, on ne prélève jamais plus de 5 000 greffons ». Comment expliquer la différence de tarifs ? « En Turquie, on est suivi par photo. Nous, ce sont des rendez-vous avec des médecins. »

Documents sauvegardés

LE FIGARO

© 2024 Le Figaro. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20241104-LFF-1ef96e3b-d1a8-61e0-9053-47ca2d5fcb1

Nom de la source	Lundi 4 novembre 2024
Le Figaro (site web)	
Type de source	Le Figaro (site web) • 1389 mots
Presse • Presse Web	
Périodicité	Économie ; Conjoncture
En continu	
Couverture géographique	
Nationale	
Provenance	
France	

«On m'a proposé une ristourne de 500 euros» : les greffes de cheveux en Turquie sont-elles vraiment sûres ?

Thibaut Déléaz

ENQUÊTE - Avec ses tarifs défiant toute concurrence, le pays est devenu un eldorado pour les dégarnis souhaitant retrouver la chevelure de leur jeunesse. Mais si de bonnes cliniques existent, des charlatans peu scrupuleux sont aussi prêts à jouer avec la santé des patients pour gonfler leur chiffre d'affaires.

Le chirurgien «était en fait un agent immobilier». Mathieu, 24 ans, s'est suicidé en juin, quelques mois après une greffe de barbe ratée en Turquie. Le jeune homme aurait payé 1300 euros pour son opération, a raconté son père fin octobre à France 3. Il en est ressorti avec des poils de barbe implantés tout droit, comme un hérisson, et trop de bulbes retirés à l'arrière de son cuir chevelu, largement endommagé. La clinique était pourtant, assure son père, agréée par le ministère turc de la Santé. Pas surprenant, quand on sait que la Turquie est devenue le nouvel eldorado de la greffe de cheveux.

Avec ses tarifs imbattables, le pays attire de plus en plus d'étrangers dégarnis et complexés voulant retrouver la chevelure de leur jeunesse. En 2022, ils étaient un million à avoir fait le déplacement rien que pour ce type d'opération, selon différents médias turcs. «Ça a explosé après le Covid : les gens ont passé un ou deux ans chez eux et économisé

beaucoup d'argent», constate Adel Djellas, patron de la plateforme de tourisme médical Turquie Santé. Les tarifs y sont en moyenne deux à trois fois moins cher qu'en France. Mais peut-on vraiment faire confiance à cette médecine à bas coût ?

» LIRE AUSSI - «J'ai eu de la chance, mais j'ai quand même pris un risque» : ils racontent leur greffe capillaire en France ou à l'étranger

«On me voyait plus comme un client qu'un patient»

Sur les réseaux sociaux, mais aussi sur les forums spécialisés, ils sont nombreux à raconter, photos à l'appui, le succès de leur greffe capillaire en Turquie. «En neuf ans d'existence, on n'a eu que 1% de retours négatifs», assure Adel Djellas, qui martèle que «ce n'est pas parce que ce n'est pas cher que la qualité est médiocre !» Si les prix sont si avantageux en Turquie, à en croire les professionnels du tourisme médical, c'est que la monnaie est faible et le coût

de la vie bien moins élevé qu'en Europe : salaires, loyers ou charges, tout est moins cher.

On peut donc y trouver des soins de qualité à un prix compétitif. Encore faut-il choisir la bonne clinique pour son opération, car ce business en plein essor attire de nombreux acteurs peu scrupuleux. Jérémy Delattre, qui vivait déjà à Istanbul, s'est fait greffer des cheveux en 2019 après une «photo décliné» dévoilant l'ampleur de sa calvitie. «J'ai visité certaines cliniques où on me voyait clairement plus comme un client qu'un patient, raconte-t-il. Il y en a une notamment où je ne le sentais pas, et quand je me suis levé en disant que je ne le ferai pas, ils m'ont proposé une ristourne de 500 euros. Mais je n'étais pas venu marchander un tapis !»

Il a finalement sauté le pas et documenté son choix de clinique, le déroulement de l'opération et le suivi postopératoire sur sa chaîne Youtube... Avant de monter sa propre clinique, Klineva, un an plus tard

Documents sauvegardés

avec un associé. *«Vu le nombre de messages que je recevais après mes vidéos, j'ai senti qu'il y avait un marché.»* Les démarches pour créer sa clinique n'étaient *«ni simples ni excessivement lourdes»* : un traducteur pour les démarches administratives et un médecin, choisi pour ses dix ans d'expérience dans le domaine, pour obtenir une licence auprès des autorités.

Pack tout compris

Comme la plupart des cliniques dédiées aux étrangers, il propose un pack tout compris, du chauffeur qui vient chercher le patient à l'aéroport aux nuits d'hôtel sur place. Le gouvernement turc donne même un petit coup de pouce en subventionnant les campagnes de communication à l'étranger de ces entrepreneurs du tourisme médical. Preuve, s'il en fallait une, que ce tourisme esthétique est clairement encouragé par le pays.

En Turquie, s'il faut un médecin dans la clinique pour superviser des soins, les greffes de cheveux peuvent être réalisées par des infirmiers anesthésistes. *«Mais il y a des cliniques qui embauchent simplement des infirmiers, voire des aides-soignants»*, dénonce Jérémy Delattre. D'autres cliniques s'appuient sur des praticiens peu expérimentés. Or *«il y a un vrai coup de main à prendre, selon le Français. Il ne faut pas inciser trop profond, implanter au bon angle...»* Dans sa clinique, il assure prendre le maximum de précaution : tests sanguins, suivi du rythme cardiaque, antécédents médicaux... Quitte à refuser des patients pour ne prendre aucun risque. *«D'autres sont un peu moins regardantes, car certains patients refusés chez nous ont été acceptés ailleurs sans problème.»*

Rassurés à outrance par les témoignages positifs vus sur les réseaux sociaux et l'avalanche de contenus sponsorisés par les cliniques turques, certains patients ont également tendance à prendre l'opération à la légère. D'autant que la méthode désormais la plus courante, dite FUE, qui consiste à extraire des bulbes et à les implanter dans les zones dégarnies à l'aide d'une sorte de stylo, est bien moins lourde et laisse moins de cicatrices que l'ancienne méthode qui nécessitait de retirer des bandelettes de peau pour les greffer ailleurs. *«Ce n'est pas comme aller chez le dentiste se faire retirer une dent, c'est une intervention qui reste importante»*, prévient Jérémy Delattre. Il y a tout un suivi postopératoire à prévoir et des congés éventuels si son métier ne permet pas de récupérer sans danger.

Le Français conseille de *«ne pas hésiter à demander plusieurs devis»* pour comparer les cliniques avant de se lancer. Chez lui, l'intervention coûte dans les 2500 euros, deux fois plus cher que ce qu'avait payé le jeune Mathieu. *«Le tarif ne définit pas la qualité, glisse Jérémy Delattre, mais moins c'est cher, moins le personnel est payé, donc moins expérimenté, et le matériel est de moins bonne qualité.»* Il insiste également sur l'importance du contact avec la clinique et les retours d'expérience de patients déjà opérés. *«Si une clinique demande juste des photos du crâne sans questions sur l'état de santé, c'est un mauvais signal. Comme celles qui disent oui à tout.»*

Manque de suivi ?

Le problème, avance le Dr François Turmel, président du Syndicat national des médecins esthétiques, *«c'est que les patients vont en Turquie surtout pour le tarif, pas pour la réputation de la clin-*

ique et du praticien... Entre 2500 euros là-bas et 5000 euros en France, certains n'hésitent pas.» Et même en voulant faire attention, le risque persiste, prévient-il, insistant sur le meilleur suivi proposé en France. *«Avant une opération, il y a une ou plusieurs consultations où on cherche à comprendre les motivations du patient et à déceler une éventuelle dysmorphophobie»*, quitte à refuser une intervention. *«Là-bas, c'est parfois l'usine. Et quand vous rentrez en France, il n'y a pas de suivi.»*

Le ministère des Affaires étrangères, dans ses conseils aux voyageurs, reconnaît que *«plusieurs incidents graves, en lien avec des interventions chirurgicales et médicales, notamment de chirurgie esthétique, ont été rapportés»* en Turquie. Les autorités recommandent ainsi de *«prendre conseil auprès d'un professionnel de santé en France avant d'entreprendre des traitements à l'étranger et de faire preuve de vigilance à l'égard des conditions dans lesquelles les opérations se déroulent»* et à bien vérifier que les éventuelles complications seront bien prises en charge par sa mutuelle. *«Enfin, il est recommandé de ne pas entreprendre ce projet seul, d'être accompagné sur place et d'en informer au préalable ses proches en France.»*

La greffe de cheveux n'est, en Turquie, que la partie émergée de l'iceberg qu'est le tourisme médical. *«Nous sommes surtout connus pour ça, mais on fait de tout»*, rappelle Adel Djellas, qui estime ces opérations à seulement 7% du marché de sa plateforme Turquie Santé. *«On voit beaucoup de patients de pays africains, qui viennent pour des problèmes de santé parfois lourds qui ne sont pas pris en charge chez eux.»* Et la demande, pour tous les actes, *«ne fait qu'augmenter»*, assure-t-il. Avec toute-

Documents sauvegardés

fois un petit tassement ces dernières semaines : *«Les tensions dans la région [autour d'Israël, NDLR], inquiètent certains patients qui renoncent à leurs soins. Pour le moment.»*

Voir aussi :

Les chauves sont-ils en voie de disparition?

L'inquiétant boom de la chirurgie et de la médecine esthétiques chez les jeunes

Chirurgie esthétique : est-ce vraiment une bonne idée ?

Cet article est paru dans Le Figaro (site web)

<http://www.lefigaro.fr/conjoncture/on-m-a-propose-une-ristourne-de-500-euros-les-greffes-de-cheveux-en-turquie-sont-elles-vraiment-sures-20241104>

Note(s) :

Mise à jour : 2024-11-04 08:14 UTC
+01:00



LIBÉ.FR

Quand la Turquie se prend de passion pour la rhinoplastie : «Aujourd'hui, on change de nez comme de coupe de cheveux»

Les femmes turques, et quelques hommes, sont toujours plus nombreuses à transformer leur nez aquilin en un nez petit, droit et retroussé, symbole de prestige social et d'européanité. Lire le reportage de notre correspondant à Istanbul. PHOTO GETTY IMAGES

Attentat de «Charlie Hebdo» : Peter Cherif aux assises

Le vétéran du jihad français devra notamment se justifier, dans son procès qui s'ouvre ce lundi, sur ses années au Yémen et son rôle auprès de Chérif Kouachi, un des assaillants de l'attaque de 2015.

Par **JULIETTE DELAGE**

Le plus souvent, Peter Cherif n'a rien dit. «*Il ne souhaite pas s'exprimer sur ces faits*», conserve à plusieurs reprises «*un silence absolu*», note l'ordonnance de mise en accusation (OMA) de ce vétéran du jihad français, jugé à partir de ce lundi à Paris devant la cour d'assises spécialement composée, compétente en matière de terrorisme. En octobre 2020, quand son visage apparaît sur l'écran de visioconférence du procès des attentats de janvier 2015, où il était entendu comme témoin depuis sa maison d'arrêt de Bois-d'Arcy, dans les Yvelines, il se contente de réciter une sourate du Coran et de prononcer ces quelques mots : «*On m'a forcé à venir ici pour une affaire avec laquelle je n'ai rien à voir. Je ne répondrai à aucune question.*» La déception est immense. Ami d'enfance des frères Kouachi, auteurs de la tuerie de *Charlie Hebdo* neutralisés par les forces de l'ordre deux jours après l'assaut, Peter Cherif est alors soupçonné d'être l'un des rouages essentiels de leur projet terroriste.

Interpellé en 2018 à Djibouti, il était trop tard pour qu'il puisse comparaître aux côtés des autres accusés de ce procès. C'est désormais son tour

de prendre place dans le box. Poursuivi pour «*association de malfaiteurs terroriste criminelle*», il devra répondre de son séjour dans les rangs d'Al-Qaeda dans la péninsule Arabique (Aqpa) au Yémen, entre 2011 et 2018, et du rôle qu'il y a tenu pendant le passage de son ami Chérif Kouachi, au cours de l'été 2011, avant que ce dernier ne reparte en France organiser l'attentat contre *Charlie Hebdo*. En parallèle, il devra aussi s'expliquer de la séquestration en bande organisée de trois humanitaires français, restés otages d'Aqpa au Yémen pendant plus de cinq mois, entre fin mai et début novembre 2011. A moins qu'une fois de plus, Peter Cherif, 42 ans aujourd'hui, ne reste cloîtré dans son mutisme. Il encourt la réclusion criminelle à perpétuité.

«Fortuitement». Peter Cherif, né à Paris, a grandi dans le XIX^e arrondissement de la capitale, avec les frères Saïd et Chérif Kouachi. Ils se radicalisent ensemble, avec d'autres jeunes du quartier, autour de la figure de Farid Benyettou, charismatique prédicateur islamiste, et forment peu à peu la filière dite «des Buttes-Chaumont», qui achemine des candidats au jihad en Irak. Peter Cherif, qui se fait désormais appeler Abou Hamza, part pour la première fois en 2004. Armé d'une kalachnikov, il parti-

cipe aux combats sur zone dans les rangs d'Al-Qaeda, avant de se faire capturer par les Américains dans les ruines de Falloujah.

Condamné à quinze ans de prison par la justice irakienne, il parvient à prendre la fuite, direction la Syrie, où il se présente, le 7 février 2008, à l'ambassade de France à Damas. Extradé vers la France, il y est alors mis en examen pour «*association de malfaiteurs terroristes*». Le contexte sécuritaire et les usages juridiques sont alors radicalement opposés à ceux que nous connaissons aujourd'hui : fin 2009, Peter Cherif est placé sous contrôle judiciaire et peut ainsi comparaître libre à son premier procès en janvier 2011, au cours duquel il se présente comme repent.

Mais deux jours avant sa condamnation à cinq ans de prison, Peter Cherif disparaît. En passant par la Tunisie, pays d'origine de sa mère, puis par Oman, il débarque au Yémen, où il restera sept ans, au cours desquels il parviendra même à faire venir sa femme, Souleïf A., morte en France en août 2022 d'un cancer généralisé, à 37 ans. Ce sont les problèmes de santé de son épouse qui auraient poussé le couple et leurs deux enfants, nés en 2014 et 2015, à quitter le Yémen pour Djibouti, en septembre 2018. Ils y seront arrêtés et expulsés vers la France trois mois plus tard.

Comme Peter Cherif a été interpellé à Djibouti en 2018, il était trop tard pour que cet ami d'enfance des frères Kouachi puisse comparaître aux côtés des autres accusés du procès de l'attentat de «Charlie Hebdo».



Peter Cherif lors de son extradition depuis Djibouti, en décembre 2018. PHOTO AFP

Il est établi que Chérif Kouachi a rejoint le Yémen pendant l'été 2011, avec un autre jihadiste français, Salim Benghalem. Quelques mois après les attentats de janvier 2015, la revue de propagande jihadiste *Inspire* publie un article intitulé «*Charlie Hebdo, military analysis*», dans lequel Aqpa, qui a revendiqué l'attentat, explique que «*la direction centrale*» avait choisi la cible, «*préparé et formé*» Chérif Kouachi sur zone, rappelle l'OMA. Quel rôle Peter Cherif a-t-il joué dans cette préparation ? Depuis sa mise en examen, il continue de nier en bloc la moindre connaissance du projet, répète que, s'il a bien croisé son ami à deux reprises au Yémen, c'était «*fortuite-*

ment». «*Il faut vraiment avoir vécu dans l'organisation pour comprendre comment les informations doivent circuler. Chérif et Salim ne savaient pas ce que je faisais, je n'avais pas à savoir ce qu'ils faisaient*», déclare-t-il aux enquêteurs en juin 2021, alors qu'il accepte «*d'apporter certaines réponses*», désireux d'obtenir un transfert de détention à Marseille pour être plus proche de sa femme et de ses enfants.

«Pas crédible». Mais pour les magistrats antiterroristes, «*le caractère accidentel de la rencontre*» entre les deux hommes au Yémen «*n'est pas crédible*». Peter Cherif aurait, selon eux, «*facilité l'intégration au*

sein d'Aqpa d'un des frères Kouachi, très probablement Chérif». Par ailleurs, l'OMA souligne notamment «*le maintien des contacts en septembre 2011*», par mail, de Peter Cherif et Chérif Kouachi, «*confirmant le caractère opérationnel de ces contacts et la connaissance qu'avait le premier du projet confié au second*». Peter Cherif reconnaît en revanche avoir «*participé aux activités militaires*» d'Aqpa au Yémen, insistent les juges dans l'ordonnance, «*en ayant notamment combattu "brièvement"*» et en ayant «*contribué à la fabrication d'engins explosifs improvisés, à la recherche de cibles pour les attentats...*» Le verdict est attendu le 4 octobre. ◀

Documents sauvegardés



© 2024 Libération. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois
et conventions internationales sur le droit
d'auteur et son utilisation est régie par ces
lois et conventions.

news-20240914-LIF-out2810_3

Nom de la source

Libération (site web)

Samedi 14 septembre 2024

Type de source

Presse • Presse Web

Libération (site web) • 810
mots**Périodicité**

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Quand la Turquie se prend de passion pour la rhinoplastie : «Aujourd'hui, on change de nez comme de coupe de cheveux»

Killian Cogan

Les femmes turques, et quelques hommes, sont toujours plus nombreuses à transformer leur nez aquilin en un nez petit, droit et retroussé, symbole de prestige social et d'européanité.

Difficile de le rater. Sur les pelouses de Moda qui longent le Bosphore, comme dans les cafés du quartier cosu de Nisantasi, il est omniprésent. Petit, droit et légèrement retroussé : à Istanbul, on voit partout ce même nez. Au point que de nombreux visages féminins, et parfois masculins, rappellent ceux de clones, tels des androïdes de science-fiction.

Bien qu'elles prennent en compte les patients étrangers opérés dans le cadre du tourisme médical, les données de l'International Society of Aesthetic and Plastic Surgery (ISAPS) sont révélatrices à cet égard : en 2023, 83 146 rhinoplasties ont été effectuées en Turquie. Une performance que seul le Brésil surpasse avec 87 215 opérations réalisées la même année. Contrairement à d'autres pays, la rhinoplastie est l'opération de chirurgie esthétique la plus pratiquée en Turquie, devant la liposuction et la chirurgie des paupières.

« *La demande pour les rhinoplasties augmente de manière continue depuis dix ans, et depuis la pandémie de Covid-19, ça explose* », corrobore le docteur Enes Yigit, un chirurgien spécialisé en la matière, depuis sa clinique affichant son nom en lettres dorées. Il opère entre 15 et 20 patients par mois, essentiellement des femmes, et 80 % de ses patients sont turcs. Des interventions facturées l'équivalent de près de 2 000 euros chacune. « *C'est tout à fait normal de se faire refaire le nez ici. Tout le monde le fait* », balaye le chirurgien, pour qui cela semble relever de l'évidence. Mais comment expliquer cette passion turque pour la rhinoplastie ? « *Les Turcs n'aiment pas leur nez aquilin, ils veulent un nez plus petit et droit* », lâche le docteur d'un air détaché.

Blase «paysan» contre blase «élitiste»

Parmi ses patients, on compte notamment Gamze, une designeuse de 25 ans, passée sous le bistouri l'an dernier. « *Je suis originaire de la région de la mer Noire et là-bas, on a des nez très arqués,*

Une femme qui passée sur le billard pour une rhinoplastie.
. Su Arslanoglu

ça fait paysan, tandis qu'un nez refait, ça fait plus élitiste », confie la jeune femme, qui donne rendez-vous dans un centre commercial rutilant. « *Cela faisait quelques années que je voyais beaucoup de gens se faire refaire le nez dans mon entourage, alors ça m'a donné envie de sauter le pas. Depuis, je me sens beaucoup mieux* », se félicite-t-elle.

Derrière cet emballement pour la rhinoplastie pointe un désir d'ascension sociale dans un contexte de migration rurale, ainsi qu'une volonté de gommer des attributs jugés trop «anatoliens». C'est ce qu'affirme Claudia Liebelt, professeure d'anthropologie sociale à l'Université libre de Berlin, autrice d'*Istanbul Appearances : Beauty and the Making of Middle-Class Femininities in Urban Turkey* (Syracuse University Press, 2023, non traduit). « *L'idée d'un optimum esthétique est profondément racialisée en Turquie, les «gros»[...]*

Documents sauvegardés

nez féminins étant considérés comme problématiques car associés aux régions les plus périphériques de Turquie et, plus généralement, à l'arriération rurale», écrit-elle.

Un «French Actress Nose»

Selon l'anthropologue allemande, l'objectif est aussi d'adopter des standards de beauté perçus comme occidentaux. Nombreux sont les chirurgiens turcs à proposer un «French Actress Nose» sur leurs comptes Instagram. Özlem, 36 ans, y a succombé. « *Avoir un petit nez, comme avoir les cheveux blonds et les yeux bleus, ce n'est pas la norme en Turquie», explique cette ingénieure dans l'industrie. « Les gens veulent adopter ces traits physiques pour paraître plus européens, plus modernes. Et, comme nous [les Turcs], sommes dans une position de marginalisation vis-à-vis de l'Europe, la rhinoplastie est un moyen de s'europeaniser», développe-t-elle, cheveux blonds décolorés et rouge à lèvres rose.*

Pour cette cadre d'une firme transnationale, l'opération représentait une tentation à laquelle il était devenu de plus en plus difficile de résister. « *Alors que tout le monde dans ton entourage s'embellit en se faisant refaire le nez, tu ne veux pas être en reste, d'autant que c'est devenu très facile d'accès, pointe celle qui a effectué sa rhinoplastie il y a près de deux ans. Aujourd'hui, les femmes changent de nez comme de coupe de cheveux.»* A la différence près que l'opération est un peu plus onéreuse qu'un passage chez le coiffeur : celle d'Özlem a coûté près de 3 000 euros, une somme qu'elle a déboursée par le biais d'un crédit à la consommation. « *C'est vrai qu'on perd nos caractéristiques propres et qu'on commence*

toutes à avoir le même visage, admet pour sa part Gamze. Mais peu importe. Moi, ce nez, je l'aime.»

Cet article est paru dans Libération (site web)

https://www.liberation.fr/international/moyen-orient/quand-la-turquie-se-prend-de-passion-pour-la-rhinoplastie-aujourdhui-on-change-de-nez-comme-de-coupe-de-cheveux-20240914_XLPPU3EEMVH77JMUENWMMKJQ34/

Françoise Dargent

L'écrivain albanais, réfugié politique en France en 1990, laisse une œuvre au souffle épique puissant, mêlant l'analyse politique tranchante aux légendes d'hier. Il est décédé lundi à l'âge de 88 ans.

« Si tu fais confiance à la littérature, rien qu'à la littérature, elle sera ta protection céleste. Il ne peut rien t'arriver. » Jusqu'en 1990, l'année où il demanda l'asile politique en France, Ismail Kadaré a réussi à faire sienne cette devise usant allègrement de la métaphore dans ses nombreux livres très critiques envers les régimes totalitaires alors que son propre pays, l'Albanie, était sous la férule d'un dictateur. L'écrivain, est décédé hier matin à l'âge de 88 ans d'une crise cardiaque, a précisé l'hôpital de Tirana où il avait été emmené en urgence. L'homme incarne pendant longtemps le paradoxe d'être un écrivain à la fois reconnu et persécuté. Si ses livres étaient publiés en Albanie, ils étaient souvent aussitôt interdits par le régime ou au mieux mutilés. Lui se réjouissait quand même de ce fait, arguant que ces ouvrages n'en avaient que plus de valeur pour ses compatriotes, qui se hâtaient de se les procurer.

Lauréat de plusieurs prix prestigieux dont le Man Booker International Prize (2005) et le prix Princesse des Asturies (2009), l'auteur était également présenté régulièrement pour recevoir le prix Nobel de littérature. En France, il était depuis 1996 membre associé de l'Académie des sciences morales et politiques, promu commandeur de la Légion d'honneur en 2015. Il était de fait l'écrivain albanais le plus connu au monde, ayant contribué par les lettres à faire parler de ce petit pays étouffé pendant près d'un demi-siècle par le dictateur Enver Hodja.

Ismail Kadaré est né en 1936 à Gjirokastrë, perle du sud de l'Albanie, qui fut également quelques années plus tôt la ville de naissance du dictateur. Son père était postier, et le jeune garçon manifeste très tôt de l'intérêt pour Shakespeare et les tragédies grecs. Enfant, puis adolescent, il expérimente tous les avatars du communisme, d'abord à la mode russe, puis chinoise et enfin albanaise lorsque son pays se fâche successivement avec les deux grandes puissances tutélaires. À 17 ans, l'étudiant de l'université de Tirana est remarqué par ses vers. On l'envoie à l'Institut Gorki, à Moscou, pépinière d'auteurs et de critiques. Il s'y plaît en tant qu'étudiant, mais déclarera par la suite avoir été malheureux comme écrivain.

« Si vous pouvez, grâce à la littérature, ne pas prendre au sérieux le régime, vous êtes sauvé »

Ismail Kadaré

De fait, son premier recueil de poèmes est publié par un éditeur russe, ses textes intouchés, mais assortis d'une préface qui dénonce l'influence néfaste de l'Occident. Le jeune Kadaré accepte cette publication. Là, s'enracine cette dualité qui le marque de longues années durant. Il est durement critiqué, mais toléré par un régime qui voit en lui un faire-valoir à envoyer de temps à autre en Occident. Longtemps, il s'accommode de cet état jusqu'au jour où il ne supporte plus les compromissions et reste à Paris avec sa femme et ses deux filles.

En attendant, en 1960, le jeune étudiant rentre chez lui, en Albanie. « Si vous pouvez, grâce à la littérature, ne pas prendre au sérieux le régime, vous êtes sauvé », déclarait-il au *Nouvel Observateur* en 2005. De fait dès le début, il s'ingénia à écarter celui de l'Albanie. Après *Jours de beuverie*, l'histoire de deux petits malfrats indifférents à la cause socialiste, ouvrage aussitôt jugé décédé, il publie en 1963 ce qui est considéré comme son premier roman. *Le Général de l'armée morte* connaît un grand succès dans son pays. On y suit les tentatives infructueuses d'un officier italien



Ismail Kadaré, en octobre 2023, à Tirana.

ISMAIL KADARÉ

La littérature pour pays

CHRONO

1936 Naissance à Gjirokastrë (Albanie)

1963 Publie son premier roman, *Le Général de l'armée morte*

1967 Est envoyé en « rééducation » à la campagne par le régime albanais

1981 Publie *Le Palais des rêves*

1990 Demande l'asile politique à la France

1996 Membre associé de l'Académie des sciences morales et politiques

2009 Prix Princesse des Asturies

Janvier 2022 Publie *Disputes au sommet* (Fayard)

1^{er} juillet 2024 Mort à Tirana (Albanie)

Lorsque le régime finit par chuter, il retourne dans le pays des Aigles, y revenant plusieurs fois par an, même si son domicile reste établi à Paris. En France, il continue de publier avec la même régularité, fidèle à Fayard, la maison de son éditeur d'origine, Claude Durand (1938-2015). C'est aussi en France qu'il entreprend la tâche herculéenne de réviser toute son œuvre, élaguant ou complétant des ouvrages qu'il avait « autocensurés ».

« Dans un pareil duel entre un tyran et un poète, c'est toujours, on le sait, le poète qui l'emporte, même, si pour un temps, il peut paraître vaincu »

Ismail Kadaré

À la chute de la dictature, ses nouveaux romans s'allègent, se font plus courts. Les microromans remplacent les sagas, mais la critique ne se cache plus forcément sous la forme symbolique et l'Albanie est toujours au cœur de ses écrits. À la fin des années 1990, il s'engage pour la cause des Albanais au Kosovo. Virulent contre la Serbie, il

multiplie les interviews et les prises de parole publiques.

Le calme revient ensuite, bercé par la régularité des publications. Après *La Poupée*, en 2015, dans lequel il évoque la figure de sa mère. En 2017, *Mattinées au Café Rostand*, du nom de son QG parisien, se présente comme un recueil de textes composites écrits au cours de la décennie précédente, vécue entre la France et l'Albanie, avec laquelle il avait fini par faire la paix. En octobre dernier, Fayard rééditait, dans une version revue et corrigée, *Avril brisé*, roman de 1982 sur la loi ancestrale du Kanun, droit coutumier albanais. Deux ans avant, la collection « Bouquins » (Robert Laffont) avait aussi réédité astucieusement deux de ses œuvres, *Le Crépuscule des dieux de la steppe* et le diptyque *Le Temps des querelles*, consacré en partie aux dissensions entre la petite Albanie et ses puissants voisins communistes, la Chine et l'URSS, au temps de la guerre froide. Une manière de faire découvrir aux lecteurs français la version originale du texte, qui fut cavalière par le régime albanais à sa sortie, en 1973. Cela reste la meilleure peinture du quotidien d'une dictature par celui qui s'est décrit comme « un écrivain normal dans un pays dément ». ■



Lauréat de plusieurs prix prestigieux, le romancier (ici, en avril 1987, à Paris) était régulièrement pressenti pour le prix Nobel de littérature.

SOPHIE BASSOULS/BRIDGEMAN IMAGES

Documents sauvegardés



© 2024 Ouest-France. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news:20240527-OF-6fe6dcd8-1999-11ef-8e43-1b4062ea12e6

Nom de la source	Lundi 27 mai 2024
Ouest-France	
Type de source	Ouest-France
Presse • Journaux	• p. OF Les Sables d'Olonne_14
Périodicité	• 679 mots
Quotidien	
Couverture géographique	
Régionale	
Provenance	
Rennes, Bretagne, France	

Réfugié politique, il a trouvé sa voie en Vendée

Nicolas BINOUX.

Arrivé comme demandeur d'asile en 2018 en Vendée, Ouest-France avait rencontré Anselme en 2020. Depuis, il est devenu réfugié politique, propriétaire et veut devenir un expert des mobil-homes.

Rencontre
Le permis de conduire est dans sa poche. Pour l'apprentissage de la nage, il faudra encore attendre un peu. « **J'ai la phobie de l'eau ! Mais je vais continuer d'essayer** », rigole Anselme Koffi. Ce sont les deux objectifs qu'il s'était fixés en 2020, quand Ouest-France le rencontrait. Réfugié ivoirien, arrivé en Vendée en 2018, il avait fui son pays, menacé de mort et violenté pour avoir refusé de vendre ses terres agricoles. Anselme, 36 ans aujourd'hui, avait été orienté aux Sables-d'Olonne par l'Office français de l'immigration après avoir débarqué à l'aéroport d'Orly. Demandeur d'asile, il a ensuite obtenu le statut de réfugié politique.

Propriétaire d'un appartement

Son intégration a été un modèle du genre, entre bénévolat à la Croix-Rouge, cours de mathématiques donnés à des élèves de 3^e et travail en intérim. Jusqu'à une embauche en CDI chez Rideau, à Saint-Mathurin, pour fabriquer des vérandas. Quatre ans après, le voilà affecté au site de Venansault, où il construit des mobil-homes. « **Je m'oc-**

cupe des planchers. Tout commence à mon poste. Les mesures doivent être parfaites pour la suite de l'assemblage. Une erreur d'un demi-centimètre et il faut tout recommencer : impossible de faire coller les murs du mobil-home au plancher autrement », détaille-t-il. Anselme, arrivé sur le poste en avril 2023, s'est formé « **sur le tas, en cinq mois** ». Les matins, à bord de sa Peugeot 607, il se mue en chauffeur. « **J'emmène quatre collègues au boulot.** » « **C'est un bon élément, consciencieux. Ça ne pouvait que bien se passer** », estime Romain Durand, son chef d'équipe.

Une mutation demandée pour se rapprocher de son lieu de vie. Anselme est propriétaire d'un appartement dans le centre-ville de La Roche-sur-Yon. « **Acheter aux Sables ou à côté, c'est impossible vu mon salaire !** », sourit-il, lui qui a été logé au Centre d'accueil des demandeurs d'asile des Sables-d'Olonne. Un appartement assez grand pour loger son épouse et leurs quatre enfants, âgés de 10 à 16 ans. « **Ils vivent encore en Côte d'Ivoire, où ils sont scolarisés.** »

Anselme Koffi, 36 ans, devant un plancher de mobil-home, dans l'entreprise Rideau, à Venansault.
. Ouest-France

« Maintenant, je peux sortir »

Anselme a déjà aménagé deux chambres, avec des meubles récupérés auprès de la Croix-Rouge et d'un collègue. « **Je prépare leur arrivée, se languit le Vendéen d'adoption. J'ai déposé ma demande de regroupement familial en janvier 2022. C'est tout un travail de réunir les documents et de s'assurer qu'ils sont bien aux normes. L'administration vendéenne ne badine pas ! Mon cas est entre les mains du préfet.** »

La réponse devrait arriver durant l'été. D'autant qu'Anselme a mis toutes les chances de son côté : mariage reconnu légalement en Côte d'Ivoire, CDI, appartement dont il est le propriétaire. Pour cela, Anselme s'est focalisé sur le travail. « **Je me suis créé des limites et n'ai presque rien fait d'autre que de me concentrer sur l'achat de mon appartement. La solitude me pèse, même si maintenant je peux sortir et que je commence à avoir des amis.** »

Documents sauvegardés

Il s'investit aujourd'hui dans l'Association des Africains de la Vendée. La Côte d'Ivoire est toujours dans son cœur, le maillot de l'équipe nationale de football décore souvent ses épaules. « **Mais il fait bon vivre en France, je m'y sens de mieux en mieux.** »

Quant à son avenir chez Rideau, Anselme se voit bien changer de poste, « **pour maîtriser la fabrication des mobil-homes de A à Z** ». Avec le projet de les exporter un jour dans son pays natal. « **Il y a une pénurie de logements à Abidjan et du bois partout en Côte d'Ivoire. On peut s'y faire une petite fortune !** »

Cet article est paru dans Ouest-France

<https://www.ouest-france.fr/pays-de-la-loire/venansault-85190/refugie-politique-salarie-modele-et-heureux-propretaire-la-nouvelle-vie-danselme-en-vendee-6fe6dcd8-1999-11ef-8e43-1b4062ea12e6>

Les Etats-Unis suspendent la délivrance de visas par tirage au sort

AMÉRIQUE DU NORD

Cette décision a été prise en réaction à la fusillade de l'université de Brown, dont l'auteur avait bénéficié du dispositif.

Les projets d'installation aux Etats-Unis vont se compliquer un peu plus. Vendredi, l'administration Trump a annoncé la mise sur « pause » du programme de délivrance de « visa diversité » par tirage au sort, plus connu sous le nom de « loterie de la carte verte ». Un programme dont le suspect des tirs à l'université Brown, samedi dernier, avait bénéficié.

Claudio Neves Valente, un ressortissant portugais âgé de 48 ans, ancien étudiant de Brown, a ouvert le feu dans le bâtiment d'ingénierie et de physique de l'université où des examens se déroulaient. Deux étudiants sont morts et neuf autres ont été blessés. Il est également suspecté d'avoir abattu un professeur du MIT. Après plusieurs jours de traque, l'homme a été retrouvé mort jeudi soir, après un probable suicide, a annoncé la police de Providence, où se trouve la prestigieuse institution.

Programme instauré en 1991

« Claudio Manuel Neves Valente, l'auteur de la fusillade de l'université Brown, est entré aux Etats-Unis en 2017 grâce au programme de visa diversité et a obtenu une carte verte. Cet individu odieux n'aurait jamais dû être autorisé à entrer dans notre pays », a écrit la ministre américaine de la Sécurité intérieure, Kristi Noem, sur X, en ordonnant la suspension de ce programme. Cette mise sur pause « garantira qu'aucun autre Américain ne sera blessé par ce programme désastreux ».

Instauré en 1990, le célèbre et très convoité programme de loterie permet la délivrance de cartes de résident aux Etats-Unis à quelque 50.000 personnes chaque année, à condition qu'elles remplissent les critères d'éligibilité requis, notamment

qu'elles possèdent un diplôme d'études secondaires ou une expérience professionnelle. Un examen et un entretien sont nécessaires avant de se voir délivrer un visa. Chaque année, des dizaines de millions de personnes tentent leur chance à cette loterie très particulière.

Sa suspension est la dernière mesure en date prise par l'administration Trump pour limiter l'immigration. Des décisions souvent prises en réponse à une violence que le président américain attribue aux politiques d'immigration laxistes de ses prédécesseurs.

Etudiants, journalistes et diplomates

Après l'attentat de Washington contre des soldats de la Garde nationale, perpétré par un ressortissant afghan, Donald Trump avait ainsi annoncé « suspendre définitivement l'immigration en provenance de tous les pays du tiers-monde ». Il avait également menacé d'annuler « des millions » d'admissions d'étrangers accordées par le gouvernement démocrate de Joe Biden.

Donald Trump n'a pas non plus hésité à cibler l'immigration qualifiée dans laquelle pioche massivement le secteur de la tech.

Toujours dans l'objectif de freiner les entrées aux Etats-Unis, Donald Trump s'était attaqué avant cela aux visas des étudiants, des journalistes et des diplomates. Le président américain n'a pas non plus hésité à cibler l'immigration hautement qualifiée dans laquelle pioche massivement le secteur de la tech en augmentant les frais de demande des visas H-1B.

A l'inverse, Donald Trump s'est félicité du lancement récent de son « golden visa », une carte verte dorée destinée à permettre aux ressortissants étrangers d'acquérir rapidement un titre de résidence aux Etats-Unis en échange d'une très importante somme d'argent. — H. Ga. (avec AFP)

Affaire Epstein : polémique sur des documents tronqués

AMÉRIQUE DU NORD

L'administration Trump n'a publié qu'une partie, largement censurée, des centaines de milliers de pages du dossier criminel.

Solveig Godeluck
— Bureau de New York

On aurait voulu remplacer « l'affaire Epstein » par une nouvelle « affaire Clinton », qu'on ne s'y serait pas pris autrement. Vendredi, le département américain de la Justice a publié 300.000 pages de documents et de photos de l'enquête sur Jeffrey Epstein, un pédophile mondain mort en prison en 2019. Plusieurs photos anciennes montrent Bill Clinton souriant, à côté du criminel ou en compagnie de jeunes femmes, dans une piscine, dans un jacuzzi.

Jeffrey Epstein et son cercle auraient abusé de plus de 1.200 personnes, selon le vice-procureur général Todd Blanche. Cette avalanche de pièces, où de larges passages sont caviardés, n'apporte cependant aucune clarté à l'affaire, faute de véritable révélation.

« Pas de preuve » contre Bill Clinton

Depuis la rentrée, Donald Trump est sous pression, car sa base réclame la publication intégrale des documents de l'affaire Epstein, comme promis pendant la campagne électorale. « Circulez, il n'y a rien à voir », a d'abord indiqué le ministre de la Justice Pam Bondi, jusqu'à ce que le Congrès lui force la main en votant la déclassification.

Le président s'est incliné et a promulgué la loi. Mais il a tenté de détourner l'attention de son amitié avec le pédophile, qui a duré jusqu'au milieu des années 2000. Il a notamment dû se justifier après que

le « Wall Street Journal » a publié un dessin obscène de sa main, offert à Jeffrey Epstein, en septembre.

En juillet, il a ainsi assuré sans preuve à des journalistes que l'ancien président Bill Clinton était un habitué de la villa d'Epstein dans les Caraïbes. « De toute façon, je ne suis jamais allé dans l'île, et Bill Clinton y est allé probablement 28 fois », a-t-il lancé. En réalité, le démocrate a voyagé six fois à bord du jet privé du millionnaire en 2002 et en 2003, mais avec pour destination de grandes villes dans le monde.

« Il n'y a pas de preuve » d'un séjour [de l'ex-président] dans la villa, a reconnu il y a une semaine la directrice de cabinet de Donald Trump, Susie Wiles, dans un entretien à « Vanity Fair ». Quant à l'existence de pièces incriminant Bill Clinton dans le dossier Epstein, « le président a eu tort sur ce point », a-t-elle ajouté. L'aide de camp du président, qui s'était livrée avec candeur, a ensuite dénoncé une interview « à charge ».

Si Bill Clinton est partout, Donald Trump se fait discret dans les documents rendus publics. Lors de précédentes déclassifications, le nom Trump avait surgi dans une liste de passagers de jet et dans un carnet d'adresses ayant appartenu au criminel. Vendredi, on pouvait seulement voir une photo du livre « The Art of the Comeback » sur une étagère et une autre de Jeffrey Epstein avec à la main un chèque signé Trump.

Une censure « pas Maga »

Des images où Donald Trump apparaît en compagnie du pédophile ou entouré de jeunes femmes ont même été retirées après une brève apparition. « Pam Bondi, est-ce vrai ? Qu'est-ce que vous couvrez d'autre ? Nous avons besoin de transparence pour le public américain », ont protesté sur X les démocrates de la Commission de surveillance de la Chambre, forçant le gouvernement à republier ces pièces.

Les élus estiment aussi que les passages noircis sont trop nombreux, et reprochent à l'exécutif de ne pas avoir publié l'intégralité du dossier dans le délai légal. Todd Blanche a expliqué sur Fox News qu'il faudrait encore deux semaines pour vérifier que les victimes ne sont pas identifiables avant de publier les documents. « Ils bravent la loi », s'est offusqué le député républicain Thomas Massie. Lui et le démocrate Ro Khanna envisageaient samedi de lancer une procédure de destitution contre Pam Bondi, à valeur symbolique.

« Les gens enragent et s'en vont », a commenté Marjorie Taylor Greene, une élue qui a récemment rompu avec le président. Sur X, elle montre du doigt « les documents Epstein lourdement censurés, l'échec de la publication à l'échéance légale, le floutage des individus politiquement exposés et des responsables administratifs ». Tout cela n'est « Pas Maga », conclut-elle. ■



Les documents du dossier Epstein rendus publics vendredi ont été largement caviardés.

Israël touché par une « fuite des cerveaux »

MOYEN-ORIENT

L'Etat hébreu est frappé par le départ de nombreux actifs des professions supérieures qui se « relocalisent ».

Pascal Brunel

— Correspondant à Tel-Aviv

De plus en plus d'Israéliens parmi les plus diplômés prennent le grand large. Un quart des détenteurs de doctorats en mathématiques, ainsi que 22 % des ingénieurs et 8 % des médecins ont quitté leur pays. Ce pourcentage de départs atteint 12 % de l'ensemble des détenteurs d'un doctorat, qui ont choisi de tenter leurs chances à l'étranger en 2024, a indiqué cette semaine un rapport officiel du Bureau central des statistiques.

La high-tech, secteur clé de l'économie israélienne, qui assure à lui seul la moitié des exportations et un quart des rentrées fiscales, n'est pas épargné, malgré les succès remportés par la « start-up nation », comme aime à se présenter l'Etat hébreu. En un an, 8.300 salariés du secteur sont partis. Ils étaient 500 à avoir quitté les lieux en 2022.

Une réforme controversée

Ce début d'hémorragie est attribué aux tensions provoquées par deux ans de guerre dans la bande de Gaza et au Liban. Environ 20 % des salariés des entreprises liées à la haute technologie ont été mobilisés à un moment ou à un autre. Ils ont dû quitter leur emploi et leur famille, mettre leur vie en danger parfois durant de longs mois en endossant l'uniforme.

Circonstance aggravante : juste avant le massacre du 7 octobre 2023 commis par le Hamas, à l'origine des affrontements, Israël s'est déchiré autour d'une réforme judiciaire

controvertée, initiée par le gouvernement le plus à droite de l'histoire du pays. Ce projet a jeté des centaines de milliers de manifestants dans les rues. Les salariés ainsi qu'une bonne partie des chefs d'entreprise de la high-tech se sont mobilisés contre ce texte de loi jugé contraire à l'Etat de droit, en poussant certains des opposants les plus déterminés à se « relocaliser ».

Les Etats-Unis sont de loin l'option privilégiée par ces expatriés, devant le Canada et la Grande-Bretagne, en raison de conditions salariales plus attrayantes, ainsi que des postes importants proposés au sein d'universités, de centres de recherche ou dans des multinationales, comme Google (Alphabet), Meta, Microsoft ou Apple. Les entreprises spécialisées dans la cybersécurité et l'intelligence artificielle, installées dans la Silicon Valley en Californie, ainsi qu'à Boston ou New York, ont embauché de nombreux candidats.

En Europe, les groupes britanniques DeepMind ou néerlandais, comme ASML, ont également attiré des professionnels israéliens, qui avaient déjà fait leurs preuves

localement. Les universités et instituts de recherche les plus prestigieux, tels le MIT, Stanford, Harvard, Oxford, Cambridge, ainsi que l'ETH de Zurich ont attiré des candidats israéliens.

Ces départs ont provoqué pour la première fois depuis une décennie une réduction de 5.000 emplois dans la haute technologie. Plus grave : selon un rapport de la Knesset, 70 % des Israéliens installés à l'étranger ne reviennent plus dans leur pays. « Tous ces chiffres constituent un signal d'alarme pour le pouvoir politique », a mis en garde dans un communiqué le Conseil israélien des présidents d'université, qui déplore une « perte considérable de ressources humaines ».

Colmater les brèches

Itai Ater, professeur d'économie à l'université de Tel-Aviv, va plus loin et parle de « menace stratégique pour l'avenir du pays, si cette tendance se poursuit ». Le gouvernement a tenté de colmater les brèches en accordant des réductions d'impôts sur les revenus perçus à l'étranger à ceux qui se décident à revenir au pays. Difficile de dire si ces « cadeaux » suffiront à inverser la courbe.

Il faut toutefois nuancer le tableau général. L'économie israélienne a fait mieux que résister aux tensions géopolitiques environnantes, avec une croissance de plus de 3 % cette année, tandis que la high tech enregistrait un boom des investissements, des fusions acquisitions et des introductions en Bourse. Reste à savoir si cette embellie va se confirmer en 2026. ■

« C'est une menace stratégique pour l'avenir du pays, si cette tendance se poursuit. »

ITAI ATER
Professeur d'économie à l'université de Tel-Aviv

CANNES
FESTIVAL DE MUSIQUE
2025
Février 2025

JAY PARK & LINGSHOT ■ ASAF AVIDAN & L'ORCHESTRE NATIONAL DE CANNES

FEU! CHATTERTON ■ LAST TRAIN ■ "WONDERFUL WORLD"

HIMRA ■ NONO LA GRINTA ■ EVE LA MARKA ■ LÉMOFIL ■ SSSOUND ■ MAYOU PICCHU

LATIN ADDICT ■ BATTLE BY LA MESURE ■ JOSAFAT RAMAN ■ SONI SIEGINSKI

RÉMI PANOSSIAN / RP3 88888888 ■ LA TEMPÊTE PRÉSENTE "HYPNOS"

PHILIPPE MANOEUVRE "UN ENFANT DU ROCK RACONTE" ■ "THE GREATEST NIGHT IN POP"

MIDEM TALKS

ALEXIS LANTERNIER (Deezer) - ANDY COPPING (Download Festival) - ANGELO GOPEE (Live Nation France)
ANTOINE GILBERT (Snapchat) - AGORIA (Artiste) - BBP (Compositeur PNL, Vald, Darnost...) - BONJOUR MEOW
AKA PROOF (Compositeur) - DAMIEN QUINTARD (Studio Miraval) - DANY SYNTHÉ (Compositeur Gims, Orelsan...)
DAN CHALMERS (Youtube EMEA) - GUILLAUME DOUBET (DA & Réalisateur Shay, M.Pokora...) - HÉDIA CHARNI
(Journaliste) - JEAN-BAPTISTE GOURDIN (CNM) - JEAN-NOËL SCHERRER (Last Train) - LAURENT BOUNEAU
(Skyrock) MANU KATCHÉ (Artiste) - NATHALIE BIROCHEAU (ream Amplify) - NICOLAS BAUDOIN (Billboard France)
MALIKA SEGUINEAU (EkhoScènes) - MATTHIAS LEULLIER (Live Nation France) - MAUD CLAVIER (Zorba)
MORE GIRLS BEHIND DECKS (Very Disco) - OLIVIER NUSSE (Universal Music France) - PASCAL GUEUGUE
(Fédération des Musiques Métalliques) - RAPHAEL DA CRUZ (Journaliste) - ROMAIN VIVIEN (Believe)
ULYSSE HENNESSY (Billboard France) - VINCENT TAJAN (Louis Vuitton) & more to come!

Toute la programmation et billetterie sur : www.midem.com

L'Europe peine à enrayer la fuite des cerveaux

L'EUROPE DÉCROCHE 3/6 Les Etats-Unis remportent la grande compétition pour attirer les talents mondiaux

BRUXELLES, MALMÖ (SUÈDE),
VARSOVIE - correspondants

Lors de sa dernière saison de recrutement, entre janvier et mars, la prestigieuse école d'économie de Toulouse (Toulouse School of Economics, TSE) a offert des postes à six brillants jeunes économistes, qui venaient de finir leur thèse et commençaient leur carrière de chercheur. Elle a essuyé six refus. Deux ont préféré rejoindre le secteur privé aux Etats-Unis. Quatre ont filé dans d'autres universités, essentiellement étrangères. « C'est dur », reconnaît Jean Tirole, Prix Nobel d'économie 2014 et président honoraire de la TSE.

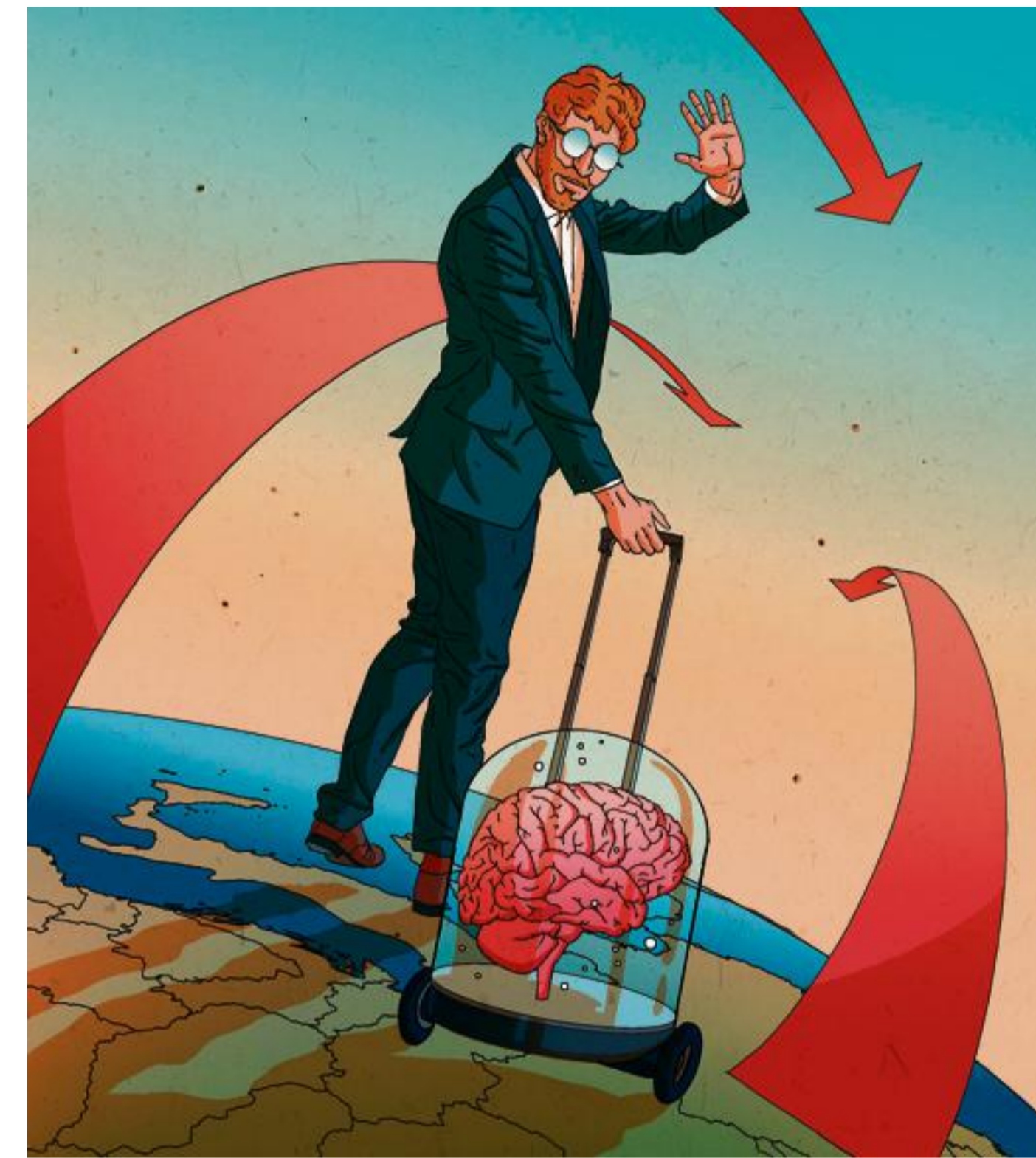
L'école d'économie, qui se bat depuis sa fondation en 2007 pour créer un pôle d'excellence, aujourd'hui seizième mondiale de sa catégorie dans le célèbre classement des universités de Shanghai, déploie pourtant des efforts exceptionnels au regard des standards français. Au lieu du salaire débutant de professeur assistant, autour de 35 000 euros annuels, elle propose une rémunération de 72 000 euros, grâce notamment à des cofinancements de grandes entreprises et à des bourses d'excellence de l'Union européenne (UE).

Mais cela n'est rien au regard des ponts d'or déroulés par les établissements anglo-saxons. « Aux Etats-Unis et au Royaume-Uni, il n'est pas rare de voir des offres à 250 000 dollars [238 000 euros] ou 300 000 dollars par an », souligne Christian Gollier, le directeur de la TSE. On peut danser sur la tête, ça ne changera pas grand-chose : il suffit de regarder les chiffres pour comprendre le phénomène. »

En mauvaise posture

Celui-ci est symptomatique de l'un des grands handicaps dont souffre l'Europe, à l'heure où l'activisme industriel chinois et la puissance économique américaine mettent à mal sa compétitivité. Certes, l'énergie chère, les difficultés de financement des entreprises et la faiblesse de l'innovation la lèstent, comme l'a souligné l'accablant rapport remis par Mario Draghi, l'ancien président de la Banque centrale européenne, en septembre. Mais elle est aussi en mauvaise posture dans la grande bataille que se livrent les continents pour attirer les meilleurs chercheurs au monde. « On a quand même un problème », explique M. Tirole. Les étudiants qui ont fait Normale-Sup ou Polytechnique, qui sont parmi les plus brillants et les plus entreprenants de leur promo, et dont les études furent payées entièrement par l'Etat, s'empressent d'aller vivre aux Etats-Unis. Nous sommes incapables de les retenir. »

Cette concurrence pour attirer les cerveaux ne concerne pas seulement les labos de recherche. Elle fait aussi rage du côté des entreprises, qui cherchent à recruter les profils les plus brillants, quelle que soit leur origine. Outre-Atlantique, 55 % des quelque 500 licornes (entreprises non cotées valant plus de 1 milliard de dollars) du pays ont été créées par des immigrés, selon une étude de la National Foundation for American Policy, un centre de réflexion. Le taux atteint deux tiers en comptant les enfants d'immigrés. L'étude cite notamment Stripe, une entreprise de paiements en ligne créée par des Irlandais, Discord, une plateforme de communication prisée des fans de jeux vidéo, inventée par un Ukrainien, ou encore Biosplice, une société de biotechnologie fondée par un Turc. Elle ajoute aussi SpaceX, l'entreprise spatiale gérée par Elon Musk, né en Afrique du Sud. Au total, sur 500 licornes, 66 ont été créés par des Indiens et 54 des Israéliens, mais



OLIVIER BONHOMME

on trouve aussi 27 Britanniques, 18 Français et 15 Allemands.

« Retenir et attirer les talents est un enjeu majeur », confirme l'économiste Camille Landais, un Français lui-même basé à la London School of Economics. On a une littérature économique très riche qui, en étudiant les précédents historiques, montre que les grands talents scientifiques ou les grands innovateurs produisent des retombées économiques importantes. » Il cite l'exemple de la fuite des juifs européens vers les Etats-Unis avant la seconde guerre mondiale, qui contribuèrent grandement à l'innovation dans leur pays d'accueil, notamment en physique et en chimie. A l'exemple d'Albert Einstein.

« Double injonction »

L'Europe est-elle en train de perdre ses cerveaux au profit des Etats-Unis ? Les spécialistes du sujet se montrent prudents. Les statistiques sont imprécises, la notion de « cerveau » n'étant pas simple à définir. Parle-t-on des thésards ? Des meilleurs chercheurs ? Faut-il inclure les entrepreneurs ? Les cadres supérieurs ? Marie Sautier, une chercheuse suisse qui fait sa thèse sur la question des parcours internationaux des chercheurs, note que le taux de départ des docteurs européens (ceux qui ont une thèse) est stable depuis les années 2010 : environ 20 % s'envolent vers les Etats-Unis. Bien sûr, un passage par l'étranger est un incontournable pour les chercheurs de haut vol. « En France comme aux Pays-Bas, les postdocs font souvent face à une double injonction : internatio-

« Les grands talents scientifiques produisent des retombées économiques importantes »

CAMILLE LANDAIS
économiste

naliser leur trajectoire en allant à l'étranger, mais, dans le même temps, conserver un réseau et un ancrage local », continue M^{me} Sautier. Elle préfère parler de « brain circulation » (« circulation des cerveaux ») plutôt que de fuite.

Camille Landais s'en veut l'un des exemples. Il a fait sa thèse sous la direction de Thomas Piketty à la Paris School of Economics, puis est passé par Berkeley et Stanford, aux Etats-Unis, avant de s'installer au Royaume-Uni en 2012. Il est aujourd'hui en France deux jours par semaine, où il est président délégué du Conseil d'analyse économique, un organisme rattaché au premier ministre. Le reste du temps, il est à Londres, où il enseigne à la London School of Economics. Comme lui, la plupart des économistes français de renom sont passés par les Etats-Unis, pour le meilleur. « Le développement actuel des grands centres français d'économie en a bénéficié. Jean Tirole était au MIT [Massachusetts Institute of Technology, de 1984 à 1991], avant d'aller à Toulouse. Pareil avec la Paris School of Econo-

mics, quand Daniel Cohen, qui avait passé du temps à Harvard, est rentré [l'économiste, mort en 2023, a été l'un des cofondateurs de l'école]. Thomas Piketty est aussi revenu du MIT. »

Tout l'enjeu est donc d'offrir des conditions suffisamment attrayantes pour donner envie à ces cerveaux de revenir – mais aussi, pour en attirer d'autres. Or, en la matière, la France, comme nombre de ses voisins européens, peut mieux faire. Et ce n'est pas seulement une question d'argent. « En Italie ou en France, un peu plus de 20 % des chercheurs évoquent leur départ comme une mobilité forcée, contrainte par les normes pesantes de carrière ou l'absence d'alternative locale, contre moins de 3 % au Royaume-Uni », note M^{me} Sautier. Le manque de postes de chercheurs après la thèse, qui implique de longues années de précarité, pousse à l'expatriation.

Une étude de la Commission européenne de 2020 indique que les pays les plus touchés par la fuite des cerveaux sont la Grèce (environ 6 arrivées de chercheurs en Grèce pour 10 départs) et l'Italie (7 pour 10). La France connaît aussi un taux de départs net (un peu plus de 9 arrivées pour 10 départs). L'Allemagne équilibre à peu près les flux, le Royaume-Uni connaît un taux légèrement positif. Mais les grands gagnants sont les Etats-Unis, (12 arrivées pour 10 départs).

Dans les sciences dures, la liste des prix Nobel récemment attribués à des Français donne une idée de l'ampleur des départs. Anne L'Huillier, Prix Nobel de physique en 2023, vit en Suède de-

puis les années 1980. Pierre Agostini, colauréat la même année, est parti à l'université d'Etat de l'Ohio après sa retraite en 2002 ; Emmanuelle Charpentier, Prix Nobel de chimie en 2020, est installée en Allemagne, étant passée notamment par les Etats-Unis...

Une tendance comparable apparaît dans les mathématiques, pourtant une spécialité française. Pour mesurer le phénomène, Martin Andler, un mathématicien, s'est penché sur le congrès international des mathématiciens, qui a lieu tous les quatre ans et pendant lequel est remise la médaille Fields. A chaque fois, près de 200 mathématiciens sont invités à présenter leurs travaux. En 2014, 31 Français ou étrangers résidents en France avaient eu cet honneur. « Depuis, sept d'entre eux sont partis s'installer à l'étranger », note-t-il. Plus inquiétant, le flux s'accélère, selon lui : « En 2014, la France était encore légèrement attractive dans le domaine des maths. Depuis, le solde est devenu négatif. »

Cette tendance n'a pas toujours été aussi nette. Dans les années 1990, quand Jean Tirole a accepté l'invitation de rentrer en France de son ami économiste Jean-Jacques Laffont, qui venait de créer ce qui deviendra la TSE, il enseignait au MIT : « A l'époque, les écarts de salaires avec les Etats-Unis étaient plus faibles. » Depuis, l'envolée des rémunérations américaines s'explique en grande partie par l'extrême inflation des droits d'inscription des étudiants. Le résultat est un système très inégalitaire, avec un sérieux problème d'endettement des jeunes

Les pays les plus touchés sont la Grèce (environ 6 arrivées de chercheurs en Grèce pour 10 départs) et l'Italie (7 pour 10)

Américains – mais qui permet de financer des conditions de travail et des rémunérations exceptionnelles aux enseignants. Impossible de répliquer cela dans une université en France, où les frais d'études sont presque nuls.

Le directeur de TSE fustige également les lourdeurs des universités françaises, « avec des conseils d'administration qui durent cinq heures pour savoir si on va attribuer 3 000 euros au bureau des étudiants ». Son école est récemment devenue « grand établissement », c'est-à-dire autonome de l'université, lui permettant d'avoir enfin la maîtrise de ses ressources humaines. Et de s'épargner de telles lourdeurs administratives. Attirer les cerveaux, c'est aussi permettre une installation facile aux étudiants étrangers, aux talents recrutés par les universités, les start-up et les entreprises, ainsi qu'à leur famille... Or, à travers l'Europe, c'est la crispation générale. Voire, la fermeture.

Penchant pour la fermeture

Le 11 décembre, aux Pays-Bas, à l'issue de longues tractations entre les partis politiques, le gouvernement a ainsi trouvé un accord pour réduire le nombre d'étudiants étrangers et « néerlandiser » certaines formations, c'est-à-dire réduire le recours à l'anglais. Les populistes du Parti pour la liberté – le mouvement du dirigeant d'extrême droite Geert Wilders qui domine la coalition au pouvoir – en avaient fait l'une de leurs revendications. Le royaume totalise 128 000 étudiants étrangers (dont 4 860 Français) dans ses universités et ses hautes écoles lors de la rentrée 2023-2024, soit 15 % du nombre total d'inscrits, et il espère réduire ce nombre dès 2025.

Au Danemark, les possibilités de s'installer dans le pays sont de plus en plus restrictives pour les étrangers, même pour les profils de haut vol recrutés à grands frais par les universités et les entreprises. En Hongrie, où le pouvoir a réduit l'autonomie des universités publiques, un sondage réalisé en 2024 par les Jeunes chercheurs universitaires (FKA), un collectif affilié à l'Académie hongroise des sciences, a révélé que le quart des doctorants du pays réfléchissaient à chercher un travail à l'étranger.

On touche ici à l'un des grands défis à venir pour l'Europe : comment concilier ce penchant pour la fermeture, poussé notamment par les formations d'extrême droite, avec la nécessaire ouverture qu'exige la course à la compétitivité ? Camille Landais appelle à une unification des règles européennes d'immigration pour les chercheurs. « Pourquoi est-ce qu'on n'a pas de visa européen pour les talents, par exemple ? » Pour lui, le danger est que chaque pays défende son pré carré, au détriment de l'intérêt du continent : « Il ne faut pas penser au niveau national, mais européen. » ■

ÉRIC ALBERT (À PARIS),
HÉLÈNE BIENVENU,
ANNE-FRANÇOISE HIVERT
ET JEAN-PIERRE STROOBANTS

Prochain article Les lenteurs européennes, un obstacle au plan de relance

Au Cameroun, le business de la fuite des cerveaux

Alors que les Camerounais se préparent à voter pour la présidentielle, ce dimanche, les diplômés regardent ailleurs. Une fuite des cerveaux qui nourrit un marché en pleine expansion.

Léa Nkamleun Fosso/AFP

À Douala, capitale économique du Cameroun, impossible de rater la dizaine de bannières rouges et blanches serties de feuilles d'érables alignées sur une avenue du quartier de Bonamoussadi. Elles signalent les locaux d'Objectif Canada, une agence récemment ouverte pour « accompagner à la procédure d'immigration canadienne ». À la réception, Michael, 38 ans, est venu se renseigner pour sa compagne. « Elle est titulaire d'une licence en sécurité informatique mais n'a pas trouvé de travail dans son domaine », explique-t-il.

Le Canada a la cote

Le Cameroun, dirigé depuis 43 ans par Paul Biya, 92 ans, plus vieux chef d'État au monde et candidat à sa réélection, ce dimanche, est l'une des plus grandes économies d'Afrique centrale. Mais son développement reste entravé par ses problèmes de gouvernance. L'an dernier, 40 % des 30 millions de Camerounais vivaient sous le seuil de pauvreté, selon la Banque mondiale. Dans ce contexte, 51 % des jeunes Camerounais « ont pensé



Ce dimanche, huit millions de Camerounais se rendront aux urnes pour élire leur prochain président. Un scrutin duquel Paul Biya, 92 ans dont 43 au pouvoir, est une fois de plus le grand favori. Photo Marco Longari/AFP

à émigrer », indiquait, l'an dernier, un sondage de l'institut africain Afrobarometer.

« La recherche de travail, les difficultés économiques et la pauvreté sont les principales raisons », et l'Amérique du Nord la « destination préférée », soulignait-il. « C'est une perte » à plusieurs niveaux, déplore le politologue Stéphane Akoa : ce sont des « individus hautement qualifiés » et l'argent dépensé par l'État pour les former n'est « pas rentabilisé et profite à d'autres pays ».

« Très peu » d'agences fiables

L'an dernier, le Cameroun a été le premier pays pourvoyeur de nouveaux résidents permanents

au Canada, tant au Québec, francophone, que dans le reste du pays, anglophone.

« L'immigration canadienne a le vent en poupe », confirme Stéphane Bofia, fondateur d'Objectif Canada. Cet informaticien de 34 ans fournit un site en ligne de préparation aux examens de langue réclamés par les services de l'immigration, moyennant 45 000 francs CFA (70 euros) pour trois mois. Il propose également un service d'accompagnement personnalisé qui se facture « en millions de francs » CFA, soit un minimum de 1 500 euros. « On ne fait pas la promotion de l'immigration » mais « la demande existe » et « le client adhère facilement », souligne-t-il.

Le domaine de l'émigration est « vertigineux et truffé d'arnaqes », reconnaît Ghislain Ngongang, un consultant qui aide ses clients à obtenir des visas vers la France et le Canada. « Il y a au moins 200 agences à Douala » mais « très peu sont fiables », prévient-il, affirmant avoir fait partir 40 personnes depuis fin 2023.

Théophile, un artiste plasticien de 24 ans, n'ira pas voter ce dimanche car il n'a « plus aucun espoir pour le pays » et rêve d'ailleurs. « La première opportunité, « je m'en vais », « peu importe le pays », confie-t-il. « Certaines personnes ici ont l'impression de survivre, les Camerounais veulent plus que ça », explique Ghislain Ngongang.

Gaza : le Hamas met en garde contre de prochains pourparlers « difficiles »

● Au deuxième jour du cessez-le-feu dans la bande de Gaza, samedi, le Hamas a mis en garde contre des négociations « difficiles » pour la prochaine phase du plan Trump. Alors que des dirigeants étrangers, dont Donald Trump et Emmanuel Macron, sont attendus, lundi, en Égypte, pour un sommet, un cadre du Hamas, Hosam Badran, a indiqué qu'il était « hors de question » que le mouvement islamiste accepte de se désarmer, comme le prévoit le plan américain.

Avant cette phase de désarmement, l'accord prévoit la libération des derniers otages retenus à Gaza - qui commencera lundi matin, a confirmé le Hamas - et de centaines de prisonniers palestiniens écroués en Israël. Samedi, les autorités israéliennes ont indiqué rassembler dans deux prisons les détenus devant être libérés contre

les 48 otages, dont tout Israël se prépare au retour.

« Vous rentrez à la maison », a déclaré, samedi, à Tel-Aviv, l'émissaire américain Steve Witkoff qui s'était rendu, plus tôt, à Gaza avec le gendre de Donald Trump, Jared Kushner.

Plus de 500 000 personnes de retour dans le nord de Gaza

À Gaza, la Défense civile a annoncé, samedi, que plus de 500 000 personnes, déplacées par la guerre, étaient revenues dans le nord du territoire depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, vendredi matin. Des secouristes continuent de fouiller les décombres à la recherche de corps après le repli des troupes israéliennes derrière les lignes convenues, à l'intérieur du territoire, dans le cadre du cessez-le-feu. Dans le cadre du plan Trump, un premier déploiement de

200 soldats américains doit, par ailleurs, arriver en Israël pour contribuer à la surveillance du cessez-le-feu. Le nouveau chef du Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom), Brad Cooper, qui s'est rendu

aussi, samedi, à Gaza, a soutenu qu'aucune troupe américaine ne serait déployée sur le territoire palestinien. L'armée américaine doit plutôt coordonner une force opérationnelle multinationale qui se déploiera, elle, à Gaza.



La Défense civile de Gaza a annoncé que plus de 500 000 personnes, déplacées par la guerre, étaient revenues dans le nord du territoire depuis l'entrée en vigueur du cessez-le-feu, vendredi. Photo Mohammed Saber/EPA

En bref

Décès de l'actrice oscarisée Diane Keaton à 79 ans



Photo Walter Bieri/AFP

L'actrice américaine Diane Keaton, oscarisée en 1978 pour son rôle dans « Annie Hall » de Woody Allen, est décédée en Californie à l'âge de 79 ans, a annoncé, samedi, un porte-parole de la famille au magazine People. Diane Keaton avait fait ses débuts à Hollywood dans « Lune de miel aux orties », en 1970. Sa longue filmographie inclut un rôle dans « Le Parrain », où elle joue la femme d'Al Pacino, et de nombreux succès de Woody Allen, dont elle est restée l'amie après avoir longtemps été la compagne, la muse et l'actrice fétiche. Elle avait également été nommée aux Oscars pour « Reds » (1981), « Simples Secrets » (1996) et « Tout peut arriver » (2005). Elle avait continué de jouer passé ses 70 ans.

Joe Biden suit une radiothérapie pour son cancer de la prostate

Joe Biden suit un protocole de radiothérapie et un traitement par hormones pour lutter contre son cancer de la prostate, a indiqué, samedi, un porte-parole de l'ex-président américain. Le démocrate de 82 ans, qui avait renoncé à se présenter, en 2024, à sa réélection, sur fond d'inquiétudes sur son état de santé, avait révélé, en mai, avoir été diagnostiqué d'une forme « agressive » d'un cancer de la prostate avec des « métastases osseuses ».

Des milliers de personnes manifestent contre l'immigration en Pologne



Photo Wojtek Radwanski/AFP

Des milliers de Polonais ont manifesté, samedi, à Varsovie, contre « l'immigration illégale » et la politique migratoire européenne, répondant à l'appel du principal parti d'opposition, Droit et justice (PiS), soutien du président nationaliste Karol Nawrocki. Les enquêtes d'opinion montrent qu'une large majorité de Polonais défendent un resserrement de la politique migratoire et voient d'un œil de moins en moins bienveillant les réfugiés ukrainiens, y compris chez les électeurs de la coalition gouvernementale pro-UE, dirigée par Donald Tusk.

Documents sauvegardés



© 2025 courrierinternational.com. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

07JMrDp3lhlv3rOVPBIDy5eaL1rgvOfVr2oUQGz31F2Mjid
naA2TDEiChAWE5sng_Mc5RbHqnLPn2elHcM3Q5QJv5X
gmrrnCalv7fE0lu5xwMDNm

news-20251218-ILW-edd*ccoco*c20251218*c15c756eef5783ac
492966eb6e32e2c3db8545a56

Nom de la source

Courrier International (site web)

Jeudi 18 décembre 2025

Type de source

Presse • Presse Web

Courrier International (site web) • 525 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

La fuite des cerveaux, “un phénomène typiquement italien”

Courrier International

Le chiffre du jour. **La fuite des cerveaux, “un phénomène typiquement italien”**

Après avoir épluché divers rapports sur la démographie italienne, le “Corriere della Sera” s’inquiète : 6,4 millions d’Italiens vivent à l’étranger, et l’exode concerne surtout les jeunes diplômés.

“L’Italie est en train de se vider”, écrit ce jeudi 18 décembre le *Corriere della Sera* après avoir parcouru les données de l’Istat (Institut national de statistique), de la Fondazione Migrantes de la Conférence épiscopale italienne, de l’Observatoire des comptes publics italiens et de la Fondazione Nordest.

Le quotidien de Milan, l’un des plus lus dans ce pays d’environ 59 millions de personnes, s’alarme d’un phénomène qu’il qualifie de “typiquement italien”. “Le solde migratoire est négatif [il y a plus de départs que d’arrivées]”, explique le journal. Les Italiens installés hors d’Italie représenteraient en tout “6,4 millions de personnes, alors que le nombre d’immigrés en Italie s’élève à 5,5 millions”. En clair, explique le *Cor-*

riere della Sera, “ily a plus d’Italiens à l’étranger que d’étrangers en Italie”.

2024, “année record”

L’année 2024 représente un “record”, avance le journal, car 155 000 Italiens ont fait le choix de quitter l’Italie pour aller s’installer à l’étranger.

Selon l’Istat, cité par le quotidien milanais, les 18-34 ans – “la catégorie la plus productive” – ont été les plus représentés parmi les candidats au départ l’année dernière (+ 48 %), suivis par les 34-49 ans (+ 38 %). Une fuite de jeunes qui est alimentée par les régions du Nord, les plus développées du pays, “qui ne semblent pourtant plus attirer les jeunes”. Cet exode important s’est accentué durant la crise économique de 2011-2012 (l’Italie était alors entrée en récession), il a été stoppé net par l’épidémie de Covid-19, puis a repris “à un rythme plus soutenu” en 2022, note le *Corriere della Sera*. Les départs les plus importants (+ 46 %) entre 2022-2023 ont concerné les jeunes diplômés.

Plusieurs raisons peuvent expliquer

6,4 millions d’Italiens vivent à l’étranger, et l’exode concerne surtout les jeunes diplômés. Courrier international

“cette hémorragie”. Dans son rapport daté de novembre 2025, que le *Corriere della Sera* s’est procuré, la Fondazione Migrantes, organisation catholique, pointe du doigt la fragilité structurelle du pays, où le “système est bloqué” (travail précaire, inégalités territoriales, reconnaissance du mérite...). Le quotidien note par exemple qu’un ingénieur informatique va toucher “un salaire annuel moyen de 34 000 euros en Italie alors que son collègue britannique va percevoir 66 000 euros” et qu’un “médecin français perçoit le double de son homologue italien”. La Fondazione Migrantes précise également que certains jeunes actifs quittent le pays juste par “curiosité ou pour un projet personnel”.

Pour le quotidien, la crise démographique continuera à se creuser : “D’ici à 2050, nous pourrions perdre 4,5 millions d’habitants, non seulement parce que moins d’enfants naîtront, mais aussi parce que nous redeviendrons un pays que l’on fuit plutôt qu’un pays où

Documents sauvegardés

l'on s'installe.”

Cet article est paru dans Courrier International (site web)

https://www.courrierinternational.com/article/le-chiffre-du-jour-la-fuite-des-cerveaux-un-phenomene-typiquement-italien_238669

Documents sauvegardés



© 2025 Libération. Tous droits réservés.
Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20250930-LIF-0mznzn7ogmnmf5ame4ggs6kt6me

Nom de la source

Libération (site web)

Type de source

Presse • Presse Web

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Nationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

Mardi 30 septembre 2025

Libération (site web) • 685 mots

La fuite des «cerveaux» coûte un milliard d'euros par an à la France, selon une étude

Séverine Cazes

Quinze mille jeunes diplômés formés dans les écoles d'ingénieurs ou de management en France quittent chaque année le pays, selon un baromètre de la fédération Syntec publié ce mardi 30 septembre.

«**U**ne hémorragie silencieuse et continue.» C'est ainsi que la fédération Syntec, qui représente les secteurs du numérique, de l'ingénierie et du conseil (120 000 entreprises), qualifie le phénomène d'expatriation des jeunes ingénieurs et managers, selon un baromètre publié ce mardi 30 septembre et réalisé avec l'institut d'études Ipsos-BVA.

Chaque année, «près de 15 000 jeunes diplômés issus des écoles françaises d'ingénieurs et de management» choisissent de commencer leur carrière à l'étranger. Un départ qui n'est pas forcément définitif mais navre la fédération Syntec puisque cela représente autant de profils hautement qualifiés qui ne sont pas candidats à l'embauche en France. Cette situation, «loin d'être ponctuelle, [...] traduit une érosion silencieuse mais durable du potentiel scientifique, technologique et économique de la France», s'inquiète le Syntec dans un communiqué. Et de pointer le coût que cela induit pour la collectivité : «Près d'un milliard d'euros, c'est le coût an-

nuel pour l'Etat du départ à l'étranger de près de 15 000 jeunes très qualifiés formés en France.» Ces jeunes ont souvent fréquenté les meilleurs lycées, les classes préparatoires aux grandes écoles et les meilleures formations, que ce soit dans le giron privé ou public.

Un jeune ingénieur sur dix s'expatrie

Si la tendance n'explose pas – la dynamique d'expatriation des jeunes talents n'a pas retrouvé ses niveaux d'avant-Brexit et d'avant-Covid –, il n'empêche que le niveau des départs immédiatement après le diplôme atteint des seuils significatifs. Chaque année, 10 % des jeunes diplômés issus des écoles d'ingénieurs décident de s'expatrier. Cette proportion est plus faible qu'il y a dix ans (14 %), mais le nombre d'étudiants «ingé» ayant augmenté, en valeur absolue, la cohorte de ces jeunes scientifiques globe-trotters augmente fortement (+ 23 % en dix ans). Parmi les jeunes diplômés issus des écoles de management, ce sont carrément 15 % des jeunes talents qui choisissent de faire leur valise et d'entamer leur arrière ailleurs que dans notre pays.



Deux cas précis sont cités en exemple dans ce baromètre : parmi les diplômés de l'école Polytechnique, 19 % des anciens étudiants se sont expatriés en 2024. Et pour les jeunes «ingé» sortis de Supélec, en 2022, ce sont 17,4 % des troupes qui sont parties travailler dans un autre pays. Cela fait dire aux auteurs de l'étude que «le niveau d'expatriation est d'autant plus élevé que les profils sont plus qualifiés».

Un regard pessimiste sur la France

Quelles sont les destinations qui attirent les têtes bien faites du système scolaire français et quelles sont leurs motivations ? «Le Canada (29 %), la Suisse (22 %),

Documents sauvegardés

les Etats-Unis (17 %) et l'Allemagne (16 %) sont les principales destinations visées», répondent les auteurs de l'étude, qui ont sondé une population de 1 000 actifs et étudiants diplômés bac + 5 et plus et réalisé quelques dizaines d'entretiens qualitatifs pour sonder les envies de départ.

Il en ressort une image relativement pessimiste de l'état de la France : *«70 % des talents estiment que la France est en déclin»,* notent les auteurs du rapport. Les trois quarts (74 %) disent s'inquiéter de la situation économique et 81 % de la situation politique. Par ailleurs, les rémunérations nettes sont jugées insuffisantes (44 % des répondants) et le marché du travail trop rigide (32 %).

Face à ce constat, les entreprises de la fédération Syntec appellent *«à une action rapide et coordonnée»* pour *«créer les conditions pour retenir les talents et faciliter leur retour»*. *«La France investit massivement pour former ses ingénieurs et ses managers. Il est urgent d'agir pour fidéliser ces talents indispensables à l'innovation, à la compétitivité, à la réindustrialisation et à la souveraineté de notre pays»,* alerte Laurent Giovachini, président de la fédération Syntec.

Au salon des études supérieures Studyrama, à Toulouse, en février 2023.

. *Adrien Nowak*

Cet article est paru dans Libération (site web)

https://www.liberation.fr/economie/la-fuite-des-cerveaux-coute-un-milliard-deuros-par-an-a-la-france-selon-une-etude-20250930_MZLN7OGMNF5AME4GGS6KT6ME/

Illustration(s) :



Documents sauvegardés



© 2024 Courrier international. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

news-20241209-ILW-002

Nom de la source

Courrier International (site web)

Lundi 9 décembre 2024

Type de source

Presse • Presse Web

Courrier International (site web) • 1468 mots

Périodicité

En continu

Couverture géographique

Internationale

Provenance

Paris, Ile-de-France, France

En Algérie, la fuite des cerveaux s'accélère

Le Matin d'Algérie

Comme d'autres pays du Maghreb, l'Algérie subit une hémorragie continue de ses élites diplômées vers les pays occidentaux. Un phénomène dont les racines plongent dans un avenir bouché, des pesanteurs sociales et un état des libertés en peau de chagrin, analyse "Le Matin d'Algérie". L'urgence est donc de refonder le pacte social et de miser sur les forces et compétences des diasporas algériennes.

L'Algérie a longtemps été perçue comme un pays aux richesses naturelles inépuisables. Le pétrole et le gaz continuent de dominer les discours officiels, les stratégies économiques et les échanges internationaux.

Pourtant, un autre type d'exportation, moins visible mais ô combien stratégique, prend de l'ampleur : celle des cerveaux. Médecins, ingénieurs, artistes, intellectuels... Ils forment ce nouveau "gazoduc" invisible, qui alimente l'Europe en savoir-faire et en talents, tandis que le pays d'origine voit son capital humain se dissiper, comme un gaz précieux qui s'échappe sans retour.

L'avenir est ailleurs

L'expression "exportations hors hydrocarbures" fait sourire amèrement les Algériens. Officiellement, elle désigne des produits manufacturés ou agricoles. Officieusement, elle symbolise l'exode massif de la jeunesse diplômée.

Des milliers de médecins formés dans les facultés algériennes opèrent aujourd'hui dans les hôpitaux européens. Des ingénieurs, aux compétences aiguisées dans des universités locales, conçoivent des projets innovants loin de leur terre natale. Des artistes, en quête de reconnaissance et de liberté, font vibrer des scènes étrangères.

Le paradoxe est cruel : le pays investit dans la formation de ces talents, mais c'est ailleurs qu'ils déploient leur potentiel. En retour, l'Algérie ne récolte ni royalties ni dividendes, seulement une hémorragie sociale et intellectuelle. La fuite des cerveaux n'est pas un phénomène nouveau, mais elle s'accélère. Manque de perspectives, climat économique incertain, libertés restreintes, reconnaissance professionnelle limitée...

Contrairement aux hydrocarbures, les talents humains sont une ressource infiniment précieuse et non renouvelable. Chaque médecin qui quitte l'Algérie,

c'est un investissement national qui s'évapore. Chaque ingénieur qui part, c'est un projet avorté pour le pays. Chaque artiste exilé, c'est un fragment de culture qui s'éloigne. Le vide laissé est immense, difficile à combler, car les générations futures voient, elles aussi, leur avenir ailleurs.

L'urgence de miser sur les diasporas

Le véritable défi pour l'Algérie n'est pas seulement économique, mais aussi social. Comment retenir ses élites ? Comment transformer cette fuite en force ? Les diasporas sont souvent perçues comme des ressources à distance. Encore faut-il créer les conditions pour qu'elles puissent contribuer au développement national, même de loin. Mais le plus urgent reste de redonner confiance à ceux qui sont encore là, à cette jeunesse qui hésite entre partir ou rester, entre rêver ici ou réussir ailleurs.

L'Algérie ne manque pas de richesses ; elle manque de vision. Le gaz naturel rapporte des devises, mais les esprits, eux, rapportent un avenir. Ce "gazoduc humain" vers l'Europe pourrait devenir un véritable levier de transformation si le pays décidait enfin d'investir dans ses citoyens avec la même énergie qu'il investit dans ses ressources naturelles.

Documents sauvegardés

L'Algérie se trouve à un tournant décisif. Le pays dispose d'une richesse humaine considérable, mais cette ressource ne pourra jouer pleinement son rôle que si elle est reconnue, valorisée et, surtout, retenue. Le défi n'est pas uniquement de limiter les départs, mais de créer un écosystème où les talents peuvent prospérer. La solution n'est pas de fermer les frontières aux rêves de réussite ailleurs, mais de les ouvrir à la possibilité de réussir ici.

Les investissements dans l'éducation et la formation ne doivent pas être vus comme des coûts, mais comme des paris sur l'avenir. Il est temps de comprendre que la véritable richesse d'un pays ne se mesure pas à ses réserves de pétrole, mais à sa capacité à inspirer et à retenir ses citoyens.

Paradoxalement, la diaspora algérienne, puissante, riche et intelligente, pourrait jouer un rôle clé dans la reconstruction nationale. De nombreux talents exilés ne demandent qu'à contribuer au développement de leur pays d'origine. Mais pour cela, il faut dépasser les symboles et les discours patriotiques. Il est nécessaire de mettre en place des politiques concrètes de réintégration, d'échanges et de coopération avec ceux qui ont choisi de partir. Leur expérience internationale, leur réseau et leur expertise peuvent devenir un moteur puissant pour l'économie et la société algériennes. Encore faut-il leur donner une raison de croire en un retour, même virtuel.

Ce malaise algérien profond

Les tensions sociales, la fuite des cerveaux et l'exode des talents ne sont pas des fatalités. Ce sont les symptômes d'un malaise plus profond. Pour y

remédier, des réformes courageuses et structurelles sont indispensables : moderniser l'économie, renforcer l'état de droit, valoriser le mérite, encourager l'innovation et offrir des perspectives concrètes à la jeunesse. Il ne s'agit pas seulement de retenir des compétences, mais de créer un environnement où elles peuvent s'épanouir.

En Tunisie, une taxe pour décourager les départs

La Tunisie voisine n'échappe pas au phénomène d'exil, note Business News. Si bien que les autorités ont décidé d'agir et de prévenir cette fuite des cerveaux qui vide le pays de ses compétences.

Selon le titre tunisien, un projet de loi a été déposé, qui vise à "instaurer un mécanisme de remboursement partiel des frais d'études universitaires pour les diplômés en médecine et en ingénierie qui choisissent de travailler à l'étranger". Si elle est adoptée, cette disposition inédite sera incluse dans la loi de finances 2025.

Ce mécanisme permettrait à l'État de récupérer une partie des coûts de formation des diplômés travaillant à l'étranger peu après l'obtention de leur diplôme, puisqu'ils seraient tenus, en cas de départ, de rembourser 50 % des frais de leurs études. Sauf s'ils reviennent travailler en Tunisie dans un délai de cinq ans, précise Business News. Les sommes ainsi récupérées seraient réinvesties dans l'enseignement supérieur.

La fuite des compétences en Tunisie touche particulièrement les médecins et les ingénieurs, pourtant formés dans les universités publiques. Une réalité qui pèse doublement sur le pays, avec une perte de ressources humaines qualifiées

et un manque à gagner financier pour l'État, qui finance ces formations.

Courrier International Afficher la suite

Imaginez un scénario différent : un "gazoduc" humain où les flux s'inversent. Où les médecins, ingénieurs, artistes et intellectuels, loin de partir définitivement, choisiraient de revenir, ne serait-ce que pour des projets temporaires. Où la réussite à l'étranger ne serait pas une fuite, mais une étape avant un retour enrichissant. Où l'Algérie deviendrait un pôle d'attraction pour ses talents, et même pour ceux venus d'ailleurs.

Mais pour cela, il faut cesser de voir ses citoyens comme des ressources exploitables et commencer à les considérer comme les véritables architectes de l'avenir.

Car, au final, le plus grand défi de l'Algérie n'est pas de remplir ses pipelines de gaz, mais de remplir les esprits de rêves réalisables. C'est là, et seulement là, que réside la véritable souveraineté nationale.

L'Algérie est à la croisée des chemins, où le choix entre exploiter les talents et les laisser s'échapper devient crucial. Investir dans l'humain, c'est assurer la durabilité d'une économie aujourd'hui trop dépendante des hydrocarbures. La richesse d'une nation se mesure à son capital humain : une jeunesse bien formée, un tissu entrepreneurial dynamique, et des institutions qui font naître l'émergence de leaders capables de transformer le pays.

Imaginons une Algérie...

Les exemples de nations qui ont réussi à se réinventer ne manquent pas. Prenons

Documents sauvegardés

l'exemple de la Corée du Sud, autrefois dévastée par la guerre, aujourd'hui géant technologique et culturel. Son secret ? Un investissement massif dans l'éducation et l'innovation, et une valorisation sans compromis de ses talents nationaux. L'Algérie, avec sa jeunesse dynamique et ses ressources naturelles, possède tous les ingrédients pour réussir une transition similaire. Mais cela nécessite une vision claire et, surtout, une volonté politique de passer de la parole aux actes.

Aujourd'hui, les meilleurs cerveaux partent faute de perspectives. Mais imaginons une Algérie où les médecins ne s'exilent plus en France pour échapper à des conditions de travail précaires, où les ingénieurs ne cherchent plus refuge dans la Silicon Valley faute de reconnaissance, où les artistes ne s'exilent plus en Europe pour pouvoir créer librement.

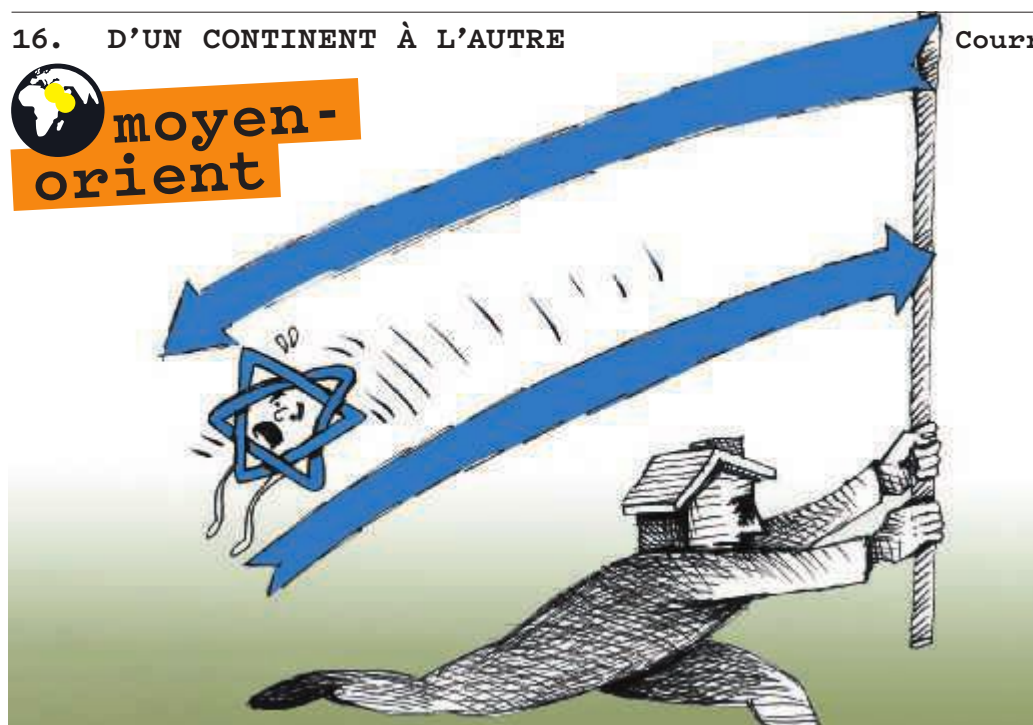
Le retour des compétences algériennes ne doit pas seulement être souhaité, il doit être activement encouragé. Faciliter les démarches administratives pour les entrepreneurs de la diaspora, valoriser les diplômes obtenus à l'étranger, créer des partenariats avec les universités internationales : autant de mesures concrètes qui pourraient transformer la fuite des cerveaux en un véritable réseau mondial au service du développement national.

La crise actuelle n'est pas seulement économique, elle est aussi sociale. Les jeunes Algériens ont besoin de perspectives, pas de discours. Ils veulent un pays où le mérite l'emporte sur les passe-droits, où l'avenir n'est pas conditionné par la naissance ou les relations, mais par le talent et l'effort. Ce nouveau pacte social doit être fondé sur la justice,

l'équité et l'égalité des chances. C'est la condition sine qua non pour retenir les talents et redonner confiance à une jeunesse désabusée.

Cet article est paru dans Courrier International (site web)

https://www.courrierinternational.com/article/economie-en-algerie-la-fuite-des-cerveaux-s-accelere_225028



← Dessin de Hassan Bleibel, Liban.

Israël. La fuite des cerveaux

Depuis 2023, l'émigration s'est nettement accrue. Si le phénomène concerne beaucoup de Juifs installés dans le pays ces cinq dernières années, il touche aussi nombre d'Israéliens diplômés.

—The Economist, extraits (Londres)

Dans un pays aussi petit qu'Israël, l'attribution d'un prix Nobel à un ressortissant est généralement un motif de fierté nationale. Pourtant le mois dernier, le Nobel d'économie reçu par l'Israélo-Américain Joel Mokyr [avec le Français Philippe Aghion et le Canadien Peter Howitt] n'a pas reçu grand écho. Notamment parce qu'avait lieu en même temps le retour de Gaza des derniers otages encore en vie. Et Joel Mokyr étant un critique véhément du gouvernement israélien en place, le pouvoir n'allait pas chanter ses louanges.

Mais parmi ses confrères et ses admirateurs en Israël, certains avancent une autre explication à la froideur des réactions : Joel Mokyr est installé aux États-Unis, et ce depuis plus de cinquante ans. "Tout le monde ici adore Joel, assure un maître de conférences en économie à l'Université hébraïque de Jérusalem, où Mokyr fit ses études. Il n'aurait jamais pu avoir une telle carrière en restant en Israël. Il est toujours

fier d'être israélien, et entretient des liens forts avec le milieu universitaire israélien. Mais il y a la peur d'une fuite des cerveaux, très forte en ce moment."

Les atrocités de la guerre menée par Israël dans la bande de Gaza et les souffrances des Palestiniens depuis deux ans ont changé le regard porté de l'étranger sur Israël. Mais les attaques du Hamas en octobre 2023 et tout ce qui a suivi ont aussi modifié le sentiment des Israéliens à l'égard de leur pays. Certains se demandent si leur avenir est bien toujours en Israël.

Société divisée. Le pays a fait montre d'une impressionnante domination militaire sur ses ennemis au cours des deux dernières années. Mais c'est un avenir de guerre et de vigilance permanente qui se dessine, alors que le cessez-le-feu à Gaza ne tient qu'à un fil, qu'aucun accord d'envergure avec les Palestiniens n'est en vue et que grandit le rejet de la communauté internationale [à l'égard d'Israël]. Sur la scène intérieure, la vie politique est plus que jamais divisée et violente.

Tout cela aura des conséquences profondes sur l'avenir d'Israël. De telles craintes ne sont pas nouvelles dans ce pays. Les perspectives et les moyens qu'offrent les universités américaines ont toujours été tentants pour les esprits les plus brillants. Ces vingt-cinq dernières années, quatre lauréats du prix Nobel d'économie étaient passés, comme étudiants ou comme enseignants, par l'Université hébraïque. Un seul est resté en Israël quand sa carrière a décollé.

Si des calculs financiers sont toujours entrés en ligne de compte, depuis trois ans, les politiques de la coalition Nétanyahou, dominée par des partis ultra-religieux et la droite dure, puis la guerre à Gaza, sont venues donner une dimension politique aux débats sur l'émigration.

"La réussite d'Israël en économie et dans les technologies est le fait d'un petit nombre d'Israéliens qui sont moteurs dans la recherche et l'enseignement en sciences et en médecine - et qui tous n'auraient aucun mal à trouver du travail à l'étranger", souligne Dan Ben-David, économiste à l'université de Tel-Aviv, qui les estime autour de 300 000, soit 3 % de la population israélienne. En 2024, le secteur de la tech représentait environ 59 % des exportations israéliennes de biens et de services, or ses travailleurs sont extrêmement mobiles.

"On entend tous parler au quotidien de collègues qui s'en vont."

Dan Ben-David, ÉCONOMISTE À L'UNIVERSITÉ DE TEL-AVIV

À en croire des chiffres récents du Bureau central de la statistique, l'État hébreu a de quoi s'inquiéter. Durant une bonne décennie, l'émigration au départ d'Israël était à un niveau relativement faible d'environ 40 000 personnes par an. En 2023, première année complète de l'actuel gouvernement Nétanyahou, le nombre de départs a bondi de près de 50 %, à 59 365, et en 2024, l'année qui a suivi le début de la guerre à Gaza, il a encore flambé, pour s'établir à 82 774.

Faut-il pour autant en conclure qu'Israël connaît une fuite des cerveaux à la suite de ces trois dernières années ? Il est courant pour les universitaires de partir travailler un temps à l'étranger pour ensuite rentrer : "Ce phénomène est normal, rappelle Dan Ben-David. Ce qui l'est moins, c'est ce constat empirique au quotidien : on entend tous parler de collègues qui s'en vont."

Jeunes médecins. En examinant de plus près les statistiques, on remarque une part importante de candidats à l'émigration eux-mêmes devenus récemment israéliens : en 2024, 38 % des départs concernaient des personnes qui avaient immigré en Israël moins de cinq ans auparavant.

Beaucoup étaient donc des immigrés très récents, arrivés avec la vague d'émigration des Juifs de Russie et d'Ukraine depuis la guerre entamée par Moscou en février 2022, détaille le démographe Sergio Della Pergola. "Beaucoup d'entre eux ont vu Israël comme un refuge temporaire face à la guerre chez eux. Alors quand la guerre a éclaté ici, ils sont partis. Je ne trouve rien de surprenant, globalement, dans les statistiques d'émigration, sachant qu'Israël vient de traverser une longue guerre."

Pour autant, Israël ne peut pas se penser à l'abri d'une fuite de ses cerveaux. "Des signaux inquiétants laissent penser que ceux qui partent sont plus jeunes et diplômés, en particulier des jeunes médecins." Les Israéliens non religieux diplômés du supérieur sont plus souvent opposés au gouvernement Nétanyahou. Avant la guerre, les milieux de la tech étaient au premier plan du mouvement de protestation contre sa politique.

Plus de 300 000 réservistes ont été mobilisés durant la guerre à Gaza. Malgré les cessez-le-feu

dans la bande de Gaza et au Liban, l'armée israélienne prévoit de se maintenir à un niveau d'alerte élevé. Les généraux appellent à un renforcement des effectifs permanents de l'armée, crucial selon eux pour empêcher toute

Les Israéliens non religieux diplômés du supérieur sont plus souvent opposés au gouvernement.

nouvelle attaque surprise comme celles d'octobre 2023, alors que la situation demeure très tendue.

Parallèlement, Israël traverse aujourd'hui une crise psychologique à l'échelle nationale, mettent en garde des spécialistes. La responsabilité, dans cette crise, des attaques du 7 Octobre et de la guerre qui a suivi est difficile à mesurer précisément. Selon les chiffres de Tsahal, 21 soldats ont mis fin à leurs jours en 2024, un chiffre record depuis 2011. "Se concentrer sur les traumatismes des combattants et les suicides de soldats, c'est passer à côté d'un problème plus vaste", lâche cependant Doron Sabti, un travailleur social à la tête d'un programme de soutien psychologique bénévole. Pour lui, il faudra une réaction beaucoup plus générale, issue de la société israélienne.

À ce jour, l'État a consacré 1,9 milliard de shekels (502 millions d'euros) à la santé mentale depuis le début de la guerre, mais les professionnels estiment que cela ne suffira pas. Comme le résume un psychologue de l'armée : "La queue de comète de cette guerre, c'est une société traumatisée."

Publié le 16 novembre

SOURCE



THE ECONOMIST

Londres, Royaume-Uni
Hebdomadaire, 443 000 ex.
economist.com

Cette institution de la presse britannique, fondée en 1843 par un chapelier écossais, est la bible de tous ceux qui s'intéressent à l'actualité internationale. Ouvertement libéral, le titre défend le libre-échange, la mondialisation, l'immigration et le libéralisme culturel.